

Initiatives : 11 pages d'offres d'emploi

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

MERCREDI 28 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La « guerre » des espions

PAR le biais de « fuites » dans la presse, dont elle est coutumière, à l'instar de bien d'autres services secrets dans le monde, la CIA a fait savoir qu'elle avait dissuadé des sociétés américaines de participer, en juin prochain, au Salon aéronautique du Bourget si elles tentaient à n'être pas victimes de l'espionnage français. Un important constructeur américain d'avionneur vient de reconnaître publiquement l'intervention de la CIA - et pas des moindres, puisqu'il s'agit du groupe Hughes Aircraft - même si le déclin de ses activités de défense l'incite déjà à douter de son intérêt à figurer dans cette exposition internationale.

Depuis les années 80, la CIA guerroye contre les services de pays alliés, notamment les centrales françaises, allemandes, japonaises ou israéliennes, accusées de « piller » la technologie outre-Atlantique, d'intercepter des « secrets » financiers, de tricher en matière de commerce mondial ou encore de tenter de soudoyer des « carreaux » aux États-Unis pour concurrencer, du côté du décollage, les intérêts américains qu'elle doit protéger.

AVEC les services français, Aien particulier, les relations passent par des hauts et des bas : très conflictuelles au début du premier mandat de François Mitterrand (dont l'alliance avec les communistes déplaçait fortement aux agents américains), plus détendues à la fin de la décennie 80 et, de nouveau, hautes, l'an dernier, quand le Congrès a voulu enquêter sur l'activité de services étrangers accusés d'appuyer l'agressivité commerciale de leurs pays sur les marchés à l'exportation.

De cette évolution, on a aujourd'hui une nouvelle preuve. Les recommandations de la CIA à l'endroit d'une présence des industriels américains au Bourget s'apparentent à une tactique qui veut discréditer par avance des concurrents potentiels et participe de l'affirmation d'une politique commerciale plus agressive décidée par la nouvelle administration américaine.

LES sociétés d'armement aux États-Unis - et pas seulement celles-là - sont convaincues de livrer, pour leur survie, une véritable guerre technologique et économique au reste du monde, et notamment à l'Europe. Tout les y invite : la réduction du budget fédéral de la défense, qui a pour effet d'annuler l'investissement et les profits des groupes ; la perte, voire l'obligation, de devoir partager certaines commandes à l'exportation, qui handicape leur productivité et limitent jusqu'à leur influence politique auprès des clients ; le « climat » international, qui pousse à des affrontements économiques majeurs comme au GATT, et, donc, en fin de compte, les moindres capacités de ces mêmes industriels à continuer de financer leur recherche et à maintenir l'emploi dans des secteurs « sensibles » qui sont jugés prioritaires.

Les industriels et les services français, qui sont loin d'être des esprits saints, en savent quelque chose. De tout temps, on s'est espionné entre alliés, comme les États-Unis l'ont pratiqué en se renseignant sur l'état de la discussion française, comme sur les technologies que la France met au point. Et certains Français, qui ont négocié récemment la vente de chars au Moyen-Orient, n'oublient pas, eux, qu'ils ont reçu des lettres de menaces de mort de leurs rivaux américains...

Lire nos informations page 23

M0147 - 0428 0 - 7.00 F



Malgré une croissance mondiale de 2,25 % en 1993

Le FMI prévoit la poursuite de la récession en Europe

En 1993, la croissance mondiale ne devrait pas dépasser 2,25 %, pour atteindre 3,5 % l'année suivante, selon un rapport du FMI rendu public le lundi 26 avril à Washington. La récession devrait se poursuivre en Europe et les taux de chômage rester élevés, tandis que les États-Unis sont invités à réduire leur déficit budgétaire. Pour sa part, le président de la Bundesbank a laissé entendre lundi que, face à la récession, l'institut d'émission allemand pourrait accélérer la baisse des taux.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Deux événements, d'importance certes inégale mais susceptibles d'avoir des incidences économiques, se sont produits peu avant l'assemblée dite « de printemps » du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui se déroule traditionnellement à Washington au mois d'avril : l'abandon par le président Clinton (face à l'obstruction des sénateurs républicains) de son miniplan de relance de l'économie américaine et le « oui » plus important que prévu des électeurs russes au référendum organisé par le président Boris Eltsine. Tous deux appelaient un commentaire des experts du Fonds, le 26 avril, à l'occasion de la présentation des perspectives de l'économie mondiale établies deux fois par an par le FMI.

Sur le premier point, Michael Mussa, directeur des études, s'est employé à relativiser l'importance du « stimulus plan » de la nouvelle administration démocrate en rappelant que le programme annulé ne représentait que 12 milliards de dollars (64,8 milliards de francs environ), soit l'équivalent de 0,25 % de l'ensemble du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis.

SERGE MARTI

Lire la suite et ses informations page 21

Italie : le joker du président

M. Scalfaro a désigné Carlo Azeglio Ciampi, gouverneur de la Banque centrale, pour former le gouvernement

ROME

de notre correspondant

Après trois jours et demi d'intenses et infructueuses négociations entre des partis politiques campant, chacun, sur ses positions, selon une habitude vieille de plus de quarante ans, le président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, pour tenter de déboucher le jeu, vient d'abattre un « joker » un peu inattendu, en la personne du gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi.

Chargé officiellement de former le nouveau gouvernement à 18 heures 30, lundi 26 avril, M. Ciampi, quelques minutes plus tard, annonçait la couleur : contraire-

ment à la tradition en vigueur, il n'y aurait pas de consultation préalable des partis politiques, ni sur l'équipe choisie ni sur le programme, qui devraient être présentés au président de la République au plus tôt (on parlait de mardi soir ou mercredi). Entendant appliquer à la lettre l'article 92 de la Constitution qui laisse au président du Conseil le choix des ministres, M. Ciampi dressait ses priorités : la réforme électorale voulue par le référendum du 18 avril ; la poursuite de l'assainissement des finances publiques ; la lutte contre le chômage.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 4

La stratégie présidentielle du maire de Paris

M. Chirac invite le RPR à rester mobilisé

En présence d'Edouard Balladur, le RPR devait réunir, mardi 27 avril à Paris, son conseil national sous la présidence de Jacques Chirac. Le maire de Paris se proposait de mobiliser les militants de son parti en faveur de la politique du nouveau gouvernement mais aussi de sa propre stratégie présidentielle. A cette occasion, le RPR devait élire un nouveau bureau politique, élargi notamment au premier ministre et au président de l'Assemblée nationale.

par Olivier Biffaud

Jean-Louis Debré, le nouveau secrétaire général adjoint du RPR, dont il est aussi le porte-parole, le dit haut et fort : le parti néogaulliste sera « exemplaire » dans son soutien à « la politique de réforme du gouvernement ». Il n'y aura ni « oui, mais », ni « oui, si », ni « oui, on verra », prévient le second d'Alain Juppé, lequel, tout en étant ministre des affaires étrangères, conserve son titre de secrétaire général du mouvement.

Pour autant, le RPR, qui réunit son conseil national, mardi soir 27 avril à Paris, devait, en toute amitié, évaluer Edouard Balladur que l'exemplarité de son soutien ne lui interdirait pas, si

nécessaire, de faire valoir un certain nombre de remarques aux ministres.

Il va sans dire que le RPR a deux fers au feu. Le calendrier électoral et l'avenir économique le contraindront peut-être à choisir l'un au détriment de l'autre si la politique de réformes balladurienne ne porte pas les fruits attendus en temps utile.

Car le RPR se trouve aujourd'hui dans une situation nouvelle. Il est le parti le plus important de la majorité à l'Assemblée nationale, l'un des siens occupe l'hôtel Matignon, mais son champion présidentiel, très discret depuis un mois, est en réserve muette en son Hôtel de Ville.

Lire la suite page 10

Le débat sur la ville à l'Assemblée

Le débat sur la politique de la ville, souhaité à l'origine par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, s'ouvrira mardi 27 avril dans l'après-midi, au Palais-Bourbon, par une déclaration du premier ministre, Edouard Balladur, suivie d'une intervention de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

Devant les députés réunis lundi au ministère de l'Intérieur, Charles Pasqua a annoncé le dépôt de deux projets de loi, visant à renforcer les contrôles d'identité et à « maîtriser les flux migratoires ».

Lire

■ Les antécédents du maire de Vénétieux

■ par BRUNO CAUSSE

■ M. Balladur demande aux préfets d'assurer une gestion « impartiale et exemplaire » de l'administration

■ Les projets de loi de M. Pasqua

page 8

La reprise des pourparlers israélo-arabes



Lire nos informations page 6 et le début de notre série « Israël face au péril vert », de PATRICE CLAUDE, page 7

Bosnie : Boris Eltsine met en garde les Serbes

Dans une déclaration publiée mardi 27 avril à Moscou, le président russe adresse une mise en garde aux Serbes, qui ont refusé de signer le plan Vance-Owen pour la Bosnie-Herzégovine. Il est temps, ajoute Boris Eltsine, de prendre des mesures « décisives » pour mettre fin au conflit.

Lire page 4 les articles de JACQUES ISNARD et de JEAN-BAPTISTE NAUDET

INITIATIVES

Les entreprises se mobilisent face au chômage

Préoccupés par l'évolution de l'emploi, des patrons commencent à se demander si la logique économique n'est pas allée trop loin. Certains prennent des initiatives. Ou signent des manifestes pour proclamer leurs intentions.

Lire notre cahier pages 29 à 44

Le sommaire complet se trouve page 28

Le Monde des DEBATS

Le Monde

Dans le Monde des débats d'avril

L'UNIFORMITÉ EN 1993 COMME LA FRANCE EN 1958

« Notre guerre d'Algérie à nous, c'est la question morale qui range tous les partis », a déclaré le président du Sénat, Giovanni Spadolini, comparant la situation de l'Italie en 1993 à celle de la France en 1958, au cours d'une table ronde qui réunissait à Rome constitutionnalistes français et italiens. Le Monde des débats d'avril publie le compte rendu de cette rencontre.

En vente dans les kiosques
Le numéro 30 F

La spirale de la vie

Il y a quarante ans était élucidée la nature chimique de l'ADN, support de l'hérédité

par Catherine Vincent

La bombe éclata le 25 avril 1953, sous la forme d'une note parue dans la revue scientifique Nature. Neuf cents mots, pas un de plus, pas un de moins, allaient révolutionner le monde. « Nous décrivons une structure pour le sel de l'acide désoxyribonucléique (ADN). Cette structure possède des caractères nouveaux d'un intérêt biologique considérable. » Suivait une longue description, et plus loin : « Il n'a pas échappé à notre attention que l'appareil spécifique que nous avons proposé suggère immédiatement un mécanisme possible pour la réplication du matériel génétique. » L'article était signé par deux jeunes chercheurs, quasiment inconnus : J. D. Watson et F. H. C. Crick, du laboratoire Cavendish (Cambridge, Angleterre). Un intérêt « considérable » ? La formule était modeste.

A force de persévérance, les deux hommes venaient tout simplement d'effectuer la découverte la plus essentielle de la biologie de ce siècle. Avec des bouts de fil de fer et quelques boules de laiton, ils étaient parvenus à élucider la nature chimique de l'hérédité : une interminable double hélice dont les barreaux, formés de paires de bases complémentaires, se succèdent à l'infini pour former le code génétique. La molécule originelle du vivant avait désormais une structure, et celle-ci allait tout expliquer. Watson avait vingt-quatre ans, Crick trente-six. Deux ans plus tard, leurs noms étaient déjà devenus légendaires, et même indissociables.

Lire la suite page 16 ainsi que les entretiens avec les professeurs François Jacob et Axel Kahn, dans « Le Monde Sciences-Médecine », page 15

DÉBATS

Ville

Nommer pour agir

par Patrick Simon

LES bavures policières de ces derniers jours ont cruellement ramené à l'actualité des thèmes qui s'étaient plutôt montrés discrets pendant la campagne législative. Sécurité et étrangers, délinquance et immigration, violence et banlieues : les termes sont interchangeables et renvoient tous à l'irrésistible spirale de l'exclusion sociale. Mais dans leur graduel déplacement, du quantifiable statistique à l'insaisissable du vécu, ces trois associations posent un problème de fond : sait-on encore de quoi et de qui on parle ?

Pour aborder un phénomène social, quel qu'il soit, le plus important est de pouvoir le circoncrire, puis d'en isoler les acteurs en les nommant. Dire qui agit, donner une identité sociale aux individus, voire aux groupes, c'est se permettre de « lire » l'événement. Ici, c'est un policier qui tue d'une balle dans la tête un jeune Zaïrois, dans un commissariat. L'action est située dans le temps ; juste après la prise de fonctions d'un ministre de l'Intérieur ; combien symbolique, et dans l'espace : un commissariat du dix-huitième arrondissement de Paris, dans un quartier à forte concentration d'immigrés. Les acteurs sont identifiés : un policier – on voit de qui il s'agit, son rôle et l'institution qu'il représente – et un « délinquant ». En fait, le « délinquant » n'est pas présenté comme tel, on lui accole immédiatement une (ou plusieurs) identité complémentaire, « informative » : il est jeune et zaïrois.

Interrogeons-nous d'abord sur la différence de statut entre les deux protagonistes. L'un est désigné par sa fonction, l'autre par son appartenance à une classe d'âge et par sa nationalité. Dans le choix de ces « descripteurs synthétiques » se joue la lecture de l'événement. En rappelant que la victime est jeune, on induit le chômage qui frappe de préférence ce groupe d'âge et la séculaire tension qui oppose « jeunes-voyous » à l'institution policière. La mention de la nationalité suscite d'autres identifications. D'abord, c'est un étranger. Est-il en situation régulière ou pas ? Soit, il est mort. Mais la question va avoir de l'importance quand il faudra dégager la responsabilité de la société française à son égard. Ensuite, il est africain. Cela veut dire qu'il est noir. Étranger et noir, on voit tout court. Qu'est-ce qui est important dans l'identité de la victime pour la compréhension du fait social qui s'est produit ? Peut-être que ce jeune Zaïrois était aussi chômeur, titulaire d'un CAP de menuiserie, mélomane, joueur de basket, frère de trois sœurs, conducteur de mobylette... Évidemment, personne ne va dire qu'un jeune joueur de basket ou qu'un mélomane zaïrois au chômage a été tué dans un commissariat du dix-huitième, parce que personne ne comprendrait ce qui s'est passé. Donc, nous devons considérer que l'indication de la classe d'âge et de la nationalité de la victime sont des indicateurs qui déterminent le sens du fait social. Ce ne sont pas des éléments objectifs d'information, ils signifient la portée du fait dans la société qui l'a rendu possible.

Des catégories éclatées

Ce qui ressort de la présentation des événements qui ont suivi ce meurtre conforme le constat initial. On cherche à comprendre qui compose les bandes de jeunes qui sont descendues dans la rue et se sont durement confrontées aux forces de l'ordre. On remarque qu'il ne s'agit pas d'un amalgame entre délinquance et étrangers, puisque la plupart des jeunes appréhendés lors des manifestations sont « des Français, même si la couleur de peau fonce de quelques-uns d'entre eux, peut les faire passer pour étrangers aux yeux de certains » (Philippe Bernard, *Le Monde* du 16 avril). Visiblement, la nationalité des manifestants n'a aucune importance, pas plus que celle de la victime n'était l'indication retenue. Ce constat amène une question d'une importance capitale : quelle fonction remplit une catégorie qui suggère plus qu'elle ne renseigne ?

La France est un État de droit, régi par des textes législatifs qui ne distinguent que des Français et des étrangers. Les catégories administratives et statistiques respectent ce découpage. Il est vrai qu'il fonde la citoyenneté française, celle-ci étant intimement liée à la nationalité. La Constitution stipule qu'aucune distinction de race, d'origine ou de religion ne doit être réalisée parmi les citoyens français. Cette disposition

égalitaire, héritage de la Déclaration des droits de l'homme, est à la base du « modèle français d'intégration ». Elle est renforcée par une législation relativement souple d'acquisition de la nationalité, permettant à un grand nombre d'étrangers de devenir français.

Qu'en est-il dans la pratique, aussi bien juridique qu'administrative ? Hormis les grandes lignes d'application de ces principes, on observe l'apparition de catégories d'administrés sensiblement plus nombreuses et éclatées que la simple bipolarisation de citoyenneté. Ce phénomène bien connu repose sur la distance souvent importante entre droit et pratique, et il n'y aurait pas lieu de s'en inquiéter si, dans le cas qui nous occupe, ce décalage ne produisait pas des effets pervers très dangereux. A force de ne vouloir considérer que les catégories de Français et d'étrangers, le pouvoir central a laissé se développer une classification sauvage dans tous les interstices du champ d'application des lois. Les domaines concernés se sont multipliés avec la décentralisation, et l'éclatement du fossé entre le cadre légal et ses applications atteint un niveau dramatique. Les effets en sont visibles à de maintes occasions de la vie quotidienne, comme lors d'événements plus médiatisés : les quotas par origines ethniques dans le logement social sont pratiqués par les collectivités locales et les offices d'HLM ; les multiples discriminations à l'embauche qui frappent les chômeurs d'origines maghrébines ou africaines, indépendamment de leur nationalité, viennent des employeurs privés, mais aussi des agents de l'ANPE qui anticipent les préjugés des employeurs potentiels ; la police a depuis toujours construit ses propres catégories d'identification, qui ignorent largement la nationalité des personnes visées.

Ce détournement des procédures repose sur l'utilisation de catégories opérationnelles qui ne recoupent pas celles définies par les codes légaux. Elles reprennent les représentations du corps social, construites sur les différences sensibles. Cela signifie que le critère de nationalité n'est pas pertinent pour rendre compte des phénomènes sociaux où interviennent des discriminations ethniques ou raciales. Plus encore, ces phénomènes échappent complètement à toute appréhension statistique. C'est vrai des statistiques administratives, mais également des études et enquêtes en sciences sociales. En effet, les catégories ethniques ne parviennent pas plus à s'imposer dans le domaine de la recherche que dans celui des politiques d'État. La critique des sciences sociales à l'égard de cette classification fondée sur le double registre scientifique et idéologique. La référence scientifique principale tient à l'imprécision de l'objet « ethnique » lui-même. On lui reproche son manque de contours définis, une trop grande plasticité, qui le rend impropre à l'analyse rigoureuse.

La seconde critique dirigée à l'encontre de l'utilisation de catégories ethniques est d'ordre idéologique. On s'inquiète d'une « dérive idéologique » avec la constitution de groupes ou communautés ethniques. On craint que, en relayant par leurs études les classifications fondées sur l'appartenance ethnique, les sciences sociales contribuent à l'ethnicisation du corps social. Alors donc ! D'observateurs, les chercheurs deviendraient des créateurs de mouvements sociaux. Singulière conception de leurs responsabilités, de leur engagement dans la société et de leur poids réel dans le débat public.

Plus encore, cette crainte révèle un profond mépris des capacités d'autonomie des acteurs sociaux, qu'on imagine constamment manipulés par les institutions et les médias, tellement inconsistants et vagues qu'ils peuvent s'identifier à la dernière trouvaille du sociologue en vogue. Non, vraiment non. Les chercheurs n'inventent pas le social, ils sont à sa traîne. Ils hésitent à parler de « groupes ethniques », alors que ces derniers existent depuis des années. Au-delà de la nécessaire critique des catégories issues du sens commun, il devient impératif de comprendre la nature des tensions actuelles. La distance entre l'appareil d'État et la société s'est accrue et les sciences sociales, traduisant leur vocation traditionnelle, se montrent incapables de se détacher de l'analyse institutionnelle.

Il faut alors prendre la mesure de la responsabilité des sciences sociales dans le déficit cognitif actuel. Si leurs modélisations ne construisent pas la société à la base, elles peuvent, en revanche, modifier les per-

ceptions des milieux dirigeants. Les retombées concrètes de la collaboration entre État et recherche sont particulièrement sensibles dans le domaine de la politique d'intégration des « immigrés ». Contractée dans les limites de la bipolarisation des citoyens, elle s'adresse à des populations sans contours ni dénomination, sans existence légale. Chargée de lutter contre l'exclusion, elle précise que la voie principale d'intégration « reste l'acquisition de la nationalité française ». Le cercle vicieux se mord la queue. Les étrangers posent problème ? Qu'ils deviennent français ! Là, ils disparaissent... ou même seulement « intégrés » grâce à leur changement de statut ? Évidemment oui, leur situation sociale ne s'est guère modifiée et la perception qu'ont d'eux les agents des pouvoirs publics reste identique.

Égalité et réparation

On pourra alors glosier sur la faiblesse du racisme institutionnel en France, puisque les victimes ne sont pas désignées. On pourra toujours interroger sur la portée de la discrimination que subissent des groupes qui n'apparaissent nulle part. Où sont les jeunes d'origine maghrébine dans les statistiques ? Où sont les femmes noires rejetées du marché du travail ? Où sont les locataires qui cherchent désespérément à se loger et dont le nom est à consonnance étrangère ? Où sont les banlieues quotidiennes vécues par des millions de personnes en France, victimes de différences qui ne sont reconnues par aucun service d'État, exceptés ceux avec lesquels ils sont en contact ? Le principe d'égalité qui justifie l'invisibilité des différences est louable. Il assure, dans l'absolu, la non-discrimination. Pourtant, dès que celle-ci s'est développée, qu'elle aggrave des pans entiers de la société, qu'elle est insupportable dans la mentalité des individus à tous les niveaux de responsabilité, le principe d'égalité s'avère et devient vecteur d'exclusion.

Par l'application d'une uniformisation légale, on s'interdit toute action spécifique de réparation en direction des groupes discriminés. C'est au nom de l'égalité qu'on laisse le marché du logement se fermer à des personnes ayant une couleur différente. C'est au nom de l'égalité qu'on accepte que les embaucheurs se portent de préférence sur les candidats « non typés ». On rappellera qu'il existe des lois contre la discrimination raciale ou en raison des origines. Mais chacun sait que jamais les lois n'ont réussi à lutter contre les préjugés, surtout lorsqu'on cherche à désigner des coupables à la vindicte générale. On a cru protéger l'énorme majorité des immigrés « en voie d'intégration », en stigmatisant les « immigrés clandestins ». Subtil distinguo qui n'a aucune traduction sur le terrain. Rien ne ressemble plus à un « clandestin » qu'un étranger en situation régulière et qui, fort de son bon droit, affiche des différences remarquables... et remarquées. Les dispositions prétendant dénoncer les pulsions racistes et xénophobes de la population sur les groupes jugés indésirables ont eu, comme prévu, des conséquences négatives sur l'ensemble des immigrés, devenus des suspects en puissance. C'est donc le clivage juridique initial entre Français et étrangers qui commande les discriminations s'étendant par ricochet successifs à l'ensemble de ceux considérés comme « allochtones ». L'incapacité de l'État à délimiter les groupes bénéficiaires de son engagement parmi cette population accroît sa vulnérabilité. Pourtant, on admet facilement qu'il existe des bandes sociales qu'il convient de compenser par une intervention des pouvoirs publics.

Dans le domaine scolaire, par exemple, de nombreuses études ont mis en évidence la sélection sociale qui frappe durement des enfants issus de milieux populaires. On s'est appuyé sur ces résultats pour mettre en place des systèmes visant à rééquilibrer les chances. Il est probable qu'il existe aujourd'hui des discriminations qui touchent les enfants de famille d'origine immigrée et qui échappent à tout enrégimentement. Ce n'est pas avec la nationalité de l'enfant que l'on pourra les construire, cet indicateur n'ayant pratiquement aucune signification. Entre les enfants nés en France de parents nés dans l'ancien empire colonial qui sont français dès leur naissance et ceux dont les parents se naturalisent, la masse des enfants susceptibles d'être discriminés dépasse de loin les seuls effectifs d'étrangers : 63 % des

enfants d'âge scolaire issus de familles dont l'un des parents, sinon les deux, est né à l'étranger sont de nationalité française. Faire des calculs sur l'échec scolaire de cette population à partir du seul critère de la nationalité apparaît pour le moins hasardeux.

En définitive, l'absence de coïncidence entre les catégories utilisées par l'homme de la rue et celles de l'administration prouve au moins une chose : nous vivons peut-être dans un pays où la ségrégation raciale et ethnique n'a jamais été aussi forte, mais au moins personne ne le sait. Les remarques formulées par la commission américaine venue étudier les dispositifs de lutte contre l'exclusion sociale sont instructives sur ce point. Si elle s'émerveille de la qualité de la coexistence sociale et de l'intervention de l'État dans les quartiers en difficulté, elle pointe néanmoins l'incroyable absence de prise en compte des tensions interethniques par leurs interlocuteurs français. Jusqu'où ira cet entêtement ? Tant que la conception majoritaire sera de privilégier l'indifférenciation, avec l'espoir qu'elle limitera l'ampleur du phénomène de fragmentation de la société, on continuera à « euphémiser » les faits divers. Cette situation durera aussi longtemps que les sciences sociales refuseront de s'engager dans une « recomposition » des catégories d'appartenance du corps social. Il est urgent de s'y atteler pour qu'on cesse enfin qui tu qui et pourquoi.

Patrick Simon est chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED).

Le péril social

par Alexis Guenego

LA mort en série de jeunes, en même temps que celle d'un fonctionnaire de police, vient ajouter à la liste de ce qu'il est interdit d'appeler les bavures policières une inacceptable illustration des dérives sécuritaires, d'une société devenue dangereuse et qui risque ses acquis démocratiques. La France, qui représente un élément essentiel de l'équilibre européen, ne peut se permettre de jouer avec le feu d'une instabilité de ses banlieues et de ses villes. On a pu dire qu'il n'existe pas de paysages sans paysans, il n'y a pas de « ville réelle » sans mettre fin à l'intraçable fragmentation d'agglomérations qui « agglomèrent » peu et « cloisonnent » beaucoup. Le débat qui doit s'ouvrir au Parlement sera-t-il en mesure d'apporter des réponses sur les véritables acteurs du drame social, qui se nouent inexorablement depuis plus de vingt ans ?

Notre fédération, qui s'est prononcée résolument « pour un droit de cité pour tous », est guidée par la volonté de faire exister et vivre un véritable service public de l'habitat pour que toutes les populations voient se concrétiser un droit à l'habitat fondé sur des règles d'équité, d'impartialité et de solidarité.

Les offices publics de l'habitat doivent être le fer de lance d'une politique du logement solidaire, garantissant le droit au logement. C'est pourquoi il est grand temps de mettre un coup d'arrêt au mouvement actuel de délégitimation prôné par la fédération des offices HLM et relayé par certains secteurs de l'administration au mépris des enjeux en matière d'habitat. Car cela aura pour effet de sortir le secteur public du logement du cadre des fonctions publiques en assignant

tissant encore davantage le droit au logement à certaines politiques locales dont on sait à quel point elles sont un dévoiement de la décentralisation.

Trois millions de mal-logés dont quatre cent mille sans-abri énoncent sans appel l'inaacceptable, auquel conduit l'addition d'égoïsmes locaux et l'insuffisance, l'incobérence en matière de solidarité nationale.

S'il existe d'indéniables réalisations positives, elles ne peuvent faire oublier des volumes effrayants de suppression de logements sociaux, de suppression de l'accueil des familles ressources. Les faits parlent d'eux-mêmes : l'OPAC de Paris refuse, en lien avec sa municipalité, le droit à la ville aux gens qui ne peuvent suivre la hausse des loyers. L'OPAC et la municipalité alimentent une spéculation qui fait disparaître de nombreux logements sociaux, dans des opérations peu soucieuses de maintenir les populations en place. D'autres exemples similaires dans des grandes villes indiquent que la pauvreté devient insupportable.

Ségrégation urbaine

L'alternance politique à chaque échéance démocratique et les différences manifestes dans l'attitude vis-à-vis des populations à loger, la nécessité d'une grande rigueur dans la passation des marchés publics et des opérations d'aménagement immobilier, la déontologie que nécessitent les emplois au contact avec les familles en difficulté ou faisant l'objet de risques de discrimination imposent une nouvelle dynamique du service public dans le souci de conserver sa crédibilité et, par là même, celle de la décentralisation.

Étant donné l'enjeu que représente l'habitat, étant donné l'impact patent d'une politique du logement social au regard des phénomènes d'exclusion, et alors que près de 80 % de la population vit dans les agglomérations, il n'est plus possible de laisser les stratégies immobilières ou d'obscures rivalités de familles d'organismes HLM décider et souvent contrecarrer... ce qui devrait être une véritable politique urbaine au niveau d'une communauté de villes, de communes ou d'un district. Les offices de l'habitat exercent des fonctions publiques, ils doivent en avoir les règles pour protéger les usagers, les salariés, les responsables locaux contre toutes dérives. Il est temps de s'interroger sur la réelle liberté des individus des familles, qui sont contraintes à la dépendance, à l'assignation à résidence, par la faiblesse de leurs ressources, par les incapacités ou le refus de les accueillir ?

On est là sur l'essentiel : ce qui corrompt la solidité de notre démocratie c'est, avec le drame du chômage, le scandale de cette exclusion spécifique par l'habitat qu'est la ségrégation et la relégation urbaine de nombreux habitants. L'importance de l'habitat et du vote extrême aux dernières législatives dans les quartiers en difficulté montre l'urgence et la priorité de l'action contre cette ségrégation.

L'insuffisance, en nombre et en qualité, du logement social au fur et à mesure que se détruisent les logements vétustes des centres-villes place en position de monopole les organismes publics qui détiennent l'essentiel du patrimoine locatif accessible à la majeure partie de la population aux ressources modestes. Alors que ceux qui en assurent la présidence plus ou moins directement exercent souvent dans le même temps la responsabilité de la politique au plan local.

Militants d'un syndicalisme qui ne limite pas son action aux seuls lieux de travail, nous avons conjugué notre réflexion et notre action pour le droit au logement avec le droit de cité, car il n'est pas acceptable que le peuplement de la ville se structure en fonction de niveaux de revenus et de découpages électoraux.

Étant donné la gravité de la situation en matière d'habitat et l'enjeu que constitue cette question, il nous paraît essentiel de décider un audit et un bilan sans concession du fonctionnement des offices publics de l'habitat au regard de leurs missions. Alors pourrait avoir lieu, à l'instar de ce qui s'est fait pour les PTT, un grand débat public associant toutes les parties pour définir et ordonner les conditions d'un véritable service public de l'habitat, capable de mettre en œuvre les réformes dont le pays a besoin.

Alexis Guenego est secrétaire général de la fédération Interco CFDT. La fédération Interco regroupe notamment les personnels des collectivités territoriales, dont les offices publics de l'habitat, la police, le ministère de l'Intérieur, des préfectures, des affaires sociales de l'État et des affaires étrangères.

BIBLIOGRAPHIE

La foi du zappeur

LA TÉLÉVISION DU PUBLIC

d'Hervé Bourges, éditions Romorion
288 pages, 115 F.

Ce n'est évidemment pas un hasard si Hervé Bourges, ce « fou de télévision », a attendu le lancement des discussions législatives pour faire paraître la cinquième œuvre qu'il consacre à l'unique objet de sa passion et à l'expression du ressentiment qu'il éprouve à l'idée que la nouvelle majorité pourrait, sous de faux prétextes mais de vraies raisons politiques, épouser les intérêts commerciaux des chaînes publiques de concurrence déloyale.

Même si le nouveau premier ministre manifeste à la matière un louable souci de prudence, le président de France-Télévision, qui eut depuis dix ans tous les hauts et les bas du PAF (pay-sage audiovisuel français), est bien placé pour savoir qu'il n'y a pas eu d'« élection législative présidentielle », ni de changement de locataire à Matignon, au cours des vingt-cinq dernières années, sans que l'organisation de l'audiovisuel ait aussitôt été remise en chantier.

Ce rappel semblant posé en postulat, la tentation sera grande de voir dans le livre d'Hervé Bourges un banal plaidoyer pro domo. Ceux que ce grand pont du service public exaspère passeront que le patron de France 2 et France 3 cherche à sauver sa tête lorsqu'il dénonce la «ynchocose minable» dont furent victimes, en 1981, de la part de la «chaîne populaire», certaines figures symboliques de la télévision d'avant François Mitterrand. Peut-être jugeront-ils même qu'il en fait trop, dans la défense de son bilan, lorsqu'il traite d'«obscureté» ceux qui condamnent «le dictateur de l'Audimat» en faisant mine d'oublier que, si y a peu, François Mitterrand fut publiquement de ceux-là. Si tel était le cas, Hervé Bourges, qui se déclare victime d'un «procès en sorcellerie», aurait droit aux circonstances atténuantes. TF1 et M6 ont bel et bien déclaré la guerre à France 2 et à France 3 en les qualifiant de «chaînes commerciales d'État» et en utilisant, pour essayer d'accroître leurs propres parts du pactole public-

taire, un slogan réducteur : «A-télévision publique, argent public ; télévision privée, argent privé». Leurs dirigeants n'ont pas affaire à un ingrat : Hervé Bourges règle ses comptes avec adresse. Et il ne manque pas d'arguments pour étayer une démonstration qui le conduit naturellement à soutenir qu'une nouvelle séparation des deux chaînes publiques de France-Télévision, réunies sous sa présidence commune, laisserait le champ libre aux appétits de TF1.

La tentation hégémonique

Mais si ce testament confirme l'adhésion chez son auteur d'un certain contentement de soi, il expose surtout une conception de la «télévision-publique» au service des citoyens-usagers qui mérita qu'un arrêt, au-delà des polémiques. Ce n'est pas parce que M. Bourges prêche pour sa paroisse qu'il a forcément tort. Aïe ! quand il met en garde contre la tentation hégémonique, présente à toute chaîne commerciale, pour mieux souligner que le pluralisme, à la télévision comme ailleurs, «s'accommoda mal de passions exagérées dominantes». Ou lorsqu'il réhabilite l'Audimat, bricardé par «les beaux esprits», en rappelant une vérité d'évidence : «Le téléspectateur regarde ce qu'il veut quand il veut». Ou encore, lorsqu'il moralise en dénonçant la tentation de «ce médiocrisme de télé-cul» qui, de plus en plus, en France aussi, «entraîne les programmes dans le ruisseau, pour ne pas dire l'égoût».

S'il n'est pas lui-même irréprochable, ce qu'il admet volontiers, Hervé Bourges possède néanmoins un incontestable avantage sur la plupart des nombreux prétendants à sa succession : sa foi en cette «télévision du public» se fonde sur un art du zapping tellement consommé qu'il vit, chez lui comme au bureau, entouré d'écrans allumés. Ce fléau zappeur sait donc da quel il perle quand il s'adresse à ceux qui veulent changer la télévision sans (presque) jamais prendre le temps de la regarder. Par ces temps d'artifices, cela devient (presque) un tour majeur.

ALAIN ROLLAT

ÉTRANGER

RUSSIE : en raison du vote négatif de plusieurs régions

L'avantage pris par le président n'est pas décisif

La victoire du président Eltsine au référendum du 25 avril, éclatante dans les grandes villes russes, a été quelque peu ternie par les résultats négatifs obtenus dans plusieurs régions ou Républiques de la Fédération de Russie, notamment peuplées de non-Russes.

MOSCOU

de notre correspondant

Quand les résultats tardent à venir, le plus efficace est de prendre les devants. En annonçant dès dimanche soir une victoire massive de Boris Eltsine, l'équipe présidentielle a pris un considérable avantage tactique, entraînant dans son sillage la plupart des médias et des dirigeants occidentaux qui se sont hâtés d'envoyer leurs félicitations. Le ton était donné, même si les chiffres devaient ensuite être revus à la baisse : environ 58 % des votants ont exprimé leur confiance à Boris Eltsine, alors qu'une assez extraordinaire estimation de la télévision russe donnait 75 % à la fermeture des bureaux de vote.

La performance reste honorable, dans une Russie en proie au désarroi et à la crise économique. Mais les journaux d'opposition peuvent faire valoir qu'un tiers seulement des Russes ont dit « oui » à leur président. De fait, Boris Eltsine réunit sensiblement moins de voix que lors de l'élection présidentielle de 1991 (il avait eu à l'époque

42,8 % des voix des inscrits). Alors même qu'il dispose désormais des leviers du pouvoir, le chef de l'Etat n'a ainsi perdu cinq millions de voix. Du coup, l'ancien ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze, qui pourtant avait ouvertement souhaité la victoire de Boris Eltsine, estime que les résultats de dimanche ne suffiront pas à « clarifier les choses ». « L'incertitude va s'aggraver », affirme même l'actuel président géorgien. Le journal du Parlement, *Rossiyskaia Gazeta*, exagère certes quand il affirme qu'il n'y a « ni vainqueurs ni vaincus », mais le quotidien indépendant *Nezavisimaya Gazeta* considère de son côté que cette « demi-victoire » de M. Eltsine ne permettra « ni au président ni au Congrès d'accomplir quoi que ce soit de neuf ».

Le camouflet du Caucase

Les très bons scores réalisés par le président à Moscou, à Saint-Petersbourg, à Ekaterinbourg ou à Perm par exemple ne doivent pas dissimuler le fait que toute une série de régions lui ont refusé la confiance : Koursk, Orel, Belgorod, Voronej, Tambov, en Russie centrale, Penza et Oulianovsk, sur la Volga. A Riazan, où on avait attiré les électeurs en distribuant du beurre vendus à moitié prix, le « oui » ne fut que fâcheux 50 %. C'est également « non » dans l'Amour (Sibérie orientale) et dans l'Altai (Sibérie occidentale).

Phénomène plus inquiétant pour un président dont la tactique a souvent consisté à s'appuyer sur les dirigeants locaux, c'est le Congrès plus centralisateur : dans nombre de Républiques autonomes, le « non » est retentissant. C'est le cas en Bachkirie (sans parler du Tatarstan, où le référendum a été annulé faute de participants), en Tchouvachie. Ou bien, dans le Caucase, en Kabardino-Balkarie, et dans la petite République d'Ingouchie. En Ingouchie, M. Eltsine paie le soutien apporté par l'armée russe aux Ouzbeks du Nord et les massacres qui se sont ensuivis : le président obtient la confiance de 2 % des votants.

Bien entendu, cette série de revers locaux, d'ailleurs totalement ignorés lundi soir par la télévision russe, n'empêche pas les amis de M. Eltsine d'affirmer que le Congrès a désormais perdu sa « légitimité ». Et cela même si les « oui » à la quatrième question, portant sur des élections législatives anticipées, sont très loin de la majorité requise : 41,4 % des inscrits. Les *Izvestia* annoncent même en titre que les résultats « obligent le président à agir vite et résolument ». On trouve là l'écho des thèses de M. Guennadi Goussine, le conseiller des jours de bataille, qui expliquait à l'avance que le référendum « stimulerait » le président et lui donnerait « une énergie nouvelle ». Cependant, dans le camp présidentiel lui-même, les avis sont apparemment partagés :

M. Ernest Ameristov, juge au Tribunal constitutionnel, rejette la thèse (avancée à la veille du vote par M. Eltsine lui-même) selon laquelle le « oui » au président vaut approbation d'une nouvelle Constitution.

Bref, tandis que, selon son porte-parole, le président « étudie » les résultats, la question de l'exploitation politique du référendum reste posée. En attendant, on a vite renoué avec les vieilles habitudes. Les responsables du Parlement, submergés par une propagande présidentielle d'autant plus efficace que parée des atours de la technique électorale moderne, sont résolus à renouveler leurs assauts contre la forteresse de la télévision. De part et d'autre, on a repris les échanges d'insultes. M. Khasboulatov, président du Parlement, dénonce « la propagande poltrouno-goussinienne », assimilant le superviseur des médias présidentiels au chantre du nazisme. M. Poltoranine réplique en dénonçant « la politique antirusse » du président du Parlement, tchetchène comme chacun sait.

Comme l'écrit mardi la *Nezavisimaya Gazeta*, « le peuple russe, prudent, a estimé qu'il valait mieux pour l'instant ne rien changer ». Les politiciens de Moscou en ont tiré la leçon à leur manière : en poursuivant, comme si de rien n'était, leurs chamailleries habituelles.

JAN KRAUZE

Les résultats officiels de la commission électorale

La président Boris Eltsine a recueilli dimanche 58,09 % des voix des votants. La question de la confiance au référendum, a annoncé, mardi 28 avril, Vladimir Kharukov, président de la commission électorale.

La participation a été de 64,6 %, selon ces résultats complets mais encore non définitifs, établis à partir des télégrammes et coups de téléphone reçus des 88 régions de Russie. Les résultats définitifs ne seront publiés que lorsqu'auront été reçus les comptes-rendus officiels détaillés.

A la deuxième question, 52,88 % des votants ont déclaré soutenir les réformes.

Par ailleurs, 32,64 % des inscrits ont demandé une élection présidentielle anticipée et 41,40 % des inscrits des élections législatives anticipées.

Ces deux dernières questions devaient, pour mener automatiquement à la convocation de scrutins anticipés, recueillir les votes d'au moins 50 % des inscrits, avait décidé le Cour constitutionnel la semaine dernière.

L'actuelle Constitution russe ne prévoit pas en effet la procédure d'élections anticipées et leur convocation oblige à un changement constitutionnel, pour lequel il faut les votes de plus de la moitié des électeurs inscrits. — (AFP)

o GRÈCE : «entière identité de vues» avec la Roumanie. — Les premiers ministres grec et roumain, Konstantin Mitsotakis et Nicolae Vacaroiu, ont exprimé, lundi 26 avril à Athènes, leur «entière identité de vues» sur la situation dans les Balkans, et la Grèce s'est engagée à soutenir la demande d'adhésion de la Roumanie au Conseil de l'Europe. — (AFP)

o ALBANIE : reconnaissance de la Macédoine. — L'Albanie a officiellement reconnu, lundi 26 avril, la République de Macédoine, en exprimant le souhait que la minorité albanaise (quelque 20 % de la population) y jouisse d'un meilleur traitement. De son côté, le gouvernement français, qui n'a toujours pas reconnu formellement la Macédoine, admise à l'ONU le 8 avril, a souhaité lundi que la CEE examine sans tarder cette démarche. Neuf pays de la CEE ont, jusqu'ici, reconnu individuellement la Macédoine. — (AFP, Reuters)

La communauté internationale se félicite de la victoire de M. Eltsine

Avant même la proclamation des résultats, de nombreuses capitales étrangères se sont félicitées de la victoire du président Eltsine au référendum du 25 avril.

Le président américain Bill Clinton a considéré que l'annonce de cette victoire constituait une «très, très bonne nouvelle» non seulement pour le peuple russe mais pour le peuple américain et pour le monde. Et il a téléphoné à M. Eltsine pour le féliciter. Le soutien apporté par l'électorat russe aux réformes «justifie la politique des Etats-Unis», a ajouté M. Clinton.

Le Quai d'Orsay, à Paris, a exprimé sa «satisfaction» devant le taux important de participation au référendum, «qui donne la mesure

de la vitalité démocratique de la Russie», et s'est «réjoui» des premières estimations donnant le président Eltsine vainqueur.

«A Bonn», le chancelier Helmut Kohl a lui aussi téléphoné à Boris Eltsine pour le féliciter. «Le sommet du G7 à Tokyo en juillet, auquel sera invité le président Eltsine, réaffirmera une fois de plus ce soutien», a dit un porte-parole de la chancellerie. Le président Václav Havel, qui se trouvait lundi en visite officielle à Bonn, a salué cette «bonne nouvelle».

Même son de cloche à Madrid, La Haye et au Foreign Office à Londres, ainsi que parmi les dirigeants est-européens réunis à l'assemblée annuelle de la BERD qui,

tout en estimant que le bras de fer entre le président russe et les conservateurs n'était pas terminé, ont vu dans la victoire du président russe les chances d'une plus grande stabilité. La seule note discordante est venue d'Ukraine : «Chaque porte-interprète, les résultats à sa manière, a déclaré un porte-parole du premier ministre. La société russe en sortira encore plus divisée, ce qui accroîtra la tension politique et le déclin de l'activité économique, en plus d'entraver les réformes. Si les tensions politiques continuent chez nos voisins, nous en serons affectés nous aussi». — (Reuters, AFP)

DANEMARK : à trois semaines du référendum sur Maastricht

Pour les partisans du «oui», la partie est bien engagée

COPENHAGUE

de notre correspondant

Sceptiques de nature, les Danois sont difficiles à convaincre. Selon un sondage publié, mardi 27 avril, 49 % des électeurs affirment qu'ils ne sont pas dupes et que, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, ils vont voter le 18 mai prochain exactement sur le même traité de Maastricht. Pour eux, les dérogations obtenues par le Danemark au sommet d'Edimbourg (défense, citoyenneté, monnaie, asile et police), en décembre 1992, ne modifient pas substantiellement son contenu. En revanche, près de 31 % pensent qu'ils vont se rendre aux urnes pour voter sur un texte radicalement différent.

Mais le camp du «non» a perdu, le week-end dernier, une carte maîtresse : la Grande-Bretagne. Londres, qui s'était jusqu'à présent rangée du côté du Danemark — jurant que les Britanniques ne ratifieraient pas le traité si les Danois devaient le rejeter — a changé son fusil d'épaule. Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a laissé entendre à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères des Douze, en Pologne, que Londres pourrait se joindre aux dix autres partenaires pour poursuivre la construction européenne... même sans le Danemark.

Une belle aubaine pour les partisans du «oui», qui ont le sentiment qu'à moins de trois semaines du référendum la partie est bien engagée. Les derniers sondages sont plutôt rassurants pour les partisans de l'Union qui recueillent de 47 % à 54 % des intentions de vote. «La partie n'est pas

encore jouée, mais nous avons de bonnes cartes en main, assure le premier ministre social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen. Il reste à convaincre une frange de la population qui n'a pas encore fixé son choix».

A Esbjerg, ville-bastion des anti-Maastricht, M. Rasmussen a tenté d'expliquer, la semaine dernière, surtout aux indécis, l'importance de l'enjeu : «Vous serez toujours de bons camarades sociaux-démocrates, et-t-il lancé, même si vous votez «non»... Mais réfléchissez bien encore une fois!».

Un sentiment anti-européen toujours vivace

Dans la ville natale du premier ministre, port de pêche et base pétrolière pour les plates-formes de la mer du Nord, le sentiment anti-européen est toujours vivace. Et la dernière grève des marins pêcheurs (contre la politique restrictive des quotas de pêche et la concurrence déloyale des pays tiers) a encore renforcé l'allergie à Bruxelles. «Je comprends bien l'opposition tenace des Danois, car les politiciens n'ont pas pris le «non» du référendum du 2 juin dernier pour un «non», mais un «non mais», qu'ils n'ont pas voulu réellement respecter», dit, par exemple, Marianne Andersen, déléguée syndicale dans une fabrique de conserve de poisson locale.

En entamant sa campagne dans les grandes villes de province, et en parcourant les entreprises durant la pause-café, le chef du gouvernement est conscient de ces réticences à l'Union européenne, y compris au sein de son propre parti : deux électeurs sociaux-dé-

mocrates sur trois ont voté contre le traité le 2 juin 1992. Il est donc parti en guerre contre les «anti-Maastricht». «La seule chose qu'ils peuvent offrir, s'exclame M. Rasmussen, est l'incertitude, l'insécurité, notamment pour les groupes les plus exposés de la société comme les chômeurs (12 % de la population active), les retraités et les assistés sociaux, car un nouveau «non» perturberait réellement notre économie».

Les adversaires du traité, actifs depuis le début de l'année, réaffirment que «les accords d'Edimbourg n'ont rien changé et qu'on est en train de bernier la population en lui présentant le même vin avec juste une nouvelle étiquette». Le professeur Niels Meyer, du Mouvement de juin, qui organise la lutte anti-Maastricht, croit toujours «dans la victoire finale du «non» pour entraver définitivement Maastricht. Attendez la campagne à la télévision, qui est très regardée, et vous verrez que nos arguments vont passer comme une lettre à la poste».

«Les politiciens ont appris quelque chose du référendum du 2 juin. Ils ont compris que les questions d'indépendance et de transfert de souveraineté sont décisives pour les Danois», constate Karen Sjøne, sociologue et coauteur d'un livre Et si c'était non ? Et d'ajouter : «C'est pourquoi nous avons eu les accords d'Edimbourg. Mais l'important, maintenant, est de savoir si les électeurs font toujours confiance aux politiciens, ces politiciens à l'égard desquels ils nourrissent une grande méfiance il y a un an.» Réponse le 18 mai.

ALEXANDRE SARIN

HASSAN II

La Mémoire d'un Roi



Entretien avec ERIG LAURENT

PLON

«Enfin, le roi raconte tout.»

Colette Porlier/PARIS MATCH

«Ce personnage hors du commun demeure pour les Français une énigme. Étrange Hassan ! Il y a, dans ses propos, une dignité, une précision qui impressionnent.»

Georges Sufferet/LE FIGARO

«Ce livre se dévore avec gourmandise et la dernière page tournée, on en redemande.»

Hamid Barrada/JEUNE AFRIQUE

«Dans cette discussion à bâtons rompus centrée sur 32 années de règne, dont le Roi est l'auteur essentiel, les trahisons sanglantes de certains de ses proches comme le général Oufkir, les rencontres secrètes avec, par exemple, Moshé Dayan ou les ruptures qui laissent parfois de secrètes blessures retiennent d'abord l'attention.»

AFP

Plon

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Boris Eltsine met en garde les Serbes

Dans une déclaration publiée, mardi 27 avril à Moscou, le président russe, Boris Eltsine, souligne qu'il est « temps de prendre des mesures décisives pour mettre fin au conflit » en Bosnie-Herzégovine. La déclaration ne précise pas quelles pourraient être ces mesures. La Russie, est-il dit, « ne protégera pas ceux qui s'opposent à la communauté mondiale. Les nationalistes serbes et tous les autres participants au conflit qui misent sur la force se heurteront à une riposte ferme de l'ONU ». Le président a également fait savoir aux Serbes de Bosnie qu'ils devront supporter les conséquences de leur décision s'ils refusent d'accepter le plan de paix international mis au point par Cyrus Vance et David Owen.

Ce dernier était attendu, mardi, à Paris où il devait rencontrer M. Balladur et les responsables de la diplomatie française pour les informer des derniers développements de la crise bosniaque après

le refus des Serbes de Bosnie de signer le plan de paix. A Bonn, lord Owen a appelé à faire pression, par tous les moyens, sur les Serbes pour imposer le plan de paix, y compris si nécessaire par une pression militaire. « Ce plan n'est pas mort », a-t-il dit, nous sommes seulement dans une nouvelle phase. Les nouvelles sanctions qui frappent la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ont commencé à entrer en application le même jour.

Conformément à la résolution 820 du Conseil de sécurité des Nations unies, elles interdisent le transport de tous produits et marchandises à travers les frontières terrestres, et en provenance ou à destination des ports de la République fédérale de Yougoslavie. Elles prévoient également le gel des avoirs financiers de cette dernière à l'étranger. (AFP, Reuters)

Les « frappes » aériennes sélectives

Des missions à risques

Compte-tenu de l'implémentation des cibles éventuelles au sol, de la difficulté d'accéder à des objectifs mobiles, du mauvais temps qui continue de sévir dans la zone et du relief tourmenté de l'ex-Yougoslavie, des « frappes » aériennes dites sélectives – si elles ne sont pas impossibles – sont risquées pour la coalition internationale qui ambitionnerait de mettre au pas la Serbie par le biais de ces rétorsions militaires.

De l'avis de nombreux aviateurs, de tels raids, s'ils devaient être montés, ne requièrent pas comme seul préalable de mettre à l'abri les « casques bleus » et les responsables humanitaires pour qu'ils ne soient pas pris, le cas échéant, en otage. Ils exigent aussi une préparation minutieuse de la mission par des équipages avertis sans que, pour autant, leur succès soit garanti. Des actions précédentes du même type au Vietnam ou en Irak l'ont prouvé.

Les effets de l'embargo

L'une des difficultés, et non des moindres, tient au choix des cibles et à l'effet de surprise qu'on veut, ou on croit, en avoir. La liste des objectifs potentiels à traiter compte – de préférence à des buts mobiles dont les déplacements sont imprévisibles et souvent rapides – des installations fixes et préalablement repérées, telles que des ponts, des routes reliant la Serbie à l'est de la Bosnie, des dépôts de munitions, des pistes d'atterrissage, des PC identifiés, voire des positions d'artillerie lourde ou des sites de missiles sol-air ou portables. Des bombardements limités peuvent être défectifs de jour comme de nuit, si les conditions atmosphériques sont acceptables, si le relief est accessible et le terrain peu boisé.

Dans la mesure où la coalition internationale ne veut pas créer des dommages irréparables, parce qu'elle a dans l'esprit de lancer un avertissement plutôt qu'une action

militaire d'envahir, les états-majors devraient retenir des cibles éloignées d'une agglomération ou en lisière de centres urbains, dont les populations seraient les premières victimes.

Une autre difficulté tient aux modes d'attaque des avions, qui ne peuvent lancer leurs munitions à l'aveuglette. Pour être précise, une « frappe » aérienne fait appel au laser, qui permet d'« éclairer » la cible, c'est-à-dire qu'un laser ordinaire (ce qui suppose une reconnaissance à vue de l'objectif) ou un laser infrarouge (pour s'affranchir de la couche des nuages) désigne la cible à un avion attaquant en l'ayant « illuminée » au préalable. Soit l'appareil est autonome : il embarque son propre illuminateur-laser. C'est le cas des Jaguar français, mais cet appareil doit opérer de jour. Soit un second avion « éclaire » l'objectif au profit de l'appareil attaquant juste au moment du tir. Ce fut le cas, dans le Golfe, du Buccaneer au bénéfice du Tornado britannique, mais le raid est lourd à organiser. Soit, enfin, un commando au sol, préalablement parachuté, « illumine » lui-même la cible. Cette procédure accroît la précision du tir, surtout de nuit, mais elle oblige à déployer des « forces spéciales » en territoire hostile.

Dans les états-majors, où l'on estime contre-productifs les « dommages collatéraux » qui atteindraient des civils, parce qu'ils pourraient ébranler l'opinion internationale, on écarte le risque que représenterait l'aviation serbe à base de Mig-21 et de Mig-29. Ces avions de conception ex-soviétique semblent aujourd'hui handicapés par les effets de l'embargo qui se font sentir sur la fourniture des pièces de rechange. La présence en Adriatique de porte-avions, armés d'appareils d'attaque et de protection, coexistent à sa manière une dissuasion contre la Serbie, en la contraignant à prendre quelques précautions.

JACQUES ISNARD

EN BREF

■ ALLEMAGNE : suspension du procès de l'ancien président de l'État de la République de la « Belle ». Le procès de l'ancien président de la République de la « Belle », un prêtre accusé d'avoir préparé l'attentat commis en mars 1985 contre une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par les soldats américains, a été suspendu lundi 26 avril en raison du refus du principal témoin de venir témoigner. Celui-ci, Mohamed Amari, qui vit en Norvège, a fait savoir qu'il craignait pour sa vie s'il se rendait en Allemagne. L'attentat avait causé la mort de deux soldats et d'une jeune fille, et avait provoqué dix jours plus tard le bombardement de Tripoli par l'aviation américaine. Washington accusait la Libye d'être à l'origine de cet attentat. (AP, AFP)

■ VACLAV HAVEL en visite à Bonn. Le président tchèque, Václav Havel, a évoqué avec le chancelier Kohl la question de l'indemnisation des victimes tchèques du nazisme. Les deux parties ont décidé d'entamer des négociations pour « faire un geste humanitaire » en faveur des citoyens tchèques de même que des Allemands expulsés des Sudètes. Václav Havel a indiqué que s'il était disposé à examiner la réparation des « injustices commises

[envers les Allemands] par le régime communiste entre 1948 et 1989 », il ne lui paraissait « ni réaliste ni souhaitable » de chercher à réparer d'éventuelles injustices commises avant 1948. (AFP, AP)

■ POLOGNE : arrestation de l'ambassadeur du Costa-Rica. L'ambassadeur du Costa-Rica à Varsovie, Carlos Varga Solis, dans les bagages duquel les douaniers avaient trouvé 12 kilos d'héroïne, a été arrêté, lundi 26 avril, après avoir été démis de ses fonctions par les autorités du Costa-Rica, ce qui a entraîné la levée de son immunité diplomatique. L'ex-diplomate clame son innocence et a déclaré vouloir être jugé en Pologne. (AFP)

■ ROUMANIE : réduction de peines pour des collaborateurs de Ceausescu. La Cour suprême de Roumanie a réduit en appel, lundi 26 avril, les peines de quatre proches collaborateurs de Ceausescu condamnés à la prison à vie pour « génocide ». Ce chef d'accusation a été transformé en complicité de meurtre et les peines réduites à dix et à dix-sept ans de détention. (Reuters)

Medjugorje, « zone protégée » par la Vierge

MEDJUGORJE (BOSNIE-HERZÉGOVINE) de notre envoyé spécial

C'est une oasis de paix dans l'enfer de la guerre. Une sorte de « zone protégée » où les soldats croates n'ont même pas leur uniforme et où ceux de l'ONU, quand parfois ils viennent, enlèvent leur casque en entrant dans l'église. Une lie de prière dans un champ de pierres, où tout est calme et recueilliment. C'est dans le sud de la Bosnie-Herzégovine décomposée, à quelques kilomètres de sanglants combats, du nettoyage ethnique et des massacres, non loin de Mostar : un village épargné par la haine. Un flot d'espérance... ou d'invisible inconscience.

Medjugorje, « zone protégée » par la foi, par la Vierge ou par Dieu lui-même, disent les fidèles, « par des ordres supérieurs venus de Belgrade », affirment les mécréants. Au milieu de la rage des hommes, un village de quelques centaines d'âmes, toutes croates et catholiques, avec des apparitions de la Vierge, à l'heure sur la colline, et des centaines de milliers de pèlerins. Chaque année, ils viennent du monde entier. Cette fois à portée d'obus. Ils prient pour la paix.

Tout a commencé le 25 juin 1981. Le maréchal Tito était mort depuis un an et la guerre couvait déjà : l'état d'urgence avait été déclaré en avril au Kosovo. Inscrite sur le mur de l'église, la légende raconte : « Des enfants du village, Mirjana, Marija, Ivan et les autres, ont vu une jeune femme avec un enfant dans les bras. Elle était incroyablement belle, joyeuse et souriante. A sa troisième apparition, Mirjana lui a demandé : « Qui êtes-

vous ? » Elle leur a répondu : « Je suis la Vierge Marie, mère de Dieu. J'ai une communication à vous faire. » Depuis, tous les 25 du mois, Maria parle. Elle dit : « La paix doit régner aussi bien entre les hommes et Dieu que parmi les hommes. Elle doit régner dans le monde entier. »

Mostar

« un petit Beyrouth »

Puis « ce fut l'apocalypse », se souvient Sœur Emmanuelle. Le 6 avril 1992, jour de la reconnaissance de la Bosnie par la Communauté européenne, la guerre éclate ici, se rappelle cette religieuse française de la Communauté des Béatitudes, qui vit à Medjugorje depuis plus de trois ans. « Les habitants du village nous ont dit : « Partez, partez vite, c'est la guerre ! Nous-mêmes nous partons. » Sœur Emmanuelle n'est pas partie, pas plus que ses semblables. Marie leur disait de rester : « C'était le plan de Dieu que nous savions là. » Alors que la ligne de front n'est plus qu'à cinq kilomètres. Sœur Emmanuelle envoie tous les jours des nouvelles de la guerre au monde (1). Elle aide à nourrir les réfugiés, elle prie dans la mitraille : « Il fallait des boules Quies pour dormir. » « Le village a été protégé, miraculeusement », assure-t-elle, et bien que le lieu de prière ait été bombardé à trois reprises, (deux fois à l'artillerie, une fois par les avions), il n'y a eu aucune victime, « à part une vache, un chien et une poule ».

En avril et mai 1992, les pèlerins ont pourtant déserté. Avant, ils venaient par centaines de milliers : près de cinq cent mille hosties distribuées aux communions en 1985 et 1986 ; plus

d'un million à partir de 1988 et jusqu'en 1991, puis moins de deux cent trente-deux en 1992, selon la comptabilité tenue par les frères franciscains du monastère. Aujourd'hui, les pèlerins commencent à revenir, moins nombreux certes. Ils étaient deux mille cinq cents pour Pâques. Ils sont trois cent cinquante en cette fin avril, alors que la guerre a repris de plus belle, que les « frères ennemis » croates et musulmans s'affrontent.

A Mostar, la « capitale » des Croates de Bosnie, à moins de 15 kilomètres du lieu de prière, Marian, qui combat pour le HVO (forces croates de Bosnie), raconte que la ville est « un petit Beyrouth ». Entre Croates et musulmans, « il y a eu affrontements au mortier dans le centre. Hier et aujourd'hui, les snipers musulmans ont tué des civils et blessé des soldats », affirme-t-il, protégé par un mur de tirs d'être sûr le qui-vive. Mais à Medjugorje, près des boutiques qui alignent les vierges fluorescentes, les chapelets en plastique et autres bonheurs, Rose-Marie, venue spécialement de Floride malgré les mises en garde du département d'Etat, n'a pas peur. « Quand on a la foi, on est protégé », déclare-t-elle. Elle raconte même la fabuleuse histoire d'un pilote serbe qui devait bombarder le village mais dont l'avion a été pris dans les nuages. « Il a compris que c'était un signe du ciel, il s'est converti », assure-t-elle.

Le Frère Ivan, un des six franciscains qui vivent ici, est plus sceptique. « Je pense que c'est protégé, mais ce que je pense ne protège pas grand-chose », dit-il. « La prière, ajoute-t-il, ne peut arrêter la guerre, mais nous

pouvons aider au bon moment. » Lors de ses prêches aux soldats croates, il leur dit : « Chacun a le droit de se défendre, mais il y a une limite à ne pas franchir. Faites attention aux femmes, aux enfants, aux vieillards, aux blessés. »

« Prêt à mourir pour la paix »

Chacun semble convaincu que Medjugorje n'a pas été choisi par hasard, mais « parce que l'Herzégovine est un carrefour des religions ». Et même si les relations œcuméniques avec les orthodoxes et les musulmans ont beaucoup souffert de la guerre, Sœur Emmanuelle explique : « La Vierge nous a dit : « Aimez vos frères serbes orthodoxes et priez pour les athées qui vous persécutent. » Plus terre à terre, un pèlerin américain raisonne en heures d'avion : « La Vierge a choisi ce lieu car un Russe et un Américain peuvent facilement s'y rencontrer. »

Le Vatican n'a pas encore authentifié les apparitions. Il est 18 h 40, l'heure où la Vierge est censée se montrer dans l'église bondée. Mais Jean-Claude, un chrétien venu de Saint-Lô en Normandie, reste sur la parvis : « Je ne suis pas prêt à me faire tuer pour des apparitions, dit-il. Mais pour la paix, oui, je suis prêt à mourir. »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Sœur Emmanuelle, Medjugorje. La Guerre au jour le jour. Editions des Béatitudes, Berlin, 41600 Nouan-le-Fuzieux.

Italie : le joker du président

Suite de la première page

Il espérait, ajoutait-il, aller également plus vite d'ici à la fin de la semaine, devant le Parlement, pour avoir le feu vert définitif.

L'homme du nouveau gouvernement, du moins à titre transitoire, serait donc cet austère et très cultivé gouverneur de soixante-trois ans, né à Livourne en 1920, au regard bleu cobalt, et dont la seule fantaisie connue est une passion avouée pour la littérature allemande en général et Goethe en particulier. Pour le reste, après qu'il eut empli diplôme sur diplôme – entre autres de littérature et de jurisprudence – à l'université de Pise, la vie de Carlo Azeglio Ciampi, qui fut aussi élève des Jésuites et sous-lieutenant courageux durant la seconde guerre, ce qui lui valut d'aligner la Croix de guerre à côté de ses nombreuses distinctions internationales, s'est tout entière déroulée via Nazionale, à Rome, au palais Koch, siège de la Banque d'Italie.

Entré par concours en 1946, il grimpe tous les échelons pour devenir gouverneur à l'automne 1979. Dans le meilleur moment, car la banque, après les « années de plomb » du terrorisme gauchiste traversées par le pays, les difficultés de la crise énergétique mondiale et ses propres ambiguïtés avec le monde politique, n'est guère facile à gérer.

Le monde politique circospect

Carlo Azeglio Ciampi s'y fera – lui que l'on trouve aussi un peu « insuffisant » pour la tâche – un nom, et une réputation, celle de « grand prêtre » de la lire. Réputation qui l'a amené à plusieurs reprises à mettre sa démission en balance, notamment il y a quelques mois



encore, lorsque les mesures de rigueur du gouvernement Amato tardaient trop à son goût et que l'Italie dut se résoudre, après une longue bataille, à sortir la lire du SME.

Les premiers à saluer cette nomination ont été, on pouvait s'y attendre, hommes d'affaires et industriels italiens, qui, unanimes, de « l'avvocato » Agnelli

Un colloque du « Monde »

Le nouveau gouvernement poursuivra la même ligne économique, selon l'ex-ministre du Trésor, M. Barucci

Avec le remplacement de Giuliano Amato par Carlo Ciampi à la tête du gouvernement italien, « la ligne économique ne changera pas », a déclaré M. Barucci, ex-ministre du Trésor, lors d'un colloque organisé par le Monde et par Andrea Canino, consultant, et consacré, sous la présidence de Jacques Lesourne, à « l'économie italienne à la veille des privatisations », que la révolution engagée dans la péninsule, il y a dix mois, par l'équipe de M. Amato va nécessairement se poursuivre.

Le bilan du gouvernement sortant est, à entendre M. Barucci, impressionnant. M. Ciampi hérite « d'une politique fiscale rigoureuse, d'une politique efficace de contrôle de l'inflation, d'une grande politi-

que des revenus et d'un programme décisif de privatisations ». Enumérant les nombreuses réformes engagées depuis juillet 1992 (les accords sociaux sur l'éducation, la recherche, la création des fonds de pension, les lois de privatisation...), M. Barucci a récusé les accusations de lenté lancées à l'encontre du pouvoir, notamment en matière de privatisation.

Les dirigeants de plusieurs des anciens grands holdings publics (IRI, ENI, INA...) qui participaient à ce colloque ont indiqué l'état d'avancement des opérations, chacun dans leur domaine, démentant ainsi l'ampleur des tâches déjà réalisées. « Un gouvernement responsable doit mener des actions pondérées », a déclaré l'ex-ministre. Tout en poursuivant les programmes engagés, le nouveau gouvernement devra cependant rapidement revenir sur le blocage des tarifs publics,

a estimé M. Barucci. Le ministre sortant a, en outre, une nouvelle fois vivement critiqué le fonctionnement du système monétaire européen (SME), que la lire a dû quitter à l'automne dernier : « L'Italie veut refaire partie du SME, mais d'un SME stable, sans turbulences et sans taux d'intérêt aussi élevés », a-t-il précisé.

M. Barucci estime d'ailleurs que les conditions ayant profondément changé depuis la rédaction du traité de Maastricht, le nouveau gouvernement italien devra envisager une remise en cause de l'union économique et monétaire telle qu'elle est prévue dans ce texte. Le traité avait été rédigé à un moment de la conjoncture européenne où « les autorités monétaires dirigeaient l'économie ». Dans la période actuelle de récession, « ceux qui s'occupent de l'économie réelle » doivent prendre la baguette.

E. I.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : après l'attentat de l'IRA dans la City

Plusieurs arrestations ont été opérées à Londres

LONDRES

de notre correspondant

Un nombre indéterminé d'arrestations ont été opérées, lundi 26 avril, à Londres, quarante-huit heures après l'explosion d'une bombe de forte puissance, qui, outre son bilan humain (le Monde du 27 avril), a provoqué d'importants dégâts matériels à Bishopsgate, au cœur du quartier des affaires de la City. Les circonstances de cet attentat ont relancé le débat sur l'efficacité des mesures de sécurité et de renseignement pour combattre les opérations terroristes de l'Armée républicaine irlandaise. Depuis 1988, l'IRA a multiplié les opérations en Angleterre, entraînant un renforcement régulier des mesures de prévention. Des contrôles routiers avec fouille des véhicules sont pratiqués, à Londres et Manchester, et des caméras vidéo ont été installées en plusieurs endroits de la capitale, notamment dans le quartier politique de Whitehall, pour mieux surveiller la foule et tenter de détecter les suspects.

Ces mesures se sont cependant révélées insuffisantes, et la police, soutenue par de nombreux parlementaires, demande davantage de pouvoirs et de ressources pour lutter contre le terrorisme. Le commissaire du quartier de la City, M. Owen Kelly, a ainsi souhaité que la législation soit amendée afin de donner aux forces de l'ordre davantage de souplesse pour organiser des fouilles de véhicules et installer, comme à Belfast, en Irlande du Nord, des barrières routières permanentes. Il est probable que de nouvelles restrictions de la circulation vont être imposées dans la City, bien que le gouvernement souhaite éviter de donner l'impression de transformer le quartier des affaires en camp retranché, afin de préserver sa réputation internationale.

Les services de sécurité avaient été alertés de l'imminence d'un attentat la veille de l'explosion, semble-t-il, grâce à des informations recueillies par la Special Branch, l'unité antiterroriste de Scotland Yard. Celle-ci avait été dépossédée de la responsabilité nationale de la lutte antiterroriste, il y a moins d'un an, au profit de M15, le contre-espionnage britannique. Plusieurs parlementaires se sont inquiétés du bien-fondé de cette décision, notamment à la suite des critiques de l'attentat de M15 émis par un expert reconnu des questions de terrorisme, le professeur Paul Wilkinson. La facilité avec laquelle les militants de l'IRA assemblent des bombes de forte puissance et les disposent où bon leur semble dans la capitale représente, d'autre part, l'un des aspects les plus difficiles à résoudre de la lutte antiterroriste.

L'IRA utilise du Semtex, ce plastique de fabrication tchèque, que la Libye lui a fourni en grandes quantités il y a plusieurs années, mais, de plus en plus souvent, les bombes sont confectionnées à base de nitrate d'ammonium, une substance qui constitue la matière première de la plupart des engrais vendus librement dans le commerce. Avec un détonateur et un combustible, le nitrate d'ammonium permet de fabriquer un explosif puissant à un prix bien inférieur à celui du plastique.

LAURENT ZECCHINI

Prochaine tournée du premier ministre canadien Brian Mulroney en Europe de l'Ouest et en Russie. Le premier ministre canadien Brian Mulroney se rendra en visite officielle en Russie, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France du 6 au 14 mai, a indiqué son bureau, lundi 26 avril à Ottawa. Lors de ce voyage - son dernier à l'étranger avant de quitter ses fonctions - M. Mulroney aura des entretiens avec des dirigeants européens portant notamment sur des programmes d'assistance à l'ex-URSS, le sommet de juillet à Tokyo des sept pays les plus industrialisés (G7) et la situation en Bosnie. Démissionnaire, M. Mulroney abandonnera son poste de premier ministre, après la désignation de son successeur à la tête du Parti conservateur, lors du congrès qui se tiendra du 9 au 13 juin. (AFP)

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : nouvel ajournement des pourparlers sur les réformes constitutionnelles

Les extrémistes blancs et noirs freinent le processus de négociation

Les négociations sur les réformes constitutionnelles, suspendues depuis la 1^{re} avril, puis reprises, ont été marquées, lundi 26 avril, par un nouvel ajournement. N'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur l'organisation de leur travail, les délégués, réunis à Kempton Park, dans la banlieue de Johannesburg, ont renvoyé leurs travaux à vendredi. Les représentants de l'Inkhata, parti à dominante zouloue de Mangosuthu Buthelezi, ont, en préalable à toute autre discussion, demandé une nouvelle fois que les organisations armées du Congrès national africain (ANC) et du Congrès panafricain (PAC) soient dissoutes.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Au début du mois d'avril, le parti de M. Buthelezi avait déjà mis au point des accusations d'implication de l'ANC responsable, selon lui, de la violence qui ravage le pays (le Monde du 3 avril). La question n'est pas réglée, mais elle se pose, cette fois, dans un climat politique détérioré. La mort de Chris Hani, assassiné le 10 avril par un militant blanc d'extrême droite, a cristallisé des tensions latentes. Une fois encore, Nelson Mandela et le président De Klerk ont dû contenir les risques de débordements qui pourraient conduire à une explosion.

ANGOLA

Un avion des Nations unies abattu par un missile

Un avion du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a été touché par un missile, apparemment lancé par les forces de l'Union nationale pour l'indépendance - totale, de l'Angola (UNITA), à Luena, dans l'est du pays, lundi 26 avril. L'appareil a pu effectuer un atterrissage d'urgence, dans un champ inondé. Le pilote et un autre membre d'équipage, sur un total de 7 personnes qui se trouvaient à bord de l'avion, ont été blessés par l'explosion de mines. Le pilote, de nationalité russe, se trouverait dans un état critique.

Selon le porte-parole du PAM, l'appareil, un Antonov-12, venait de décoller de Luena, capitale provinciale de Moxico, assiégée par les soldats de l'UNITA depuis plusieurs semaines, après avoir déposé un stock de vivres. Près de 2 millions d'Angolais ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence au cours des prochains mois, estime le PAM qui craint, en raison de la guerre civile et des problèmes logistiques dans un pays où routes et ponts sont détruits ou minés, de ne pouvoir fournir que 193 000 tonnes de nourriture, soit à peine plus de la moitié des besoins. (AFP)

CENTRAFRIQUE : deux morts lors d'une manifestation à Bangui. Deux personnes ont été tuées et quarante-cinq autres blessées, lundi 26 avril, à Bangui, par les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu pour disperser une manifestation d'étudiants et de fonctionnaires. Les affrontements, qui avaient débuté le matin dans le centre de la capitale, se sont poursuivis au cours de l'après-midi dans les quartiers populaires. Ces heurts risquent de remettre en cause le fragile équilibre politique qui régnait depuis l'instauration d'un régime de transition après l'annulation des élections législatives et présidentielle au mois d'octobre dernier. (AFP, AP, Reuters)

SOMALIE : les « marines » remplacés à Mogadiscio par des troupes de l'ONU. Les « marines » de la Force multinationale (UNITAF) ont transmis, lundi 26 avril, le contrôle du secteur de Mogadiscio au contingent du Pakistan, une étape importante dans le désengagement américain de Somalie, quatre mois et demi après le début de l'opération « Restore Hope » (Restaurer l'espoir). Le contingent pakistanais (5 000 hommes) doit prendre position, mercredi, à Merca (au sud de la capitale), dernier des huit secteurs humanitaires de l'UNITAF encore sous contrôle américain. Aucune date n'a toutefois été fixée pour le transfert complet de commandement entre l'UNITAF et les forces des Nations unies (ONUSOM II), qui comptent 28 000 militaires. (AFP)

La difficulté à laquelle se heurte la direction du Congrès national africain (ANC) est désormais bien connue : l'assassination grandissante des masses noires devant la lenteur d'un processus dont elles attendaient beaucoup mais qui, jusqu'à, ne leur a rien apporté de substantiel. M. Mandela en est conscient qui, dans le stade des environs de Johannesburg, où étaient célébrées les obsèques de Chris Hani, mettait en garde le gouvernement contre des retards susceptibles de discréditer l'idée même de négociation. Au même moment, comme ils l'avaient fait quelques jours auparavant au Cap et à Durban, des milliers de jeunes, indifférents au discours politique de leur prestigieux leader, affrontaient la police et le service d'ordre de l'ANC, pillant les maisons avoisinantes, et se livraient dans la « chasse au blanc ».

Bien qu'ils n'aient pas hésité à traiter leurs auteurs de « voyous » et de « criminels » ayant rien à voir avec le combat politique, les dirigeants de l'ANC savent mieux que personne combien ces violences, apparemment désordonnées, sont la forme d'expression d'un « ras-le-bol » de plus en plus perceptible dans les ghettos. Ils savent aussi que leur organisation, particulièrement la Ligne de la jeunesse (ANCYL), n'est pas imperméable au virus, comme l'a montré le slogan « A mort les Boers ! A mort les fermiers ! » lancé et largement repris lors d'un récent meeting au Cap, par le chef de l'ANCYL, Peter Mokaba, et Winnie Mandela. « Ce slogan n'exprime pas

le point de vue de l'ANC », ont précipitamment déclaré ses dirigeants. Sans doute. Mais il représente néanmoins l'état d'esprit d'une partie de l'électorat potentiel de l'organisation noire, radicalisée par le meurtre de Chris Hani.

Un complot contre la démocratisation

Autant que M. Mandela, M. De Klerk est conscient du préjudice causé aux négociations par les derniers événements. Aussi n'a-t-il pas été avare de déclarations assurant que les auteurs de l'attentat seraient énergiquement recherchés et poursuivis. Dix-sept inspecteurs de police travaillent sur un dossier qui épouse les contours d'un véritable complot ourdi contre la démocratisation en cours.

Une liste d'une dizaine de cibles potentielles, dont M. Mandela et Joe Slovo, président du Parti communiste, a été retrouvée au domicile de l'assassin présumé de Chris Hani, Janusz Jakub Walus. Dans la foule, deux personnalités du Parti conservateur (CP), Clive Derby-Lewis et son épouse, ont été arrêtées. Plusieurs autres personnes ont été interpellées tandis qu'un homme, dont le signalement a été diffusé par la télévision, est activement recherché. Tous ont en commun d'avoir eu un pied au Parti conservateur et l'autre dans l'un des nombreux groupements néo-nazis qui pullulent en Afrique du Sud.

Pour M. De Klerk, cette double appartenance n'est pas l'aspect le

moins inquiétant. Né, en 1982, d'une scission au sein du Parti national (NP, au pouvoir depuis 1948), le Parti conservateur n'a jamais caché sa nostalgie de l'apartheid. Mais son chef, le pasteur Andries Treurnicht, décédé le 22 avril des suites d'une opération cardiaque, avait fini, bon gré mal gré, par se rallier au processus des négociations, entraînant derrière lui un parti réticent. D'ores et déjà, sa succession s'avère délicate, certains ambitionnant ouvertement un changement de stratégie avec pour objectif de ramener sous la coupe du CP une extrême droite qui, pour être éparpillée en de multiples groupements, n'en dispose pas moins d'une réelle audience.

Pas plus que l'ANC, le Parti national n'est immunisé contre les forces centrifuges. « Nous ne pouvons permettre qu'une poignée de violents fassent de ce pays une nouvelle Yougoslavie », déclarait, il y a quelques jours, M. De Klerk devant le Parlement.

M. De Klerk n'a donc les mêmes intérêts que M. Mandela : s'il veut éviter les débordements, il lui faut aller vite. Mais contrairement à son « adversaire », il doit ramer à contre-courant, en tentant de convaincre ou en bousculant une base qui renfile devant l'obstacle. Or M. De Klerk n'est pas homme à marcher au canon. Sincèrement convaincu de la nécessité du changement, il n'en prête pas moins une oreille attentive aux réticences qu'expriment ceux qui, dans son parti, ne consentent à avancer qu'avec l'assurance de

garanties extrêmes, handicapant d'autant un processus dont chaque retard compromet un peu plus le succès.

Alors qu'en février dernier l'ANC et le gouvernement étaient parvenus à un accord sur les objectifs (le Monde daté du 14-15 février), les partenaires semblent aujourd'hui éprouver quelques difficultés à définir les modalités concrètes devant conduire à la transition.

Le principe du partage du pouvoir, accepté par l'ANC malgré de fortes oppositions en son sein, se heurte maintenant à la nécessité d'en formaliser le fonctionnement. Le même problème affecte aussi les futures élections. « Des élections pour quoi faire ? » demandait récemment Roelf Meyer, ministre du développement constitutionnel. L'accord de février prévoyait qu'elles serviraient à élire une Assemblée constituante souveraine devant laquelle serait responsable un gouvernement d'unité nationale. Or certains, au sein du NP, paraissent avoir remis ce schéma en cause.

Enfin se pose la question des forces de sécurité. Avec encore plus d'insistance depuis l'assassinat de Chris Hani, l'ANC demande qu'armée et police soient, avant même les élections, placées sous le contrôle conjoint de l'État et des forces politiques participant aux négociations. De toutes les exigences de l'ANC, cette dernière est dans doute la plus difficile à accepter pour le gouvernement et, plus encore, pour les militaires.

GEORGES MARION



L'informatique massivement parallèle.

Sur la scène de l'informatique massivement parallèle, depuis 10 ans, NCR connaît un succès massif. En effet chez NCR, nous en sommes aujourd'hui à la quatrième génération de systèmes installés dans les entreprises. En faisant appel à des centaines de processeurs Intel486™ qui explorent simultanément des centaines de parties différentes d'une base de données, nos systèmes trouvent en quelques secondes la réponse que vous cherchez. Nos concurrents ont passé des années à dire qu'il était impossible de

réaliser un ordinateur massivement parallèle. Aujourd'hui, un peu tardivement, ils cherchent à nous imiter. C'est très aimable de leur part, puisque l'imitation, dit-on, est la forme la plus sûre de la flatterie. Mais pendant que nos concurrents travaillent à la conception de leurs systèmes parallèles, nos systèmes massivement parallèles travaillent déjà pour nos clients. Un exemple : une grande institution financière des États-Unis utilise un de nos systèmes pour analyser les tendances de

remboursement des titulaires de ses cartes de crédit, et mieux gérer les encours sur ses 4 millions de comptes. L'économie réalisée la première année s'élève à 12 millions de dollars soit trois fois le coût de l'achat et de l'installation de son système. La transition massivement parallèle est une des technologies que NCR-AT&T apporte aux entreprises d'aujourd'hui pour les guider dans le prochain millénaire. Citons également : les réseaux d'information relient votre entreprise, vos clients et vos fournisseurs, qui seront ainsi simplifiés d'emploi et faciles d'accès

que le réseau téléphonique l'est aujourd'hui. Avec l'expertise de NCR dans l'informatique de gestion associée à celle d'AT&T dans les télécommunications globales, nous créons un groupe spécialisé dans les systèmes d'information d'un nouveau type. Pour tout renseignement complémentaire, contactez NCR, Nathalie Benoit, tél. 49.03.27.75.

La fibre-informatique. Pour maîtriser le changement.

AMÉRIQUES

PROCHE-ORIENT

Guatemala : guerre des nerfs avant la paix

Le premier groupe de réfugiés rentrés du Mexique a engagé une épreuve de force avec les autorités. Son issue influera sur les négociations de paix destinées à mettre fin au dernier conflit d'Amérique centrale

POLYGOUE 14

(Guatemala, frontière mexicaine)

« La victoire est née ici », proclame un grand panneau de bienvenue sur la base militaire de Playa Grande, où les avions civils doivent se poser pour accéder à cette zone de l'isthme, dans le nord du département du Quiché, non loin de la frontière mexicaine. Une quarantaine de kilomètres de jungle plus loin, quelque 2 500 Guatémaltèques, récemment revenus d'un long exil, ont choisi, en guise de réplique, de baptiser leur nouveau « village » aux allures de campement précaire « Victoire du 20 janvier 1993 ».

C'est à cette date que ces 500 familles sont rentrées dans leur pays, dans le cadre du premier retour massif de réfugiés guatémaltèques des camps mexicains. Plus de 42 000 autres réfugiés attendent leur tour. La grande majorité de ces descendants de Mayas avaient été chassés de leurs modestes hameaux au tout début des années 80. L'armée avait alors mené contre eux une campagne de répression d'une rare violence, les accusant d'avoir soutenu les mouvements de la guérilla. Cette dernière, toujours dirigée par des *ladinos* (non-indigènes, issus de la petite et moyenne bourgeoisie) s'était employée, au cours des années 70, à asseoir sa base en milieu paysan maya, avec des succès limités (1).

Dans l'isthme, un an après qu'une centaine de soldats de la garnison de Cuarto Pueblo eurent été mis hors de combat par la guérilla, l'armée réinvestit le village du même nom et s'acharna, du 14 au 16 mars 1982, sur les habitants du village. Bilan : 324 morts. Tortures à peine descriptibles sur des *peones* originaires du Quiché, du Cakchiquel ou de Mam ignorant souvent tout de l'espagnol, exécutions publiques, baignades et récoltes brûlées, femmes violées : la chronique de ces années de terreur commence à peine à être reconstituée, au fur et à mesure que se dissipe la peur. Le fait que le Guatemala ait renoué, depuis 1985, avec un semblant de démocratie, y contribue quelque peu.

Entre ces rapatriés de fraîche date, auxquels le gouvernement du président Jorge Serrano a attribué 2 800 hectares de terre au lieu-dit « Polygone 14 », et les autorités civiles ou militaires, s'est engagée une délicate épreuve de force. Son issue influera, pour le meilleur ou pour le pire, sur les négociations de paix, menées sporadiquement depuis avril 1991 entre le gouvernement et les quatre mouvements de guérilla (2) réunis au sein de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

Vieux de trente-deux ans, le dernier conflit dit de « basse intensité » d'Amérique centrale (plus de 100 000 morts, 40 000 disparus,

un million de personnes déplacées ou exilées depuis 1961) n'en finit plus : les négociateurs se sont quittés, mardi 30 mars, à Mexico, sans parvenir à un accord sur la question des droits de l'homme. Dans l'isthme, les affrontements continuent de faire chaque semaine une dizaine de victimes.

Considéré de part et d'autre comme un « test », ce premier retour massif s'est déroulé dans un climat de confusion, de méfiance, voire de paranoïa. Désireux de donner à l'événement le maximum de retentissement, les réfugiés ont obtenu au dernier moment d'emprunter un parcours long, passant par la capitale. Chapeautés par le Haut Commissariat des Nations unies (HCR), l'opération s'est déroulée sans incident, mais à coûté la bagatelle de 1,1 million de dollars. « De telles sommes ne pourront être engagées pour les prochains retours », estime le représentant du HCR à Guatemala, Michel Gabaudan.

Parmi les personnes qui se sont présentées à la frontière, « 30 % ne figuraient pas sur les listes que les réfugiés s'étaient engagés à remettre préalablement aux autorités », a dit le rapport des médiateurs. Prompement à voir des guérilleros partout, l'armée en a immédiatement déduit que des « subversifs » s'étaient glissés parmi le groupe. Elle a tenté de les « repérer » en envoyant des militaires vêtus en civil au premier centre d'accueil des réfugiés, à Huehuetenango.

Des rapatriés bien organisés

Entre deux trombes d'eau, les 2 500 rapatriés sont finalement arrivés mi-février sur leurs nouvelles terres, où seuls deux hameaux et une vingtaine de latrines étaient en place. Aujourd'hui encore, jusqu'à la tombée de la nuit, au moment où des hélicoptères de l'armée, tous feux éteints, commentent à survoler le Polygone (officiellement pour « transporter du matériel vers les zones d'affrontement imminente »), les coups de machettes résonnent encore dans la touffeur de la jungle pour tailler le bois de cabanes provisoires. Au milieu des urgences, une équipe de Médecins du monde - seule organisation non gouvernementale internationale présente sur le site - termine la construction d'une clinique digne de ce nom, à côté d'une installation de purification des eaux du rio tout proche.

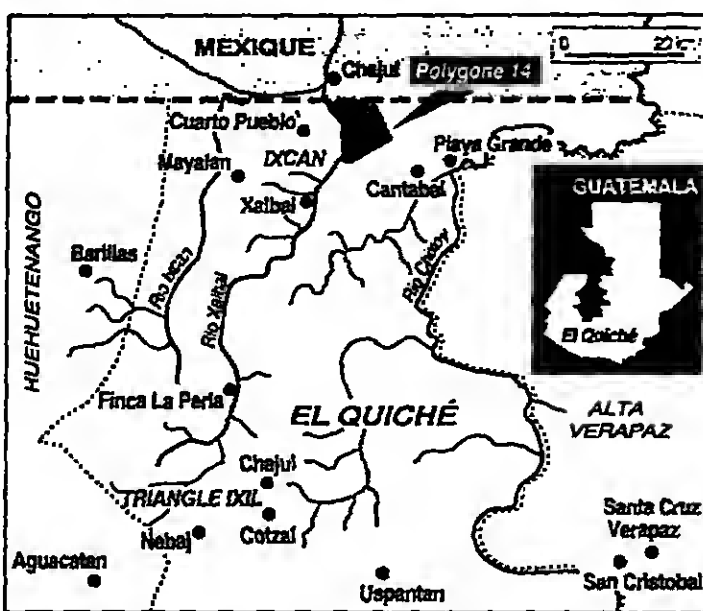
Parfaitement organisés en comités, les rapatriés assument l'aspect politique de leur retour, pour lequel l'Église catholique guatémaltèque avait estimé que les conditions n'étaient pas encore réunies. « À travers le sort qui nous sera réservé, disent leurs porte-parole, nous mesurerons s'il y a ou non des progrès réels dans la démocratisation du pays et dans la prééminence de la société civile sur le pouvoir militaire. » Dans ce pays d'environ 10 millions d'habitants - pour moitié des descendants de Mayas,

l'armée compte quelque 40 000 hommes et peut s'appuyer sur les quelque 500 000 membres des comités volontaires de défense civile - qu'elle a constitués dans les villages. Nous restons la police, nous voulons nos terres, nous sommes revenus pour récupérer les droits qui nous furent déniés », martèlent les rapatriés.

Le problème est que les 2 800 hectares du Polygone 14 ne peuvent faire vivre que 400 familles, selon les autorités, et moins de 200 familles sur les 500 présentes, selon les rapatriés. Le sort d'une centaine de foyers dénués d'anciens titres de propriété de coopératives agricoles voisines reste à régler. Dans sa politique de repeuplement des zones dévastées, l'armée a installé d'autres indigènes sur ces terres.

(son promoteur, le président élu Jacobo Arbenz, avait été renversé par un coup d'État mené avec l'appui des États-Unis), la situation n'a guère évolué. Les grands propriétaires terriens (25 % de la population guatémaltèque) possèdent encore 65 % des terres agricoles (les meilleures), et 80 % des exploitations ont moins de 3,5 hectares.

Plus discrète est l'intention des rapatriés de rétablir des liens avec les Communautés de populations en résistance (CPR), qui avaient préféré gagner les zones isolées et inhabitées du Quiché plutôt que de fuir au Mexique. Ils seraient plus de 5 000 dans l'isthme et environ 10 000 plus au sud. L'armée les accuse de constituer la base « sociale et logistique » de la guérilla. Bombardés plus sévèrement depuis plusieurs mois, ces « refu-



Le temps presse dans les négociations engagées avec les autorités sur la répartition des lopins de terre et sur le nettoyage d'un champ de marijuana découvert par les réfugiés à l'une des extrémités du Polygone, pour lequel l'armée accuse « des narcos mexicains ». Si d'ici mai, les champs ne sont pas défrichés et ensemenés de maïs - base de la nourriture des indigènes - la récolte de l'année sera mise en péril. « Dans cette hypothèse, nous demanderons que le HCR prolonge l'aide alimentaire qui nous est déjà accordée pour un an », déclare, plaidant, Marcos Maldonado Carrillo, membre de la coordination du camp.

Le problème de la terre

Au-delà, c'est toute la question de la réforme agraire que ces rapatriés venus en éclaireurs entendent poser, comme condition essentielle de la paix. Quarante ans après la première tentative de distribution massive, aux paysans, de terres non exploitées par les latifundistes

gés de l'intérieur» revendiquent le statut de population non combattante, avec le soutien de la conférence épiscopale du Guatemala notamment.

« Vu de la capitale, qui ne fut pratiquement jamais menacée durant les trois dernières décennies, le conflit est circonscrit aux zones éloignées du Quiché, du Peten au nord, ou des sommets volcaniques du Sud-Ouest », constate Ramiro de Leon Carpio, procureur des droits de l'homme nommé par le Parlement. Seuls les indigènes, qui continuent de souffrir de la guerre, veulent vraiment la paix. L'alle dure de l'armée estime l'avoir emporté depuis les années de terreur sur les quelque 900 guérilleros - qui selon elle restent en armes. Elle n'est pas prête à discuter de la terre ou de l'injustice sociale, les véritables racines de la guerre.

Une série d'attentats perpétrés en février dans la capitale et attribués, par le chef de la police, Leopoldo Guerra, à des « forces obscures », au sein de l'extrême droite, est venue rappeler que la marge de manœuvre du président Serrano est étroite, dans un pays où l'armée a en rien cédé de sa puissance politique et économique (elle contrôle les deux chaînes de

télévision publique, possède quantité d'entreprises et un réseau bancaire, tient le siège fait face à la cathédrale sur la place du palais présidentiel de Guatemala).

Tout comme M. de Leon Carpio, l'archevêque reconnaît néanmoins certains « progrès très réels », sur le plan des droits de l'homme. L'impression totale dont jouissent les militaires a subi quelques accrocs, bien que seuls les exécutants et non les commanditaires d'assassinats comme celui de l'anthropologue Myra Macle, aient été condamnés.

Changements dans les méthodes répressives

Le procureur spécial chargé des droits de l'homme a enregistré l'an passé 38 plaintes pour exécutions extra-judiciaires (contre 333 en 1991) et 99 autres pour « disparitions forcées » (112 en 1991). « Il y a eu un changement de méthode. Tandis que naguère la fréquence des assassinats, les menaces de mort, passages à tabac et autres mesures d'intimidation sont en constante augmentation », souligne le porte-parole du bureau des droits de l'homme de l'archevêque, Fernando Lopez.

Les plus visés sont les responsables des ombres organisations populaires, indigènes pour la plupart, qui ont émergé ces dernières années au sein de la société civile. La plus importante d'entre elles - la Coordination nationale des veuves du Guatemala (Conavim) - lutte contre une politique d'enrôlement forcé des jeunes dans l'armée visant principalement les indigènes, se bat contre l'impunité à travers la recherche de cimetières clandestins et réclame d'importantes réformes sociales.

A chaque perquisition d'hommes « en vert » non identifiés, à chaque déclaration publique d'assimilation à la guérilla, sa présidente, Rosalinda Tuyuc, tente d'obtenir gain de cause devant les tribunaux. Quotidiennement menacée de mort par lettre ou par téléphone, suivie dans tous ses déplacements, elle refuse d'imiter l'exemple de Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix 1992, qui a choisi l'exil.

La cause de la paix, au Guatemala ou à la table des négociations de Mexico, est aussi devenue une intense guerre des nerfs.

MARTINE JACOT

(1) L'ouvrage la guerre en terre maya d'Ivan Le Bot, récemment publié aux éditions Karthala, analyse de manière exhaustive ces faits et met en relief la soudeur tenace par la théologie de la libération entre la guérilla et les indigènes, qui furent les premières victimes de la répression militaire.

(2) L'EGP (Armée de la guérilla des pauvres), implantée dans les départements du Quiché et du Huehuetenango, l'ORPA (Organisation du peuple en armes), présente dans le zone des volcans et le Peten du sud-ouest, les FAR (Forces armées rebelles), qui opèrent dans le Peten et le Peten guatémaltèque des travailleurs éduqués en fractions.

La reprise des négociations de paix

Protestations des Palestiniens expulsés au Liban

Les quelque quatre cents Palestiniens expulsés en décembre ont quitté, lundi 26 avril, leur campement de Marj ez-Zuhour, dans le sud du Liban, pour aller coucher à la belle étoile, à 300 mètres d'un barrage de chars israéliens, et crier leur opposition à la reprise, mardi, à Washington, des pourparlers de paix israélo-arabes. « C'est la seule manière que nous ayons de protester contre la trahison de la délégation palestinienne qui va aux négociations de paix, alors qu'elle s'était engagée à ne pas retourner à Washington avant notre retour » dans les territoires occupés, a expliqué Abdel Aziz Raouf, porte-parole du groupe.

D'autre part, un enfant de douze ans a été tué et 22 autres Palestiniens ont été blessés, lundi 26 avril, par des tirs de militaires israéliens dans la bande de Gaza où une femme a succombé à ses blessures. Ces deux décès portent à 1 054 le nombre de Palestiniens tués par des militaires ou des colons israéliens depuis le déclenchement de l'Intifada, au mois de décembre 1987. D'autre part, à l'appel d'organisations ultra-nationalistes, plus de dix mille israéliens ont participé, lundi, à une marche de soutien aux colons juifs de la région de Gush Katif, dans le territoire de Gaza. - (AFP)

IRAK : premier défilé militaire depuis la guerre du Golfe. L'armée a défilé, lundi 26 avril à Bagdad, pour la première fois depuis la guerre du Golfe, en présence du président Saddam Hussein qui fêtait son cinquante-sixième anniversaire. Des missiles sol-sol montés sur des lanceurs mobiles ont participé au défilé. Des avions et des hélicoptères de combat ont survolé la capitale. L'armée irakienne, dont les effectifs ont été réduits d'environ 60 % après la guerre du Golfe, compterait quelque 400 000 hommes. - (AFP)

LIBAN : le premier ministre invite le pape à se rendre à Beyrouth. « Premier chef de gouvernement libanais à être reçu en audience par le pape depuis vingt ans, Rafic Hariri a réitéré, lundi 26 avril, à Jean-Paul II, une invitation à visiter le Liban. Le porte-parole du Vatican a indiqué que le synode des évêques consacré au Liban, qui pourrait être réuni à l'automne 1994, pourrait offrir à Jean-Paul II l'occasion de se rendre à Beyrouth. - (AFP)

DIPLOMATIE

La rénovation de l'OTAN passe par l'affirmation du « fait européen »

estime Alain Juppé

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé, lundi 26 avril, que la rénovation de l'OTAN passe par une affirmation du « fait européen », « par la consolidation de l'identité de sécurité et de défense européenne telle que la prévoit le traité de Maastricht ».

Il a souligné que le maintien de la présence militaire américaine sur le continent « est et demeure un facteur essentiel de la sécurité européenne ». « Mais il faut admettre aussi que le rôle en place d'une politique étrangère et de sécurité commune doit se traduire également dans les modes de fonctionnement de l'alliance. C'est cette double articulation que nous avons à imaginer », a expliqué M. Juppé.

M. Juppé participait à Paris à un forum sur la sécurité européenne aux côtés du secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, qui a souligné que la France se rapproche de la structure militaire intégrée de l'alliance qu'elle a quittée en 1966. « La France a tout à gagner et rien à perdre en se rapprochant de l'OTAN », a estimé M. Wörner. « Est-ce que les raisons qui ont conduit la France à adopter une position particulière au sein de l'OTAN (...) sont encore valables ? On peut en douter », a-t-il ajouté.

Si la France ne veut pas rejoindre le commandement militaire intégré, elle pourrait suivre l'exemple de l'Espagne, qui n'y appartient pas non plus mais participe quand même à toutes les réunions des ministres de la défense de l'Alliance, a suggéré le secrétaire général de l'OTAN.

ETATS-UNIS

La mort de César Chavez symbolise le déclin du syndicalisme militant des travailleurs agricoles hispaniques

CALEXICO (sud de la Californie) de notre envoyé spécial

Des femmes couvent des rubans noirs pour la procession du soir à travers la ville. Dans un coin du bureau décoré avec les drapeaux rouges du syndicat, flanqués de l'aigle noir antique, plusieurs cierges se consument devant un portrait de César Chavez, chef historique du syndicat des ouvriers agricoles (United Farm Workers, UFW), mort le 23 avril à l'âge de soixante-six ans (le Monde du 25 et 26 avril). Le Mexique, d'où sont originaires la plupart des syndiqués de l'UFW, n'est qu'à quelques pas...

Gilberto Rodriguez, ouvrier agricole venu aux États-Unis ramasser les tomates ou les citrons, avait rencontré César Chavez en 1970 : « J'ai besoin de toi deux semaines », lui avait dit Chavez. Vingt-trois ans plus tard, Gilberto est toujours à son poste. Au début des années 60, César Chavez, fils d'un ouvrier chilien (mexicain américain) parvient à rassembler les « compagnons pay-

sans » dans l'UFW, partie intégrante de la centrale AFL-CIO. Le mouvement s'étend de la Californie à la Floride. Le syndicat grandit, porté par la vague d'idéalisme des années Kennedy, puis Johnson. Au-delà du syndicat, le mouvement de Chavez symbolise l'émergence des Hispaniques - qui jusque là s'étaient très peu exprimés - dans la vie politique américaine. La renommée de César Chavez et de Robert Kennedy, peu avant l'assassinat de ce dernier, suscite beaucoup d'espoir chez les ouvriers.

Gilberto porte, comme César Chavez, la moustache et un badge avec l'inscription en espagnol : « Non au racisme », slogan de la longue campagne entamée par César Chavez dans les années 60 contre les raisins de table produits dans le nord d'Imperial Valley. Les pesticides utilisés pour augmenter la rentabilité des vignes rendent malades les ouvriers. Une bande dessinée affichée dans le bureau de Calexico donne les consignes aux travailleurs saisonniers en cas de nausée. Jus-

qu'à sa mort, César Chavez a appelé au boycott de ces « raisins tachés de sang ».

Outre les procès qui le ruinent, le syndicat, dont les effectifs ont considérablement diminué, doit faire face à la pression croissante des nouveaux immigrants, prêts à travailler pour moins de dollars : « Nous avons régressé », explique Gilberto. En 1983, le salaire horaire était de 6,5 dollars, en 1993, il est de 4,5 dollars. Calexico compte trente mille habitants environ. De l'autre côté de la frontière, un million d'habitants se pressent à Mexicali - deux noms de ville qui sont la fusion de Californie et de Mexique.

La classe moyenne mexicaine de Mexicali, après avoir traversé la frontière, vient faire ici ses emplettes le dimanche. Dans les champs, les seules sont désormais ramassées avec des machines. Les ouvriers agricoles se contentent de les emballer. Calexico est aussi l'oeil des portes d'entrée pour les touristes américains toujours plus

nombreux qui descendent sur la côte est de la Basse Californie. Les cultures de fruits et légumes ne sont plus la seule activité locale. La procession à la mémoire de César Chavez, qui traverse Calexico au crépuscule, n'est pas seulement un hommage à un grand leader qui a inspiré la classe politique « latino » montante. Elle semble aussi marquer la fin d'une époque.

REGIS NAVARRE

Appel d'Amnesty International en faveur de l'abolition de la peine de mort pour les mineurs. Amnesty International a « exhorté », lundi 26 avril, le président Bill Clinton à intervenir en faveur de la suppression de la peine de mort pour les mineurs aux États-Unis. L'organisation de défense des droits de l'homme a en outre appelé les autorités du Texas à faire preuve de détermination envers Gary Graham, un Noir aujourd'hui âgé de vingt-neuf ans, condamné à mort en novembre 1981 pour meurtre. - (AFP)

TOKYO: 7 JOURS 7.700 F

VOYAGEURS

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

PROCHE-ORIENT

Israël face au « péril vert »

I. - La « guerre sainte » du Hamas

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur la résistance islamique dans les territoires occupés, dont le mouvement Hamas est le fer de lance.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ils sont jeunes, audacieux, sans pitié et terriblement motivés. Soutenus par une organisation propre qui étend ses ramifications dans la quasi-totalité du monde musulman et jusqu'aux États-Unis, galvanisés par des prédicateurs formés dans les meilleures écoles coraniques d'Égypte et d'ailleurs, assouffis de lutte et de gloire, ils ont chassé de leur esprit toute idée de compromis avec « l'ennemi sioniste ». Pour eux, Israël n'existe pas, un État juif sur « la terre arabe de Palestine » est un par non-sens. Il sera inévitablement détruit. Mort au processus de paix israélo-arabe en cours ! On ne marchandait pas « la terre sacrée ». On ne négocie pas avec « l'illégitime » par excellence.

En quelques mois, Coran en bandoulière et couteau dans la ceinture, à coups de hache et de pistolet, à coups de fusil-mitrailleur et de grenades, ils se sont taillés l'une des premières places au panthéon populaire des combattants de la Palestine. « Allah Akbar », en quelques mois, avec cette prière devenue cri de guerre, ils ont semé l'effroi chez les populations israéliennes et récolté l'admiration générale parmi les presque deux millions d'Arabes qui vivent dans les territoires occupés par l'État juif.

Rival de l'OLP

Ils tendent de menaçantes empuignes, tenant des soldats, des colons et des policiers jusqu'au cœur du territoire national de l'« entité » tant hait. Quinze morts juifs au mois de mars : record battu depuis le début de l'intifada au mois de décembre 1987. Le plus souvent, quand un jeune Palestinien désespéré et fanatique plante un couteau dans le dos d'un civil à Tel-Aviv ou à Jérusalem, c'est d'eux qu'il se réclame. Et ce sont eux, qu'ils aient ou non donné l'ordre d'agir, qui revendiquent, au nom du Jihad (la guerre sainte), l'acte fou du révolté.

Dans les camps de réfugiés survoités de Gaza et d'ailleurs, ils ont pris le contrôle de quartiers entiers. Ils y règnent en maîtres, y déambulent comme des poissons dans l'eau, montrent régulièrement leur force. Pour entretenir la flamme de la révolte et, accessoirement, la crainte, ils défilent quelquefois dans les rues décorées et pompières, en chantant des hymnes à la gloire d'Allah et de la Palestine éternelle. Éphémères et impressionnants défilés de quelques dizaines de jeunes gens, sombres et féroces, harnachés comme des guerriers Ninjas entravés dans des films de série B, masqués de noir et armés jusqu'aux dents.

Envies, copiés et admirés par des ribambelles de gamins en guenilles, pour qui la kalachnikov en plastique a remplacé depuis longtemps le colt des cow-boys en culottes courtes d'Occident, ils font la loi, poussent de mort immédiate ceux qu'ils soupçonnent de collaboration avec l'occupant et imposent l'ordre social islamique. Plus une femme dans la bande de Gaza, leur bastion numéro un, n'ose sortir sans son hijab, le tchador local. Et même les rares chrétiens du territoire se couvrent la tête pour faire leur marché.

Sous leurs coups de boutoir, après d'exemplaires et cruelles exécutions publiques, la drogue, l'alcoolisme, les délits sexuels et l'essentiel du petit banditisme ont quasiment disparu de Gaza. De même, les rares charmes séduisants de ce territoire oublié de Dieu : pins de cinéma ou de théâtre. Seules les activités sportives sont à nouveau permises et même encouragées. Au pied des dômes et des minarets fleurissent les équipes de foot et les clubs de karaté. Habillés de pied en cap grâce à des fonds venus d'ailleurs, de Téhéran, d'Arabie saoudite, des Émirats du Golfe.

En quelques mois, par une succession d'opérations spectaculaires et, d'après tous les connaisseurs, à commencer par le premier ministre d'Israël, bien organisées, les commandos Ezzedine-Al-Qassam (du nom d'un cheikh nationaliste disparu dans les années 20), affi-

liés au Mouvement de la résistance islamique, plus connu sous son acronyme arabe Hamas, ont pris la première place dans la lutte armée contre « l'occupant juif ». Personne, pas une âme laïque des territoires, n'ose plus critiquer ouvertement leurs méthodes. Et Yasser Arafat, qui les comparait, l'été dernier, aux « traîtres zoulous » qui affrontent l'ANC en Afrique du Sud, négocie maintenant avec leurs chefs de l'extérieur.

Inconnu il y a cinq ans, méprisé il y a encore une dizaine de mois, le Hamas et ses guerriers, le Hamas et ses quatre cents « déportés », expulsés par Israël, au mois de décembre dernier, dans le sud du Liban, sont devenus incontournables. Face à un processus de paix des plus incertains, une politique israélienne à courte vue, faite d'un maximum de concessions, face aux graves erreurs tactiques, souvent tragiques, d'une Organisation de libération de la Palestine (OLP) divisée, impuissante, composée d'élites souvent corrompues, coupée du peuple et d'une bonne partie de ses sources de financement traditionnelles (Koweït et Arabie saoudite surtout), le Hamas est, aujourd'hui, à l'intérieur des territoires, en position de rival.

Comme l'OLP, il a ses « ambassadeurs » à l'extérieur (Jordanie, Soudan, Liban, Iran, etc.), ses relais dans les riches pays du Golfe, ses complicités avec des mouvements frères en Égypte, en Algérie, au Pakistan, en Afghanistan, ses contacts avec les grandes puissances (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France) et ses alliances avec les fronts du « refus » : Hezbollah libanais, Jihad islamique, FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril, etc. Et si ces derniers groupuscules, peu nombreux mais meurtriers, sont basés en Syrie, ce n'est un secret pour personne qu'au Soudan, sous régime islamique, plusieurs dizaines de futurs commandos Ezzedine-Al-Qassam sont en train de s'entraîner au maniement des armes et des explosifs. Nul ne sait quand ils apparaîtront sur le « marché palestinien », mais beaucoup craignent leur arrivée.

« Les cœurs saignent »

Mieux que l'OLP, les « zébrés » - Hamas signifie « zébre » en arabe - ont su prendre toute leur autonomie par rapport à leurs patrons arabes et ils offrent à leurs mandants une idéologie complète, pour ainsi dire intégrée, avec, à la tête, un État palestinien qui sera islamique, une vertu nouvelle pour le combat et la garantie du paradis musulman pour toutes les âmes égarées qui retourneront à la foi des croyants. Comme dit Ezzedine Yassir, le meilleur analyste israélien des affaires arabes, c'est le genre de programme qui peut devenir irrésistible pour les jeunes Palestiniens piégés entre la détresse économique et le désespoir politique. Les territoires en sont pleins.

« Au bout de six années d'intifada », explique Mohamed Yezuni, pharmacien à Gaza et ancien lieutenant de Cheikh Yassine, fondateur, emprisonné à vie, du Hamas, les cœurs saignent et les mains sont vides. Les Palestiniens, ajoute cet homme qui est resté le patron de la principale association charitable du territoire, le Mujamma-al-Islami (collectif islamique), ancêtre socioreligieux du Hamas, « ont tout essayé : le marxisme, le socialisme et même le libéralisme. Rien n'a marché. Alors nous avons redécouvert que nous sommes avant tout des musulmans ». Cent fois, mille fois, les graffiti des murs de Gaza répètent la même antienne : « L'Islam est la réponse ».

Bassam Salhi, l'un des dirigeants de l'ancien Parti communiste palestinien de Ramallah, se dit « impressionné » par la vigueur des fondamentalistes. Elargi d'une prison israélienne, il y a trois semaines, après avoir passé trois ans à l'ombre, pour appartenance à la direction unifiée de l'intifada, ce militant, écrivain à ses heures et membre de l'OLP, constate avec amertume qu'ils « occupent aujourd'hui le terrain qui était jadis le nôtre et que nous avons abandonné ».

« Lutte armée », « Toute la Palestine aux Palestiniens », « Reconnaissance d'Israël interdite à tout jamais », l'OLP a mis des années à populariser ces slogans, et puis elle a changé. « Aujourd'hui », regrette Bassam Salhi, trop de nos cadres sont devenus des bureaucrates qui préparent leur carrière, passent leur

Yasser Arafat. Et ce sont ses troupes, bien plus soucieuses que celles du « vieux », à Tunis, qui font la « une » de la rubrique « terrorisme » dans les médias de l'ennemi israélien.

Terrible aveu d'impuissance

Pourtant, combien sont-ils ces mystérieux commandos, ces « soldats d'Allah » qui hantent les canchenniers d'Israël ? Cent ou deux cents tout au plus dans l'ensemble des territoires, la majorité à Gaza, affirme un spécialiste militaire du contre-terrorisme. « En fait, autant vous l'avouer à condition que vous ne me citiez pas, on ne sait pas trop. Les réseaux de ces types-là sont extrêmement difficiles à pénétrer. Ils ont comme un sixième sens. Ils reniflent l'illégalité, l'agent qu'on essaie de leur infiltrer. » Mystérieuse et terrifiante cohésion de groupes d'hommes qui vivent comme de véritables « justiciers de Dieu », chargés de nettoyer la Palestine des « fils de singes et de cochons » qui l'occupent.

Les commandos Ezzedine-Al-Qassam ne répondent pas, selon le chef des renseignements militaires israéliens, le général Uri Saguy, à

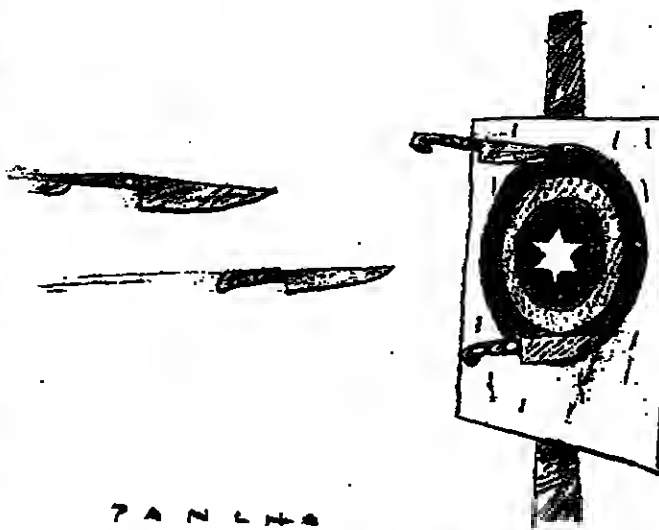
un commandement unique. « Le Hamas, confiait-il récemment à un journal local, n'est pas une organisation hiérarchisée. Très soupçonneux, ils ont appris à cloisonner hermétiquement leurs activités. Pour les combattants, Israël et les territoires sont divisés en quatre ou cinq directions régionales, lesquelles donnent des ordres à de petites cellules, des unités qui agissent sans rien savoir de ce que font les autres. Comme, en plus, ils connaissent mieux le terrain que nous... »

Terrible aveu d'impuissance, pas du tout compensé par le fait que l'organisation « menace l'hégémonie de l'OLP », le vieil adversaire. Le cloisonnement des activités du Hamas rend la tâche des services israéliens d'autant plus difficile que quelques-uns, comme Moussa Marzouk, « chef de la direction politique et citoyen américain, ne sait rien des opérations sur le terrain. Il s'occupe, dit encore le général Saguy, de la ligne et du financement. Rien d'autre. »

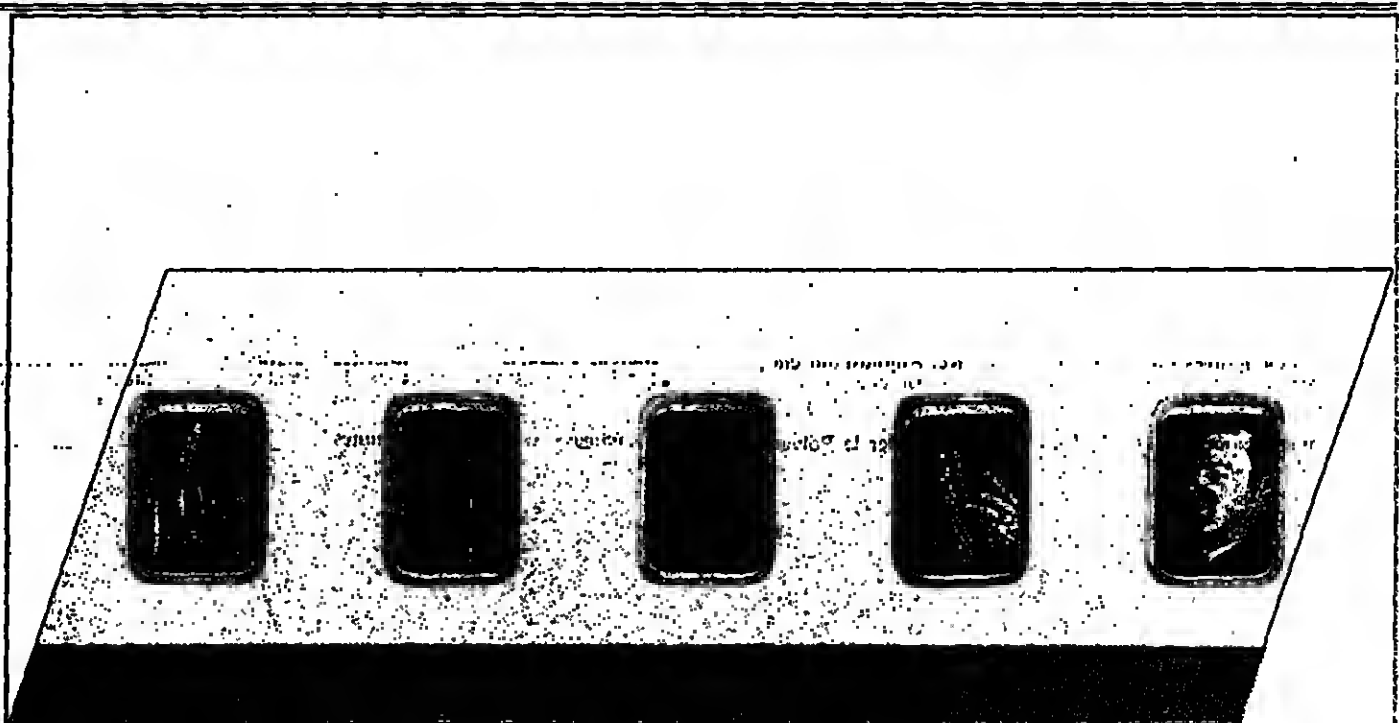
PATRICE CLAUDE

Prochain article :

Une course contre la montre



temps dans les cinq étoiles et les avions et dans les comités d'experts pour préparer l'autonomie transitoire que nous promet Israël. En clair, l'OLP se sent embourgeoisée. « Nous n'avons pas su expliquer notre évolution au Hamas. » Trop tard peut-être. Le temps de l'OLP et son unique représentant du peuple palestinien est révolu.



PRENEZ PLACE DANS PLUS D'ESPACE !

TWA reconçoit l'aménagement de tous ses appareils afin d'améliorer votre confort ! Grâce à la suppression d'une rangée entière de sièges en Ambassador Class, vous pourrez dorénavant profiter d'un espace exceptionnel.

D'autre part nos sièges, parmi les plus spacieux et bénéficiant d'une inclinaison maximale vous permettront de travailler, vous détendre ou mieux dormir en toute quiétude. Conjugués aux 6 sièges de front, cet aménagement vous garantit le meilleur confort, que vous soyez assis côté hublot ou côté couloir.

Après le champagne de bienvenue à bord, vous pourrez sélectionner et déguster votre repas accompagné de vins des meilleurs crus, avant de profiter tout à loisir de notre programme de divertissements.

Si votre destination finale est New York, n'oubliez pas de réserver votre passage en hélicoptère gracieusement offert entre JFK et Manhattan.

De plus notre programme de fidélisation FFB, particulièrement attrayant, vous donnera très vite droit à des surclassements et des billets gratuits.

Si vous avez choisi notre nouvelle Comfort Class, vous constaterez qu'aucune autre compagnie ne vous offre autant en classe économique : espace optimum et repose-pieds* pour le meilleur de votre confort.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez dès maintenant votre agence de voyages. TWA au 49 19 20 00 ou tapez 3615 TWA.

TWA Le meilleur du confort.

* Installation des repose-pieds en cours, effective dès juin 93 (non applicable à certains sièges dont ceux situés aux issues de secours)

POLITIQUE

Le premier ministre et M^{me} Veil devant l'Assemblée nationale

La gauche redoute que les questions de l'immigration et de l'insécurité ne dominent le débat sur la ville

L'Assemblée nationale devait entamer, mardi 27 avril, en début d'après-midi, un « débat d'orientation » sur la ville et les banlieues, prévu pour s'échelonner sur deux jours. Après une déclaration du premier ministre, Edouard Balladur, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, devait intervenir pendant quarante-cinq minutes. Une quarantaine de députés, élus de grandes agglomérations ou de banlieues sensibles, devaient ensuite exposer leurs réflexions sur les problèmes de la sécurité, de l'emploi, de l'intégration, de l'urbanisme ou de solidarité intercommunale. Les derniers grands débats sur

la ville à l'Assemblée nationale ont eu lieu au printemps 1991 lorsque furent adoptés le réformisme de la dotation globale de fonctionnement et le projet de loi d'orientation sur la ville, présentés par Michel Delebarre, ancien ministre chargé de la ville et de l'aménagement du territoire.

Premier grand rendez-vous parlementaire de la nouvelle législature, ce débat s'annonçait d'autant plus vif que la nouvelle majorité a montré ces dernières semaines quelques signes d'impatience devant l'oisiveté forcée à laquelle la condamne un gouvernement qui met la dernière main à son programme législatif. Des divergences d'appréciation pourraient se manifester

à cette occasion entre certains députés de la majorité et le gouvernement. Après la controverse qui s'était engagée, il y a deux semaines, sur la proposition de Pierre Carde (UDF, Yvelines) de supprimer les allocations familiales aux parents d'enfants délinquants, Gilles de Robien (Somme), porte-parole de l'UDF pour ce débat, a exprimé, lundi, sa « perplexité » devant « la modicité » des crédits de 100 millions de francs que M^{me} Veil vient de décider de « débloquer » (le Monde du 27 avril). « Soit il s'agit d'une enveloppe destinée à nécessairement maintenir des mesures « anti-été chaud » de l'année dernière et ces crédits sont alors les bienvenus », a déclaré M. de Robien, soit ce déblocage

constitue l'unique effort financier consenti par le gouvernement et nous sommes donc loin de la grande ambition pour la ville que nous attendions ». Le député de la Somme, maire d'Amiens, devait détailler son idée de lancer un « emprunt de salut public » afin de faire face à « la priorité financière » que représente la ville.

Les questions de l'immigration et de l'insécurité – « problèmes qui étaient tabous » selon Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) – devaient être soulevées par de nombreux députés de la nouvelle majorité, ce qui faisait craindre à la gauche que le débat ne se focalise sur ces seuls thèmes. Frédéric Sylva, président de SOS-Racisme, parlait même de

possibles « dérapages ». Si les communistes entendaient dénoncer surtout une politique de la ville marquée du sceau de « l'austérité », les socialistes se proposaient de rappeler que cette politique n'est pas née du dernier scrutin. L'ancien secrétaire d'Etat à la ville, François Loncle, a ainsi reproché, lundi, à la nouvelle majorité de manifester « une ingérence de circonstance » en semblant « découvrir qu'il existe une politique française de la ville » tandis que Bernard Tapie, député non inscrit des Bouches-du-Rhône et ancien ministre de la ville, a estimé qu'il ne faut pas « donner aux gens l'impression que la politique de la ville ne fait que commencer ».

F. B.

Au ministère de l'intérieur

Edouard Balladur demande aux préfets d'assurer une « gestion impartiale » de l'administration

Edouard Balladur a présidé, lundi 26 avril, au ministère de l'intérieur, une réunion des préfets de région et de département, à laquelle assistaient également Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, et Daniel Hoeffel, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales.

Selon un communiqué de l'hôtel Matignon, le premier ministre a « expliqué la politique du gouvernement, ses priorités économiques et sociales et sa méthode, qui repose sur un nouveau dialogue social ». Le chef du gouvernement a également « assigné aux préfets des objectifs précis en matière de cohésion sociale, de lutte contre la délinquance, d'aménagement du territoire dans les villes et les zones rurales, de gestion impartiale et exemplaire de l'administration de l'Etat ». Chacun des ministres présents a ensuite précisé les orientations de la politique de son

département. L'intervention de Charles Pasqua a été la plus longue et la seule à être rendue publique au terme de cette réunion.

Outre ses objectifs en matière de sécurité et d'immigration (lire ci-contre), le ministre de l'intérieur a précisé ses intentions concernant la décentralisation et l'aménagement du territoire. Coefficientant que « sa première ambition est de réhabiliter la politique d'aménagement du territoire », M. Pasqua a indiqué que le gouvernement « a l'ardente obligation de lancer un grand débat national dans le domaine de l'aménagement du territoire ». Il a annoncé qu'en tout état de cause, « décidé à poursuivre de manière déterminée la politique de décentralisation », des gouvernements précédents, il compte « proposer un nouveau volet de décentralisation dans les semaines qui viennent ». Dans son souci « de renforcer l'autorité locale de l'Etat », M. Pasqua a expliqué le souhait que « les préfets de région deviennent les véritables chefs de file de la reconquête du territoire et que l'autorité des préfets sur les services déconcentrés de l'Etat soit renforcée ». Enfin, le ministre de l'intérieur a

affiché la volonté du gouvernement de « poursuivre la politique de décentralisation, qui répond aux besoins d'une société moderne », volonté exigeant « une clarification et un renforcement des compétences pour une plus grande responsabilité des élus locaux », ainsi qu'une « modernisation du cadre législatif et réglementaire des collectivités locales ». M. Pasqua a précisé que, déjà, une réflexion est engagée « sur les transferts éventuels de compétence aux départements dans les domaines du logement et de l'environnement ».

Il a coécrit ce chapitre par une recommandation aux préfets. « Notre politique d'aménagement du territoire et de décentralisation, a-t-il dit, s'inspire d'une règle simple : vous devez faire vivre la décentralisation en veillant au respect de la place et du rôle de l'Etat. De même vous devez rester attentifs à ce qu'aucune collectivité n'exerce sa tutelle ou son contrôle sur une autre. L'esprit de la décentralisation est gravement faussé, et l'unité de la République, menacée ».

M. Pasqua annonce des projets de loi sur les contrôles d'identité préventifs et la maîtrise des flux migratoires

Devant les préfets réunis place Beauvau, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a annoncé à déjeuner, sans toutefois les détailler, les grandes lignes de sa politique de sécurité qu'il avait déjà exposées, mercredi 14 avril, en conseil des ministres (le Monde du 16 et du 17 avril). Réaffirmant que « violence urbaine, drogue et, il faut bien le dire, immigration clandestine, sont les composantes de plus en plus étroitement liées » de la dégradation de la sécurité des personnes et des biens, M. Pasqua a annoncé son intention de faire adopter dans les prochaines semaines par le conseil des ministres deux projets de loi : l'un renforcera les contrôles d'identité préventifs, l'autre vise à « maîtriser les flux migratoires ».

Le premier projet de loi « rendra possible les contrôles d'identité à caractère préventif », a déclaré le ministre, se contentant d'ajouter que « ce droit s'exercera naturellement dans un cadre précis et contraignant ». Le second projet permettra de « lutter contre les détournements des procédures d'ad-

mission au séjour des étrangers et d'éloigner de façon effective les personnes qui sont en situation irrégulière ou qui troublent l'ordre public ». Aucune autre précision n'a été apportée par M. Pasqua.

S'agissant de la lutte contre les stupéfiants, le ministre a prévu de renforcer « les moyens dont disposent les brigades des stupéfiants, en étendant leur compétence géographique et en organisant une complémentarité accrue entre les différents services impliqués dans la répression de ce fléau : police, gendarmerie, et douane ». Un troisième projet de loi viendra ultérieurement compléter ce dispositif, a prévu M. Pasqua.

Un vent de réformes devrait, d'autre part, souffler sur la police nationale. Afin de venir à bout des « pesanteurs » nuisant à l'efficacité de l'action policière, il s'agira de remédier aux « difficultés de plein emploi des effectifs, en raison de l'organisation du travail et de la dispersion des missions qui, bien souvent, n'ont pas le poids que le nom ». Le ministre a aussi annoncé une « pause de trois mois » dans la mise en œuvre de la « décentrali-

salisation » des services de police (polices urbaines, renseignements généraux et police de l'air et des frontières) qui a été mise en place et étendue à tout l'Hexagone par ses prédécesseurs socialistes, attendant les suggestions des préfets, M. Pasqua entend « définir la nécessaire évolution de cette réforme ». Il a aussi prévu de modifier les procédures de formation des gardiens de la paix, insistait sur une formation en alternance entre le temps passé en école et sur le terrain.

Souhaitait établir un « pacte social fort » avec les syndicats policiers, le ministre a souligné que « le dialogue nécessaire ne signifie pas la cogestion ». Enfin, sans davantage apporter de précision, le ministre a annoncé son intention de prendre très prochainement « une initiative dans le domaine de la déontologie de la police ».

M. Pasqua a profité de cette réunion des préfets pour rendre hommage à Bernard Grasset qui s'apprête à quitter son poste de directeur général de la Police nationale pour devenir préfet de la région Bretagne.

Les entêtements d'André Gerin

Le maire de Vénissieux, communiste, gère à sa façon le dossier des Minguettes, cité dont le nom est synonyme de quartier « difficile » et d'été « chaud »

LYON

de notre bureau régional

Mercredi 14 avril 1993, à l'Assemblée nationale, André Gerin est pris de court par le nouveau régime des questions au gouvernement. Le député communiste de la quatorzième circonscription du Rhône, néophyte, s'emmêle dans ses phrases, s'écarte de son propos initial et dépasse son temps de parole. Le président de l'Assemblée, Philippe Séguin, lui coupe le micro. Néanmoins, il a pu dire la substance de son message, se présenter comme « le maire de Vénissieux, le maire des Minguettes », ville où « vingt-cinq mille jeunes ont moins de vingt-cinq ans ».

Banlieues sinistrées et « ados » désemparés, voilà « l'essentiel, l'enjeu de la vie », voulait expliquer André Gerin. Ces deux thèmes, il les a déjà abordés dans des livres-entretiens, *Minguettes, challenge pour la ville*, publiés aux éditions du PCF, Messidor-Temps actuels. Au nom de l'été « chaud » de 1991 à Vénissieux, même s'il n'était pas maire alors. Au nom des Minguettes, même si, depuis, d'autres banlieues ont été secouées de violences. Cependant, André Gerin incarne d'abord, pour son parti, l'orthodoxie d'un parcours politique qui s'est gardé de tout état d'âme, de tout écart par rapport à la « ligne ».

Né en 1946 à Vienne, en Isère, mais à quelques encablures de Vénissieux, il entre à dix-sept ans chez Berliet, CAP de friseur puis en poche. Il adhère à la CGT, au PCF, devient dessinateur industriel et permanent syndical. En 1979, il est élu au comité central. En

1985, à la mort de Marcel Houël, le parti le désigne pour s'asseoir dans le fauteuil de premier magistrat. La même année, il est élu conseiller général, poste qu'il videra d'abandonner pour cause de cumul des mandats.

De ses huit années à la tête d'une municipalité de soixante mille habitants, André Gerin retient l'impression d'être « une tortue, avec toujours sa lourde maison sur le dos ». S'il devait choisir une action exemplaire de son mandat, ce sont les « conseils de quartiers » qu'il privilégierait, parce que « les gens y ont voix au chapitre ». Ses collègues socialistes – en 1989, André Gerin a été réélu à la tête d'une liste PCF-PS-MRG – ne l'entendent pas vraiment ainsi. Selon certains d'entre eux, l'ordre du jour de ces conseils descendait du bureau du maire, et les réunions étaient encadrées par des élus et des membres du PCF. André Gerin l'admet et fait amende honorable. Depuis, assure-t-il, la procédure a été améliorée, elle est devenue plus souple.

Mobiliser la population

D'ailleurs, pour preuve de sa volonté de « faire participer les habitants », André Gerin aime à rappeler le référendum d'initiative locale, organisé en janvier 1990, pour lequel 30 % des électeurs inscrits s'étaient déplacés pour répondre, à 87 %, « oui » à une question, il est vrai, peu ouverte : le maire demandait à ses administrés s'ils souhaitaient l'arrivée du métro aux Min-

guettes. Ce dossier, c'est son cheval de bataille. En face de l'hôtel de ville trône la préfiguration de la station « Marcel-Houël », tant attendue, tant revendiquée.

Inlassablement, à chaque débat à la Communauté urbaine de Lyon sur la politique des transports en commun, il revient à la charge : Vénissieux est la troisième ville du département du Rhône, elle doit donc bénéficier, comme Lyon et Villeurbanne, d'un métro souterrain. « Pourtant, André Gerin siège au SYTRAL [le syndicat qui gère les transports en commun de l'agglomération], il soit l'état des finances de ce syndicat, relèvent les élus socialistes. Or faire monter le métro sur le plateau des Minguettes est terriblement coûteux, mais il refuse qu'un tramway relie les Minguettes au terminus de la ligne D ».

André Gerin d'en a cure. « Ce n'est pas moi qui ai choisi ce mode de transport, dit-il. Il est inconcevable que l'agglomération ait un réseau à deux vitesses, souterrain pour les villes riches et de surface pour les banlieues ». Il ne cédera donc pas. Quitte à ce que, pendant encore des décennies, les jeunes des Minguettes doivent jongler avec les minibus et les itinéraires des bus pour rejoindre le centre de Lyon.

Tout comme il ne cédera pas sur la réfection des écoles primaires des Minguettes. Qui, de la commune, locataire des bâtiments, nu de la communauté urbaine, propriétaire, doit s'acquitter des travaux d'entretien ? Sur de son bon droit, le maire a porté l'affaire devant le Conseil d'Etat. La polémique dure depuis 1985, et, dans les écoles, les fissures dans les murs s'élargissent, des fenêtres sont condamnées, des cadres de porte sont déchaussés.

Cela vaut de nombreux appels aux Vénissiens, des collections de pétitions à signer à la sortie des classes.

Pour défendre ses dossiers municipaux, André Gerin utilise souvent une bonne vieille tactique politique : demander l'impossible afin de pouvoir mobiliser la population. Quand le projet patine, il s'entête. Par exemple, pour la salle de rock, vieux dossier lyonnais s'il en est. La majorité du droit de la communauté urbaine avait décidé de l'implanter dans une terre lointaine, Chassieu, à 20 kilomètres de la presqu'île. André Gerin s'est battu bec et ongles pour qu'elle soit construite à Vénissieux, ce qui paraissait plus logique aux professionnels du spectacle. Faute d'être entendu, il a ouvert, dans un bâtiment ayant appartenu à Renault-Véhicules industriels (RVI), une salle aux dimensions plus modestes, afin de « répondre aux demandes des jeunes ».

Las, après quelques riffs bien corsés, quelques solos de batterie bien roulés, le Truc(s) – c'était son nom – a sombré dans des mauvais comptes d'exploitation. Il est fermé, mais André Gerin ne désarme pas. « Je reprendrai le flambeau, assure-t-il. Il faut une salle de rock de grande dimension pour l'agglomération ». Il est cependant prêt à compenser une légère entorse au sacré positionnement de son parti, l'autonomie municipale. André Gerin est en effet disposé, désormais, à mener ce projet dans le cadre d'une coopération intercommunale. « Vous voyez, l'évolution », souligne-t-il, comme pour atténuer cet entêtement qui semble guider son action.

Ainsi, en 1988, il avait qualifié la tour 212, dite « tour Castro »,

d'« arbre qui cache la forêt ». Aujourd'hui, il la comptabilise à la colonne « actifs » de son mandat. Cette tour avait été réhabilitée par Roland Castro, l'architecte de Banlieues 89. La surface de chaque appartement a été doublée pour que les habitants disposent de « dépendances », comme dans une maison individuelle. Du coup, les loyers ont connu une hausse certaine, car Roland Castro voulait « modifier le tissu social des Minguettes » et attirer d'autres couches sociales, plus aisées.

« Des bouts de ficelle »

Cela n'a pas suffi : en 1975, soixante-quinze mille personnes habitaient Vénissieux ; en 1992, elles ne sont plus que soixante et un mille. Certes, des tours ont été détruites ou fermées, ce qui explique en partie cette chute de population, mais les Minguettes continuent à traîner leurs fardeaux : selon la mairie, entre le 1^{er} juillet 1991 et le 31 août, deux cent quarante-deux véhicules ont été brûlés au pied des immeubles, cent soixante-neuf faits de vandalisme ont été enregistrés sur des bâtiments publics.

Pourtant, dans la foulée des événements de 1981, le commune avait bénéficié de nombreuses aides de l'Etat. Il fallait penser les plaies de ce symbole. Subventions exceptionnelles, participation active des offices HLM dans la réhabilitation et dans l'accompagnement social, les Minguettes ont été choyées.

Mais, selon les socialistes, qui digèrent mal la défaite de leur député, Marie-Joséphine Sublet (PS), le maire n'a pas joué le jeu. Car André Gerin sait aussi freiner des quatre fers. Vénissieux a ainsi été la dernière commune du Rhône à constituer un comité local de prévention de la délinquance, sous la pression et l'autorité du préfet de région. André Gerin a encore beaucoup traîné les pieds pour mettre en place le dispositif en faveur des RMistes. « Toutes ces mesures, ce sont des bouts de ficelle d'un gouvernement dit de gauche », explique-t-il. Et lui, le nouveau député, il reconnaît qu'il se sent « plus à l'aise » face à la « redoublante politique » d'Edouard Balladur.

Alors, on peut compter sur André Gerin pour défendre le dossier du quartier Démocratique. Lancé en 1986, après un appel d'offres international, ce lourd projet, porté par la commune, la communauté urbaine et l'Etat, consiste à reconstruire entièrement une partie des Minguettes. Devraient s'y installer un IUT, une médiathèque, des bureaux, une résidence étudiante, des pépinières d'entreprises, des logements rénovés. Une tour sera totalement recouverte de céramique par le plasticien Jean-Pierre Raynaud. Echéance : fin 1997. Investissement public et privé : près de 200 millions de francs. « C'est phénoménal, concède André Gerin, mais ce sera exemplaire ».

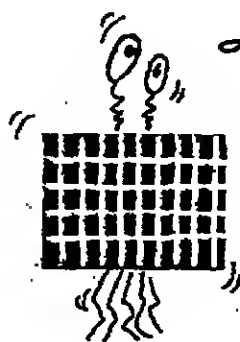
BRUNO CAUSSE

de l'immigration
bat sur la ville

Les projets de loi sur les comités
et la maîtrise des flux migratoires

erim

Depuis qu'IBM est dans le monde UNIX, il est devenu son plus sérieux concurrent.



Ou son meilleur complément. En effet, les cloisonnements entre les différentes informatiques sont tombés. Vous voulez être libre de vos décisions et vous avez raison. C'est dans cet esprit que nous avons développé une offre complète sous UNIX, la gamme IBM RISC System/6000, afin de vous laisser toujours le choix entre IBM et IBM. Si vous avez opté pour l'ouverture, cette offre UNIX respecte votre stratégie quelle qu'elle soit; client/serveur, clusters, base de données réparties ou "rightsizing", c'est-à-dire transfert

d'applications depuis des systèmes centralisés vers des machines mieux adaptées par leur taille ou leur facilité d'emploi. Que nous puissions vous proposer toutes les informatiques n'a pour vous que des avantages. Entre un IBM et un IBM, nous vous conseillons en toute impartialité, mais vous décidez. D'autre part, nos différentes gammes permettent tous les croisements, toutes les communications: qui mieux qu'IBM peut faire collaborer un IBM ES/9000 ou AS/400 avec un IBM RISC System/6000?

Même ouverture pour les solutions: 1200 applications sont disponibles en français pour nos systèmes UNIX.

Ainsi vous ne choisissez jamais votre informatique par défaut mais selon vos besoins ou préférences. C'est la liberté totale. IBM est encore plus "Unixien" que le monde UNIX.

Pour en savoir plus, appelez le Point réponse IBM: 05.03.03.03.

UNIX est une marque de UNIX Systems Laboratories.
RISC System/6000, AS/400 et ES/9000 sont des marques d'IBM Corp.



**Pour le meilleur
du monde UNIX.**

POLITIQUE

Le Conseil national du Rassemblement pour la République

M. Chirac invite le RPR à rester mobilisé

Suite de la première page

Pour la première fois depuis le raz de marée de droite des 21 et 22 mars, Jacques Chirac va prendre la parole en public devant les cadres et les parlementaires de son mouvement dont un nombre non négligeable lui sont redevables de leur élection. Le président du RPR, en effet, s'était engagé à fond dans la campagne des élections législatives, menant en parallèle une invisible campagne présidentielle.

A n'en pas douter, l'inactivité

intervention, à tirer les conclusions des élections dont la victoire est allée, pour l'ancienne opposition, au-delà des prévisions les plus raisonnablement optimistes, laissant le Parti socialiste dans un état tel que le débat politique des prochains mois devrait se situer à l'intersection de la droite plus qu'à la gauche. Si cette victoire relève pour une bonne partie des « erreurs » du pouvoir précédent, fait-on remarquer dans l'entourage de M. Chirac, elle a été

« Il n'est pas trop tôt pour en parler », concède lui-même M. Debré qui est bien placé pour observer la mise en place de la structure présidentielle de M. Chirac.

Cette problématique pose à M. Balladur la question du temps dont il dispose. Le chef du gouvernement a pris soin, dans sa déclaration de politique générale, d'inscrire son action sur la durée de la législature, soit cinq années. Cette façon d'aborder le travail gouvernemental, qui, somme toute, est respectueuse des institutions, méconnaît pourtant, aux yeux de certains poids lourds du mouvement, la réalité politique des deux prochaines années. Il est effectivement difficile de procéder comme si l'élection présidentielle ne devait pas se dérouler en 1995. D'une part, parce que le candidat du RPR n'est pas premier ministre, justement et, d'autre part, parce que la question des « primaires présidentielles », de plus en plus improbables sous peine d'entretenir une cacophonie gouvernementale permanente pendant de longs mois avant l'échéance, va inévitablement revenir sur le tapis. En filigrane, ce sont ces questions qui vont faire l'objet du débat engagé devant le conseil national.

OLIVIER BIFFAUD



actuelle qui, cependant, ne le tient pas écarté du travail gouvernemental de ses « compagnons », doit tout de même lui peser. C'est sans doute pourquoi M. Chirac reprendra, avant l'été, ses déplacements en province, en effectuant probablement deux voyages dans l'Hexagone.

L'espoir d'une rupture

Il s'appliquera ainsi à lui-même le conseil qu'il avait donné aux députés, lors d'un dîner dans un grand hôtel parisien dès après les élections, de conserver le contact avec leur circonscription pour labourer le terrain. Pour l'heure, l'ancien premier ministre devrait être conduit, lors de cette première

obtenue grâce à l'espoir de rupture et elle souleva une « attente considérable » dans l'électorat. Il s'agit donc pour le RPR autant de donner confiance à ses élus que de leur donner conscience de leur responsabilité. L'heure est moins que jamais à la démobilité.

Cette mobilisation, Jean-Louis Debré la destine au gouvernement Balladur mais, à l'évidence, pour le plus grand profit de M. Chirac, qui doit être soutenu « sans écart d'âme ». Selon le secrétaire général adjoint, le maire de Paris entendra l'Élysée « s'il n'un RPR puissant, efficace et rassembleur » derrière lui. Il est aisé de comprendre que la campagne présidentielle ne va pas tarder à revenir au galop — ce qui contrarie certainement le calendrier du travail gouvernemental.

MM. Balladur et Séguin siègeront au bureau politique

Le conseil national devait procéder, mardi, à l'élection des trente membres du bureau politique du RPR. A la veille de cette réunion, une quarantaine de candidats étaient en lice, mais la direction du parti ne désespérait pas de rapprocher ce chiffre de la trentaine afin de présenter, en quelque sorte, une liste bloquée. Il parait acquis que les douze ministres RPR, en dehors du secrétaire général et du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, qui siège de droit, figureront dans la nouvelle composition. A l'exception de quelques « anciens », la plupart des sortants devraient s'y retrouver. Le RPR désignera également un nouveau trésorier, en la personne de Jacques Oudin, sénateur de Vendée, pour remplacer Jacques Boyon, député de l'Ain et nouveau président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Sans avoir procédé à une révision de ses statuts, selon les principes énoncés aux articles 43 et 46, la direction du mouvement va augmenter le nombre des membres

Un « parlement » de 740 personnes

En raison de la forte augmentation du nombre de candidats RPR élus députés aux dernières élections législatives, le nouveau conseil national du mouvement néogaulliste compte, théoriquement, 891 membres. Cependant, certains membres étant comptabilisés à un double titre, ce sont environ 740 personnes qui siègent réellement au conseil national. La composition de cette instance se déduit de l'article 26 des statuts.

— 360 parlementaires nationaux et européens : 258 députés (1), 90 sénateurs et 11 députés européens parmi lesquels 4 parlementaires nationaux.

— 127 cadres nommés par le secrétaire général : 22 délégués régionaux et 105 secrétaires départementaux. A l'heure actuelle, il n'y a que 85 secrétaires départementaux en titre parmi lesquels figurent 25 députés, 4 sénateurs, 1 député européen et 3 membres de la commission exécutive.

— 151 membres élus par le comité départemental de chaque légation, parmi lesquels figurent 18 députés.

— 30 membres élus par les sections professionnelles.

— 26 délégués départementaux à l'action féminine à raison d'une représentante par région, parmi lesquelles 1 député et 1 des 100 élus de la liste nationale élue aux assises.

— 26 délégués départementaux à la jeunesse à raison d'un(e) représentant(e) par région. Pour ne pas avoir renouvelé leur représentation dans les temps, les jeunes du mouvement ne seront pas représentés à cette réunion du conseil national.

— 8 membres de droit (anciens premiers ministres, anciens secrétaires généraux et anciens présidents de groupes parlementaires non membres du conseil national à un autre titre).

— 63 membres de la commission exécutive. Sur ce chiffre, 53 personnes siègent déjà à un autre titre (député, sénateur, député européen, etc) et ce sont donc seulement 10 membres qui figurent au nom exclusif de cette commission.

— 100 membres élus sur une liste nationale par les mandataires aux assises nationales. Parmi ces 100 membres élus aux assises du 7 mars dernier (le Monde du 9 mars), 50 sont nouveaux par rapport aux sortants élus aux assises de février 1990. Le nom des nouveaux venus (2) est publié en italique dans la liste alphabétique ci-dessous :

Gérard d'Aboville, Christine Albanel, Anne-Marie Anglade, Michel Azou, Alain Aubert, Daniel Augereau, Emile Auguste, Paul Aurell, Isabelle Bailly, Alexandre Baudouin, Marie-Michèle Bataille, Jean-Pierre Bechter, Jean-François Bérard, Alain Bienvenu, Pierre-Jean Bland, Jean-Paul Bied, Henry Boërio, Marie-Hélène Bouchard, Gérard Bourrat, Jean-François Boyer, Jean-Paul Bréhan, Yves Cabana, Christian Cabrol, Pierre Camy-Peyret, Dominique Cane, Maurice Chabert, Mathieu Chalmers, Anne-Cécile Chantalat, Philippe Cley, Christian Cointat, Jacqueline Crépy, Jacques Dacquin, Serge Dassault, Simone Dauquet, Philippe Dechartre, Noëlle Dewarville, Jacques Donnay, Yves Duteil, Jean-Claude Empereur, Hervé Fabre-Aubrespy, Gérard Fnyolle, Patrick Gaubert, Lydie Gerband, Gisèle Godet, Anne-Sophie Grive, Robert Grossmann,

Armelle Guincherrière, Michel Habib-Deloncle, Marie-Thérèse Hermange, Jean Kahenbach,

Roger Karoutchi, Jacques Kesiuko-Morizet, Jean-Claude Larent, Gérard Leban, Daniel Le Conte, Vincent Le Roux, Pierre Leroy-Beaulieu, Michel Leroyer, Charlotte Mobile de Foncheville, Philippe Martel, Gabrielle Mass, Jacques Mascard, Gérard-Henri Mathieu, Hervé Mécheri, Jean Mée, Alain Mimoun, Marqueline Mondet, Arnel Pêcheil, Philippe Pémec, François Alessandrini-Piazza, Auguste Piccollet, Marie-Thérèse Raymond, Line Renaud, Georges Repecky, Alain Robert, Jean-Luc Romero, Benoît Roy, Marie-Claude Santucci, Patrick Segal, Jean-Paul Séguelo, Jules Susini, Jean Tavernier, Gisèle Temon, Alain Terrenoire, Frédéric Tém, Bernard Tomasi, Stange Tostier, Dominique Vescovi, Bruno Vincent, Pierre Zabel, Dominique Duruy, Bernard Bermond, Patrick Berthelin, Etienne Decoyaux, Gérard Hernandez, Jean-Jacques Mathey, Isabelle Pastoret-Delue, Alphonse Coffier, Georges Siffredi, François Deschamps.

Contrairement aux précédentes assises où le courant Pasqua-Séguin avait déposé sa propre liste, il n'y en avait, en mars dernier, qu'une seule comportant le nom de 245 candidats (contre 335 en 1990 pour deux listes concurrentes). Parmi les 14 élus de 1990 se rattachant à ce courant, 10 ont été réélus. Quelques-uns s'y sont ajoutés en 1993. On estime que les élus proches de la sensibilité Pasqua-Séguin ou ayant manifesté ouvertement des sentiments « anti-Mastriehi » représentent une proportion de l'ordre d'un tiers sur cette liste nationale. Chacun s'accorde à dire, cependant, que ce clivage n'est plus, maintenant, à l'ordre du jour.

(1) Les ministres qui ont été élus députés en mars ont jusqu'à 3 mai pour choisir entre le gouvernement et l'Assemblée nationale. L'arrivée des suppléants des ministres RPR ne modifiera pas le nombre de députés du groupe.

(2) Dix membres de la liste initiale des cent premiers ayant été élus députés, ce sont les suivants qui sont « montés » pour boucler la liste.

Accompagné de Martin Malvy et de Claude Estier

M. Rocard a exprimé au premier ministre le souci du PS de voir respectée la « parole de l'Etat »

Michel Rocard, président de la direction nationale du PS, accompagné de Martin Malvy et de Claude Estier, présidents, respectivement, du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et de celui du Sénat, est allé, lundi 26 avril, par Edouard Balladur, celui-ci ayant souhaité consulter l'ensemble des formations politiques. Après cet entretien à l'hôtel Matignon, M. Rocard a indiqué qu'il avait insisté auprès du premier ministre sur « le respect de la parole de l'Etat », notamment à l'égard des infirmières et des enseignants, pour lesquels ont été engagés des politiques pluriannuelles qui ne doivent pas être « rendues dépendantes de soucis d'économie légitimes et compréhensibles ».

L'ancien premier ministre a souligné que « la justice sociale reste une priorité » pour le PS et qu'il faut donc, à ses yeux, faire en sorte qu'un éventuel relèvement des prélèvements obligatoires soit « le plus juste et le plus équitable ». Il a rappelé sa préférence pour une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), instaurée sous son gouvernement. « Nous avons insisté, aussi, a-t-il dit, sur la protection sociale, en soulignant qu'il ne s'agit pas de songer à une augmentation des prélèvements obligatoires (...), il convient de faire tout le possible et, si possible, de fixer l'impossible dans la maîtrise de la dépense de l'assurance-maladie ».

M. Rocard a lancé, d'autre part, une mise en garde sur la réforme du code de la nationalité, en déclarant que les socialistes « n'accepteraient pas une mise en cause de l'automatisme du droit à la nationalité française pour les enfants nés sur notre sol ». Sur la politique de la ville, a ajouté l'ancien premier ministre, M. Balladur a souligné devant ses interlocuteurs qu'« il entend donner continuité à la politi-

que de solidarité urbaine et à la direction nationale du PS, accompagnée de Martin Malvy et de Claude Estier, présidents, respectivement, du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et de celui du Sénat, est allé, lundi 26 avril, par Edouard Balladur, celui-ci ayant souhaité consulter l'ensemble des formations politiques. Après cet entretien à l'hôtel Matignon, M. Rocard a indiqué qu'il avait insisté auprès du premier ministre sur « le respect de la parole de l'Etat », notamment à l'égard des infirmières et des enseignants, pour lesquels ont été engagés des politiques pluriannuelles qui ne doivent pas être « rendues dépendantes de soucis d'économie légitimes et compréhensibles ».

Les amis de Laurent Fabius ont fait savoir, mardi, qu'ils communiqueront mercredi en milieu de journée la liste de leurs représentants au bureau exécutif du PS. Louis Mexandreaux, ancien ministre, qui avait soutenu Lionel Jospin au congrès de Rennes, en mars 1990, après avoir signé la contribution de Louis Mermaz, a indiqué, lundi, qu'il refuse l'association de sympathisants, non membres du PS, aux « états généraux » socialistes et qu'il ne participera « aux travaux du comité directeur que si le projet, unique dans l'histoire du parti, d'avoir recours à des adhérents fictifs ou fictifs est clairement abandonné ». Enfin, Claude Fleutiaux, proche de Louis Mermaz, nous a précisé qu'il n'avait pas participé aux travaux du comité directeur, le 24 avril, et qu'il n'est pas sûr d'occuper lui-même le siège réservé aux « mémoires » dans le bureau exécutif.

Rectificatif. — Dans l'article intitulé : « Jacques Chaban-Delmas veut empêcher toute compétition ouverte pour sa succession » (le Monde du 27 avril), une coupe malencontreuse a eu pour effet de rapporter à Jacques Valade, président du conseil régional d'Aquitaine, une observation qui s'appliquait en réalité à Hugues Martin, deuxième adjoint au maire de Bordeaux. C'est ce dernier, et non M. Valade, qui s'est défendu de toute ambition pour le maire de Bordeaux, ce dont ne convenaient pas tous ses proches, et qui « était en droit d'estimer que la place de premier adjoint [attribuée à Simone Noailles] lui revenait ».

DIAGONALES

ORAN, 27 avril. Les écoles algériennes, pour qui l'étude du français était obligatoire après quatre années de scolarité, pourront désormais choisir l'anglais, à égalité avec le français, comme première langue étrangère. Ainsi a-t-il été décidé le secrétaire d'Etat à l'enseignement, Tahir Zerhouni (le Monde du 17 avril).

La mesure a de quoi étonner quiconque se soucie du sort de notre langue dans le monde, en particulier là où celle-ci jouit de positions anciennes et fortes.

Deux types de réaction se font jour. Les « politiques », pour qui l'événement de la francophonie dépend d'abord d'actes de gouvernement comme celui de M. Zerhouni, et des relations entre capitales, sont portés à se demander si la décision d'Alger ne sanctionne pas un défaut de volonté et de vigilance de la part des autorités de Paris. Si oui, la question se pose : à quelle majorité, l'ancienne ou la nouvelle, imputer ce qui serait un échec diplomatique ? Et comment ne pas regretter, au tout début de la mesure, la suppression du ministère autonome qui se consacrait entièrement à ces affaires ?

Vue sur place, la réalité de la francophonie en Algérie rassure plutôt, et conforte les autres passionnés de notre langue qui, moins obnubilés par les actes et les rapports des Etats, croient qu'en matière d'apprentissage linguistique la libre préférence des gens vaut toutes les obligations ou incitations venues d'en haut.

Il a pu sembler opportun au gouvernement d'Alger de ne plus donner l'impression à certains milieux opposants de favoriser systématiquement la culture de l'ancien colonisateur. Mais il y a fort à parier que la mesure aura peu d'effets sur la formation reçue. L'important est que l'envie et le besoin du français continuent de l'emporter chez les élèves, et cette prédominance ne peut que gagner à s'affirmer spontanément.

C'est l'opinion du proviseur de Pastour, M. Pinsard. Bien sûr, le temps n'est plus où le lycée d'Oran, créé en 1887, comptait 2 400 élèves français, où y enseignait, après

Préférence

Viviani et Charles-André Julien, François Châtelet, Marc Ferro, Pierre Nora. L'établissement proprement français ne réunit plus que 160 enfants, dont 45 % appartiennent à 18 nationalités. Mais l'enseignement du français reste prépondérant dans les autres parties du lycée où il est devenu langue étrangère. Les enseignants d'anglais n'égarent pas, en nombre et en rayonnement, leurs collègues de français.

Contrairement à la plainte souvent entendue en France, les correcteurs de copies affirment que le niveau des têtes de classe de sections générales « monte », même si, comme partout, il laisse à désirer dans les sections F ou G.

La pratique du français n'accuse aucun fléchissement dans les études supérieures, en droit, en médecine, où elle est de règle, mais aussi dans les disciplines techniques ou informatiques. D'après Philippe Latanne (*Pourquoi parler français ?*, éd. Fleurus), 30 % de la population algérienne pratique couramment le français. Ce doit être un minimum, à voir et à entendre sa place dans la vie quotidienne, dans la rue, pour la lecture des journaux, des modes d'emploi, des revues spécialisées, sans parler de l'écoute massive des chaînes françaises de télévision. A tout prendre, les Oranais préfèrent « Sécure soirée » à des séries ou des dessins animés japonais doublés au Liban !

Le tout récent Centre culturel français d'Oran attire 9 000 adhérents (celui de Tiemcen, 6 000), par ses cours de langue et d'information, sa bibliothèque de prêt, ses spectacles, ses expositions. La dernière en date évoque le centenaire de la découverte par Gide, à travers l'Algérie, d'une ferveur à vivre qu'avait bridée sa nature et son éducation. Des centaines de jeunes sont venus feuilleter des pages d'*Amantes* ou de *l'Immortelle*. Cela vaut tous les arrangements entre gouvernements.

Encore une fois, rien de tel, dans ce domaine si proche de la relation de personnes à personnes, que la plus jadis des préférences : ce mot si gildien, aujourd'hui affranchi des

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

contraintes passées, et qu'expliquent de subtiles écartements intimes, eu-delà des commodités de la communication orale et de l'ouverture sur le monde qu'offre le français. L'attachement à la langue écrite est aussi fort, pour des raisons presque religieuses dont nous pourrions bénéficier en retour. « O gens du Livre, lit-on dans le Coran (VI/15), notre envoyé est venu pour vous manifester le gros de ce que vous dissimulez de l'écrit... »

Gide, en Algérie, dénonçait son conflit puritain entre l'âme et la chair : il découvre où le menait la « continence dépravée » de l'imagination et du Journal. Il accomplit une cure de réalité enthousiasmante, à l'opposé de ce que cherchent, dans le même Islam, Isabelle Eberhardt ou T.E. Lawrence, venus rendre supportable leur singularité par divers travestissements.

En préface à la réédition des Sept Piliers par la collection « Bouquins », Roger Stéphane analyse à merveille le rôle du déguisement vestimentaire et linguistique chez Lawrence. Parmi les contradictions que cumule la plus grande « aventure littéraire » du siècle figure le partage, pour nous bien intéressé, entre une préférence ardente pour la France des écrivains (Rabelais, Montaigne, Racine, Molière, Mérimée) et celle des paysages (qu'il visitera de préférence à l'Italie même) et une francophilie sans faille, héritée des guerres napoléoniennes.

On peut détester les Français, ou du moins les estimer modérément, et se sentir habitant de leur langue, jusqu'à un patriotisme. C'est cela, la francophonie véritable, rattachée directement à ce que notre langue contient d'universel, hors d'étatisme des velléités politiques de l'imposer ou de la desservir.

Sur un présentoir : les *Nouritures terrestres*, recouvertes du papier cristallin dont les emballages des adolescents d'autrefois ; dans la rue, beaucoup de jeunes parlent la langue joyeuse de toutes les sortes de lycées françaises ; et sur les toits, les antennes-paraboles orientées au nord, réclament. Telle apparaît, en 1993, la cité de Canus, où chacun sait que la peste n'a jamais sévi qu'en imagination.

ement de 740 person



Pour célébrer notre association nous n'avons pu résister à l'envie de vous faire un cadeau. Un vrai cadeau. Ceci afin de vous faire partager notre enthousiasme et pour que vous réalisiez à quel point cette union va simplifier vos voyages d'affaires. Ainsi, pour tout voyage effectué au tarif Club Europe ou Eurobudget entre Paris et Munich, Copenhague

ou Stockholm, nous vous offrons un billet gratuit sur ces mêmes lignes, (*) offre valable pour les billets allers-retours achetés et utilisés au tarif Club Europe ou Eurobudget jusqu'au 30 juin 1993, billet gratuit utilisable jusqu'au 30 septembre 1993. Pour tous renseignements et réservations, appelez votre Agence de Voyages ou le (1) 47 78 14 14.

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

en association avec

TAT

ENVIRONNEMENT

Pour la première fois

L'ANDRA publie un inventaire des sites de déchets radioactifs

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a rendu public, mardi 27 avril, un document de plus de deux cents pages répertoriant une centaine de sites sur lesquels sont stockés en France des déchets radioactifs de toute nature. Cet inventaire, qui compte cent trente-neuf fiches, précise la nature, le niveau de radioactivité et l'entreprise responsable du site. Il devrait faire chaque année l'objet d'une mise à jour.

En 1992, le député (PS) Jean-Yves Le Déaut, alors président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, avait, dans son rapport sur les déchets radioactifs, indiqué qu'il serait judicieux de publier un tel document avant la fin de l'année 1992. C'est désormais chose faite. Avec quatre mois de retard !

Quatre mois seulement, dirait-on, ce qui n'est pas tout à fait juste dans la mesure où l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) avait achevé, juste avant Noël, la mission qui lui avait été confiée par la loi du 30 décembre 1991. Nul doute que la préparation des décisions législatives a amené les politiques, toutes tendances confondues, à retarder la publication de cet inventaire pour ménager quelques susceptibilités locales.

«Retrouver la mémoire»

Pourtant, ce document de quelque deux cent quarante pages n'a rien de révolutionnaire. «C'est simplement un recensement et un regroupement aussi complet que possible des données existantes sur les sites de déchets radioactifs français», avertit Henri-Edme Wallard, directeur général de l'ANDRA. Sur tous les sites et sur tous les déchets. «Bien sûr», ajoute-t-il, nous ne prétendons pas à l'exhaustivité. Mais ce qu'il faut dans ce domaine, c'est garder et retrouver la mémoire. Car il y a des gens qui avaient la connaissance et qui ont disparu, et d'autres qui ont sincèrement oublié.

C'est pourquoi l'Observatoire national des déchets radioactifs, auteur de ce premier inventaire, «doit», selon M. Wallard, se transformer en une structure vivante. Ce premier rapport ayant maintenu le mérite d'exister, il conviendra chaque année de le réactualiser, de le nourrir.

Pendant treize mois, trois personnes de l'ANDRA ont travaillé à temps complet pour recueillir l'information auprès des industriels concernés et des services de l'Etat ; mais aussi, et c'est à souligner, auprès d'associations de défense de l'environnement comme la Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité (CRIIRAD), le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN) ou l'Action Environnement (Réseau uranium).

A 100 kilomètres au sud de Prague

Des militants écologistes ont manifesté contre la centrale nucléaire de Temelin

PRAGUE

de notre correspondant

Une trentaine de manifestants écologistes, tchèques et autrichiens, ont célébré à leur manière le septième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl en bloquant pendant plusieurs heures, lundi 26 avril, l'entrée du chantier de la centrale nucléaire de Temelin, à 100 kilomètres au sud de Prague et à 70 km de l'Autriche.

Deux militants du mouvement Greenpeace sont même parvenus à s'introduire dans l'enceinte de la centrale et à déployer une banderole «Stop Temelin» sur l'une des grues du chantier. La protection du chantier avait pourtant été renforcée le mois dernier, après la décision du gouvernement d'achever les deux premiers blocs de cette centrale, qui était, à l'origine, de type soviétique (la Monde du 23 mars 1993). L'accès à la centrale a été libéré par les forces de



Les quelque cent sites de l'inventaire de l'ANDRA ne sont pas tous de même nature. Il serait vain de comparer les onze sites miniers du Limousin avec celui de la centrale bretonne déclassée de Brennilis ou de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de la Cogema à la Hague. De même, les matières recensées et les taux de radioactivité de ces différents sites n'ont rien à voir. On ne saurait mettre en regard les 140 000 milliards de becquerels de radium 226 des mines de Lodève avec les 148 000 milliards de becquerels de tritium de l'ancien réacteur partiellement confiné EL-3 de Saclay ou avec la radioactivité plus modeste des cinquante fûts d'une entreprise partiellement décontaminée de peintures lumino-radioactives de Bando, fermée en 1946.

Résultat : un recueil de cent trente-neuf fiches portant sur la centaine de sites les plus contaminés (sur un total de neuf cents répertoriés), c'est-à-dire ceux qui présentent un niveau de radioactivité supérieur au milliard de becquerels (1). Y sont recensés la plupart des sites déjà répertoriés par le rapport publié en 1991 par la Commission Desgrappes, mais aussi quelques autres plus ou moins connus. On y retrouve donc, classés en dix catégories, des sites qui vont des centrales nucléaires d'EDF et des usines de retraitement des combustibles

irradiés de la Cogema de La Hague et de Marcoule aux petits producteurs et aux industries nucléaires en passant par les installations déclassées ou en cours de démantèlement.

Le radium des réveils

On y trouve aussi quelques sites sur lesquels on a l'habitude de ne pas insister, comme le laboratoire de Marie Curie à Arcueil et l'autoroute A 87, sous laquelle ont été enfouis quelque 4 000 mètres cubes de gravats très faiblement contaminés. On y trouve enfin, ce qui est moins connu, les restes radifères de l'ancienne usine des réveils Bayard de Dieppe et à Pontalier-sur-Saône, en Bourgogne, 74 tonnes de boues de décontamination en provenance du centre de Valduc.

C'est dire que ce travail de compilation n'a guère été facile dans la mesure où l'inventaire porte sur un grand nombre de sites extrêmement dispersés. Les niveaux de radioactivité qu'ils contiennent peuvent présenter des écarts atteignant des facteurs de dix millions de milliards. Il faut donc, dans ces conditions, éviter de faire des amalgames sur des situations qui n'ont rien de comparable, avertit l'ANDRA. L'activité du centre de stockage des déchets radioactifs de l'Aube, près de Soulaire, n'a rien à voir avec celle des terrils de phosphogypse utilisés pour la fabrication d'engrais et dont l'activité massive est inférieure à 1 becquerel par gramme, mais l'activité globale voisine de 1 000 milliards de becquerels !

Les becquerels ne s'additionnent donc pas, tous les produits radioactifs n'ayant pas la même radioactivité. Mais à vouloir être le plus complet possible l'Observatoire national des déchets

MARTIN PLICHTA

Selon un rapport d'experts

L'ours des Pyrénées est condamné à disparaître

PAU

de notre correspondant

«L'aménagement de la route et le percement du tunnel ne consistent en aucun cas la clé de la survie de l'ours.» Cette phrase, extraite d'une étude réalisée par un groupe d'experts à la demande de Sébastien Roy et de Jean-Louis Bianco, respectivement anciens ministres de l'environnement et de l'équipement, ne va pas manquer de relancer la polémique entre les opposants et les partisans du tunnel routier du Somport reliant le Béarn à l'Aragon à travers les Pyrénées.

Ce groupe d'étude, animé par Gérard Boleat, directeur de recherches à l'INRA, comptait deux spécialistes de l'ours étranger aux Pyrénées : Christopher Servheen, de l'université américaine du Montana, et Djuro Huber, de l'université croate de Zagreb. Les experts sont formels : «La politique de protection de la population d'ours bruns des Pyrénées a échoué. La seule façon de maintenir une population d'ours viable dans les Pyrénées est d'introduire des «individus» provenant d'une population étrangère.»

«Jamais à deux fois deux voies»

Les ministres avaient défini un cahier des charges pour les aménagements de la route nationale 134 en vallée d'Aspe, et notamment «les mesures de protection de l'environnement nécessaires pour réduire au minimum les atteintes à la flore et à la faune et pour favoriser une bonne insertion dans le paysage». Les experts jugent «surréaliste» l'argument qui consiste à lier la survie de l'ours à l'aménagement de la vallée. Pour eux, les plantations des Pyrénées sont condamnées à disparaître dans les vingt ans qui viennent, quoi qu'on fasse pour protéger leur habitat. Huit à dix ours au sexe indéterminé (il ne

resterait plus qu'une femelle) ne peuvent assurer une descendance à l'espèce.

Restaurer sa population exige donc une réintroduction de plusieurs femelles venant, le cas échéant, des mœurs Dinariques de Slovaquie et Croatie, où existent des ours ayant des similitudes génétiques acceptables. Si l'Etat décide de réintroduire des plantigrades, «l'occasion est unique, précise la commission, de mettre sous les responsables au pied du mur en vue d'engager, en parallèle aux aménagements routiers, une véritable politique de gestion des populations d'ours».

Les experts, en revanche, ne se prononcent pas sur la voie ferrée entre Oloron et le Somport. Il n'appartenait pas à la commission d'étude de dire si cette voie ferrée reliant Pau à Canfranc, désaffectée depuis plus de vingt ans, doit être maintenue ou non. Ils observent cependant que «le non-choix actuel, s'il ne coûte pas trop cher, laisse beaucoup d'âmes en paix». Selon eux, une décision devrait être prise rapidement. «En effet, déclarent-ils, si la voie ferrée doit être finalement abandonnée, mieux vaudrait que la décision soit prise dès maintenant. Cela éviterait d'engager des dépenses importantes pour la RN 134».

La nouvelle enquête publique sur le tunnel routier et l'étude de son impact en vallée d'Aspe (dont l'absence avait provoqué l'annulation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique le 2 décembre 1992) va reprendre le 11 mai. Dans un communiqué commun, les nouveaux ministres de l'équipement et de l'environnement, MM. Bosson et Barnier, ont déjà confirmé que la RN 134 «demourera une chaussée à deux voies, ponctuellement à trois voies, mais jamais à deux fois deux voies», comme le bruit en avait couru parmi les écologistes.

JEAN-MICHEL GUILLOT

CATASTROPHES

Cinquante-cinq morts à Aurangabad dans l'ouest de l'Inde

La présence d'un camion en bout de piste expliquerait l'accident du Boeing d'Indian Airlines

NEW-DELHI

de notre correspondant

Un Boeing 737 de la compagnie Indian Airlines s'est écrasé, lundi 26 avril en début d'après-midi, après avoir décollé de l'aéroport d'Aurangabad, dans l'ouest de l'Inde, avec cent dix-huit passagers et membres d'équipage à bord (le Monde du 27 avril). Cinquante-cinq personnes ont été tuées. Un couple de touristes français figure dans la liste des victimes.

L'avion, qui assurait la ligne New-Delhi-Bombay via plusieurs villes de province, venait juste de s'arracher de la piste quand il a heurté un camion circulant aux abords de l'aéroport. Déséquilibré, il a néanmoins continué de gagner de l'altitude mais il a heurté, plus loin, des fils à haute tension avant de s'écraser en trois parties à quelques kilomètres de l'aéroport.

Série noire

Sur cette piste d'Aurangabad, considérée comme un peu courte, le Boeing, mis en service il y a dix-neuf ans, aurait eu du mal à gagner suffisamment d'altitude dans les temps requis. La chaleur étouffante aurait réduit la portance de l'appareil, dont un réacteur était en feu. Il est également possible que l'avion ait été trop chargé. Le phénomène est courant en Inde où il arrive que le pilote ne soit même pas mis au courant du poids exact du fret transporté.

Le Boeing 737 qui s'est écrasé lundi appartient à la première génération de ce type d'appareil : les 737-200. Lancé en 1968, ce court-moyen-courrier (cent dix places) avait été commandé en trente exemplaires par Indian Airlines à partir des années 70. La compagnie en exploite encore vingt et un. Si la maintenance est consi-

dérée par certains comme efficace, la vétusté de nombreux Boeing 737 pose un sérieux problème. Depuis 1985, la compagnie aérienne indienne a fait le choix, pour les court-moyen-courriers, des Airbus A-320 qui ont une capacité de cent cinquante places, et dont un exemplaire s'est écrasé à Bangalore le 4 février 1990, faisant quarante-deux morts.

Pour Indian Airlines, l'accident de lundi prolonge une véritable série noire. Il y a deux ans, le 16 août 1991, un appareil du même type s'était déjà écrasé dans l'Etat de Manipur (au nord-est de l'Inde) provoquant la mort de soixante-neuf passagers. Depuis le début de l'année, quatre avions de la compagnie ont été détournés. Dimanche dernier encore, un militant séparatiste cachemirien avait menacé d'écarter un à un tous les passagers du vol de Srinagar avant d'être tué par des commandos de la police. La presse indienne remarque, mardi, que la sécurité autour des aéroports laisse à désirer, comme en témoigne la présence d'un camion surchargé de balles de coton en bout de piste...

BRUNO PHILIP

Graves inondations en Colombie. — Après des pluies diluviennes dans le nord-ouest de la Colombie, la rivière Tarpato est sortie de son lit, lundi 26 avril, et a submergé la petite ville d'Andes, à 80 km au sud-ouest de Medellín, emportant cinq ponts et de nombreuses maisons. Les sauveteurs avaient retrouvé dix-sept cadavres, en fin de journée, mais étaient toujours, mardi, à la recherche de quarante et une personnes portées disparues. Les autorités craignent maintenant éboulements et glissements de terrain dans ce secteur très montagneux. — (Reuters)

Sous le haut patronage du
Président de la République,
en présence du Ministre de
l'Économie, du Maire de
Paris et du Gouver-
neur de la Banque
de France,



LE GROUPE DES CAISSES D'ÉPARGNE FRANÇAISES
A LE PLAISIR D'ACCUEILLIR 1400 REPRÉSENTANTS
DE CAISSES ET INSTITUTIONS D'ÉPARGNE
DE 80 PAYS AU 17^E CONGRÈS MONDIAL DES CAISSES D'ÉPARGNE.



LES CAISSES D'ÉPARGNE FRANÇAISES

Un groupe puissant et décentralisé.

Il est aujourd'hui le 2^e groupe financier français par le total de dépôts et de placements,
au 8^e rang européen et au 38^e rang mondial.

LES CAISSES D'ÉPARGNE D'EUROPE

Une force de premier plan, des réalisations d'envergure européenne:

- 1600 Caisses d'Épargne, plus de 200 millions de comptes clients
- 1500 milliards d'ECU de total de bilan et 1000 milliards d'ECU de dépôts
- un maillage européen pour mieux servir leurs clients partout en Europe.

LES CAISSES D'ÉPARGNE DANS LE MONDE

Des institutions financières de premier plan dans
de très nombreux pays du monde et notamment d'Europe.

Elles œuvrent pour contribuer à l'essor économique en mobilisant l'épargne,
en finançant l'investissement, jouant ainsi un rôle spécifique
au service du développement économique et social.

17 CONGRES MONDIAL DES CAISSES D'ÉPARGNE
"REUSSIR LE CHANGEMENT"
PARIS, 27-29 AVRIL 1993

SOCIÉTÉ

SPORTS

FOOTBALL : avant le match France-Suède

Le temps retrouvé d'Eric Cantona

En l'absence de Jean-Pierre Papin, blessé, Eric Cantona sera le maître de l'attaque de l'équipe de France qui affronte celle de Suède, mercredi 28 avril au Parc des Princes, pour un match décisif des éliminatoires de la Coupe du monde 1994 de football. En Angleterre depuis plus d'un an, Eric Cantona est en passe de réussir une performance rare : un deuxième titre de champion, avec son club de Manchester United, après celui obtenu la saison dernière avec Leeds United.

MANCHESTER

de notre envoyé spécial

A Manchester, le temps s'est arrêté deux fois. Au-dessus des entrées du stade d'Old Trafford, la pendule marque midi dix depuis le 6 février 1989. L'heure à laquelle l'avion qui ramenait l'équipe de Manchester United s'est écrasé peu après son décollage de Munich, tuant sept footballeurs. La ville nourrit sa nostalgie de ce drame, auquel s'est ajoutée une malédiction. Depuis 1967, Manchester United n'a plus gagné le championnat d'Angleterre. Malgré ses caisses pleines, malgré ses tribunes bondées, le club le plus riche et le plus médiatique du royaume n'est jamais parvenu à saisir ce titre-savonnette. Aujourd'hui encore, les « diables rouges » ont beau compter quatre points d'avance à deux journées de la fin de la compétition, Manchester la fête de prêter oublier sa réputation pour mieux croquer les doigts. « A force d'attendre, nous sommes tous devenus superstitieux », dit Lee, jeune supporter revêtu du maillot rouge de ses idoles. Mais, dans le fond, nous ne rêvons plus rien : il y a désormais un porte-bonheur dans l'équipe.

Le nouveau talisman du club a pourtant commencé par lui porter malheur. La saison dernière, Eric Cantona a débarqué à Leeds, après un court passage à Sheffield, pour aider son nouveau club à chiper le titre à Manchester United, au cours des dernières journées du championnat. Le 27 novembre, l'attaquant français, vendu pour le somme relativement modeste de près de 12 millions de francs, est passé « du bon côté » des Pennines, les monts qui séparent les deux villes, pour signer un contrat de trois ans et demi à Manchester United. Le joueur rebelle, exilé volontaire du football français après avoir songé à saborder son talent, a rejoint l'équipe maudite. « C'est une heureuse coïncidence », dit David Meek, qui suit l'équipe pour le Manchester Evening News depuis la catastrophe de 1988. Après son passage à Leeds, Cantona était prêt pour jouer avec le club. Et Manchester United semblait l'attendre depuis des années.

Au début, le stade a tiqué : avait-on besoin d'engager un banni, qui venait d'égayer sa

mauvaise réputation, importée de France, par ses mésaventures avec le manager de Leeds ? Les joueurs ont appris à faire confiance à l'excentrique. Pendant les matches, ils ont pris l'habitude de lui prêter tous leurs ballons. Quelquefois, Cantona les utilise pour son propre compte, et se charge seul de les convertir en but. La plupart du temps, il les rend avec intérêt, bonifiés par une fente de corps, une talonnade, une passe millimétrée. Reide comme la baguette d'un orchestre qu'il dirigerait seul, carrefour du jeu rouge, il attire tous les regards. Ses gestes soulèvent le public, qui a adopté les refrains « Oh, ah Cantona » qui résonnaient à Leeds. « Ici les gens l'apprécient parce qu'il joue d'une manière totalement désintéressée », explique David Meek. Il sait tirer le meilleur des autres joueurs.

Eric Cantona n'a pas seulement désavoué Manchester de son obsession stérile pour le championnat — comme il l'avait fait à Leeds qui courait derrière un titre depuis 1974. Il lui a rendu son péché. Car cet altruisme, cette façon de jouer à terre et en finesse, à l'opposé du « kick and run » de la tradition britannique, Old Trafford les avait conservés dans un coin de sa mémoire. Ces manières étaient celles de la « dream team » des années 60, championne d'Europe et d'Angleterre. Celle de Bobby Charlton et Denis Law, footballeurs idolâtrés en ville par des gamins qui ne les ont jamais vu jouer. Celles de George Best surtout, attaquant d'exception dont Cantona porte le numéro 7.

Débarrassé des « fonctionnaires »

Best, « le cinquième Beatles » aux cheveux longs et au jeu divin, fuyait le succès dans l'alcool et les changements de clubs incessants. A-t-il reconnu dans le Français gominé son héritier par le talent et le goût pour l'auto-destruction ? « Eric Cantona est le meilleur recrue du club depuis vingt ans », a-t-il tenu à faire savoir.

Grâce à son jeu, Eric Cantona a ramené Manchester United à ses origines, per-dela les années de frustration. Et, dans un même mouvement, il semble avoir retrouvé les siennes, celles d'avant les écarts de conduite et les éclats de voix. « J'ai la chance, dit-il, d'avoir gardé en moi le football de la rue. Lorsqu'on prend un ballon et qu'on tape dedans, sans se poser de questions, on peut mieux pratiquer ce football, éprouvé dans le quartier marseillais des Cailles, dont il a gardé l'accent. Dans le football anglais, chacun fait son boulot en restant à sa place, explique-t-il, à la différence de la France où tout le monde se mêle de tout.

Le joueur se sent plus libre, enfin débarrassé de ces « fonctionnaires du foot » qu'il voit pululer autour des terrains français et qui l'entravent. Et il semble

moins enclin aux jets de maillots ou de ballons, aux bagarres avec des joueurs ou aux insultes envers les entraîneurs. Cantona, qui se dit à la fois « orgueilleux et fragile » — c'est si dur de concilier ces deux qualités —, ajoute-t-il comme pour s'excuser — peut laisser libre cours à son goût immodéré pour l'autocontradiction. Les Anglais ne s'offusquent pas qu'il puisse affirmer tout et son contraire, puisqu'il ne le dit qu'en français. Ils regardent le phénomène avec une admiration pour Rimbaud et Jem Morrisson avec un étonnement amusé. Fiers d'avoir acclamé un carectère que leurs voisins n'avaient pas réussi à dompter. Depuis qu'il joue chez eux, Eric Cantona n'a défrayé la chronique qu'une seule fois, au grand dam des tabloïds à scandales qui se tiennent à l'affût des gissements du « brat » — mauvais garçon. Une sombre affaire de crash sur un supporter de Leeds, venu conquérir le titre, qui s'est conclue pour le joueur par une amende de 8 000 francs de la Fédération anglaise.

Classe de plaisir

Pas assez pour que ce débordement fasse une nouvelle fois oublier le talent et ternisse sa nouvelle image. Car, en traversant la Manche, Eric Cantona est en passe de réussir une prouesse. Il a transformé son principal défaut en qualité, en échangeant sa réputation de footballeur instable contre celle d'un joueur électrique qui quitte ses clubs ou lieu d'en être chassé. Comme s'il avait inventé, tout seul, un nouveau type de footballeur, pigiste du ballon rond qui change de club ou gré de ses envies. Et qui impose comme seule limite à ses contrats, non plus une durée mais une clause de plaisir. « Le football évolue dans ce sens, dit-il, avec des contrats de plus en plus courts, des joueurs qui signent pour des périodes brèves et des objectifs précis. Il faudrait toujours pouvoir partir quand on est lassé d'un club, quand on ne ressent plus assez d'excitation pour faire de belles choses.

Comme pour mieux prévenir la ville de ses intentions futures, Eric Cantona a choisi de ne pas habiter Manchester. Il demeure à Leeds, où sa femme a trouvé un emploi, et reste à l'hôtel les jours d'entraînement. Ce choix, ajouté à son passé de footballeur vagebond, inquiète les supporters de Manchester United. « Est-ce qu'il se sent suffisamment bien pour rester ? Le jeu de notre équipe lui convient-il ? » demandent-ils au visiteur. Meis Cantona, après avoir édulcoré Manchester United à retrouver son temps, finira bien par partir. « Ils le savent bien », espère-t-il seulement, moins décidé que jamais à arrêter l'horloge de sa fuite en avant.

JÉRÔME FENOGLIO

ESPACE

Après quatre reports successifs

La navette Columbia a emporté dans l'espace le laboratoire européen Spacelab

Partie, enfin ! Près de deux mois après la date initialement fixée, la navette spatiale américaine Columbia a décollé du centre spatial de Cap Canaveral (Floride), lundi 26 avril à 16 h 30 (heure française), emportant dans ses soutes le laboratoire européen Spacelab. Mais au prix de quatre reports de tir, soit pour l'Allemagne, qui finance cette mission de neuf jours, un surcoût de 9 millions de dollars (50 millions de francs).

Fixé au 25 février dernier, le vol avait tout d'abord été reporté d'une vingtaine de jours, afin de vérifier la qualité des moteurs de Columbia. Le 21 mars, nouveau report d'un jour, dû au retard de lancement d'une fusée Delta. Le 22 mars, enfin, le lancement était stoppé à trois secondes du tir, en raison du mauvais fonctionnement d'une valve sur l'un des moteurs (le Monde du 24 mars).

Malgré un dernier report de quarante-huit heures, provoqué

samedi 24 avril par une défaillance du système de guidage, Columbia a donc finalement décollé. A son bord, sept astronautes, dont deux physiciens allemands, Hans Schlegel et Ulrich Walter, pour qui ce vol constitue une première.

Consacrée à la recherche médicale et à la science des matériaux, la mission Spacelab D-2 a en effet été entièrement financée par l'Allemagne, pour un coût global d'environ 5 milliards de francs. Elle succède à la première mission habitée (D-1) du laboratoire européen Spacelab, financée par ce même pays en novembre 1985.

Au total, 33 expériences devront être effectuées. Allouées dans leur quasi-totalité, toutes sont placées sous l'autorité du DLR (Deutsche Luft Raumfahrt), le centre allemand de recherches aérospatiales (Oberpfaffenhofen, près de Munich). Partagés en deux équipes, les

astronautes se relaieront vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans le module Spacelab.

De la taille d'un autobus, celui-ci héberge un véritable laboratoire médical spatial. Athlétique. Construit sans la maîtrise d'œuvre d'aérospatiale pour un coût de 52 millions de dollars, cet appareil de 680 kilos constitue le système le plus complet d'investigation et de médecine fonctionnelle jamais emporté dans l'espace (le Monde du 15 mai 1991). Entièrement géré par ordinateur, il permettra aux médecins installés à Houston (Texas) ou à Oberpfaffenhofen (Allemagne), en vue de la préparation des futurs vols habités de longue durée, de suivre en direct le fonctionnement des systèmes cardiovasculaire, pulmonaire, endocrinien et neuro-sensoriel des sept hommes placés en apesanteur. — (AFP, Reuters, UPI.)

DÉFENSE

POINT DE VUE

Les exigences de l'armée de terre sont inacceptables

par Alain Bloch

PUISQUE l'état-major de l'armée de terre s'adresse aux hommes politiques et à l'opinion publique à travers l'organe des anciens élèves de l'Ecole supérieure militaire de Saint-Cyr (le Monde du 21 avril), on ne s'étonnera pas de la réaction d'humeur d'un ancien Saint-Cyrien et homme politique lui-même. Mes anciens camarades me pardonneront la radicalité de cette réaction, qui empruntera à Clemenceau sa célèbre formulation : « La guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée aux militaires. »

Il est, en effet, surréaliste, dans le contexte actuel, d'entendre l'état-major de l'armée de terre prôner une augmentation « indélébile » de ses dépenses.

Certes, on peut comprendre cette position à la lumière de la gestion totalement chaotique de la programmation militaire des dernières années. Aussi grave probablement, la gestion des carrières des officiers de ma génération, qui a incontestablement conduit à des situations individuelles désastreuses, éclipse d'un jour particulier ce discours qui prend des allures de revendication catégorielle : l'actuel ministre de la défense ferait bien d'être vigilant sur les états d'âme que traduisent de tels propos.

Mais si ce « malaise des colonels » peut expliquer le caractère extrême des exigences budgétaires de l'état-major de l'armée de terre, celles-ci n'en demeurent pas moins inacceptables. Inacceptables, d'abord, parce qu'il est inconvenant d'engager le débat sur les moyens, alors que les objectifs de notre politique de

défense sont vraisemblablement à revoir de fond en comble. Inacceptables, ensuite, parce que ce débat sur les objectifs de notre politique de défense est un débat qui revient aux seuls politiques de mener.

Un exemple à méditer

En particulier, il n'est pas réaliste de prétendre que, comme par le passé, la France peut avoir, de manière isolée, des ambitions de grande puissance militaire. C'est bien, au contraire, dans la coopération et dans l'interaction des politiques de défense au niveau européen que nos armées devront probablement recadrer leur mission.

Il n'est pas non plus réaliste de ne pas envisager de réduction de nos effectifs. Cette réduction doit s'accompagner d'une profonde réforme de nos forces de réserve. En la matière, l'exemple du Canada est à méditer, car ce

pays, qui n'a ni notre dimension, ni nos ambitions, arrive à tenir un rang militaire dans le monde qui, en proportion de sa richesse, n'est pas négligeable. Sait-on ainsi que le bataillon d'infanterie déployé par le Canada en ex-Yougoslavie est composé pour 25 % de réservistes ?

L'actuel ministre de la défense pourra d'autant plus facilement se pencher sur ce modèle de réorganisation des forces qu'il a été conçu par un Canadien d'origine française, né en Algérie, le général Mariage. 901 exemple, puisque, semble-t-il, remarquablement réussi et qui répond aux mêmes contraintes que les nôtres, à savoir réduire impérieusement nos dépenses militaires, sans pour autant disperser du devant de la scène internationale.

Alain Bloch, ancien officier réformé dans le secteur privé, est conseiller de Paris et vice-président du Parti radical.

INTÉGRATION

L'itinéraire d'une femme de harki devenue artiste peintre

Les rêves colorés de Fatma Chaïbi

« J'ai toujours été libre. » On croit Fatma Chaïbi sur parole en la voyant débiter à Paris, rayonnante sous un énorme chapeau de paille rouge avec boucles d'oreilles et robe à volants essorties. Non, elle n'est pas la mère de famille soumise et éteinte que laisse supposer son itinéraire de femme de harki quinquagénaire rapatriée dans le Cher, mère de dix enfants et analphabète. A cinquante-deux ans, M^{me} Chaïbi entame une deuxième vie : elle peint. Ses toiles « naïves » éclatent de belles couleurs pastel une existence qui n'a pas toujours été rose. On y voit des paysages nostalgiques de son Aurès natal, des femmes épanouies, des couples heureux... « Je dessine mes rêves », commente l'artiste.

Vingt-cinq ans après son hiver 1963 où elle avait traversé la Méditerranée sans espoir de retour, Fatma est retournée en Algérie avec l'une de ses filles, en touriste. Du choc des retrouvailles avec le pays natal est née une passion pour la peinture. Séparée de son mari, ouvrier aux usines Rosières près de Bourges, élevant seule dix enfants grâce aux allocations familiales, M^{me} Chaïbi n'avait guère eu le temps jusqu'alors de s'occuper d'elle-même. Un stage de formation de l'AFPA

destiné aux femmes de harki lui a appris, en 1988, quelques rudiments de lecture et surtout lui a fait découvrir sa vocation. Un snimeteur remarque son goût prononcé pour le graphisme, l'incite à suivre, sans grand succès, des cours aux Beaux-Arts de Bourges. Fatma s'est trop attendue pour s'embarrasser de technique. « Après le stage, chaque femme est retournée laver sa vaisselle, se rappelle-t-elle. Moi, j'ai installé un atelier dans mon F4. »

Trois expositions à Bourges, un parcours et une œuvre salués par Sid Ahmed Ghozali, ambassadeur d'Algérie, ont permis à Fatma (41 : la femme immigrée s'est échangée en artiste peintre. Le soir, Fatma Chaïbi attend que les cinq enfants qui vivent encore avec elle lui laissent le champ libre, et elle éteint la télévision. Sur la table de la salle à manger, elle déballe alors toiles, pincesaux et couleurs. La nuit, elle se sent aérée et plus libre pour jeter sur son chevalet toutes les couleurs de sa drôle de vie.

PHILIPPE BERNARD

(1) Les peintures de Fatma Chaïbi sont exposées jusqu'au 30 avril au Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Tél. : (1) 45-54-95-31.

COMMERCIALE INTERVIEW

Daniel Filipacchi et moi-même sommes heureux de vous communiquer les résultats de vente 1992 d'INTERVIEW contrôlés et certifiés par Diffusion Contrôle O.J.D.



206 000 exemplaires.

Ce chiffre est la preuve du succès d'INTERVIEW et vous pouvez compter sur nous pour ne pas en rester là. Bien à vous.

Thierry ARDISSON

TENNIS : Tournoi de Monte-Carlo

Cédric Pioline échoue en finale

A l'issue d'une finale commencée en plein air, puis terminée sous un court couvert à cause de la pluie, Sergi Bruguera, tête de série n° 11, s'est imposé, lundi 26 avril à Monte-Carlo, devant Cédric Pioline (7-6, 6-0). L'Espagnol remporte le tournoi monégasque pour la deuxième fois, privant le Français de son premier succès sur le circuit international.

A un mois des Internationaux de France de Roland-Garros, Cédric Pioline peut néanmoins se vanter de ses succès en quart et en demi-finale sur le Tchéque Petr Korda (tête de série n° 3) et le Suédois Stefan Edberg (n° 1). Grâce à cette place en finale, Cédric Pioline devient 23^e joueur mondial.

EN BREF

■ Hervé Bourges et deux journalistes de France 2 condamnés pour diffamation publique envers Jean-Marie Le Pen. — Hervé Bourges, président de France 2, ainsi que les responsables de l'émission « Envoyé spécial », Paul Nahon et Bernard Benyamini, ont été condamnés, lundi 26 avril, par la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, pour diffamation publique envers Jean-Marie Le Pen, président du Front national. Ils ont été condamnés à 5 000 francs d'amende chacun et, solidairement, à verser à M. Le Pen 10 000 francs à titre de dommages et intérêts. Ces condamnations font suite à la diffusion, le 5 novembre 1992, de propos de l'ancienne femme de M. Le Pen qui affirmait notamment que ses filles avaient été élevées dans un « antisémitisme primaire ». Le tribunal souligne que « la reproche fait à un père d'avoir donné délibérément à ses enfants une éducation antisémite (...) constitue l'imputation d'un fait précis portant

atteinte à l'honneur et à la considération de ce parent ».

■ Deux jeunes gens portent plainte pour violences policières. — Philippe Gibes, vingt-cinq ans, et Salim Hadjadj, dix-huit ans, qui affirment avoir été victimes de brutalités policières lors de leur interpellation et de leur séjour dans des services de police à l'occasion des incidents du 7 avril devant la mairie du dix-huitième arrondissement de Paris (le Monde du 18-19 avril), ont déposé une plainte pour « coups et blessures volontaires, avec arme, ou sous la menace d'une arme, ayant entraîné une interruption temporaire de travail supérieure à huit jours ; séquestration arbitraire, attentats aux libertés », lundi 26 avril, devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, par l'intermédiaire de leurs avocats, M^{rs} Daniel Soulez-Larivière et M. Simon Foreman.

M. Hadjadj a, de surcroît, déposé une plainte pour « injures à caractère raciste ».

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'ANNIVERSAIRE
DE LA DOUBLE HÉLICE D'ADN

Un entretien avec le professeur Axel Kahn

« Pour la première fois depuis le dix-huitième siècle, on est sur le point de remplacer les droits de l'homme par les droits d'un homme en fonction de ses prédispositions génétiques »



Spécialiste de biologie moléculaire et de génétique, le professeur Axel Kahn explique pour le Monde, à l'occasion du quarantième anniversaire de la découverte de la structure de l'ADN, en quoi la connaissance du génome humain peut contribuer aux avancées de la médecine moderne. Sans sous-estimer les risques de l'utilisation des nouvelles techniques diagnostiques à des fins eugéniques, le professeur Kahn souligne le danger, considérable selon lui, inhérent à l'utilisation de ces techniques à d'autres fins que médicales par les assureurs et les employeurs.

« Dans son ouvrage intitulé *L'Homme est inconnu, qui connaît un véritable succès*, vous avez écrit : *« L'homme est inconnu, qui connaît un véritable succès »*. Aujourd'hui, sur l'eugénisme, il ne fait alors aucune référence aux termes actuellement utilisés pour décrire l'avancée des connaissances et des pratiques en matière de génétique. Quelle perception a-t-on, quel regard porte-t-on alors, sur ce qui va apparaître comme étant le support moléculaire de l'hérédité ?

« En 1953, on sait que l'ADN est le support de l'hérédité. On le soupçonne depuis les expériences sur le pneumocoque qui datent de 1928, et cela est démontré depuis 1944. On connaît l'existence des caractères héréditaires depuis la redécouverte des travaux de Mendel. On sait que l'ADN est le support de ces caractères héréditaires. On sait que cet ADN se trouve dans les chromosomes. Cela dit, on n'a aucune idée de ce que peut être un gène. On ne sait donc pas alors comment l'ADN peut être le support de l'hérédité. Mais on ne sait surtout pas comment il peut, au cours des divisions cellulaires, être transmis à l'individu, égal à lui-même, à l'identique. Compte tenu de ces incertitudes, on était donc alors dans l'impossibilité d'agir ?

« Naturellement. Cette impossibilité d'agir a duré bien longtemps après l'œuvre de Watson et Crick. Car pour avoir une action contrôlée sur un gène, il faut connaître, posséder ce gène. Il faut bien comprendre malgré tout qu'après la découverte de la structure de la double hélice de l'ADN, et celle de la structure de l'ARN, on va disposer de renseignements fantastiques. On va savoir comment s'exprime un message génétique, comment il se reproduit. Mais le gène est une entité qui ne peut encore être isolée et donc, par conséquent, étudiée selon ses caractéristiques chimiques et physiques. A fortiori, cette entité ne peut être manipulée. Il y aura toutefois une exception à cette règle, il s'agit du phage, ce micro-organisme doté d'un petit patrimoine génétique qui se reproduit à l'identique en très grande quantité et que l'on peut, par conséquent, étudier. Les phages deviennent donc un outil tout à fait révélateur pour les biologistes permettant, pour la première fois, de transformer les connaissances génétiques en entités physico-chimiques. D'ailleurs, plus généralement, les chercheurs sont tenus à l'époque de travailler sur des systèmes relativement simples, ce qui entraîne des progrès extraordinaires comme le montrent les travaux des prix Nobel français Monod, Lwoff et Jacob sur la régulation des gènes chez les colibacilles. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En matière de maladies héréditaires, on observe toutefois aujourd'hui, avec la génie génétique, un profond décalage entre les possibilités diagnostiques (notamment de diagnostic prénatal), une physiopathologie à décrypter et une thérapeutique encore à inventer. »

« Sans doute, mais il ne pouvait pas en être autrement. La médecine a toujours connu cela. La description de l'ulcère de l'estomac, de la peste, à tous les stades, parfois de plusieurs siècles, leur traitement. Ce qui est caractéristique de l'époque actuelle, c'est qu'entre le diagnostic et le traitement il n'y a parfois que quelques années. »

« La grande différence, toutefois, c'est qu'aujourd'hui on a, dans le même temps, des outils de diagnostic prénatal et une législation de l'interruption volontaire (ou thérapeutique) de grossesse. »

« Vous avez raison. Mais la situation ne me semble pas aussi grave qu'on peut parfois le dire. Il y a pas mal de risques d'insécurité que ce décalage sera relativement bref, compte tenu de la vitesse avec laquelle se font à l'heure actuelle, les découvertes. Cela pourrait être le cas, par exemple, de la chorée de Huntington, qui devrait pouvoir être soignée dans un délai d'une dizaine d'années. D'autre part, dans bon nombre de cas, il y a tout de même une légitimité à savoir reconnaître, même quand on ne sait pas encore soigner (personne ne peut véritablement s'empêcher de constater le diagnostic prénatal de la myopathie ou de la mucopolysaccharidose et l'avortement d'enfants atteints — lorsque telle est la décision des parents). Il s'agit là d'un échec provisoire, temporaire, de notre médecine. Il s'agit malgré tout d'une anticipation par rapport au passé durant lequel on ne savait ni prévoir ni soigner. Et je le redis, il faut bien commencer par prédire avant de pouvoir traiter. »

« Pensez-vous que l'enthousiasme, l'engouement, les espoirs, la volonté seront suffisants pour qu'après la phase diagnostique on ait une véritable révolution thérapeutique et surtout dans la physiopathologie ?

« Tous ces travaux sont actuellement l'activité principale de la majorité des biologistes impliqués dans le génie génétique. On ne connaît que quelques-unes des causes des trois mille maladies héréditaires frappant l'espèce humaine, mais déjà il y a plus de gens qui font de la physiopathologie, de la biologie, de la physiopathologie que de gens qui cherchent des gènes. Cette discipline est considérablement moti-

pas de quoi les patients étaient malades. Or, à partir de la physiopathologie, on peut imaginer développer des méthodes rationnelles pour connaître les mécanismes sous-jacents à la symptomatologie. »

« Toutefois, avant un tel développement, n'y avait-il pas eu les découvertes relatives aux maladies chromosomiques ?

« Certes, la découverte de l'anomalie de la trisomie 21 par Jérôme Lejeune est bien antérieure au génie génétique dont nous parlons. Les cytogénéticiens connaissent depuis longtemps les aberrations chromosomiques, sans toutefois pouvoir proposer de thérapeutique. On peut malgré tout dire que la mécanique du génie génétique est devenue tout à fait productive à partir de 1973. Et, depuis cette date, c'est à une accélération continue de ce processus que l'on assiste. Bien sûr, nous allons demain arriver à un plateau. Mais nous sommes toujours aujourd'hui dans une phase de croissance exponentielle des connaissances. Nous avons, de très loin, dépassé le champ diagnostique et, surtout, nous avons donné au diagnostic sa véritable raison d'être. Diagnostiquer la maladie, c'est la reconnaître comme une entité suffisamment bien connue pour pouvoir en appréhender le pronostic et, le cas échéant, proposer une thérapeutique. C'est là que très vieille démarche médicale. La médecine est fondamentalement, vient ensuite la connaissance de la physiopathologie, puis la thérapeutique. Cela dit, savoir reconnaître n'implique pas immédiatement de savoir soigner. »

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En matière de maladies héréditaires, on observe toutefois aujourd'hui, avec la génie génétique, un profond décalage entre les possibilités diagnostiques (notamment de diagnostic prénatal), une physiopathologie à décrypter et une thérapeutique encore à inventer. »

« Sans doute, mais il ne pouvait pas en être autrement. La médecine a toujours connu cela. La description de l'ulcère de l'estomac, de la peste, à tous les stades, parfois de plusieurs siècles, leur traitement. Ce qui est caractéristique de l'époque actuelle, c'est qu'entre le diagnostic et le traitement il n'y a parfois que quelques années. »

« La grande différence, toutefois, c'est qu'aujourd'hui on a, dans le même temps, des outils de diagnostic prénatal et une législation de l'interruption volontaire (ou thérapeutique) de grossesse. »

« Vous avez raison. Mais la situation ne me semble pas aussi grave qu'on peut parfois le dire. Il y a pas mal de risques d'insécurité que ce décalage sera relativement bref, compte tenu de la vitesse avec laquelle se font à l'heure actuelle, les découvertes. Cela pourrait être le cas, par exemple, de la chorée de Huntington, qui devrait pouvoir être soignée dans un délai d'une dizaine d'années. D'autre part, dans bon nombre de cas, il y a tout de même une légitimité à savoir reconnaître, même quand on ne sait pas encore soigner (personne ne peut véritablement s'empêcher de constater le diagnostic prénatal de la myopathie ou de la mucopolysaccharidose et l'avortement d'enfants atteints — lorsque telle est la décision des parents). Il s'agit là d'un échec provisoire, temporaire, de notre médecine. Il s'agit malgré tout d'une anticipation par rapport au passé durant lequel on ne savait ni prévoir ni soigner. Et je le redis, il faut bien commencer par prédire avant de pouvoir traiter. »

« Pensez-vous que l'enthousiasme, l'engouement, les espoirs, la volonté seront suffisants pour qu'après la phase diagnostique on ait une véritable révolution thérapeutique et surtout dans la physiopathologie ?

« Tous ces travaux sont actuellement l'activité principale de la majorité des biologistes impliqués dans le génie génétique. On ne connaît que quelques-unes des causes des trois mille maladies héréditaires frappant l'espèce humaine, mais déjà il y a plus de gens qui font de la physiopathologie, de la biologie, de la physiopathologie que de gens qui cherchent des gènes. Cette discipline est considérablement moti-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En matière de maladies héréditaires, on observe toutefois aujourd'hui, avec la génie génétique, un profond décalage entre les possibilités diagnostiques (notamment de diagnostic prénatal), une physiopathologie à décrypter et une thérapeutique encore à inventer. »

« Sans doute, mais il ne pouvait pas en être autrement. La médecine a toujours connu cela. La description de l'ulcère de l'estomac, de la peste, à tous les stades, parfois de plusieurs siècles, leur traitement. Ce qui est caractéristique de l'époque actuelle, c'est qu'entre le diagnostic et le traitement il n'y a parfois que quelques années. »

« La grande différence, toutefois, c'est qu'aujourd'hui on a, dans le même temps, des outils de diagnostic prénatal et une législation de l'interruption volontaire (ou thérapeutique) de grossesse. »

« Vous avez raison. Mais la situation ne me semble pas aussi grave qu'on peut parfois le dire. Il y a pas mal de risques d'insécurité que ce décalage sera relativement bref, compte tenu de la vitesse avec laquelle se font à l'heure actuelle, les découvertes. Cela pourrait être le cas, par exemple, de la chorée de Huntington, qui devrait pouvoir être soignée dans un délai d'une dizaine d'années. D'autre part, dans bon nombre de cas, il y a tout de même une légitimité à savoir reconnaître, même quand on ne sait pas encore soigner (personne ne peut véritablement s'empêcher de constater le diagnostic prénatal de la myopathie ou de la mucopolysaccharidose et l'avortement d'enfants atteints — lorsque telle est la décision des parents). Il s'agit là d'un échec provisoire, temporaire, de notre médecine. Il s'agit malgré tout d'une anticipation par rapport au passé durant lequel on ne savait ni prévoir ni soigner. Et je le redis, il faut bien commencer par prédire avant de pouvoir traiter. »

« Pensez-vous que l'enthousiasme, l'engouement, les espoirs, la volonté seront suffisants pour qu'après la phase diagnostique on ait une véritable révolution thérapeutique et surtout dans la physiopathologie ?

« Tous ces travaux sont actuellement l'activité principale de la majorité des biologistes impliqués dans le génie génétique. On ne connaît que quelques-unes des causes des trois mille maladies héréditaires frappant l'espèce humaine, mais déjà il y a plus de gens qui font de la physiopathologie, de la biologie, de la physiopathologie que de gens qui cherchent des gènes. Cette discipline est considérablement moti-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En matière de maladies héréditaires, on observe toutefois aujourd'hui, avec la génie génétique, un profond décalage entre les possibilités diagnostiques (notamment de diagnostic prénatal), une physiopathologie à décrypter et une thérapeutique encore à inventer. »

« Sans doute, mais il ne pouvait pas en être autrement. La médecine a toujours connu cela. La description de l'ulcère de l'estomac, de la peste, à tous les stades, parfois de plusieurs siècles, leur traitement. Ce qui est caractéristique de l'époque actuelle, c'est qu'entre le diagnostic et le traitement il n'y a parfois que quelques années. »

« La grande différence, toutefois, c'est qu'aujourd'hui on a, dans le même temps, des outils de diagnostic prénatal et une législation de l'interruption volontaire (ou thérapeutique) de grossesse. »

« Vous avez raison. Mais la situation ne me semble pas aussi grave qu'on peut parfois le dire. Il y a pas mal de risques d'insécurité que ce décalage sera relativement bref, compte tenu de la vitesse avec laquelle se font à l'heure actuelle, les découvertes. Cela pourrait être le cas, par exemple, de la chorée de Huntington, qui devrait pouvoir être soignée dans un délai d'une dizaine d'années. D'autre part, dans bon nombre de cas, il y a tout de même une légitimité à savoir reconnaître, même quand on ne sait pas encore soigner (personne ne peut véritablement s'empêcher de constater le diagnostic prénatal de la myopathie ou de la mucopolysaccharidose et l'avortement d'enfants atteints — lorsque telle est la décision des parents). Il s'agit là d'un échec provisoire, temporaire, de notre médecine. Il s'agit malgré tout d'une anticipation par rapport au passé durant lequel on ne savait ni prévoir ni soigner. Et je le redis, il faut bien commencer par prédire avant de pouvoir traiter. »

« Pensez-vous que l'enthousiasme, l'engouement, les espoirs, la volonté seront suffisants pour qu'après la phase diagnostique on ait une véritable révolution thérapeutique et surtout dans la physiopathologie ?

« Tous ces travaux sont actuellement l'activité principale de la majorité des biologistes impliqués dans le génie génétique. On ne connaît que quelques-unes des causes des trois mille maladies héréditaires frappant l'espèce humaine, mais déjà il y a plus de gens qui font de la physiopathologie, de la biologie, de la physiopathologie que de gens qui cherchent des gènes. Cette discipline est considérablement moti-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

Une révolution conceptuelle

« La connaissance de l'ADN a radicalement modifié la perception que nous avons de la vie », nous explique le professeur François Jacob

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

« En permettant la percée technologique de la génétique moléculaire, la découverte de la double hélice d'ADN n'a pas seulement bouleversé les applications de la médecine et de l'industrie. Elle a également transformé, de manière radicale, notre vision du monde vivant. François Jacob, prix Nobel de médecine 1965, professeur de génétique cellulaire à l'Institut Pasteur et au Collège de France, nous explique comment. »

« En quoi la découverte de la structure de l'ADN a-t-elle constitué une révolution conceptuelle dans l'histoire de la biologie ?

« Une révolution, en sciences, ce n'est pas seulement une accumulation de données, une moisson de résultats : c'est une transformation dans la manière de penser, dans la manière de regarder le monde. En 1953, l'idée commençait à se répandre que les formidables propriétés des êtres vivants, cette « force vitale » qu'Aristote appelait *éidos* (principe formateur), pouvaient s'expliquer par les structures et les propriétés des molécules qui les composent. »

« Cette conception était due aux travaux d'une série de physiciens — parmi lesquels Bernal, Niels Bohr, Delbrück, Schrödinger — pour qui toute explication biologique devait avoir une base moléculaire. La découverte de Watson et Crick a été une formidable illustration de ce principe. »

« En expliquant les principales caractéristiques de l'hérédité, en donnant une cause à la variabilité des individus et à la reproduction en copie conforme du matériel gé-

En 1963, le LYCRA révolutionne le maillot de bain. Qui en est à l'origine?

DuPont de Nemours. Surpris?

DU PONT

Tous les jours de nos vies

Marque déposée de DuPont de Nemours

La spirale de la vie

Suite de la première page

Il leur restait un demi-siècle pour contempler l'horizon qu'ils avaient ouvert, et dont eux-mêmes, à l'époque, ne pouvaient encore soupçonner l'étendue.

Lorsque James Watson — « Jim », pour tous les intimes —, fraîchement débarqué des États-Unis, arrive en 1951 dans le laboratoire de Cambridge où travaille Francis Crick, la complicité est quasi immédiate. « Jim et moi nous découvrièmes aussitôt des atomes crochus, en parlant parce que nous avions des intérêts très proches, en parlant parce que nous avions tous les deux une certaine arrogance juvénile et supportions mal les raisonnements vagues » (Francis Crick, *Une vie à découvrir*, Odile Jacob 1989). « L'attitude de Crick engendrait une terreur inexplicable mais réelle, surtout parmi ceux de ses contemporains qui avaient encore besoin d'affirmer leur réputation » (James Watson, *La Double Hélice*, Pluriel 1984). Brillant, sûr de lui, un brin provocateur, le jeune Watson est immédiatement séduit par cet homme élégant jusqu'au dandyisme, qui « parlait plus vite et plus fort que n'importe qui ».

Géniale intuition

Tous deux, surtout, partagent la même intuition : la matière essentielle de la génétique, la pierre de Rosette qui permettrait de comprendre les secrets de la vie, est dans la molécule d'ADN qu'il faut la chercher. À l'époque, les chercheurs s'accordaient encore que peu d'attention à cette mystérieuse molécule. En 1944, le bactériologiste O. T. Avery (Institut Rockefeller, New York) a pourtant démontré que les caractères héréditaires pouvaient être transmis d'une bactérie à une autre par des molécules d'ADN purifiées. Mais la plupart de ceux qui s'efforçaient, à coups de croisements

et de savants calculs, de préciser les lois de la transmission des gènes ne s'inquiétaient guère de connaître leur nature.

Beaucoup, d'ailleurs, ne sont pas encore convaincus que le message génétique est véritablement porté par l'ADN. Comment, en effet, le code de la vie pourrait-il résider dans une macromolécule aussi monotone, dont on sait déjà qu'elle n'est formée que d'une longue chaîne de sucres et de phosphates, à laquelle s'accrochent en tout et pour tout quatre sortes de molécules ? Comment ces pauvres ingrédients, les « bases » adénine (A), guanine (G), thymine (T) et cytosine (C) pourraient-elles à elles seules déterminer l'infinité de la diversité du vivant ? Pour Watson et Crick, le problème est clair : pour comprendre comment une molécule si simple peut contenir la totalité de l'information nécessaire au développement de tous les êtres vivants, il faut, avant tout, connaître sa structure.

À dire vrai, les deux jeunes chercheurs ne sont pas les seuls à avoir eu cette géniale intuition. À l'époque, la technique la plus fructueuse pour étudier la structure tridimensionnelle des macromolécules est la cristallographie par les rayons X. Dans leur laboratoire du King's College (Londres), Maurice Wilkins (1) et sa collaboratrice Rosalind Franklin, qui maîtrisent parfaitement cette technique, commencent à l'appliquer à l'ADN. Au Cal Tech (États-Unis), le chimiste mondiallement connu Linus Pauling — qui obtiendra en 1954 le prix Nobel pour ses travaux sur la liaison chimique — s'y intéresse également de très près. Grâce à la technique de diffraction des rayons X, il vient déjà d'élucider l'une des structures essentielles des protéines, dite « alpha-hélice » ; sans nul doute, il ne tardera pas à obtenir des résultats similaires avec l'ADN. Watson l'avouera sans état d'âme : « Quel-



J.D. Watson et F.C.H. Crick.

ques jours après mon arrivée, nous savions ce qui nous restait à faire : imiter Linus Pauling et le battre sur son propre terrain ».

La quête durera deux ans. Respectivement biologiste et physicien de formation, Watson et Crick sont de piètres chimistes. S'ils s'initient tant bien que mal à la technique naissante de la cristallographie, leur démarche est avant tout empirique. Ils discutent interminablement, glanent des informations dans les revues spécialisées, puis bricolent au jugé leurs modèles atomiques : des structures à deux chaînes, parfois trois, la question n'est pas encore tranchée.

« Les premiers instants passés avec

nos modèles ne furent pas euphoriques, se souvient James Watson. Bien que nous n'eussions affaire qu'à quinze atomes environ, ceux-ci échappaient sans cesse aux pinces incommodes disposées pour les tenir à distance convenable les uns des autres. Plus encore, nous avions l'impression peu réconfortante qu'il n'y avait pas de restrictions évidentes aux angles de raccordement entre plusieurs des atomes les plus importants ».

Convaincus dès le départ — à juste titre — de la structure hélicoïdale de l'ADN, ils ne s'en égarèrent pas moins sur de fausses pistes. Ils se croient dix fois au seuil de la victoire, et le proclament haut et fort. Leur triom-

phalisme prématuré leur vaudra même, début 1952, d'être « interdits » d'ADN et invités par leur directeur à travailler sur des sujets plus sérieux. Watson, toute l'année durant, sera contraint à réfléchir sur le virus de la mosaïque du tabac, tandis que Crick terminera avec une thèse sur les cristaux d'hémoglobine. Mais le moratoire, heureusement, ne s'étendra pas à leurs pensées. À l'heure du déjeuner, durant leurs promenades, la molécule d'ADN continue d'alimenter leur passion. Les « enfants terribles » de Cavendish n'aiment rien tant que les jeux de l'esprit, et ils ont décidé de gagner.

La complexité de l'affaire, il faut le dire, est de taille. La structure hélicoïdale de l'ADN, à laquelle ils croient dorénavant, est folle d'être certifiée, et serait-elle exacte que bien d'autres questions restent ouvertes. Les brins qui la composent, dont le nombre exact échappe aux données de la cristallographie, sont-ils deux, trois, quatre ? L'axe sucre-phosphate, charpente de ce gigantesque Meccano moléculaire se situe-t-il au centre ou à l'extérieur de la molécule ? Quelles sont les forces chimiques qui maintiennent la cohésion de l'ensemble ? Comment, enfin, agencer ces quatre bases chimiquement différentes en une structure globale régulière et symétrique ?

C'est de cette dernière question, dont on ne soupçonne pas encore l'importance, que viendra finalement la solution du puzzle. Watson la découvrira presque par hasard, un beau matin de février 1953. Jusqu'alors, les deux chercheurs étaient restés persuadés que les bases, pierre d'achoppement de leurs modèles, étaient situées à l'extérieur de l'hélice. « Si on les mettrait à l'intérieur, on se trouverait face au terrible problème de faire tenir ensemble deux ou plusieurs chaînes avec des séquences irrégulières de bases », dit Watson. Ce jour-là, pourtant, après avoir démonté « une molécule dont le squelette interne était particulièrement affreux », le jeune Américain décide d'attaquer le problème.

« Mon but était d'arriver d'une façon ou d'une autre à arranger les bases, situées au centre, de sorte que la charpente extérieure fut complètement régulière », précise-t-il. Watson et Crick, en effet, ne se préoccupaient nullement de la fonction de l'ADN, mais seulement de sa nature chimique. Aurait-ils voulu concili-

lier les deux approches qu'ils s'y seraient sans doute perdus, découragés par l'ampleur de la tâche. Pourtant, c'est en joignant « par hasard » la cause et les effets que Watson, ce jour-là, acquit la certitude qu'ils touchaient au but : en plaçant les quatre bases à l'intérieur de la double hélice, en associant deux à deux des bases non pas identiques mais complémentaires, son modèle ne se contentait pas de concorder à la perfection avec les renseignements fournis par les rayons X et les lois de la stéréochimie. Pour la première fois, il devenait aussi porteur de sens.

Et quel sens ! Rien de moins que le secret de la reproduction ! Si les séquences de base des deux chaînes enroulées étaient complémentaires, la séquence de l'une, en effet, se déterminait automatiquement en fonction de l'autre. La réplication du matériel génétique pouvait s'expliquer par la séparation des deux chaînes, suivie de la synthèse, sur chaque brin parental, d'un brin complémentaire. À l'arrivée, on obtenait ainsi deux molécules d'ADN absolument identiques à la molécule originelle. La réaction de Watson restera célèbre : « C'était tellement beau que cela ne pouvait pas ne pas être vrai ».

Un complément intellectuel inespéré

Le 12 mars 1953, Watson soumet sa trouvaille à Max Wilkins, avec lequel les deux chercheurs travaillaient en étroite collaboration. « La structure de base est hélicoïdale, elle consiste en deux hélices enroulées », écrit-il. L'intérieur de l'hélice est occupé par les bases purines et pyrimidines, les groupes phosphate sont à l'extérieur. Les hélices ne sont pas identiques mais complémentaires. L'adénine s'apparie avec la thymine, tandis que la guanine s'apparie toujours avec la cytosine. » Et de conclure : « Même si la construction est fautive, je crois qu'elle est intéressante, car elle fournit un exemple concret d'une structure composée de chaînes complémentaires. Si, par chance, elle est exacte, alors je suppose que nous sommes en mesure d'apporter un éclaircissement sur la manière dont l'ADN peut se reproduire lui-même. » Trois semaines plus tard, la publication de la double hélice est envoyée à la revue *Nature*.

La chance ? Ils en eurent certainement. Mais la chance, disait Pasteur, ne sourit qu'aux esprits préparés, et chacun de ces deux-là avait reconstruit en l'autre un complément intellectuel inespéré. « Si Watson avait été tué par une balle de tennis (il jouait très souvent), je suis à peu près sûr que je n'aurais pas trouvé la structure tout seul », affirme Crick. « Sans lui, je n'aurais jamais eu le courage de rechercher la structure de l'ADN », rétorque Watson.

« Il est sans doute vrai que nous avons trouvé de l'or en labourant, mais le fait est que nous cherchions de l'or », ajoute Francis Crick. Si Watson et Crick n'avaient découvert la structure de l'ADN, quelqu'un d'autre l'aurait fait, quelques mois ou quelques années plus tard : au début de l'année 1953, Linus Pauling y travaillait assidûment et Rosalind Franklin, dans le laboratoire de Maurice Wilkins, était à deux doigts de la solution. Ce furent eux, ce fut ce jour-là. La suite appartient à l'histoire du XXI^e siècle.

Ca. V.

(1) Maurice Wilkins, dans le laboratoire duquel furent réalisées les premières photos de diffraction des rayons X par l'ADN, partagea avec Watson et Crick, en 1962, le prix Nobel de médecine et de physiologie.

Une révolution conceptuelle

Suite de la page 15

« En somme, l'ADN serait à la biologie ce que la théorie unificatrice est à la physique : une approche susceptible d'expliquer l'ensemble des phénomènes du vivant ?

— Au dix-neuvième siècle, la découverte des constituants de la cellule avait déjà constitué un premier principe unificateur de la biologie. Mais celui qu'apporte la génétique, en effet, est infiniment plus puissant. L'hérédité étant au cœur de tout être vivant, la compréhension de ses mécanismes a apporté des réponses à des ques-

tions qui restaient insolubles depuis des millénaires.

» Pour ce prendre qu'un exemple, les recherches menées sur le développement de l'embryon — l'un des problèmes les plus fascinants de la biologie — ont été complètement renouvelées par la génétique moléculaire. On est pratiquement parvenu à décortiquer les mécanismes génétiques du développement. Bien plus : on découvre aujourd'hui que les gènes impliqués dans le développement embryonnaire sont quasiment identiques de la bactérie à l'homme ! De même, l'étude de l'ADN a permis de reprendre le

problème de l'évolution des espèces sur des bases totalement nouvelles. On sait désormais que les mêmes gènes se retrouvent chez tous les organismes, qu'à ces mêmes gènes correspondent toujours le même type de structures, et que le monde vivant est une gigantesque combinatorie des mêmes principes.

— A vous entendre, on pourrait croire que tous les problèmes qui restent posés à la biologie seront, demain, résolus par la génétique...

— Rien ne résoudra tout au vingt et unième siècle, contrairement à ce que l'on croyait au dix-neuvième ! La génétique est devenue indispensable pour mieux connaître le vivant et l'être humain, mais elle ne pourra pas tout expliquer. On ne sait toujours pas, par exemple, comment une molécule biologique se replie

sur elle-même pour acquiescer sa structure tridimensionnelle, et ce d'est sans doute pas la génétique qui apportera la réponse.

» De même, on ne comprend pas encore par quels mécanismes s'opère la genèse des formes vivantes. Et si les méthodes moléculaires donnaient de bonnes idées sur la manière dont s'agencent les neurones dans le système nerveux, le « langage » biologique créateur de la pensée, de la mémoire, de l'apprentissage, reste toujours aussi mystérieux. Dans ces deux domaines comme bien d'autres, on peut parfaitement penser que l'apport essentiel ne viendra pas de la génétique. Mais dans aucun d'entre eux, désormais, elle ne pourra être laissée de côté ».

Propos recueillis par
CATHERINE VINCENT

Tiens, encore quelqu'un
qui a décidé de partir sur un coup de tête.



Prix Coup de Cœur Air France Paris/Amsterdam : 725 F* A.R.

Mais aussi Boston, Miami, Munich, Berlin,

Thessalonique et beaucoup d'autres destinations à prix

Coup de Cœur. Alors, pour partir sur des vols

réguliers Air France en ne payant qu'un prix charter,

tapez 3615 Air France ou renseignez-vous auprès

de votre agence habituelle.

AIR FRANCE

DEMANDEZ-NOUS LE MONDE

* Tarifs à durée limitée soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

Que sont les Nobel devenus ?

Récompensés en 1962 par le prix Nobel de physiologie et de médecine, James Watson et Francis Crick sont aujourd'hui respectivement âgés de soixante-cinq et cinquante-neuf ans. Par ses choix de carrière et son sens aigu de la communication, le premier est devenu une « star » de la biologie, tandis que le second, plus réservé, a discrètement poursuivi ses recherches. Tous deux n'ont jamais cessé de participer activement aux avancées de la génétique moléculaire, discipline dont ils avaient ouvert la voie.

Devenu en 1956 professeur de biologie à l'université Harvard (Massachusetts), James Watson prit en 1969 la direction d'une petite station biologique à Long-Island (New-York), qui devint sous son impulsion le prestigieux Cold Spring Harbor Laboratory. Principal instigateur du programme de recherche international Génome humain lancé en 1989, il démissionne en 1992 de ses fonctions au

National Institute of Health (NIH), après s'être violemment opposé à la tentative de catégorisation de l'espèce humaine (le *Manda* du 19 avril 1992). Autour de nombreux ouvrages universitaires, parmi lesquels *Biologie moléculaire* du gène (Inter Editions, Paris), son livre autobiographique, *La Double Hélice*, est devenu un best-seller mondial.

Physicien de formation, Francis Crick a consacré entièrement à la biologie à partir de 1953. Il poursuivait la majeure partie de sa carrière à l'université de Cambridge, où il contribua au premier chef, en 1961, à l'élucidation du code génétique (le langage biologique porté par l'ADN qui permet l'expression des gènes en protéines). En 1976, il quitta définitivement l'Angleterre pour le Salk Institute for Biological Studies (San Diego, Californie), où il poursuit depuis lors des recherches sur le cerveau et le système visuel.

accélérateurs a

M

CULTURE GÉNÉRALE
Les bases de votre réussite

Paris - 01 42 35 35 35
Tél. (01) 42 35 35 35

SCIENCES • MÉDECINE

Accélérateurs à risques

Une semaine après le procès des « irradiés de Forbach », l'hospitalisation à Paris d'un Vietnamien irradié illustre les dangers des accélérateurs d'électrons.

M oins d'une semaine après l'événement témoin des « irradiés de Forbach », un autre accident attire l'attention sur les dangers des accélérateurs d'électrons. La victime, cette fois, n'est pas un travailleur intérimaire manquant de formation, mais un physicien vietnamien, habitué à utiliser cet appareil. Mais, d'après les experts de l'AFEA qui ont pu se rendre sur place, la machine d'origine soviétique, très ancienne, était dépourvue de tout moyen de protection et de surveillance. Une fois de plus, donc, l'imprudence, voire l'inconscience, semble être à l'origine de l'accident.

Conjuguée à l'ignorance, elle est à l'origine de la plupart des accidents qui restent, heureusement, relativement rares, compte tenu du nombre de sources de rayonnements ionisants utilisées dans la médecine ou dans l'industrie : dix à quinze par an en France pour une dizaine de milliers d'appareils de toute nature répartis sur le territoire (le Monde du 12 septembre 1991).

Les effets de ce type d'irradiation sont bien connus. Les premiers symptômes (nausées, vomissements) apparaissent à partir de 100 rems (1). Au-delà de 200 rems, la moelle osseuse est atteinte, avec risques d'infections et d'hémorragies, et l'hospitalisation est indispensable. Pourtant, les premiers signes cutanés (rougeur de la peau) et la perte des cheveux s'interviennent qu'à partir de 300 rems. La « dose létale à 50 % » (dose qui, sans traitement, provoque la mort de 50 % des victimes dans les soixante jours) est d'environ 350 rems. Mais la médecine a fait de gros progrès dans ce domaine. Aujourd'hui, avec une bonne réanimation et un peu de chance, un irradié peut espérer s'en tirer jusqu'à 900 à 1 000 rems (2), estime le docteur Jean-Claude Nenot, de l'IFSN.

Dans la mesure où elles sont localisées à une petite partie du corps (main, bras), les irradiations causées par des sources de rayonnements à usage médical ou industriel peuvent, en revanche, atteindre des doses beaucoup plus élevées sans mettre en danger la vie des victimes. L'une d'elles, ayant reçu 12 000 rems sur une main, s'en est tirée avec une amputation. Le traitement de ces lésions radio-induites est cependant difficile. On a beaucoup de difficulté à les traiter, on maîtrise mal leur évolution, déplore le docteur Nenot. De plus, elles provoquent chez les patients des douleurs intolérables contre lesquelles les drogues sont assez inefficaces.

(Publicité)
Euzenat et Villeneuve
Ve-t-on vers une prolongation de la durée de la vie ?
C'est la conclusion de la revue des « Nobel » : « Science » dans son édition française de février 1993. Ces auteurs ont analysé et discuté les résultats de plus de 100 études de vie des sujets, des organismes. Récemment aussi, deux médecins français viennent de publier les résultats d'une étude scientifique rigoureuse sous contrôle d'un comité d'éthique, dans « Les Nouvelles Démarches ». Ils ont étudié les effets des radicaux libres, photochimiques, photochimiques, photochimiques. Mieux en double, les produits actifs (FCM) et FC n° 2 et les placebo ne pouvaient être reconnus, ni par les médecins, ni par les volontaires traités. Outre groupes de volontaires ont été soumis à une zone d'irradiation de la peau à une irradiation quantifiée d'UV, pour favoriser le développement de radicaux libres. Les mesures ont été faites par micro-puncture-biopsie avant et après traitement. Dans le groupe absorbant les radicaux libres, les radicaux libres ont été réduits de 50 %.

L'association FC n° 1 et FC n° 2, suppléments nutritifs naturels, confirme donc chez l'homme les études sur la prévention du vieillissement des tissus. FC n° 1, FC n° 2 des Laboratoires GRESVAL sont en vente en pharmacie.

Les radiations aiguës dépendent de la nature et de l'énergie des rayonnements. Elles varient aussi plus ou moins selon les individus. En moyenne, cependant l'érythème (rougeur de la peau) apparaît entre 500 et 800 rems, suivi de brûlures et d'œdèmes entre 1 000 et 2 000 rems. Ces derniers évoluent vers une nécrose des tissus à partir de 2 500 rems. On observe aussi des scléroses qui atteignent notamment les tissus musculaires et les tendons.

Ces brûlures évoluent lentement. C'est ainsi que Daniel Leroy, le plus touché des « irradiés de Forbach », était brûlé à 20 % lors de son entrée à l'hôpital Percy de Clamart (Hauts-de-Seine), le 27 août 1991 : quelques semaines plus tard, ses lésions couvraient 60 % de la surface de son corps, certaines profondes d'un centimètre. Des nécroses sont apparues récemment sur sa jambe droite, disant aussi après l'accident. « Nous n'avons procédé à la première greffe que le 22 octobre », a indiqué, lors du procès, le professeur Guilbault (hôpital Percy). Et malgré cette attente, nous opérons toujours avec la crainte d'avoir prélevé du greffon apparemment sain à un endroit touché où une brûlure pouvait apparaître ultérieurement.

Ces greffes, très difficiles à réaliser, sont souvent l'objet de rejets. En effet, explique le docteur Nenot, le rayonnement ne fait pas que brûler la peau. Il détériore aussi le système vasculaire, sous la couche basale de la peau. « Alors que, chez les grands brûlés classiques », la brûlure est bien nette entre les tissus sains et les autres, ce n'est pas le cas chez les irradiés ».

Reste, enfin, le problème de l'évolution des lésions, qui peut durer plusieurs années, et que l'on maîtrise très mal. Chez Daniel Leroy, cela se complique du fait d'une grande incertitude sur les doses reçues par les trois victimes de l'accident. Le docteur M. Leroy a révélé 4 000 rems en surface de la peau, et 100 rems en irradiation interne. Mais la commission de l'endroits précis où il portait cet appareil (probablement la poche-poitrine de son vêtement). Or, explique le docteur Nenot, si se sont vraisemblablement déplacés sous et autour du faisceau. De plus, les électrons, en frappant les parties métalliques du convoyeur sur lequel travaillaient les trois victimes, ont donné naissance à un « rayonnement de freinage », des rayons X, peu énergétiques mais tout aussi redoutables que les électrons, qui ont diffusé un peu partout dans la casemate.

Une « reconstitution physique » de l'accident effectuée à l'aide de mannequins bourrés de dosimètres aurait permis de lever en partie l'incertitude. Elle n'a malheureusement pas eu lieu. Les chercheurs espèrent pouvoir, un jour, tourner la difficulté grâce à la « dosimétrie biologique ». Ce procédé consiste à déduire la dose reçue à partir de l'analyse statistique des anomalies chromosomiques des cellules. Il est couramment réalisé sur les lymphocytes (globules blancs), ce qui donne de bons résultats pour évaluer les doses globales reçues par l'ensemble de l'organisme. « Des recherches sont en cours pour l'appliquer aux fibroblastes de la peau, ce qui permettrait de déterminer les doses locales », affirme M. Nenot. Mais elles n'ont pas encore abouti à une application clinique.

JEAN-PAUL DUFOUR

- (1) Le rad, ou le gray (1 gray = 100 rad), mesure la quantité d'énergie reçue par unité de masse irradiée. Le cas du docteur Leroy (12 000 rems) mesure l'effet des rayonnements sur l'organisme. Pour les rayons X, les électrons accélérés, et la plupart des rayonnements pénétrants, les spécialistes considèrent que 1 rem équivaut à 1 rad.
- (2) Si l'on ne tient pas compte des cancers induits, qui peuvent se déclarer plusieurs dizaines d'années après l'irradiation ou la contamination.

Les Merveilles démystifiées

Les 100 000 gravures de deux hautes vallées des Alpes-Maritimes permettent désormais de voyager loin dans le temps, mais près dans l'espace

L ES quelque 100 000 gravures qui ont été martelées entre 1800 et 1500 avant Jésus-Christ envient sur les dalles de la vallée des Merveilles et sur celles de sa voisine, Fontanaire, qui flanquent les deux versants du mont Bego (sur la commune de Tende, Alpes-Maritimes), constituent un véritable livre de pierre. Composé avant l'écriture, ce livre est pourtant organisé avec une extraordinaire rigueur de façon à transcrire très précisément les mythes et les croyances communes aux populations indo-européennes : les Merveilles sont donc démystifiées.

Le mode de lecture de ces gravures est parfaitement expliqué dans le livre, avant et documenté tout en étant accessible, et illustré comme un superbe album d'images, qu'Emilia Masson vient de publier (1). Yves Coppens, de l'Académie des sciences et professeur au Collège de France, explique parfaitement dans la première préface comment le mystère des deux vallées du mont Bego a été résolu : « Depuis la fin du siècle dernier, les préhistoriens s'y sont intéressés [...]. Formés à l'école naturaliste, ils ont répertorié les gravures, les ont cartographiées, classées [...] avec la patience et la rigueur qu'on leur connaît. Mais, il y a deux ans seulement et pour la première fois, une épigraphiste y fut conviée à son tour [...]. Formée à l'école archéologique, elle avait appris à lire cunéiformes et hiéroglyphes, emblèmes et symboles mythiques et allégoriques [...]. Le miracle arriva. Les gravures du mont Bego lui apparurent aussi bien dans leur ensemble que dans leurs parties [...] racontant ce que chaque jour lui répétaient les discours gravés ou écrits par les très vieilles tribus indo-européennes ».

Pour Emilia Masson, le livre des vallées des Merveilles et de Fontanaire n'a rien d'exceptionnel : partout dans le monde, les images symboliques ont été gravées, peintes, sculptées. Elles ont été, à l'échelle des siècles, les supports de la transmission des idées, des croyances, des rites, des pratiques. Les gravures du mont Bego lui ont paru aussi bien dans leur ensemble que dans leurs parties [...] racontant ce que chaque jour lui répétaient les discours gravés ou écrits par les très vieilles tribus indo-européennes ».

Fontanaire, qui est consacrée au monde des vivants, montre les travaux agricoles (semailles et récoltes) à leurs débuts. Les rapports hommes/bêtes, hommes/champs – les troupeaux et les récoltes sont gages de survie – y sont affichés

avec obstination. Le parallélisme entre la fécondité de la terre et le sexe y est explicité à maintes reprises. Mais les représentations humaines occupent toujours la place d'honneur (à droite de la dalle, donc à gauche pour le visiteur) par rapport aux images animales ou culturelles qui leur sont associées et qui sont sur la gauche de la dalle (à droite pour le visiteur). En outre, les gravures sont organisées par rapport à l'eau (tout ou rien), source de toute vie, en particulier les représentations stylisées de l'arbre de vie et du nouveau printemps et donc cyclique.

Le soleil source vitale

Au milieu des scènes de la vie de tous les jours, le soleil, autre source vitale, n'est pas oublié : la hache à très long manche, symbole du culte solaire au mont Bego, comme elle l'est au Valcamonica (Italie du Nord) et en Scandinavie notamment, est fréquemment représentée, agrémentée souvent de sept (nombre magique) disques solaires qui évoquent toute ambiguïté sur sa signification. Elle est soit toute entière pour montrer le chemin à suivre, soit brandie par de petits personnages dont la poitrine s'orne parfois d'une roue ou d'un disque solaire.

Mieux encore, le sommet du sentier qui escalade le mont Bego pour passer de Fontanaire à la vallée des Merveilles (séjour des dieux) est marqué (ou plutôt était marqué, car la roche a été cassée pendant la dernière guerre) par de longues échelles verticales, « instruments cosmiques par excellence permettant de passer d'un monde à l'autre ». Il est aussi orné de spirales à sept (toujours ce nombre magique) séquences concentriques, symboles classiques du système solaire.

La première interprétation qu'Emilia Masson a trouvée en étudiant des photos ou des relevés de gravures, avant même d'être montée au mont Bego, lui a fait reconnaître dans les trois principales figures de la vallée des Merveilles la représentation des trois générations de deux dieux par Hésiode, le premier poète à avoir mis par écrit la théogonie grecque vers le VIII^e ou VII^e siècle avant Jésus-Christ (le Monde du 17 juillet 1991).

Emilia Masson avait senti, dès le début de ses travaux, que ces trois représentations n'avaient pas été gravées au hasard au pied du pic des Merveilles. Très vite, elle a découvert le centre de l'organisation du site : une étrange figure sculptée par la main humaine sur un éclat triangulaire détaché de la Cime des Lacs et pointant vers le

ciel (le Monde du 25 décembre 1991 et du 8 juillet 1992). Cette figure majestueuse est haute d'une bonne quarantaine de mètres mais elle est toujours passée inaperçue, alors que non seulement elle fait face aux vagues des trois générations de dieux, mais qu'en outre elle est reproduite – en tout petit, et très fidèlement – par la figure appelée le Christ qui est gravée face à son modèle sur la rive gauche du torrent des Merveilles et aussi par une deuxième gravure de mêmes dimensions, tout aussi ressemblante et regardant pareillement la grande figure, mais située près de la stèle du couple primordial.

Dominaut ce couple à partir duquel la direction à suivre est indiquée par une grande hache, gravée sur une dalle d'obélisque et regardant embrassé tout l'horizon et peut donc voir le soleil se lever et se coucher, a été martelée la représentation du char solaire. Le char se dirige – comme il se doit – vers l'est mais le nord et le sud sont indiqués par la longue hampe, ornée d'un disque solaire, commune à deux grands poignards orientés l'un vers l'est, l'autre vers l'ouest.

Un rite décrit dans un texte hittite

Le culte du soleil est encore couramment pratiqué par deux figures dont l'une est dite la Danseuse, alors qu'elle et son homologue sont masculines sans doute possible. Ces danseurs, des prêtres probablement car ils ont les pieds dédoublés comme les dieux, font tourner une hache solaire en un mouvement circulaire, lequel est traduit par un cercle en tirets. Notons que ce rite est décrit dans des textes hittites.

Toutes les interprétations d'Emilia Masson sont d'ailleurs étayées par des comparaisons avec des figures ou des textes qui témoignent d'une érudition remarquable dans tout ce qui touche aux temps indo-européens, protohistoriques et historiques. Le livre est ainsi jalonné, et non alourdi, de références aux grands auteurs – parmi lesquels Georges Dumézil vient en tout premier lieu – à des représentations relevées en Scandinavie, en Italie, en Anatolie, en Grèce, en Autriche, à Chypre, etc., et même à des rites encore en usage dans des îlots de populations, illettrées dans leur majorité, de l'ex-Yougoslavie !

C'est ce que souligne André Caquot, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et professeur au Collège de France, dans la seconde préface : « Les innombrables gravures de la vallée des Merveilles (aux Hittites, les premiers Indo-Européens à avoir utilisé l'écriture) lui

ont permis de faire comprendre comment les Anciens avaient su tirer parti (à Yazilikaya, en Anatolie) d'une configuration naturelle, rehaussée et complétée par l'art rupestre, pour en faire le cadre de leurs fêtes d'Etat et y inscrire un résumé figuré de leur théologie ».

Conforté par la démonstration de ces universaux, le lecteur ne peut qu'adhérer à la proposition d'Emilia Masson d'un itinéraire processionnel dont les douze (autre nombre symbolique et sacré) stations jalonnent les principales gravures de la vallée des Merveilles. En ces temps de difficultés économiques et de troubles meurtriers qui freinent bien des ardeurs de voyages lointains, les deux vallées du mont Bego permettent vraiment de s'évader dans le passé pour retrouver de très vieilles mais très authentiques racines. Le tout à domicile.

YVONNE REBEYROL

(1) Vallée des Merveilles, un berceau de la pensée religieuse européenne. Editions Fayard (distribution par les Presses universitaires de France) ; 144 pages ; très nombreuses illustrations (photos et dessins) ; 190 F. Le même texte et les mêmes illustrations constituent « Les Dossiers d'archéologie », d'avril-mai 1993 publiés par la revue Archéologie ; 68 F.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lemaître, président
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Guille
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général
Rédaction en chef :
Jean-Marie Colson
Robert Sol
adjoint au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Thierry Frenkel
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
directeur
des relations internationales
Anciens directeurs :
Robert Benay-Mey (1944-1968)
Jacques Favre (1968-1982)
André Lemaître (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-26-28
Télécopieur : 40-66-26-89
Tél. : (1) 40-66-26-25
1, PLACE HUBERT-BEYNE-MÉRY
94062 IVRY-VALENTIN CEDEX
Tél. : (1) 40-66-26-25
Télécopieur : 40-66-30-10

ANRS AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA APPEL D'OFFRES 1994

L'Agence Nationale de Recherches sur le SIDA lance un appel d'offres destiné à la recherche appliquée au SIDA et à la rétrovirologie humaine.

Les projets peuvent porter sur tous les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée, notamment la virologie, l'immunologie, la recherche clinique et physiopathologique, l'épidémiologie, la santé publique et les sciences de l'homme et de la société (pour ce dernier domaine, une note précisant les priorités sera jointe au dossier de candidature). Cet appel d'offres est ouvert à tout laboratoire ou organisme de recherche, public ou privé.

Pour toute demande de soutien à plus d'un projet de recherche, les équipes doivent déposer à l'ANRS avant le 15 mai 1994 un dossier de candidature. Ce dossier doit être accompagné de toutes les données nécessaires à l'évaluation des projets et à la mise en œuvre de la recherche. Les équipes doivent déposer à l'ANRS avant le 15 mai 1994 un dossier de candidature. Ce dossier doit être accompagné de toutes les données nécessaires à l'évaluation des projets et à la mise en œuvre de la recherche.

Les bourses sont destinées à des chercheurs français ou étrangers pré ou post-doctorants de moins de 40 ans titulaires au minimum d'un DEA ou d'un diplôme équivalent et travaillant en France dans tout domaine de recherche sur le SIDA et la rétrovirologie humaine. Les chercheurs étrangers confirmés peuvent, sans restriction d'âge, soumettre une demande pour une étude réalisée en France. Les demandes doivent être présentées par l'intermédiaire du laboratoire ou organisme d'accueil où s'effectuera la recherche.

Les bourses commenceront, en principe, au 1^{er} janvier 1994 mais peuvent, exceptionnellement, être mises en place le 1^{er} décembre 1993. Les dossiers de candidatures pour les projets et les bourses de recherche seront disponibles à partir du lundi 10 mai 1993. Ils sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à : AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA, APPEL D'OFFRES - 66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 PARIS. Tél. : 45-41-12-00 - Fax : 45-41-14-37

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA APPEL D'OFFRES CONJOINT 1994

Cet appel d'offres conjoint est destiné à soutenir en 1994 des projets de recherche appliqués au SIDA et aux affections associées. Le Ministère de la Coopération et l'ANRS ont conclu un protocole d'accord pour que certains projets de recherche, préalablement examinés par les Comités scientifiques sectoriels de l'ANRS, soient financés par le Ministère de la Coopération ou cofinancés par les deux organismes. Ces financements sont prévus pour une durée d'un, deux (ANRS) ou trois ans (Ministère de la Coopération).

Critères d'éligibilité
Cet appel d'offres s'applique à des projets de recherche clinique, épidémiologique, en sciences de l'homme et de la société appliquée à la pathologie africaine. Les recherches de biologie fondamentale n'entrent dans le cadre de cet appel d'offres que dans la mesure où elles sont réalisées, au moins en partie, en Afrique. Outre leur qualité scientifique, les recherches doivent impérativement associer, en partenariat, des chercheurs ou laboratoires français et des pays du champ de ce ministère (Afrique sub-saharienne-Caribbe-océan Indien). La participation de chercheurs et de laboratoires du Sud constitue un objectif de cette action qu'un critère de sélection des projets. Ces projets doivent avoir reçu le visa de l'autorité de tutelle des laboratoires du Sud et être transmis à l'ANRS par la Mission de Coopération et d'Action Culturelle du pays concerné.

Les projets n'entrant pas dans ces critères d'éligibilité peuvent être soumis à l'appel d'offres classique de l'ANRS.

Les dossiers de candidatures pour les projets de recherche seront disponibles à partir du lundi 10 mai 1993. Ils sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à : AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA, APPEL D'OFFRES - 66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 PARIS. Tél. : 45-41-12-00 - Fax : 45-41-14-37

CULTURE GÉNÉRALE
Les bases de votre réussite

UNE MÉTHODE CLAIRE ET PRATIQUE
20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite.

Documentation gratuite à :
Institut Culturel Français - Sc 7243 - 35 rue Collange
92303 Paris-Levallois - Tél. : (1) 42.70.73.63

ARTS

Duchamp et la Sérénissime, en surimpression

Venise consacre une rétrospective bienvenue et bien tenue au peintre et dessinateur français qui pulvérisait l'art à grands coups de jeux de société

VENISE

de notre envoyé spécial

« Je ne comprends rien à cette ville où tout voyage à l'exception des pigeons », écrivait Marcel Duchamp au couturier collectionneur Jacques Doucet. La ville, c'est Venise — une photographie l'y représente, un peu crispé par le coulis, dans une gondole : la carte postale est rédigée dans la Cité des doges le dimanche 23 mai 1926. L'information figure dans le volumineux catalogue accompagnant l'exposition que le Palazzo Grassi consacre à Duchamp, soixante-sept ans après son premier passage dans ses murs. Catalogue composé comme une éphéméride, et non pas comme une biographie : à l'instar des ouvrages astronomiques, ou des « livres de raison » d'autrefois, Jacques Caumont et Jennifer Gough-Cooper — qui sont, avec Pontus Hulten, les maîtres d'œuvre de l'exposition — ont choisi de regrouper les événements dont Duchamp fut le héros ou le témoin, sous le même jour de l'année, à différentes époques. Ainsi, la carte citée est précédée de la mention d'un dîner auquel Duchamp est convié à New-York, le 23 mai 1922 (à 7 h 30...), et suivie de l'annonce d'un autre dîner, toujours à New-York (avec les Kie-

lers), mais qui eut lieu le 23 mai 1947. Qu'ou se rassure, les faits patiemment collationnés ne sont heureusement pas tous de la même eau, et l'on découvrira bon nombre d'indications plus directement utiles à la compréhension de l'œuvre de cet homme complexe.

Le procédé de l'éphéméride apparaît cavalier à ceux qui ne conçoivent l'Histoire que sous une forme chronologique. Il ravira les « duchampiens » forcés de se soumettre à la lecture d'un livre qui se rapporte en cachette à l'index qui restitue les œuvres dans leur chronologie, ou au tableau synchrone, fort bien fait. Il effrayera les autres par sa précision maniaque et sa frissonnera devant le large sourire de Jacques Caumont annonçant fièrement que de nouvelles archives vont bientôt livrer d'autres précisions... Mais le catalogue, déroulant au premier abord parce que trop intelligent, est à l'image de l'exposition, qui elle-même s'accorde avec ce que l'on croit savoir du personnage Marcel Duchamp, lequel aimait inverser les dates, les choses ou les mots : l'œuvre de « marchand du sel » comme il se rebaptisait parfois, impose, selon Octavio Paz, de nier à la fois l'histoire linéaire et le concept de l'éternel retour pour mettre en valeur l'instant.

La présentation des œuvres obéit à la même logique particulière, et s'ouvre sur cette citation duchampienne : « Mélange d'événements imaginés plastiquement. » Bonne définition pour cette succession de salles montrant les premiers ready-made, ces objets industriels promus au rang d'œuvres d'art par la volonte de l'auteur ; interrogé par Otto Hahn (l'Express, 23 juillet 1964), il s'en justifiait avec une jubilation mauvaise foi : « Un tableau est en grande partie un ready-made : les couleurs sont manufacturées. La moitié du produit est fabrique industrielle. Un Rembrandt est presque un ready-made. Si on enlève tout ce qui n'est pas de lui, c'est-à-dire la toile, le châssis, les couleurs, il ne reste pas grand chose que Rembrandt ait fait lui-même. »

Un Canchois caustique

L'exposition montre également différentes phases (dont certaines jusqu'alors inconnues) de l'élaboration de l'œuvre maîtresse de Duchamp, la *Marée mise à nu par ses éboulis, même, d'où il était à Otto Hahn* qu'elle « déborde d'imagination. Chaque élément du tableau se rapporte à une idée. Chaque fois qu'une idée me venait, je la notais sur papier, je la faisais mijoter. Comme ça pendant huit ans [en réalité, douze ans]. Pas toute la journée, mais huit ans quand même. » Jacques Caumont et son équipe ont bien sûr, retrouvé bon nombre de ces papiers, et l'on voit ainsi la *Broyeuse de chocolat* (1914) surgir d'une réclamation représentative de la denture de la Maison Gaminet, chocolatier rue Beauvoisine, à Rouen, le *Moulin à eau* émerger d'un souvenir d'enfance et des promenades le long du cours du Creuse, le ruisseau près du bourg de Blainville où Duchamp naquit en 1897. On verra encore le dessin d'une forme éminemment plastique accompagnée de la mention « Le célibataire broie son chocolat lui-même » ; ainsi, au fil des documents, amoncelés, se découvre un Duchamp potache, grivois, au goût marqué pour les anagrammes, les calembours et les contrepiétés les plus lestes, un Canchois caustique pour l'humour, c'est une sauvegarde qui permet de traverser tous les miroirs. Il est aussi très marqué par Raymond Roussel : les *Impressions d'Afrique*, qu'il voit représenter au Théâtre Antoine en juin 1912 jouent un rôle déterminant dans son refus d'une carrière qui commençait pourtant bien.



Sonnet (1911).

forme d'un bouddha accroché. On aurait tort de croire au seul canular, Duchamp choisissant soigneusement ses ready-made : l'objet était signé « R. Mutt », Richard Mutt est le nom d'un fabricant américain d'appareils sanitaires, mais Duchamp est germanophone et Mutt peut être lu comme un encouragement, ou au contraire un pied de nez au jury de la part de ce « Hex Mutt », « M. Courage ».

L'héritage du symbolisme a bien décadent de la fin du XIX^e siècle est enfin très perceptible dans des tableaux comme le *Portrait of Dr. Dumouchel* (1910), le *Buisson*, ou le *Baptême* (1911). Duchamp est un admirateur de Jarry. Il illustre également des poèmes de Jules Laforgue dont il partage le goût pour l'ironie mordante et l'humour caustique. *Le fait un très grand respect pour l'humour, c'est une sauvegarde qui permet de traverser tous les miroirs*. Il est aussi très marqué par Raymond Roussel : les *Impressions d'Afrique*, qu'il voit représenter au Théâtre Antoine en juin 1912 jouent un rôle déterminant dans son refus d'une carrière qui commençait pourtant bien.

Bibliothécaire et professeur de français

Marcel Duchamp était issu d'une famille bourgeoise de province. Son notaire de père eut la surprise de compter quatre artistes parmi ses rejetons : Marcel, sa sœur Suzanne, son frère Gaston, dit Jacques Villon, son autre frère, le sculpteur Duchamp-Villon. Marcel était précoce : l'église de Blainville (1902) fut peinte à quinze ans. Le portrait de son père, superbe morceau de

peinture fauviste, a été exécuté en 1910 et, l'année suivante, apparaît dans les tableaux moins orientés vers le cubisme qu'intéressés par la décomposition du mouvement, dans la continuité de la chronophotographie de Marey : *Jeune Femme triste dans un train*, et le *Nu descendant l'escalier*, une toile qui lui vaudra la célébrité à New-York lors de sa présentation à l'Armory Show en 1913.

Dilettante, il refuse cependant énergiquement l'idée de la carrière qui s'offre à lui, celle d'un artiste astreint à produire pour vendre et, à terme, à se répéter indéfiniment. Décidant de ne peindre que pour lui-même, il entre à l'école des chartes, et devient, grâce à l'oncle de Fiebia, bibliothécaire à Sainte-Genève. Deux ans plus tard, il empiète les mêmes fonctions au Musée d'art de l'Institut français de New-York. Il effectue son premier séjour aux États-Unis pour les mêmes raisons : dans une lettre à son ami Walter Pach, il résume son envie de quitter Paris pour « se défaire de la vie artistique » et, tout en le remerciant d'avoir vendu quelques-uns de ses tableaux, il martèle son « refus d'envisager une vie d'artiste en quête de gloire et d'argent ». Tout en bénéficiant du soutien de Louise et Walter Arensberg, des collectionneurs qui seront à l'origine de la constitution du fond Duchamp au musée de Philadelphie, il sera donc bibliothécaire, professeur particulier de français à 2 dollars de l'heure, secrétaire personnel du capitaine de la mission militaire française, tout en continuant de pulvériser l'art à grands coups de jeux de société : cotodotéur, avec Man Ray et Katherine Dreier, de la Société anonyme, une

galerie où les œuvres n'étaient pas à vendre, mais dont l'accès était payant, on lui doit l'idée heureusement abandonnée de faire acquiescer aux critiques le double du prix normal.

Puis c'est le retour en France, la rencontre avec les surréalistes, le mariage avec une riche héritière dont la dot n'atteint pas les sommets espérés, un divorce, les parties d'échecs auxquelles il consacre l'essentiel de son temps, l'invention de son alter-ego, Rose Sélavy (Eros, c'est la vie), qui multiplie à plaisir les anagrammes et les contrepiétés scabreuses, dont le film *Anémic Cinéma* donne un bel exemple. En 1942, nouveau départ pour New-York, où il s'installe définitivement, à part quelques séjours de courte durée, l'été, à Paris. Peu à peu, le mythe Duchamp va se forger chez les jeunes artistes américains, et l'on sait ce que lui doit la génération du Pop Art (l'exposition montre un étonnant film de Warhol sur Duchamp), et celles qui ont suivi.

En France pourtant, malgré sa réputation, il est encore considéré comme un excentrique par la presse lorsqu'à lieu, en 1967, au Musée d'art moderne, une exposition conjointe avec les sculptures de son frère Raymond Duchamp-Villon. Dix ans plus tard, c'est par une rétrospective de son œuvre, organisée par Jean Clair, que l'on inaugure le Centre Pompidou. Entre-temps, Duchamp est mort, le 2 octobre 1968 à Neuilly-sur-Seine, et le public découvre à Philadelphie son œuvre posthume. *Etant donné : 1. La chute d'eau. 2. Le gaz d'éclairage*, une installation étrange et érotique, cachée derrière une porte en bois et visible uniquement à travers un judas, à laquelle il avait travaillé secrètement de 1946 à 1966. Intransportable, elle est absente de l'exposition qui évoque pourtant à travers divers travaux préparatoires, la *Marée mise à nu par ses éboulis, même*, plus communément appelé le *Grand Verre*, est présent sous forme de reconstitution, ce qui n'aurait pas déplu à Duchamp toujours habilitatif devant le statut d'une œuvre originale. Habituellement présenté devant un mur blanc, il est ici placé devant le Grand Canal : Veioise et Duchamp, en surimpression, un régal pour l'esprit. L'homme qui avait dessiné une barbe et des moustaches à la Joconde, tout en le soulignant d'un L. H. O. Q. à épier à haute voix, revêt actuellement au Palazzo Grassi, proche des autres palais de la Sérénissime qui abritent Titien ou le Tintoret : la juxtaposition fera grincer quelques dents. Pourtant, l'unique Venise fut une ville où le goût de Duchamp pour les échecs et la spéculation intellectuelle l'aurait fait apprécier d'un Artin, et l'aurait rendu familier de la cour des doges. « Marehad du sel » redonne aujourd'hui à Venise une profondeur et une subtilité qu'on croyait disparues.

HARRY BELLET

► Exposition Marcel Duchamp. Palazzo Grassi, San-Samuele 3231, 30 124 Venise. Tél. : 19-39-41-52-31-580. Ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures. Entrée : 12 000 lire (45 F). Catalogue en italien ou en anglais, astucieusement non paginé (mais complet), 30 000 lire (295 F). Jusqu'au 18 juillet.

PHOTOGRAPHIE

L'œil dans le caniveau

Les reflets aquatiques de la photographie allemande Deidi von Schaeuwen expriment la fragilité des villes

DEIDI VON SCHAEUWEN

à la Maison de l'architecture, à Paris

La séquence s'appelle « Un seul pigeon figorité ». Titre introuvable. La série ne l'est pas moins. Elle a été prise pour cadre, la place Saint-Marc. Du moins ce qu'il en reste. En quatre ou cinq clichés chromes, carrés et bien alignés, Deidi von Schaeuwen noie la piazzetta, le campanile, la basilique, le Palais des doges. Ambiance d'apocalypse. De l'eau partout, en bas et en haut du cadre, et des bâtiments qui vacillent au fond. Seul ce qui est au premier plan, imperturbable, un pigeon semble marcher sur les eaux.

Ailleurs, c'est Amsterdam qui disparaît (ou apparaît) sous les glaces. A Paris, un immeuble haussmannien se dessine dans le goudron, une masse de navets surgit dans la nuit, grasse, teintée de jaune, rose et vert. L'Inde ? Une étoffe ocre et flottante qui sèche sur des marches. Brooklyn ? Des tâches de couleurs vives, une boîte de Coca-Cola dans le caniveau. Et puis la Chine, série la plus

limpide : des silhouettes de vélos, des passants qui les rencontrent et les évitent. Une harmonie de couleurs et de gestes sur fond bleu.

Ces paysages urbains fantasmagoriques, Deidi von Schaeuwen ne les invente pas, ne les retouche pas. Elle les ramasse simplement là où on s'y attend le moins, dans le caniveau. Venise sous les eaux, c'est l'appareil à quelques centimètres de l'eau qui va et vient sur les dalles de pierre. Voilà trente ans que cette Berlinolise installée à Paris mène une double vie : photographie d'architecture réputée, elle réinvente par ailleurs le regard sur la ville. Elle s'est auparavant intéressée aux murs et publicités murales (1961-1977), puis aux échafaudages ou « architectures bâchées » (1967-1992), deux sujets qui ont donné des livres.

« Inlassable globe-trotter », Deidi von Schaeuwen scrute également, depuis près de vingt ans, le sol des villes, les trottoirs, le bitume dont elle présente vingt séries captivantes et convaincantes à la Maison de l'architecture. Les premières séries sont frontales, directes. La photographie s'intéresse à tout ce que l'asphalte peut retenir comme débris, rebuts, marques peintes : « La réalité dans ses ultimes retranchements », dit-elle. Le détournement de sens fonctionne à merveille. Une flèche sur le sol devient sculpture ou tout au plus fond de noir absolu. Les couleurs sont fragilisées, les matières s'enrichissent, vivent.

Mais c'est le travail sur les reflets (pluie, flaque, eau stagnante) qui donne tout son sens aux séries. Loïn des habituels effets de séquence et du travail sur le mouvement, Deidi von Schaeuwen, qualifiée avec raison de « photographe de l'éphémère », utilise plusieurs images pour montrer la fragilité d'un paysage ou d'une rencontre, comment une gouttelette peut altérer la matière lisse d'un bâtiment, d'un visage, et les adosoir à jamais. C'est, aussi, un joli pied de nez à son image, à jamais brouillée, de photographe d'architecture.

MICHEL GUERRIN

► « Les trottoirs de la ville », de Deidi von Schaeuwen. Maison de l'architecture, rue de Chailot, 75116 Paris. Tél. : 40-70-01-65. Jusqu'au 22 mai.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET	LES MOIS MUSICAUX
Théâtre Musical de Paris	du 26/4 : Quatuor
Lundi 26	BRITTEN
Vendredi 30	du 30/4 : RAVEL
Lundi 3	SCHUBERT
3 mai	Grandes Prix
12 h 45	Internationaux
(p.a. Valmède)	du 3/5 : MESSIAH
Werni)	QUARTA
	violin
	RAVEL, PAGANINI
AUDITORIUM	L. HARRELL
CHATELET	violoncelle
Musée de la Ville	C. ORTIZ
Musée de la Ville	piano
15 heures	BEETHOVEN
(p.a. Valmède)	RACHMANINOV
Salle GAVEAU	J.-M. FOURNIER Prod.
Lundi	« Grande Rentrée-Vous »
5 mai	Georges
20 h 30	PLUDERMACHER
(p.a. Valmède)	SCARLATTI, BACH
	BEETHOVEN, CHOPIN
	LISZT, PROKOFIEV

DU JEU. 22 AVRIL AU SAM. 16 MAI 20H30
DIM. 26 AVRIL ET 9 MAI 15H

FIGARO DIVORCE

ODON VON HORVATH

mise en scène Jean-Paul Wenzel

Après le *Marriage de Figaro*, la comédie du désenchantement

2 PL. DU CHATELET - LOC. 42 74 22 77

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Habert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Parallèlement sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-33
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Téléc : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Gira
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tardif.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-33
Téléc : 206.806 F
Téléc : 44-62-78-73 - Société Édition de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composant 36-18 - Taper LEMONDE
ou 36-18 - Taper LM

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-33
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

PL. HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-33 (de 8 heures à 17 h 30)

ÉTRANGER : par voie aérienne
sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous

« LE MONDE » (USPS - period.) is published daily by 500 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Béuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, c/o 1518, Champlain, N.Y. 12919 - 1518. For the subscription service, see 1518 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23451 - 2903 USA.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Je soussigné (je soussignée) reconnais avoir l'obligation d'écrire tous les mois pour me faire connaître en copie de l'abonnement.

301 MON 01 PP, Paris RP

CULTURE

ARTS

Un néo-impressionniste en Flandre

Gand, sa ville natale, rend hommage à Théo Van Rysselberghe qui fut l'un des premiers modernes de la peinture en Belgique

GAND

de notre envoyé spécial

La scène est à Paris, l'été de 1887, 128 bis, boulevard de Clichy. A cette adresse, Georges Seurat a son atelier. Il a peint là *Un dimanche après-midi à l'île de la Grande-Jatte*, qui a été exposé à Paris l'année précédente et le fut à Bruxelles en 1887. Un jeune artiste gantois d'excellente famille nommé Théo Van Rysselberghe, alors âgé de vingt-cinq ans, découvre devant la toile l'esthétique picturale qui le séduira. Il se convertit au néo-impressionnisme avec ferveur, et sans réserve. Il vient à Paris visiter son initiateur Seurat et son alter ego Signac. Il rêve d'exposer avec eux à Paris comme à Bruxelles, aux expositions dites des Vingt, du nom du groupe artistique qui les a fondés en 1884. Il est des leurs, pointilleux sur l'orthographe technique. Il fait *« la division totale »*, écrit-il ainsi à Signac, qui l'en félicite.

Ce qu'il a fait jusque-là, avant 1887, relève d'un réalisme à la Courbet qui s'est ensuite changé en réalisme à la Manet, puis en impressionnisme à la Renoir et Monet confondus. Il a suivi méthodiquement l'évolution de l'art français des trente ou quarante dernières années avec plus d'habileté et d'obédience que d'individualité. La touche a gagné en liberté, la couleur en intensité, le geste en vibration, progressivement, logiquement. Van Rysselberghe n'est pas peintre à hâter les événements ni à prendre le risque d'une expérience dont il ne connaîtrait les

principes et les règles avant de s'y aventurer. Ces précautions méthodiques n'empêchent pas les réussites, fussent-elles dans le genre *Portrait d'une dame en noir*, ceux de Marguerite et Camille Vao Mons citent adroitement Manet, Whistler et Degas; les *Chaloupes de pêche prenant le large* pourraient être de Calabotte. Excellent apprentissage dans le genre moderne que cette période d'avant 1887.

Des procédés perfectionnés

Vieut la révélation. Elle inspire aussitôt un *Village sous un arc-en-ciel* d'une touche floconneuse et flottante, première étape vers la division selon les néo-impressionnistes parisiens. Après un dernier voyage au Maroc, le troisième, il se met au travail et son *Campement près d'une ville marocaine* combine l'orientalisme à la Delacroix et le modernisme de couleurs complémentaires à la Seurat et Signac - plus Signac que Seurat du reste. Le pli est pris, pour un peu plus d'une dizaine d'années. Malgré la mort de Seurat, malgré la vogue des cubistes, Van Rysselberghe n'en démontre pas jusqu'à la fin du siècle, il divise.

Il divise, soit. Mais il divise dans des tableaux, portraits et paysages, qui semblent assez banaux sans cela. La composition, les poses, les accessoires significatifs groupés autour de la figure placée au centre de la toile, tout cela n'est pas neuf. Une amie peintre se tient debout, palette et pinceau à la main. Une

musicienne rêve, de profil, devant un harmonium. Un homme important croise les bras au centre de son salon. Un autre présente ses gants, son chapeau et sa rose au spectateur ébahi par tant de dignité compassée. De distance, d'ironie, point de trace. Van Rysselberghe, portraitiste dans la tradition nordique, représente ses modèles au moyen de procédés soigneusement perfectionnés. S'il avait été contemporain de Hals plutôt que de Seurat, il aurait aimé le noir et les touches « bâchées » et se serait appliqué à peindre désolé.

Paysagiste dans la tradition hollandaise, il compose ses vues de campagne selon les règles recommandées par Hobbema et Van Goyen, symétrie des peupliers de part et d'autre d'un canal, monnaie sur oie botte, les ailes en croix, prairies au bord de la mer, églises au moyen de quelques vaches. Là encore, naturellement, il divise. Pourquoi pas ? Une marine de Bretagne, paisiblement ensoleillée, et un estuaire de l'escarpement se comparant sans souffrir aux falaises normandes et au chenal de Grave-lines de Seurat, même si Van Rysselberghe ne se hasarde pas à imiter. Les contrepoints d'horizontales et d'obliques qui, chez son maître, découpent l'espace en triangles coéventrés. D'autres toiles, exécutées à Saint-Tropez, rendent hommage à Signac au mythe d'irisations roses et pourpres.

Ce mixte de conventions et de néo-impressionnisme culmine dans deux grands toiles nobles, un portrait de groupe et une allégorie. Le

premier est demeuré célèbre dans l'histoire de la littérature parce qu'il réunit autour de Verhaeren l'une de ses œuvres des écrivains aussi illustres que André Gide et Félix Fénéon. C'est du Fantin-Latour corrigé par un pointillisme aimablement décoratif. Gide appuie mélancoliquement son large front de penseur dans sa main et Fénéon fume et s'ennuie - on ne sait si c'est à cause de ce qu'il entend ou à l'idée d'être portraituré de la sorte. Quant à l'allégorie, elle répond au doux titre symbolique de *L'Heure embrasée*. En 1897, près de Saint-Tropez, une douzaine de jeunes femmes rousses rafraîchissent leurs anatomies dans les ondes d'une crique au crépuscule. Elles ne craignent sans doute ni les indiscrets ni les promeneurs puisqu'elles ignorent l'usage du costume de bain et tirent leurs nudités dans une lumière rose-violette. Sur le même motif, Malraux a peint sept ans plus tard *Luxe, calme et volupté* et la comparaison n'est pas très favorable à son prédécesseur gantois.

Ce furent là ses derniers feux. Vers 1900, Van Rysselberghe est honorablement connu, il vit bien, il voyage, il passe ses étés au France. En 1910, il s'installe près du Lavandou où un autre disciple de Seurat, Henri-Edmond Cross, a longtemps vécu. Il peint de moins en moins dans un style plus fluide. La division cesse d'être de règle. Du néo-impressionnisme, il revient par petites étapes à l'impressionnisme. Par une discussion fort opportune, l'exposition ne s'arrête pas sur ces ultimes décadences.

PHILIPPE DAGEN

Musée des beaux-arts, Citadelpark, Gand. Tél.: (19) 32-91-22-17-03. Jusqu'au 6 juin.

LETTRES

Spécialiste de la sociologie du travail et de l'art de la guerre

Pierre Naville est mort

D'abord surréaliste, ancien militant communiste, spécialiste de Trotski et éditeur de Clausewitz, auteur d'une œuvre où se mêlent la psychologie sociale, la théorie politique et la stratégie, Pierre Naville est mort le samedi 24 avril à Paris, à-t-on appris lundi 26. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

« La poésie avait réponse à tout », disait Pierre Naville il y a cinq ans (1) en parlant du surréalisme naissant. « Le surréalisme apparaît alors comme un champ d'expérience plus large que la littérature proprement dite », Naville avait réécrit Philippe Soupault en 1922, alors qu'il étudiait la philosophie à la Sorbonne. Il sortait, dira-t-il dans ses *Mémoires imparfaites* (La Découverte, 1987), d'une enfance et d'une adolescence bourgeoises plutôt glorieuses, « à l'abri du monde militaire », son père étant Suisse de Gex. Il interrompra alors ses études, qu'il ne reprendra qu'à l'âge de trente-huit ans. Il collabora ensuite à plusieurs revues d'avant-garde, dont *L'Enfer dur*, avant de prendre la codirection, avec Benjamin Péret, des trois premiers numéros de la *Révolution surréaliste*.

En 1925, Naville s'oppose à André Breton sur la question de l'engagement politique du groupe surréaliste. Militant communiste, il propose à ses amis de prendre résolument la voie révolutionnaire. Breton, à la même époque, réaffirme alors que « la flamme révolutionnaire brûle où elle veut » (*Légitime défense*, 1926). A partir de cette date, Naville devient un militant politique que n'ontressouté plus beaucoup « les querelles d'écrivains ».

Collaborateur de *Clarté* en 1926, il rencontre Trotski (dont il restera toujours un compagnon) à Moscou l'année suivante et participe à la fondation de la IV^e Internationale. Il est exclu en 1928 du Parti communiste français.

Fait prisonnier en 1940, il est libéré en 1941 et se consacre alors à ses travaux scientifiques, portant notamment sur la sociologie du travail, discipline dont il est un des fondateurs, et sur la psychologie du comportement, dans une perspective antifreudienne. En 1947, il devient directeur de recherches au CNRS et travaille, avec Georges Friedmann, au Centre d'études sociologiques; avec ce dernier, il publie un *Traité de sociologie du travail* (Armand Colin, 1962).

Son intérêt pour le travail humain et la psychologie se retrouve dans son livre majeur, commencé avec sa thèse d'état soutenue en janvier 1956, *De l'aliénation à la jouissance*. Cet ouvrage, le *Nouveau Léviathan*, comporte huit volumes (Aristotès, Gallée). Il a écrit une trentaine d'essais parmi lesquels *D'Holbach et la philosophie scientifique au dix-huitième siècle*, *La Science du comportement*, *Vers l'automatisme social* (tous trois chez Gallimard). En 1955, il édite *De la guerre de Clausewitz* (éd. de Minuit) avec sa femme, Denise Naville, qui en est la traductrice. D'une manière plus générale, il s'intéresse aux théoriciens et stratèges de la guerre dont Son Tse, le maréchal de Saxe et T.E. Lawrence. Plusieurs livres, sur la guerre et la révolution, le pouvoir militaire au Portugal, témoignent de cet intérêt.

Des polémiques l'opposent à Jean-Paul Sartre, contre lequel il publie, en 1956, un pamphlet, *Intellectuel communiste*. Ce dernier, dans *Les Temps modernes*, voyait son adversaire « s'inscrire comme un monothéisme... » (*Situations VII*). Dans ses *Mémoires imparfaites*, Pierre Naville traitait les « existentialistes d'aujourd'hui » de « piètres barbouilleurs ». Retour sur les « querelles d'écrivains » ?

P. K. et Jo. S.

(1) Entretien avec Christian Descamps dans le Monde daté 28-29 mars 1982.

CORRESPONDANCE

La controverse sur l'informatisation de la Bibliothèque de France

Nous avons reçu d'Hélène Waysbord, déléguée scientifique de la Bibliothèque de France, la lettre suivante :

Dans un article intitulé « La TGB et les papiers », paru dans le Monde en date du 21 avril, Emmanuel de Roux a largement donné la parole à une certaine « Association des lecteurs de la Bibliothèque de France », bien que celle-ci ne réponde, comme le précise l'auteur, qu'à une poignée de chercheurs et d'universitaires. La mise en cause du programme informatique de la Bibliothèque de France contenu dans cet article, reposant sur un ensemble d'assertions sans fondement, voire de contre-vérités, appelle les rectifications et précisions suivantes.

« La future Bibliothèque de France semble agir comme si tout était à inventer dans ce domaine... »

En fait, des échanges ont été engagés dès le début du projet en 1990 et se poursuivent entre l'équipe informatique de la Bibliothèque de France et les bibliothèques étrangères : Bibliothèque du Congrès, Deutsche Bibliothek, British Library, ainsi que l'ensemble des bibliothèques de Californie auxquelles l'article fait allusion.

« Les retards s'accumulent... »

En fait, la phase de conception informatique s'achève dans les délais conformes au calendrier global de l'opération, présenté en septembre 1992 aux tutelles de l'Etablissement - ministère de la culture et secrétariat aux grands travaux - ainsi qu'à André Miquel, président de la commission chargée d'une expertise sur le projet.

L'appel d'offres engageant la phase de réalisation a été lancé selon l'échéancier prévu, et les dossiers de consultation parviendront aux entreprises retenues dès la mi-mai.

« Le cahier des charges existe à peine... »

En fait, le cahier des charges informatique comporte plus de 6 000 pages de spécifications détaillées, sans parler des prototypes réalisés.

« On s'interroge sur le choix des matériels alors qu'il faut choisir des programmes... »

En fait, l'appel d'offres en cours porte sur la réalisation informatique, c'est-à-dire essentiellement sur le choix et la fourniture des logiciels, alors que l'appel d'offres pour l'équipement, c'est-à-dire le choix et l'installation de l'ensemble des matériels, sera lancé, lui, au premier semestre 1994.

« La Bibliothèque de France sera, à terme, marginalisée... »

En fait, dès le début de la conception informatique, les normes classiques d'échanges d'information entre

bibliothèques ont été adoptées, notamment le format NIMARC, ainsi que la compatibilité avec les grands réseaux internationaux de communication entre les bibliothèques tels que Internet, OCLC, RLIN.

« ... Il n'est prévu à Tolbiac, pour l'instant, que 18 bornes informatiques... »

En fait, plus de 200 postes informatiques seront installés dès l'ouverture de la Bibliothèque de France, dans les seuls départements thématiques de recherche.

« La numérisation des textes... se réduit comme une peau de chagrin. Après avoir parlé de 500 000 volumes, puis de 300 000, on en est maintenant à 50 000... »

Soulignons que le programme de numérisation constitue l'une des innovations radicales de la Bibliothèque de France. Ce programme établissait au départ l'objectif à 300 000 ouvrages numérisés, et on a 500 000. Compte tenu des contraintes légitimes de droit sur ces ouvrages et d'accès aux fonds, le moyen original de la collection numérique constitué pour l'ouverture comprendra 100 000 ouvrages numérisés. Cette collection ne cessera ensuite de s'agrandir par la numérisation d'ouvrages originaux. Il est par ailleurs acquis que les produits d'édition disponibles tels que le *Thesaurus Linguae Graecae*

(Il était normal de donner la parole à des universitaires et des chercheurs, peut-être même, eux aussi, par la conception développée auprès par Elisabeth Badinter (« Tout, tout de suite »), mais dans la familiarité avec l'information appliquée aux bibliothèques n'est pas sans intérêt.

Elle n'est pas sans intérêt parce que ce point de vue des utilisateurs « ne représente qu'un aspect » est capital lors de l'ouverture au public de la Grande Bibliothèque. Or cette ouverture, on le sait, est liée à l'avancement de son projet informatique. Le 15 octobre dernier, la Bibliothèque nationale faisait savoir son inquiétude quant au déroulement des opérations. Elle avait que l'établissement public (EPBF) avait « trop longtemps fait table rase de l'existant » et que « les études engagées prioritairement par l'EPBF (...) ont entraîné une perte de temps certaine. L'élaboration ayant été traitée avant le cœur du sujet ». Hélène Waysbord ne pouvait ignorer les conclusions de la BNF, qui indiquent : « Tel qu'il est prévu aujourd'hui, la recette définitive fin 1995 et mise à disposition du public début 1996, le calendrier du projet informatique ne paraît pas pouvoir être tenu... (...) Une des conséquences du retard prévisible est l'obligation pour la Bibliothèque nationale d'ouvrir dès à présent une solution de rechange pour prendre la relève de son système GLAC qui atteindra ses limites en 1995. »

Hélène Waysbord indique que « la phase de conception informatique s'achève dans les délais conformes au calendrier global de l'opération ». Cette phase,

auquel l'article fait allusion, seront également accessibles et complèteront la collection constituée par la Bibliothèque de France elle-même. Ainsi, plusieurs collections sont en cours, portant sur des fonds électroniques comme le *Trésor de la langue française*, constitué par l'INALF.

Rappelons que l'établissement public de la Bibliothèque de France a conduit son projet informatique, dont l'auteur souligne à juste titre l'importance, en concertation avec les responsables de la Bibliothèque nationale et sous le regard particulièrement attentif de ses tutelles ministérielles, de son conseil scientifique, et du Conseil supérieur des bibliothèques, puis de la commission Miquel. On voit mal comment de telles instances auraient pu cautionner collectivement et successivement de telles erreurs.

Tous les aspects de ce dossier sont au reste bien connus d'Emmanuel de Roux. Régulièrement informé, ce dernier assistait en particulier à la conférence de presse donnée le 18 septembre dernier par l'établissement et la société Cap-Sex, maître d'œuvre pour la conception informatique. On s'ennuiera donc d'autant plus de l'existence et de la légitimité soudain accordée à une poignée de chercheurs et d'universitaires « ne représentant qu'eux-mêmes ».

confiée à la société Cap-Sex, devait initialement se dérouler du 1^{er} février au 30 novembre 1992. Elle s'est terminée, en fait, le 30 avril 1993. Si le cahier informatique comporte « plus de 6 000 pages » - 8 000, en réalité, - et si un gros travail conceptuel a été accompli, on ne reproche de ne pas avoir résolu les problèmes techniques et d'aboutir à des spécifications trop générales pour passer à la réalisation dans les délais impartis. Le manque des documents rendant compte de la disposition du public devant être l'une des grandes innovations de la Grande Bibliothèque, selon le rapport fondateur Cahier-Miquel. On parlait à l'époque de plus de 600 000 documents. En 1991, ce chiffre fut ramené à 300 000. Aujourd'hui, Hélène Waysbord parle de 100 000. Mais, ce total incluant le transfert des 60 000 microformes existant déjà à la BNF, c'est donc 40 000 nouveaux documents que les lecteurs de la Grande Bibliothèque auront à leur disposition.

Enfin, si la concertation avec la BNF a été largement entamée, après des débats constructifs, « trop court » encore, note l'auteur du rapport de la BNF, les personnels de la Bibliothèque nationale sont mis à contribution pour donner de l'information sur leur participation à la décision. Si le débat sur l'architecture de la Grande Bibliothèque est clos, comme le faisait remarquer le président de l'EPBF, Dominique Jonest, celui sur son informatisation reste largement ouvert. Ce n'est pas faire injure au dévouement de l'établissement que de le constater. - E. de R.]

Pascal BERNARDIN en accord avec BCL Group présente

U2 ZOO TOUR



NANTES
26 MAI
STRASBOURG
23 JUIN
PARIS
PREVU FIN JUIN
MARSEILLE
14 JUILLET

STADE DE LA BEAUJOIRE
STADE DE LA MEINAU
DATE ET LIEU EN ATTENTE
STADE VELODROME



Locations :
FNAC, VIRGIN,
POINTS HABITUELS
ET SUR MINTEL 3615
CODE NRJCLUB

POUR COMMANDER LA FREQUENCE NRJ DE VOTRE VILLE, TAPÉZ 3615 CODE NRJ RUBRIQUE STA

ÉCONOMIE

BILLET

Le cadeau budgétaire canadien

Pour son neuvième et dernier budget, à huit mois au plus d'élections générales, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney a choisi l'attentisme. La Canada est pourtant plongé - autant sinon plus que les autres pays industrialisés - dans une crise grave de ses finances publiques. Alarmés par le poids d'une dette publique qui, provinces comprises, représente 90 % du produit intérieur brut (PIB) - un triste record seulement battu par l'Italie - les milieux d'affaires canadiens préconisaient de sévères restrictions. Pourtant, le budget 1993-1994, présenté lundi 26 avril, n'augmente pas les impôts, réduit peu les dépenses, préfère tabler sur d'optimistes hypothèses de reprise économique pour arranger les choses.

Le déficit de l'année budgétaire qui s'est terminée le 31 mars a failli battre un record historique avec 35,5 milliards de dollars canadiens (152 milliards de francs), soit 5 % du PIB. Pour le budget couvrant la période 1^{er} avril 1993-31 mars 1994, le déficit prévu est à peine moindre : 32,8 milliards de dollars canadiens.

Est-ce pour donner le change, faire croire à une austerité accrue ? La tradition veut que le ministre des finances porte des chaussures neuves pour présenter son budget au Parlement. Lundi, M. Mulroney a ébouriffé de vieux souliers usés. Son budget retranche certes 1 milliard de plus aux dépenses 1993-1994, par rapport au programme d'austerité présenté le 2 décembre dernier. Mais le tiers seulement de cette somme est réellement gagné et la part des économies dans les dépenses de fonctionnement du gouvernement. Le reste relève d'artifices comptables qui ralentissent les dépenses et accélèrent les rentrées d'argent. Le budget 1993-1994 est tout de même présenté comme le premier d'un plan quinquennal censé comprimer de 30 milliards les dépenses fédérales afin de ramener le déficit 1997-1998 à 8 milliards de dollars canadiens (34 milliards de francs). Mais ce plan repose sur l'hypothèse d'une conjoncture économique radicalement meilleure en 1998, une inflation très faible (1,6 % par an). Il suppose aussi la suppression - qui reste à négocier avec les syndicats - de 18 500 des 230 000 postes de fonctionnaires ainsi que de fortes baisses des subventions aux chemins de fer, au réseau de radio-télévision public et de la participation fédérale aux programmes provinciaux de développement régional. Toutes mesures qui restent évidemment à la charge du prochain gouvernement. Joli cadeau.

Les conservateurs se posent en champions de l'orthodoxie budgétaire. Après huit ans de pouvoir, ils n'auront pas réussi à ramener le déficit sous la barre des 30 milliards de dollars.

CATHERINE LECANTE

Hausse des prix de détail de 2,2 % en un an

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,5 % en mars par rapport à février, l'indice calculé sur la base 100 en 1990 s'étant inscrit le mois dernier à 107,6 contre 107,1 en février. Sur un an (mars 1993 comparé à mars 1992), la hausse des prix de détail est de 2,2 %.

La hausse des prix des produits alimentaires a été de 1 % en mars par rapport à février, conséquence du temps froid et de la nouvelle méthode de prise en compte des prix des fruits et légumes frais (les relevés sont insérés tels quels dans l'indice alors qu'ils étaient supé-

rieurs l'année dernière). Mais sur un an, l'alimentation est complètement stable.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé augmentent de 0,6 % en un mois et de 1,4 % en un an. Pour les services du secteur privé, la hausse atteint 0,3 % par rapport à février et 4,4 % par rapport à avril 1992.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 0,4 % en mars et de 0,7 % en un an. Les prix des services de santé, restés stables en mars, sont en hausse de 1,8 % sur un an.

Hanoï espère un nouvel assouplissement de l'embargo américain

Le Vietnam a un pressant besoin de crédits internationaux

Un plan français de règlement des arriérés dus par le Vietnam au Fonds monétaire international sera de nouveau avancé, cette semaine, à l'occasion de la réunion du FMI et de la Banque mondiale à Washington. Mais, sous la pression de leur opinion publique, les États-Unis pourraient continuer de s'y opposer à la suite d'une nouvelle controverse sur les disparus américains pendant la guerre du Vietnam (le Monde du 15 avril).

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Sans attendre la levée d'un embargo économique américain imposé à l'ensemble du pays en 1975, renforcé en 1979 et légèrement assoupli l'an dernier, le Vietnam a relancé son économie. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale de développement (BAD), le taux d'expansion a été de 8,3 % en 1992, contre 6 % l'année précédente. La BAD prévoit que ces taux de croissance seront maintenus : 7,5 % en 1993 et 8,2 % en 1994. Le taux d'inflation (680 % en 1986, avant l'application de réformes économiques) a été ramené à 17,5 % l'an dernier et, toujours selon le même rapport, devrait être contenu (14 % cette année et 12 % en 1994). En outre, pour la première fois depuis la victoire communiste de 1975, la balance commerciale a connu un léger excédent en 1992, en raison d'une forte augmentation (50 %) des exportations pétrolières.

Bien que privé, depuis 1991, d'une aide économique de l'ancien bloc soviétique, évaluée à 1 milliard de dollars (environ 5,4 milliards de francs) par an, le Vietnam a donc réussi à réorienter son économie et son commerce extérieur. Par exemple, la libéralisation des prix s'est faite, de façon durable, le

troisième exportateur mondial de riz derrière les États-Unis et la Thaïlande : pendant le premier trimestre de cette année, Hanoï a déjà exporté 440 000 tonnes de riz, soit le double des exportations réalisées pendant la même période de 1992. Le Vietnam a trouvé, surtout dans la région, de nouveaux partenaires commerciaux : Singapour, le Japon, Taiwan, Hongkong et la Corée du Sud, pour citer les plus importants. Enfin, les investissements étrangers (pour près de 2 milliards de dollars mis en œuvre fin 1992) commencent à jouer un rôle dans la relance d'une économie dont les ressources humaines sont l'atout principal (71 millions d'habitants) : main-d'œuvre très bon marché, facile à qualifier.

Les handicaps demeurent énormes : poids du bureaucratisme, infrastructures insuffisantes, désastre écologique, démographie galopante (plus de deux millions de jeunes jetés sur le marché du travail chaque année). Le revenu annuel par habitant est encore inférieur à moins de 1 000 francs par mois, et le produit national brut (PNB) n'y atteint pas le tiers de celui des Philippines. Sans attendre la reprise de relations économiques avec les États-Unis, le pays a donc mis en œuvre une stratégie de développement par la croissance forte d'un accès aux organismes internationaux de crédit.

Les grands projets d'infrastructures

Les autorités vietnamiennes estiment, pour leur part, qu'elles devront notamment disposer d'ici à l'an 2000, de 25 milliards de dollars de crédits et d'investissements étrangers pour maintenir un rythme de croissance annuel de 7,5 % et, ainsi, à peu près doubler le PNB (produit national brut) en sept ans.

Le Vietnam, dont la dette extérieure est évaluée à 4,6 milliards de dollars, doit donc, avant tout, accéder

aux crédits internationaux, seuls susceptibles de financer les indispensables grands projets d'infrastructures : ports, aéroports, routes, chemins de fer, électricité, communications.

Certes, l'embargo américain n'est plus respecté par de nombreux pays : le Japon a repris son aide à l'en dernier et s'est engagé, en mars, à financer le développement des infrastructures ; la France, à l'occasion de la visite de François Mitterrand en février, a porté son enveloppe à près d'un demi-milliard de francs ; la Suède est le troisième donateur, avec environ 50 millions de dollars par an.

Ces aides et crédits bilatéraux sont malgré tout insuffisants. A la fin de l'an dernier, les États-Unis se sont engagés sur la voie d'une levée de l'embargo en autorisant les sociétés américaines à ouvrir des bureaux au Vietnam et à y recruter du personnel local, mais sans droit de réaliser des contrats. La levée de l'embargo - ou son non-renouvellement annuel qui doit se faire en septembre - est donc plus qu'une question de temps. Un premier signe positif serait que Washington ne s'oppose plus au règlement selon le montage proposé par Paris avec l'appui, cette fois, de Bonn et de Tokyo, du léger arriéré vietnamien (140 millions de dollars) à l'égard du FMI, ce qui permettrait à Hanoï, dans un premier temps, d'accéder à des crédits stand-by d'un montant de 300 à 400 millions de dollars et, par la suite, de renouer également avec la Banque mondiale et la BAD.

Pour la Maison Blanche, le problème est d'abord politique. La dernière controverse sur les disparus de la guerre du Vietnam a soulevé une nouvelle levée de bouillottes. Le président Clinton se retrouve donc sur la défensive.

JEAN-CLAUDE POMONTI

ditionner les taux d'intérêt réels élevés, l'affaiblissement de la confiance des consommateurs, la persistance de turbulences sur les marchés des changes et les incertitudes liées à la mise en place des dispositions du traité de Maastricht pour retarder la reprise dans cette partie du monde.

Pour l'ensemble des pays industrialisés, les économistes du Fonds tablent sur une croissance limitée à 1,7 % en 1993 et à 2,9 % l'année suivante. Elle devrait s'établir à 2,2 % cette année et 3,4 % en 1994 pour l'économie mondiale. L'amélioration devrait provenir des pays en voie de développement avec un taux de croissance de 5 % en 1993 et autant l'année suivante, à peine inférieure à celui de 1992 (6,1 %). Mais cette moyenne cache, à l'arrière-plan, d'importantes disparités. Face au boom de la Chine qui connaît une croissance dans cette catégorie (8,3 % contre 12,8 % en 1992) et aux bons résultats prévisibles de la Thaïlande (7,8 % après 7,5 % en 1993), et de certaines nations du Proche-Orient, de nombreux pays africains et d'Amérique latine devront se contenter de croissances inférieures de moitié à ces pourcentages.

Les pays dits « en transition », à savoir l'ancienne Union soviétique et ses ex-satellites, engagés dans un difficile passage de l'économie socialiste à une économie de marché, s'annoncent comme les grands perdants avec une « croissance négative » de 8,8 % cette année alors que le PIB de ces pays avait déjà régressé de 15,5 % en 1992 et de plus de 10 % l'année précédente. Si les pays baltes, la Pologne et les deux pays qui composent désormais l'ex-Tchécoslovaquie réussissent à limiter les déficits, c'est bien sûr la Russie qui figure déjà en queue de peloton. Cette année, la production devrait baisser de 11,8 % pour la Fédération de Russie, ce qui pourrait apparaître comme un moindre mal après l'effondrement de 18,5 % enregistré en 1992. « Les conclusions de cette première étape de la transition (dans ces pays) démontrent l'importance cruciale d'établir un lien entre des réformes structurelles, une stabilisation macroéconomique et une transformation réussie du tissu économique », souligne le rapport du FMI. Sans expliquer vraiment comment il est possible de mener de front les composantes de cet ambitieux programme en un laps de temps nécessairement court.

SERGE MARTI

Conscience de l'ampleur de la récession

La Bundesbank pourrait accélérer sa politique de baisse des taux d'intérêt

Compte tenu d'une récession plus profonde que prévu, la Bundesbank, la banque centrale allemande, devrait poursuivre, voire accélérer sa politique de réduction de taux d'intérêt à court terme, explique ce substantiel son président, Helmut Schlesinger, dans un entretien accordé lundi 26 avril au quotidien International Herald Tribune et publié dans son édition du 27 avril. Revenant sur la baisse surprise des taux décidée jeudi 22 avril, M. Schlesinger déclare : « Il est clair que si les problèmes changent, les solutions doivent changer aussi. »

Visiblement, si la lutte contre l'inflation reste toujours la priorité de l'institut d'émission allemand, l'effondrement actuel de la conjoncture préoccupe de plus en plus Francfort. « Ce n'est pas notre philosophie qui a changé, ce sont les circonstances », explique-t-il, ajoutant : « La situation économique est devenue plus difficile qu'au

cours du second semestre de l'an passé. Nous observons une forte baisse des commandes en Allemagne - même si les commandes en provenance de l'étranger ont légèrement crû au cours des derniers mois - une chute de la production industrielle et un marché du travail faible. » Dans la politique de réduction des taux, « nous devons prendre ces éléments en considération car cela signifie que l'inflation est une préoccupation moins immédiate. »

Interrogé sur la coïncidence entre la réduction des taux du jeudi 22 avril et la rencontre, le même jour, entre M. Kohl et M. Balladur, M. Schlesinger ironise en affirmant que « la Bundesbank est tellement indépendante qu'elle peut même prendre des décisions au moment qu'elle juge opportun, alors même que certains commentateurs y voient un signe de sa perte d'indépendance. »

Avec un cours en dessous de 5,30 F

La remontée du dollar paraît compromise

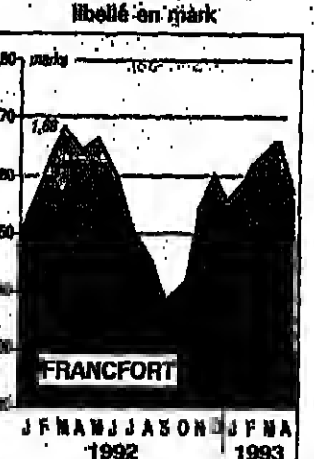
Programmée à la fin de l'année dernière comme « inévitable et bienvenue » (le Monde du 10 novembre 1992), la remontée du dollar paraît bien compromise du moins dans l'immédiat : ses cours viennent de retomber en dessous de ceux du 31 décembre 1992 à moins de 1,57 DM et 5,30 F, après une pointe à 1,67 DM et 5,66 F le 12 mars. Pour l'instant, le billet vert ne fait pas recette et les opérateurs qui jouaient à la hausse commencent à se lasser.

De bonnes raisons, pourtant, justifient cette remontée de la devise américaine, tombée le 3 septembre 1992 à son plus bas cours historique à Francfort (1,3895 DM, 4,73 F à Paris). Tout d'abord, l'écart entre les rémunérations offertes aux capitaux de part et d'autre de l'Atlantique, bien plus élevées à Francfort (7,30 % à dix ans, 9,75 % à court terme) qu'à New-York (respectivement 6,80 % et 3 %), était appelé à se réduire, diminuant ainsi l'attrait pour les placements libellés en marks. Le phénomène s'est sans doute produit, pas sur le long terme, où l'écart entre les 6,60 % allemands et les 5,92 % américains de ces jours-ci s'est plutôt creusé, mais bien sur le court terme (8,10 % à Francfort, toujours 3 % à New-York).

Certes, l'accord en question s'est réduit, passant de 6,75 points à 5 points, mais il reste toutefois encore appréciable. Ensuite, l'analyse macroéconomique montrait qu'aux États-Unis la reprise de l'économie était en marche, tandis que l'Europe s'effondrait dans la dépression. Or, à l'heure actuelle, si effectivement l'Europe s'enfonce à un rythme plus rapide que prévu, la croissance américaine, après un rebond, marque le pas. Le recul de 3,7 % des commandes de biens durables en mars aux États-Unis, le plus fort depuis décembre 1991, a jeté un froid sur les marchés, de même que l'échec subi par le président Clinton pour faire adopter

son plan de relance par le Sénat. Signe patent de désaffection, le dollar ne s'est apprécié que de 1 pennig pendant quelques heures, après l'annonce, jeudi, d'une diminution des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, pour retomber aussitôt après. Il a accentué son repli au début de cette semaine sur les résultats du référendum lancé par Boris Eltsine, dont le succès éloigne pour l'instant la menace d'événements graves en Russie et atténue le

Le cours du billet vert libellé en mark



caractère de valeur refuge traditionnellement attaché au dollar.

Pour les Européens, la faiblesse relative du billet vert n'est pas sans conséquence. Si elle limite le coût de leurs importations d'hydrocarbures, elle pénalise leurs industries exportatrices, qu'affaiblit l'ultra-compétitivité donnée aux entreprises américaines par la sous-évaluation de leurs devises (au moins 20 %).

FRANÇOIS RENARD

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

• Produit intérieur brut : + 0,2 % au premier trimestre. - Le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne a progressé de 0,2 % au premier trimestre 1993 par rapport au quatrième trimestre 1992. Sur un an (premier trimestre 1993 comparé au premier trimestre 1992), la progression est de 0,6 %. Déjà le PIB avait progressé de 0,2 % aux troisième et quatrième trimestres 1992. Mais ce n'est qu'au quatrième trimestre 1992 qu'a été enregistré un taux positif d'évolution sur un an (+ 0,1 % contre - 0,3 % au troisième trimestre 1992 par rapport au troisième trimestre 1991). Ainsi se confirme la fin de la récession en Grande-Bretagne. Une récession qui selon les chiffres aura été la plus longue depuis la crise des années 30 mais pas la plus sévère : au cours de la récession de 1979-1981, le PIB avait reculé de 8,2 points entre son point haut et son point bas alors que la recul a été de 3,8 points entre la deuxième trimestre 1990 et le deuxième trimestre 1992.

• La FAO dénonce l'insuffisance des investissements ruraux dans le monde. - L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dénonce dans un communiqué diffusé lundi 26 avril l'insuffisance de l'investissement rural à l'échelle mondiale et déplore que « le soutien à l'agriculture et à l'agriculture dans les pays en développement soit en

déclin, après avoir atteint un sommet en 1986 ». Edouard Saouma, directeur général de la FAO, dont le siège est à Rome, a stigmatisé comme signes d'insuffisance de ces efforts : la dégradation des terres et des forêts, le délabrement des systèmes d'irrigation et des infrastructures rurales, la pénurie de détail et le faible financement des services de recherche et de vulgarisation.

ÉCONOMIE

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

L'assemblée annuelle de la BERD à Londres

La Banque européenne veut aider les PME de l'Est

L'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui s'est ouverte lundi 26 avril à Londres, a été marquée par le souci des participants de souligner l'interdépendance économique entre les pays industrialisés et ceux de l'Europe de l'est, ainsi que par l'« affaire » du financement interne de la BERD (le Monde du 27 avril).

LONDRES

de notre correspondant

Les premiers résultats du référendum en Russie étaient de bon augure au moment où s'ouvraient les travaux de la BERD. On imagine sans peine quel effet négatif aurait eu un « non » au plébiscite demandé par Boris Eltsine, alors même que les pays industrialisés se sont engagés à soutenir financièrement le processus de réformes dont il est le champion. Or, en un sens, l'approbation populaire obtenue par le président russe justifie, comme l'ont souligné le premier ministre britannique, John Major, et le ministre allemand des finances, Theo Waigel, l'aide économique des pays occidentaux et, de

facto, le rôle joué par la Banque européenne pour favoriser la transition des pays d'Europe de l'est vers l'économie de marché.

Au-delà de la forme et du rythme que doit prendre cette aide, son principe fait l'objet d'un consensus, que l'on peut résumer ainsi : la croissance des économies des pays industrialisés (notamment européens) est, dans une large mesure, dépendante de l'affirmation de celles des pays d'Europe de l'est. M. Major a insisté sur cette véritable « révolution » que représente le cheminement des anciens pays du bloc communiste vers l'économie libérale : « Nous avons un devoir moral clair et inéluctable, a-t-il indiqué, qui est de démontrer pratiquement notre solidarité avec ceux qui ont vécu sous le communisme, qui ont eu le courage de le renverser et qui paient maintenant le prix de ses ravages politiques et économiques ».

« Le pire reste possible »

M. Major estime que ce soutien économique doit s'accompagner d'une intégration politique des pays d'Europe de l'est au sein de l'union européenne « comme membres à part entière ». Tout le monde ne partage pas cette priorité britannique en faveur de l'éclaircissement de la Communauté, et les impératifs d'ordre commercial ne constituent pas, d'au-

tre part, l'unique raison du soutien occidental. Si les institutions des pays d'Europe de l'est ne sont pas stabilisées, « le pire reste possible », rappelle le président de la BERD, Jacques Attali. « Le monde ne doit pas oublier que l'est reste l'un des principaux réservoirs d'armes du monde. Sans institutions stables, a-t-il souligné, tout cela peut encore se défaire : les vingt-cinq pays de l'est pourraient, dans le pire des hypothèses, devenir cinquante, dont quinze seraient des puissances nucléaires ».

L'enjeu ne faisant guère de doute, reste à adapter la méthode choisie, celle de la libéralisation économique. Or, confrontée à des demandes pressantes, la Banque européenne est notamment critiquée en raison de la faiblesse et de la lenteur de ses déboursés. Victor Geraschenko, président de la Banque centrale de Russie, a dressé sur ce point un réquisitoire sévère, soulignant que les crédits reçus par son pays d'ont pas dépassé le « montant désiré » de 6,3 millions d'euros (1), soit, a-t-il précisé, 8 % seulement des opérations financières de la Banque européenne. Cette mise en cause rejoignait la question plus générale du rôle que, statutairement, oblige la BERD à consacrer 60 % de ses interventions au profit du secteur privé.

Etant donné l'insuffisance des infrastructures économiques dans la plupart des pays d'Europe centrale et

orientale, cette répartition entre les secteurs privé et public se révèle irréaliste. Au nom de la France, Edmond Alphandery, le ministre de l'économie, a estimé que bien que cette règle doive être maintenue, une certaine « flexibilité » est nécessaire. Les gouverneurs de la Banque européenne pourraient se mettre d'accord sur un assouplissement du système, sans pour autant engager une réforme statutaire. Plusieurs participants ont, d'autre part, approuvé le principe de la création d'un fonds pour les PME en Russie. M. Attali a souligné que la Banque européenne pourrait ainsi « prendre davantage de risques dans le financement des entrepreneurs de ce pays ».

M. Waigel, président du conseil des gouverneurs de la BERD, a offert dans ce domaine les services et l'expérience des institutions bancaires allemandes au profit de l'établissement de PME dans l'ex-RDA. La question des coûts d'installation et de fonctionnement élevés de la BERD a été évoquée par la plupart des intervenants, mais les critiques visant M. Attali ont été, dans l'ensemble, modérées. M. Major et Waigel se sont contentés de souligner que l'argent des contribuables soit dépensé avec prudence.

LAURENT ZECCHINI

(1) Un écu vaut actuellement 6,50 francs.

DISTRIBUTION

L'OPA de Gehe n'étant plus autorisée

La Cooper lance une contre-OPA sur l'Office commercial pharmaceutique

Depuis le 16 février, l'Office commercial pharmaceutique (OCP), premier répartiteur français et européen, fait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) amicale de la part de son homologue allemand Gehe. Simultanément, une contre-OPA était à l'étude à l'initiative de la famille Bourelly, principal actionnaire de l'OCP (15 % du capital), avec l'aide de la Coopération pharmaceutique française, du Crédit commercial de France, de la Banque de l'union européenne (BUE). Cette contre-offre a été officiellement déposée lundi 26 avril auprès des autorités boursières sur la totalité du capital au prix de 865 francs par titre, soit 8 % de plus que l'offre allemande.

Il aura fallu un mois à Pierre Bourelly, principal actionnaire – et ex-secrétaire de Jean-Pierre Duché, ancien PDG de l'Office commercial pharmaceutique (OCP) – pour donner consistance à une rumeur qui se faisait de plus en plus insistante (le Monde daté 28-29 mars). La surprise vient moins du dépôt de cette contre-offre, que du tour de table qui la compose. On savait que le projet mis au point par Jean-Pierre Duché avec l'allemand Gehe n'avait pas les faveurs de la famille Bourelly, en raison notamment de la brèche dont allait profiter le répartiteur allemand pour la distribution de ses médicaments en France.

Pourtant, le nouveau tour de table comporte un étranger, mais

celui-ci est américain. Concrètement, l'affaire a été déposée par Aura Expansion, filiale à 99,9 % de la société Coopération pharmaceutique française (Cooper). Elle sera significativement aidée par la société américaine Berge Brunswig, qui devrait détenir 20 % d'Aura Expansion en cas de succès de l'OPA, avec vocation à dépasser 33,3 % du capital. La Cooper en conservera 50,1 %. La famille Bourelly conservera 15 % qui pourront être cédés dans deux ans à la Cooper. Plusieurs laboratoires devraient également détenir 5 % du capital, tels Rhône-Poulenc, Sanofi, Roussel-Uclaf, Synthelabo...

Toutefois, la Cooper a posé plusieurs conditions à son offre : obtenir au moins la majorité des titres pour la contrôler et surtout prendre le contrôle des deux sociétés en commandite, mises en place par Jean-Pierre Duché, qui dans l'immediat verrouille toute l'activité de l'OCP. La date de dépôt de la contre-offre n'a rien d'innocent : mardi 27 avril, la cour d'appel de Paris a rendu sa décision sur une plainte déposée par les Mutuelles du Mans, qui contestaient la recevabilité de l'offre de Gehe. Elle a annulé la décision du Conseil des Bourses de valeurs déclarant recevable le projet d'OPA de Gehe sur l'OCP, ce qui change la face des choses.

Cependant, Jean-Pierre Duché n'a pas complètement bloqué les négociations, puisqu'il indique qu'en cas d'offre concurrente à un prix supérieur, les sociétés commanditaires examineraient leur position sous l'angle de l'intérêt exclusif des actionnaires et du groupe OCP.

F. Bn

SALAIRES

Selon l'INSEE

Le pouvoir d'achat a davantage progressé en 1992

Malgré « un ralentissement modéré mais persistant du rythme d'évolution » des rémunérations, le secteur privé a dégagé en 1992 un gain de pouvoir d'achat du salaire brut de base de 1,3 % en moyenne annuelle contre 1,1 % en 1991, selon l'INSEE. Dans la fonction publique, où l'indice du traitement de base a progressé plus rapidement que l'année précédente sous l'effet de l'accord salarial de novembre 1991, la tendance est identique avec un gain de pouvoir d'achat de 0,9 % en 1992 contre 0,6 % en 1991 et un recul de 1,3 % en 1990.

Bien que l'évolution des rémunérations dans le secteur privé se soit progressivement ralentie au cours de l'année, l'amélioration des salaires en francs constants s'explique par un repli plus rapide de l'inflation. L'évolution très modérée des prix de détail (2,4 % en moyenne annuelle après 3,2 % en 1991), particulièrement au cours des deux derniers trimestres, a donc fait plus que compenser les effets de la rigueur salariale qui ont fait passer les augmentations nominales de 4,9 % en 1990 à 4,3 % en 1991 et 3,7 % en 1992 en moyenne annuelle.

L'an passé, précise l'INSEE, celles-ci ont été plus importantes

pour les ouvriers (4 %) que pour les cadres (3,7 %) et les techniciens, agents de maîtrise et employés (3,4 %). Au passage, il apparaît également que si les augmentations de salaire restent plus importantes dans le bâtiment (en raison d'un effort important de révision des classifications), l'écart avec les autres branches professionnelles tend à se réduire.

Si l'on prend en compte non plus le salaire brut de base mais le salaire moyen par tête (qui intègre notamment les primes), l'évolution 1991-1992 serait de l'ordre de 3,7 % à 4,4 % dans le privé et de 4,6 % à 5 % dans la fonction publique d'Etat. Quant à la rémunération moyenne des personnes en place – qui recouvre la situation des seuls agents présents en 1991 comme en 1992 –, elle a progressé entre 5,5 % et 5,9 % dans le privé et entre 5,9 % et 6,4 % chez les fonctionnaires de l'Etat.

Compte tenu du maintien d'une politique salariale modérée dans le public comme dans le privé et des prochaines mesures de réajustement des régimes sociaux, il y a fort à parier que l'année 1993 présentera un profil moins favorable...

J.-M. N.

BIBLIOGRAPHIE

Un guide des droits des agricultrices

Les agricultrices ignorent souvent qu'elles ont des droits en tant que telles. Le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles vient de publier un ouvrage, le Guide des droits des agricultrices, qui répond clairement à toutes les questions que ces femmes qui vivent et travaillent sur les exploitations agricoles peuvent se poser.

Ce guide présente l'ensemble des statuts existants et précise les avantages et inconvénients de chaque situation professionnelle. Très pratique, l'ouvrage se compose de quatre parties : des règles communes à toutes les agricultrices ; des éléments juridiques, sociaux et économiques de l'exploitation agricole ; des statuts des personnes et, enfin, d'un lexique avec une sélection d'ouvrages et des adresses utiles.

► Guide des droits des agricultrices, 114 p., 48 F. En vente au CNIDFF, 7, rue du Jura, 75013 Paris.

FINANCES

Le Comptoir des entrepreneurs boucle son augmentation de capital

Le conseil d'administration du Comptoir des entrepreneurs (CDE) a arrêté, vendredi 23 avril, les modalités de son augmentation de capital de 800 millions de francs annoncée le 1^{er} mars. Entre-temps, une ligne de refinancement de 6 milliards de francs a été mise en place, les comptes de l'exercice 1992 ont été arrêtés (perte de 1 milliard) et les actionnaires réticents ont été convaincus de participer au sauvetage du CDE. L'augmentation de capital sera ainsi effectuée sur la base d'un prix de souscription de 219 F par action. Il s'agit du dernier cours coté avant la suspension de cotation intervenue le 8 février.

A l'issue de l'opération, les AGF et le Crédit foncier détiendront respectivement 29,77 % et 11,5 % du Comptoir. Le CDE va également émettre 200 millions de francs de titres subordonnés.

LE GROUPE GAN EN 1992 UN EXERCICE CONTRASTÉ

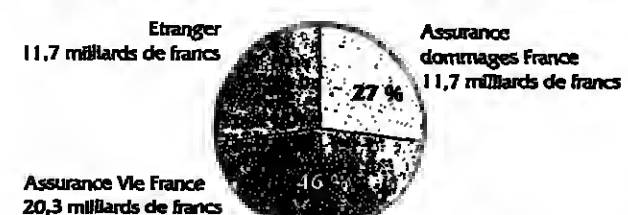
Confirmation du résultat net de 402 millions.
Redressement de l'intégration.
Forte sinistralité en assurance dommages.
Niveau élevé de rentabilité en vie.
Résistance de l'actif bancaire.

Le Conseil d'Administration, réuni le 26 avril 1993 sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, a arrêté les comptes de l'exercice 1992 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 23 juin prochain.

Une activité assurance en croissance de 10 %

en milliards de francs	1991	1992
Primes émises	39,7	43,7
en % de progression	+ 10,5	+ 10,0
Provisions techniques	127,1	149,1
en % des primes	320,0	341,0
Contribution des activités assurance au résultat net consolidé	1,5	0,2

Le chiffre d'affaires assurance consolidé se répartit de la façon suivante :



Les sociétés françaises d'assurance dommages enregistrent une progression satisfaisante de leur activité (+ 8,5 % pour le GAN Incendie Accidents). Le chiffre d'affaires des sociétés françaises d'assurance vie et capitalisation est en hausse de 6 %. Cette évolution reflète des situations contrastées : Sociéfi, filiale commune du GAN et du CIC, connaît à nouveau une forte croissance de son activité (+ 47 %) ; de même, le chiffre d'affaires du GAN Capitalisation progresse de 12,8 %. En revanche, après plusieurs années de développement rapide, le chiffre d'affaires du GAN Vie est en retrait de 10,8 % en raison d'un fléchissement des souscriptions de contrats à capital variable adossés à l'immobilier. L'activité internationale du GAN progresse de plus de 11 % à périmètre constant.

Des résultats en assurance dommages affectés en France par une forte sinistralité

Le résultat net des sociétés françaises d'assurance est en forte diminution par rapport à celui des exercices précédents, en raison de la dégradation des résultats techniques en assurance dommages, et d'un moindre niveau de réalisation de plus-values (- 530 millions de francs par rapport à 1991), qui traduit une volonté de prudence face à une évolution défavorable des marchés financiers et immobiliers.

Les résultats nets des sociétés d'assurance vie et capitalisation se maintiennent à des niveaux de rentabilité élevés supérieurs à 8 % des primes. En revanche, le GAN Incendie Accidents a vu, après des exercices fortement bénéficiaires, ses résultats affectés par la conjonction de plusieurs phénomènes : forte augmentation des vols de véhicules, développement important des déclarations de bris de glace et accidents de parking consécutifs à la réforme du régime du bonus-malus, forte augmentation du nombre des événements climatiques et survenance de sinistres exceptionnels.

GROUPE
gan

Des mesures de redressement – sélection, tarification et prévention – ont été prises en 1992. Renforcées en 1993, elles visent un retour rapide aux équilibres techniques.

Le retour à l'équilibre de l'international

A l'étranger, après deux années déficitaires, les mesures énergiques mises en œuvre ont permis de redresser les comptes des filiales internationales du GAN qui sont désormais bénéficiaires avant amortissement des survalues et prise en compte des intérêts minoritaires.

Un résultat net bénéficiaire pour le CIC et un résultat brut d'exploitation en forte augmentation

en milliards de francs	1991	1992
Produit net bancaire du CIC (y compris produits accessoires)	17,1	18,0
en % de progression	+ 10,3	+ 5,3
Résultat brut d'exploitation du CIC (après amortissements)	4,3	5,0
en % de progression	+ 25,6	+ 15,8
Contribution des activités bancaires et financières au résultat net consolidé	0,8	0,2

Les efforts entrepris pour diminuer les frais de fonctionnement ont été poursuivis avec rigueur ; leur progression a été limitée à 1,7 %. Le Groupe CIC est ainsi parvenu à améliorer de 15,8 % son résultat brut d'exploitation (après amortissements) qui s'élève à 5 milliards de francs pour 1992.

La dégradation de la conjoncture économique qui a affecté notamment le secteur immobilier et les petites et moyennes entreprises a conduit le Groupe CIC à augmenter sensiblement son effort de provisionnement. Les dotations nettes aux provisions d'exploitation atteignent 4,996 millions de francs, en hausse de 66,4 % par rapport à l'exercice 1991.

En dépit de cet environnement difficile, les résultats du Groupe CIC demeurent bénéficiaires à 116 millions de francs. La baisse observée est principalement imputable à certaines filiales spécialisées (Ball Equipement, UBR) ; les banques régionales, qui constituent le cœur du Groupe, ont pour leur part fait preuve de solidité et de dynamisme.

Une solidité financière préservée

en milliards de francs	1991	1992
Total du bilan	624,9	696,5
Capitaux propres (après répartition)	21,7	20,9
Produits d'exploitation	115,7	130,7
Résultat net (part du Groupe)	2,3	0,4

En assurance, le GAN a maintenu un niveau élevé de provisionnement. Pour le GAN Incendie Accidents, après une dotation aux provisions de 2,4 milliards de francs en 1992, le ratio provisions techniques / primes atteint 189 % en total mondial, et est ainsi l'un des plus élevés du marché. La marge de solvabilité constituée représente, selon les compagnies d'assurance du Groupe, de 4 à 4,4 fois la marge réglementaire.

Le ratio Cooke du CIC dépasse le minimum réglementaire, et s'établit à 8,35 %.

Un dividende de 4 francs par action

Le Conseil d'Administration de la Société Centrale du GAN a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, le versement d'un dividende net par action (après déduction du nominal par 4), de 4 francs, assorti d'un avoir fiscal de 2 francs, ce qui représente un revenu global de 6 francs contre 18,86 francs (après déduction du nominal) en 1991.

Ce dividende sera mis en paiement le 5 juillet 1993.

Si vous souhaitez recevoir la brochure « Le Groupe GAN en 1992 », adressez votre demande au Service Actionnaire – Secrétariat Général du GAN – 2, rue Pille-Will – 75448 Paris Cedex 09.

ECONOMIE

INDUSTRIE

La CIA voudrait dissuader certains industriels américains de participer à la mi-juin au Salon du Bourget

Hughes Aircraft se méfie des espions français

Le constructeur aérospatial américain Hughes Aircraft, qui produit notamment des missiles, des satellites et des hélicoptères, a décidé de ne pas participer, à la mi-juin, au Salon aéronautique du Bourget dans la banlieue parisienne après, selon ses dirigeants, avoir été informé par la Central Intelligence Agency (CIA) qu'il était la cible d'une action d'espionnage industriel menée par les services de renseignement français.

WASHINGTON

de nos correspondants

Dans un article publié, lundi 26 avril, par le *Wall Street Journal*, le président de Hughes Aircraft, Michael Armstrong, indique avoir été mis en garde, il y a dix jours, par la CIA contre une action d'espionnage industriel française. Interrogé par le *Monde*, un porte-parole de la firme a précisé que Hughes ne sera pas au Bourget. Cette décision a été prise, d'une part, pour des raisons strictement industrielles, dans la mesure où la société se désengage du secteur militaire, et, d'autre part, après que Hughes a jugé assez « persuasives et crédibles » les informations attribuées à l'agence américaine.

Selon le compte rendu du *Wall Street Journal*, M. Armstrong a été « prévenu que des documents français obtenus par la CIA suggèrent que Hughes (...) figurent parmi quarante-neuf sociétés (américaines) spécialisées dans les domaines de la défense et de l'aéronautique, visées par un minutieux plan d'espionnage mis au point par le gouvernement français ». Le « plan » français concernerait des sociétés telles que Boeing, McDonnell-Douglas, General Dynamics, Lockheed, Bell ou Pratt and Whitney. A l'exception de Hughes, filiale de General Motors, aucune n'a, semble-t-il, renoncé à aller au Bourget.

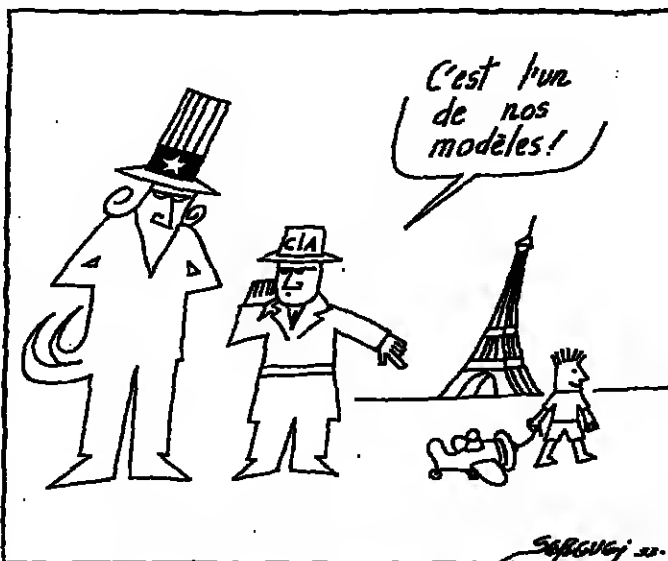
Interrogé par le *Monde*, un porte-parole de la CIA s'est refusé à démentir ou confirmer l'article du *Wall Street Journal*. Il s'est borné à observer : « Il peut être

dans les attributions de notre agence de mettre en garde des sociétés américaines lorsqu'elles peuvent faire l'objet de menaces ».

Un document classé « confidentiel défense »

L'article du *Wall Street Journal* est publié au moment où la CIA entend obtenir la reconduction de son budget annuel (entre 28 et 30 milliards de dollars) devant le Congrès. Voilà déjà plusieurs semaines (le *Monde* date 15 mars) que la presse américaine et des auteurs de livres — comme *Friendly Spies*, de Peter Schweizer — laissent entendre que la France aurait, depuis quelques années, développé un formidable plan et réseau d'espionnage industriel visant la défense, l'aéronautique et les grandes banques d'investissement aux Etats-Unis. A la mi-avril, encore, un journaliste du groupe Knight-Ridder écrivait un article sur le fameux « document » mentionné par le *Wall Street Journal*. Il s'agit d'une étude de vingt et une pages détaillant la « campagne » des services français pour « espionner » aux Etats-Unis quarante-neuf groupes industriels, vingt-quatre institutions financières et six départements (l'équivalent de ministères) du gouvernement fédéral.

A en croire cet article, reproduit dans tous les quotidiens du groupe Knight-Ridder, dont le *Miami Herald*, le mystérieux « document » serait classé « confidentiel défense ». Il décrirait une étonnante entreprise de pénétration de l'industrie américaine par les services français : placement d'agents dans les sociétés concernées, vols de documents industriels et financiers, etc. Selon un porte-parole de l'ambassade de France à Washington, « rien dans ce document ne permettrait d'affirmer qu'il provenait d'un des services du gouvernement français ». En dépit de l'énormité de l'opération décrite par le groupe Knight-Ridder (opération qui, sans vouloir sous-estimer les talents des services français, paraît tout de même extraordinaire, voire, dans certains détails, franchement farfelue), le gouvernement américain n'aurait



nullement protesté auprès de la France.

Cité dans le même article, l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates, déclare : « La France figure parmi un certain nombre de pays qui ont « planté des tuyaux » dans les sociétés américaines, qui volent les attachés-cases des hommes d'affaires américains (...) et qui poursuivent de classiques opérations d'espionnage pour obtenir des renseignements industriels et économiques ».

Par la grâce d'une main anonyme

Avec les tensions commerciales et économiques actuelles entre les deux pays, certaines commissions du Congrès entendent régulièrement parer les accusations de la part d'élus, voire de membres de l'administration, qui qualifient la France d'« adversaire stratégique ». Quelle que soit la réalité ou l'authenticité du fameux « document », l'affaire souligne la permanence d'un climat pour le moins difficile entre les deux pays — mais l'Allemagne, Israël et le Japon ne sont pas davantage à l'abri de ces accu-

sations — et la volonté de certains milieux américains de le faire savoir.

Il y a plus d'une bizarrerie, semble-t-il, dans cette histoire de « plan » d'espionnage français. Le 11 avril, l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times* disait que le « document » — dans une enveloppe kraft marquée — avait atterri providentiellement dans le courrier de la CIA par la grâce d'une main anonyme. On le retrouve ensuite, par le même procédé, dans le courrier du groupe Knight-Ridder, comme s'il s'était agi de s'assurer qu'il soit largement porté à la connaissance des lecteurs américains. Le journaliste du groupe

Knight-Ridder écrit que le « document » n'est pas daté mais qu'il « semble avoir été rédigé à la mi-1989 ou en 1990 ». Sa récente découverte est, cependant, fort opportune. Elle intervient au moment où la CIA, en dépit de la fin de la guerre froide, cherche à convaincre le Congrès de la nécessité non seulement de renouveler son budget mais de l'augmenter. Devant la commission du Sénat chargée du renseignement, le nouveau directeur de l'agence, James Woolsey, faisait valoir, en février, que la compétition économique faisait partie, plus encore qu'hier, des nouveaux rapports de force entre Etats.

« Les affaires économiques sont extrêmement importantes », disait-il, ajoutant : « Comme tout le monde n'a pas les mêmes règles que nous, il se trouve que même certains de nos alliés et amis sont impliqués dans des opérations de renseignement économique contre nos entreprises ». La question de savoir si la CIA doit, à son tour, espionner des firmes étrangères « est d'une certaine façon, poursuivait-il, le sujet le plus chaud en matière de politique de renseignement ». M. Woolsey expliquait aux sénateurs : « C'est là un sujet, un domaine, une activité lourds, je répète, lourds de complexités, de difficultés légales et de difficultés de politique étrangère ».

A. Fr. et S.M.

SOCIAL

Interrogé sur France-Inter

M. Perigot souhaite que la CSG soit déductible

François Perigot, président du CNFF, considère qu'une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) « n'est envisageable » que si celle-ci est déductible du revenu imposable. « Il faut aujourd'hui que l'ensemble des Français aident à renflouer les régimes de protection sociale qu'on a laissés tomber en faillite. La CSG n'est inventée pour cela, mais mal conçue, mal appliquée, elle s'est rendue impopulaire, parce qu'elle n'est pas déductible et figure sur les bulletins de salaire », a estimé lundi 26 avril sur France-Inter le dirigeant patronal.

M. Perigot, qui « refuse de choisir la manière dont nous serons, si j'ose dire, mangés », souligne néanmoins qu'un alourdissement de la TVA serait « complètement à contre-courant de la construction européenne ».

Préavis de grève de vingt-quatre heures des guichetiers de la SNCF. Les syndicats CFDT, CGT, FO et CFTC appellent les guichetiers de la SNCF à se mettre en grève jeudi 29 avril pour protester une fois de plus contre la mise en place du système de réservation informatisé Socrate. Ce conflit des guichetiers de la SNCF ne devrait pas avoir d'incidences sur le trafic. Des files d'attente plus longues devant les guichets auvernis ou les distributeurs automatiques de billets sont à prévoir pour les usagers.

DEMAN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Epéda-Bertrand Faure

RÉSULTAT COURANT EN PROGRESSION GRÂCE À L'ACTIVITÉ AUTOMOBILE

Le Conseil d'Administration d'EBF s'est réuni lundi 19 avril pour arrêter les comptes de l'exercice 1992. Les principaux éléments financiers consolidés sont les suivants :

en millions de Francs	1992	1991 corrigé	1991 publié
Chiffres d'affaires H.T.	11 629,8	10 495,2	11 397,4
Résultat courant	291,4	277,7	290,0
Résultat exceptionnel	(74,0)	(9,6)	(11,0)
Résultat net consolidé	113,0	119,2	126,6
Résultat net (part du Groupe)	86,3	98,1	110,7
Capacité d'autofinancement	685,9	547,2	601,1
Investissements corporels	508,4	507,9	539,9

Au cours de l'exercice 1992, les opérations italiennes de fabrication et d'assemblage de sièges d'automobiles du Groupe BERTRAND FAURE ont été restructurées ; deux filiales ont été également cédées. Afin de tenir compte de ces modifications importantes de périmètre, les chiffres de 1991 ont été corrigés en conséquence.

A périmètre comparable, le chiffre d'affaires en 1992 a été en progression de 10,8% : les évolutions ont été équilibrées selon les activités : forte augmentation de l'activité automobile (9 088 MF, +15,0%) progression modeste du groupe DELSEY (886 MF, +5,0%) et d'EPÉDA-MERINOS (905 MF, +0,3%) et diminution significative de RATIER-FIGEAC (580 MF, -14,1%).

La progression du résultat courant est due à la forte augmentation de celui du groupe BERTRAND FAURE (332,3 MF contre 256,8 MF), en partie compensée par la baisse des autres activités, essentiellement l'aéronautique.

La détérioration du résultat exceptionnel provient notamment des provisions pour restructuration et de charges de réorganisation.

Compte tenu de la progression du résultat des sociétés mises en équivalence (45 MF contre 15 MF) provenant notamment de la première consolidation des filiales argentine et turque, le résultat net consolidé est proche de celui de 1991, la part du Groupe diminuant de 98,1 MF à 86,3 MF.

L'endettement financier net est de 2 896,0 MF en diminution de 403,1 MF par rapport à 1991.

La société-mère EBF a dégagé un résultat net de 51,2 MF contre 84,0 MF en 1991.

Pour 1993, les perspectives d'un fort ralentissement économique au moins sur le premier semestre ne permettent pas d'espérer une croissance de l'activité sur l'ensemble de l'exercice. Les actions d'amélioration de productivité et d'efficacité de l'ensemble des organisations devront être sensiblement amplifiées. En dépit de ces éléments qui pèsent sur les résultats à court terme, le Groupe poursuivra, notamment dans le secteur automobile, ses efforts en Recherche et Développement et augmentera le niveau des investissements industriels indispensables pour continuer à développer ses positions sur ses différents marchés.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui doit se tenir le 27 mai, de maintenir le dividende par action au même niveau que celui de l'année précédente, soit 17 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 8,5 F. Ce dividende, qui sera mis en paiement à compter du 4 juin, pourra être réglé en actions.

Information permanente : 36 14 EBF 75

Bénéficiaire en 1992

Matra Hachette prévoit d'améliorer ses résultats en 1993

Après une perte de 1,7 milliard de francs en 1991, Matra Hachette a renoué avec les bénéfices en 1992 (*Le Monde* du 27 avril). Toutes les activités du groupe contribuent à ce redressement, hormis la défense, dont le carnet de commandes laisse néanmoins augurer d'un très bon exercice 1993.

Philippe Camus, directeur général de Matra Hachette et président de son comité financier, était serein lors de la présentation des résultats de Matra Hachette et de sa holding de contrôle, la société Lagardère Groupe, lundi 26 avril. Matra Hachette a dégagé un résultat net (part du groupe) de 354 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 55,102 milliards. Comme son PDG, Jean-Luc Lagardère, l'avait laissé entendre en février dernier (*Le Monde* du 4 février), après une perte de 1,7 milliard de francs en 1991, le groupe est à nouveau profitable et son chiffre d'affaires s'est amélioré de 3,7 %. Après les opérations financières du premier trimestre (augmentation du capital, émission d'obligations convertibles) le groupe est peu endetté (80 millions de francs pour 3,5 milliards de francs de capitaux propres).

Devant les performances du nouveau groupe né de la fusion de Matra et de Hachette au second semestre 1992, Jean-Luc Lagardère serait tenté d'aller plus loin : la fusion de Lagardère Groupe, société en commandite par actions (SCA) contrôlant Matra Hachette, et de Matra Hachette est actuellement à l'étude, a confirmé Philippe Camus.

L'automobile a été cette année la vache à lait du groupe avec une contribution de 537 millions de francs au résultat consolidé, pour un chiffre d'affaires de 5,557 milliards de francs, soit une rentabilité record de 9,6 %. Malgré un marché

automobile complètement déprimé et une concurrence de plus en plus vive sur le créneau du « monospace », Frédéric d'Allest, chargé de l'automobile, des télécommunications et de l'activité transport n'est pas inquiet quant à l'avenir : l'Espace continue de bien se vendre ; son chiffre d'affaires a progressé de 6 % au premier trimestre.

Les activités télécommunications et CAO (conception assistée par ordinateur) ont également accru leur chiffre d'affaires (7,4 milliards de francs) et une contribution au résultat consolidé de 101 millions de francs. Il en est de même de l'Espace (5,6 milliards de chiffre d'affaires pour un résultat net de 97 millions de francs).

Un appel aux regroupements

En revanche, l'activité défense a décliné de 7,3 % (un chiffre d'affaires de 5,465 milliards de francs et un résultat net en légère progression de 367 millions de francs). Cette érosion devrait être stoppée en 1993 selon Noël Forgeard, chargé de la défense et de l'Espace. Le carnet de commandes de Matra Défense était de 20,8 milliards de francs fin 1992 contre 11 milliards fin 1991. Ce carnet inclut la commande américaine actuellement dans le collimateur d'un fonds de pension américain, le Global Proxy Services Corporation (*Le Monde* du 1^{er} avril), ex-actionnaire de Matra, qui s'estime lésé dans l'opération de fusion. En réponse, Philippe Camus a confirmé que le contrat américain avait bien été pris en compte lors du calcul de la parité d'échange entre les titres Matra et Hachette ; « C'est une affaire qui n'a rien à voir avec la défense des intérêts minoritaires, mais concerne d'autres intérêts stratégiques dans le monde » (NDLR : la défense des intérêts commerciaux américains), a-t-il poursuivi.

Malgré l'amélioration attendue

pour 1993, Noël Forgeard a appelé à des « regroupements aussi larges que possible » dans le domaine des missiles pour faire face à la « crise budgétaire ». « L'industrie européenne doit faire taire les querelles de clocher. Un patriotisme européen est en train de naître », a poursuivi Jean-Louis Geygier, administrateur, délégué du président pour la coordination stratégique. Matra Hachette mène actuellement des discussions avec la plupart de ses homologues européens (British Aerospace, Deutsche Aerospace, Gec, Ferranti Dynamics...).

Le domaine des transports (1,6 milliard de chiffre d'affaires, pour une perte nette de 209 millions de francs) devrait redevenir rentable en 1993. Les provisions pour les contrats des métros de Chicago et Taipei, et les pertes d'exploitation d'Orlyval continuent de grever le compte de résultats 1992.

A cette sérénité des dirigeants des activités industrielles, répond en écho l'optimisme de Jacques Lehn, chargé du secteur communication et médias. L'activité presse (8,8 milliards de chiffre d'affaires, et un résultat net de 184 millions de francs) aurait légèrement progressé à périmètre constant. La bonne diffusion de magazines et les efforts de gestion de ces mêmes titres et de la presse quotidienne régionale ont compensé la baisse des recettes publicitaires. Le chiffre d'affaires du livre (6,2 milliards de francs) est resté stable à périmètre constant ; ce secteur, en pertes en 1991, est légèrement bénéficiaire en 1992.

Globalement, Philippe Camus envisage une « augmentation sensible » des résultats du groupe en 1993, en ligne avec l'objectif de dégager 1 milliard de francs de bénéfices en 1996, annoncé en février dernier.

A. K.

VIE DES ENTREPRISES

Quatre objectifs pour 1993

IBM devra revenir à « la bonne taille »

Louis Gerstner, le nouveau PDG d'IBM qui s'adressait, lundi 26 avril, à l'assemblée générale des actionnaires à Tampa (Floride), a fixé quatre priorités en 1993. Il entend d'abord ramener le géant de l'informatique américain à « la bonne taille ». Tout en reconnaissant que la poursuite des réductions de personnels entraînera « beaucoup de souffrance », il a souligné « en finir pour pouvoir dire aux employés d'IBM qui resteront : vous êtes notre équipe ». IBM, qui a annoncé la semaine dernière une perte de 285 millions de dollars pour le premier trimestre de 1993, devrait réduire ses effectifs de 25 000 personnes en cours d'année, après avoir supprimé 80 000 en 1991 et 1992 (le Monde du 22 avril).

Nommé fin mars en remplacement de John Akers, Louis Gerstner a également estimé qu'il fallait « définir précisément les priorités stratégiques » de la société, améliorer les relations avec la clientèle et continuer à « déstabiliser (...) pour donner un coup de balai à la démocratie ». IBM a annoncé, vendredi 23 avril, la transformation de son filiale à 100 % de son département Adstar, spécialisée dans le stockage des données informatiques.

Malgré les déclarations de Gérard Worms

Elf Aquitaine nie avoir des ambitions sur Petrofina

Le président du groupe Suez, Gérard Worms, a répliqué, vendredi 23 avril, les spéculations et les rumeurs de ces dernières semaines sur les intentions du pétrolier français Elf Aquitaine à l'égard de son homologue belge Petrofina. « S'il devait y avoir des discussions sur la vente de la participation de la Société générale de Belgique (filiale de Suez) dans Petrofina, Elf nous a informé qu'il souhaiterait au moins y participer », a déclaré M. Worms à l'agence Reuters.

Cette déclaration ne pouvait que jeter le trouble : Elf Aquitaine, déjà soupçonné d'être à l'origine du rachat de titres en Bourse dont est victime Petrofina, détient déjà 4,98 % du groupe pétrolier belge. Et la Société générale de Belgique en contrôle 11,4 %. Aussi le Français a-t-il réaffirmé, vendredi soir, que sa participation dans Petrofina est « un investissement financier qui ne présente aucun caractère inamovible ou hostile ». Faut-il, sans doute, tenter de rassurer le groupe Bruxelles-Lambert, actionnaire de référence de Petrofina avec 22,8 % de son capital.

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

Le GAN victime de l'assurance-dommages

Un peu à l'image du Crédit lyonnais dans le monde bancaire, le GAN paie en 1992 une stratégie d'expansion qui a longtemps fait grincer des dents ses concurrents. Les francs-tireurs sont rarement appréciés, surtout quand ils se lancent dans une coûteuse guerre tarifaire. Couteuse avant tout pour le GAN, pris à contre-pied l'an dernier par la conjonction. Certes, le groupe, qui se présente comme le cinquième assureur français et le cinquième banquier via sa filiale le CIC, gagne encore de l'argent, mais son résultat net consolidé, part du groupe, a chuté en 1992 de près de 83 %. Il revient de 2,321 milliards de francs en 1991 à 402 millions. Un montant inférieur au seul bénéfice déclaré au premier semestre de 1992 (487 millions de francs).

Et pourtant « le GAN est un des rares assureurs qui n'a pas subi de lourdes pertes dans ses activités bancaires, en dépit d'engagements importants, et n'a pas non

plus souffert de pertes à l'étranger », souligne François Heilbrunner, le président de la compagnie. Un constat qui n'est pas forcément favorable. Les lourdes pertes enregistrées par les AGF et plus encore l'UAP dans le rufolement de leurs filiales bancaires, touchées de plein fouet par la crise de l'immobilier, peuvent être considérées comme des accidents de parcours. Sauf catastrophe, elles sont amenées à se réduire nettement dès 1993. Hors de l'Hexagone, le coût des engagements des AGF d'Italie et des conséquences pour l'UAP du rachat de l'assurance danoise ont amené des pertes qui, par nature, sont exceptionnelles. Ce n'est pas forcément le cas pour le GAN, qui est affecté avant tout, et bien plus que les autres, par les difficultés de l'assurance-dommages en France. Le groupe est le seul à afficher dans ce domaine des pertes nettes de 1,1 milliard de francs, alors que les autres grands assureurs com-

pensent les déficits d'exploitation par des plus-values.

« Le GAN est plus touché que les autres, car, en phase de développement, on a davantage de nouveaux clients plus risqués », explique François Heilbrunner. La compagnie a donc enfin décidé de tourner la page de la croissance pour la croissance, d'augmenter ses tarifs et de sélectionner sa clientèle. Un changement de stratégie à 180 degrés qui a débouché sur un conflit avec les mille quatre cents agents généraux de la compagnie. Des négociations sont en cours mais le GAN n'a pas le choix et doit impérativement redresser cette activité. On comprend mieux pourquoi, contrairement à ses homologues du secteur public, François Heilbrunner n'a guère été polaire sur une éventuelle privatisation de sa compagnie. Il a simplement indiqué qu'elle s'y préparait.

E. L.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Eurodisney : 1,081 milliard de perte semestrielle. — Eurodisney a annoncé, mardi 27 avril, une perte nette consolidée de 1,081 milliard de francs pour sa première saison d'hiver (septembre à mars) et s'attend sur l'ensemble de l'année fiscale en cours à « une perte substantielle ». Les résultats de la saison automne-hiver « ont été inférieurs à ce qui était escompté », reconnaît Eurodisney dans un communiqué. Ces pertes, et les investissements en cours, ont un effet défavorable sur la trésorerie du parc, amenant Eurodisney et son principal actionnaire Walt Disney à étudier « des sources de financement potentielles pour Eurodisney ». Le parc a reçu sur les six mois environ 3,3 millions de visiteurs et le taux d'occupation des hôtels a été de 71,794 (milliard de francs) provenant pour 66 % du parc et pour 34 % de la structure hôtelière.

□ Schneider accrout son bénéfice et son chiffre d'affaires en 1992. — Le groupe français Schneider, spécialisé dans le matériel électrique et le BTP, a réalisé en 1992 un bénéfice net (part du groupe) de 305 millions de francs, en hausse de 11 % sur 1991. Mais il reste fort modeste et correspond à 0,5 % du chiffre d'affaires. En 1990, avant ses déboires dans le BTP, Schneider avait réalisé un bénéfice net (part du groupe) de 924 millions de francs. Ce résultat s'explique notamment par le redressement de la situation de Spie-Banque, filiale BTP du groupe Schneider, dont les pertes ont été divisées par trois en 1992 à -274,3 millions de francs, contre -952,2 millions de francs de 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé en 1992 à 61,4 milliards de francs contre 59 milliards en 1991, exercice au cours duquel la société américaine Square D, nouvellement acquise, n'a été prise en compte que sur sept mois. En 1992,

les effectifs moyens de Schneider se sont élevés à 96 800 personnes contre 101 000 en 1991.

□ Krupp-Hoesch : perte nette d'environ 850 millions de francs en 1992. — Le groupe allemand Fried. Krupp AG Hoesch-Krupp a indiqué, mardi 20 avril à Hanovre, avoir enregistré une perte nette d'environ 850 millions de francs (850 millions de francs) en 1992. Il s'agit du premier résultat de la société née de la fusion, rétroactive au 1^{er} janvier 1992, des groupes sidérurgiques Krupp et Hoesch. Gerhard Cromme, le président du directoire, a expliqué ce déficit par les pertes du secteur sidérurgique et par les mesures de restriction. M. Cromme a ajouté qu'il s'attendait à un résultat équilibré pour 1993. Il a estimé que la Ruhr resterait un site pour l'industrie lourde, mais qu'il s'agissait de produire avec aussi peu de personnel et aussi peu de frais que possible.

ACQUISITIONS

□ Boots (pharmacie) acquiert deux laboratoires en France et en Italie. — Le groupe britannique Boots, spécialisé dans les produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition de la Société Française du Trichloroban (44 millions de francs de chiffre d'affaires dans les produits de soins de la peau) et de la société italienne Marco Viti Farmaceutici (10,5 milliards de francs de chiffre d'affaires avec des médicaments vendus sans ordonnance). Réalisées par l'intermédiaire de Boots Healthcare International (BHI), ces deux acquisitions ont coûté 14,5 millions de livres (121,3 millions de francs) au groupe britannique. Boots indique que ces produits s'ajoutent à sa gamme de médicaments vendus sans ordonnance. Le britannique était déjà présent sur le marché en France, avec les pastilles Strepisil et l'analgésique Nurofen.

□ Finco-Sofecome rachète Stim Services. — Le groupe Finco-Sofecome a acquis l'activité logistique et manutention de Stim Services, filiale de la Financière de l'Atlantique. Par le rachat de cette activité, qui comprend 230 personnes et a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 77 millions de francs, Finco-Sofecome confirme sa stratégie de coopération sur les activités de services logistiques destinées aux entreprises industrielles.

LANCÉMENT

□ Sony commercialisera le premier lecteur de vidéodisques lasers sur TVHD en mai. — Le fabricant japonais d'électronique grand public Sony a annoncé, mercredi 21 avril, qu'il commercialisera, le 12 mai, le premier lecteur de vidéodisques lasers sur TVHD, haut définition (TVHD) au Japon. Le lecteur sera vendu au prix de 600 000 yens (5 400 dollars). Il utilise un nouveau type de vidéodisque de deux heures récemment adopté par Sony et d'autres fabricants japonais comme Matsushita Electric Industrial Co. Ltd et Pioneer Electronic Corp. Pioneer, qui avait été le premier à mettre sur le marché un lecteur de disques lasers audio il y a plus de dix ans, prévoit de lancer son propre lecteur de disques sur TVHD en juillet. Matsushita distribuera pour sa part le lecteur de Sony à la fin mai sous la marque Panasonic.

CRISE

□ Electrolux (électroménager) annonce la fermeture d'une usine espagnole. — Le groupe suédois d'électroménager Electrolux vient d'annoncer la fermeture de son usine Domar New-Pool, située à Martorelles au nord de Barcelone, et employant actuellement 392 salariés. Pour justifier cette décision, la direction espagnole du groupe évoque les « problèmes de rentabilité » de cette usine qui produit un millier de lave-linges par jour et où un plan de chômage partiel a été mis en place jusqu'en mai. La production de Martorelles devrait être transférée à Alcalá de Henares (près de Madrid), où Electrolux possède une autre usine. Le personnel, qui bénéficie du soutien des syndicats et des municipalités de la région, rejette cette fermeture et réclame des « mesures alternatives » à la direction d'Electrolux.

INVESTISSEMENT

□ Mercedes-Benz va implanter aux États-Unis sa première usine automobile hors d'Allemagne. — Mercedes-Benz a annoncé récemment qu'elle allait construire aux États-Unis sa première usine de montage de voitures hors d'Allemagne, pour accueillir sa pensée sur le marché américain et profiter des moindres coûts de la main-d'œuvre. Mercedes-Benz est en moins d'un an le deuxième constructeur allemand, après BMW, à installer une usine aux États-Unis. La nouvelle usine de Mercedes commencera à fonctionner en 1997 et devrait produire 60 000 véhicules par an. L'usine, qui représente un investissement d'environ 300 millions de dollars (1,7 milliard de francs) et emploiera quelque 1 500 personnes, assemblera un nouveau véhicule de loisirs quatre roues motrices dont le public américain est très friand. L'emplacement exact de la nouvelle usine sera choisi d'ici deux ou trois mois. La firme allemande, par le biais de sa filiale Freight-Liner Corp., assemble déjà des camions en Amérique du Nord depuis plus de 50 ans. Installé à Portland (Oregon), cette filiale emploie 6 200 personnes environ.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 avril ↑ Petite reprise

La Bourse de Paris se repristait un peu mardi 27 avril pour le deuxième jour du mois boussier de mai. Après avoir ouvert sur un gain de 0,74 %, l'indice CAC 40 terminait une petite avance de 0,29 % à 1 917,09 points à la mi-journée dans des volumes de transactions réduits.

« On est dans une zone de consolidation des 1 900 » (points du CAC 40), affirmait un trader. Après avoir subi pendant plusieurs semaines consécutives d'importantes pressions de bénéfices britanniques, le Bourse de Paris réagit un peu, mais les investisseurs français restent plantés sur leur réserve, certains considérant que les valeurs françaises sont chères.

Le marché a tout de même bénéficié des propos encourageants du président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger. Le président de la banque centrale allemande estime, dans une interview au

quotidien International Herald Tribune, que la récession qui frappe l'Allemagne doit nécessairement être prise en considération. « Cela signifie, selon l'expérience, que l'inflation va devenir un souci moindre (...) ». Il est clair qu'un changement dans les problèmes mène à un changement dans les solutions », déclare M. Schlesinger. « C'est notre travail de voir jusqu'où nous pouvons aller dans le processus de baisse des taux », ajoute-t-il. Ces déclarations sont bien accueillies par le marché, qui s'attendait qu'une baisse des taux d'intérêt en Allemagne pourrait ainsi intervenir plus rapidement que prévu.

Enfin, selon un communiqué publié mardi matin, le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, souhaite une concertation rapide sur l'instauration d'un dividende ordinaire que proposent certaines sociétés pour fidéliser leur actionnariat.

LONDRES, 26 avril ↓ Net recul

Les valeurs ont nettement régressé, lundi 26 avril, au Stock Exchange dans le sillage du marché à terme, indifférent à l'annonce d'une hausse du produit intérieur brut (PIB) britannique au premier trimestre, marquée par l'annonce d'une baisse de la dette publique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 21,5 points, soit 0,7 % à 2 922,3 points.

Le PIB a augmenté de 0,2 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, alors que les analystes attendaient une progression d'au moins 0,4 %. Il s'agit de la deuxième hausse trimestrielle consécutive, après huit trimestres de baisses.

Les transactions se sont déroulées normalement en dépit de l'attente perçue samedi par l'IRA (Armée républicaine irlandaise) dans la City.

NEW-YORK, 26 avril ↓ Nouveau repli

Wall Street s'est encore replié lundi 26 avril, à l'issue d'une séance moyenne. L'indice Dow Jones, principal référentiel du marché obligataire, a progressé à 6,82 % contre 6,73 % vendredi soir.

La baisse des rendements de logements a surpris le marché, les experts ayant prévu un recul bien plus modeste. Les mauvais indices économiques publiés au cours des dernières semaines inquiètent les détenteurs de capitaux, de plus en plus sceptiques sur la reprise de l'économie américaine. La remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire, due aux inquiétudes d'un resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) et aux craintes inflationnistes, a également pesé sur la Bourse new-yorkaise.

TOKYO, 27 avril ↑ Au-dessus des 20 000

La bourse de Tokyo a terminé nettement en hausse mardi 27 avril, le Nikkei gagnant 583,06 points, soit un bond de 3 %, pour dépasser au-dessus de la barre des 20 000 points à 20 206,71 points. Le marché japonais a ouvert en hausse et a poursuivi sa progression tout au long de ce premier jour du mois boussier.

La période actuelle de congés n'a pas affecté le Nikkei, au contraire. « La Bourse a un potentiel de hausse après les congés japonais l'année prochaine », affirme un courtier de Sanyo Securities. Le mois de mai sera toutefois crucial avec l'annonce de nombreux résultats de

Les groupes de distribution ont bénéficié d'un rapport positif de NetWest Securities, mais les inquiétudes sur le coût de l'explosion dans la City ont pesé sur les compagnies d'assurances. Les estimations des débits varient entre 300 millions et 1 milliard de francs. Les banques et le bâtiment ont également fortement reculé.

VALEURS	Cours de 26 avril	Cours de 27 avril
Alcatel	5,78	5,82
AP	1,20	1,23
AT	6,13	6,08
BNP	4,77	4,72
Caix	10,19	10,50
Elf	5,77	5,75
GIE	20,56	20,56
LCL	12,06	12,36
Renault	12,84	12,86
RTT	5,48	5,53
Suez	5,88	5,81
Unilever	11,18	11,05

La baisse des rendements de logements a surpris le marché, les experts ayant prévu un recul bien plus modeste.

VALEURS	Cours de 26 avril	Cours de 27 avril
Alcatel	63,78	65,38
AT	88	88
Banque	38	37,78
Chem. Minéralier	31,78	31,18
De Paris de Marne	51,78	52,78
Eastern Kodak	54,10	53,38
Exxon	84,14	84,58
Ford	52,34	51,18
General Electric	83,18	82,78
General Motors	40,12	39,58
Goodman	73,78	73,78
IBM	47,34	48,38
ITT	70,38	70,38
Mobil Oil	88,14	88,14
Novartis	84,34	83,78
Schneider	83,14	83,18
Sony	82,34	82,38
Union Carbide	158,38	158,38
United Tech.	49,58	49,18
Westinghouse	15,38	14,78
Xerox Corp.	79	77,34

La relative stabilisation du yen favorise les transactions mais les investisseurs attendent néanmoins le résultat de la réunion des ministres des Finances du G7, jeudi 29 avril à Washington.

VALEURS	Cours de 26 avril	Cours de 27 avril
Alphacore	1 320	1 330
Belgacom	1 330	1 340
Canal	1 470	1 480
Edi-Net	2 090	2 070
France Mobile	1 390	1 390
France Telecom	1 740	1 740
Infocube	894	878
Sony Corp.	4 730	4 800
Telex France	1 830	1 850

CHANGES

Dollar : 5,3150 F ↑

Le dollar était en légère reprise mardi matin 27 avril dans les premiers échanges interbancaires, mais il restait faible à 5,3150 francs contre 5,2955 francs lundi soir (5,3020 francs cours Banque de France), tandis que le deutchmark reflétait légèrement à 3,3770 francs contre 3,3793 francs lundi soir.

FRANCFORT 26 avril 27 avril
Dollar (en DM) 1,5715 1,5730
Tokyo 26 avril 27 avril
Dollar (en yen) 114,95 114,48

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (27 avril) : 8 1316-8 1516 %
New-York (26 avril) : 3 1716 %

BOURSES

23 avril 26 avril
SBIF, base 100 : 91-12-91
Indice général CAC 57,58 59,40
SBIF, base 1000 : 31-12-97
Indice CAC 40 : 1 916,58 1 911,62

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

23 avril 26 avril

Industrielles 3 413,77 3 398,37

LONDRES (Indice Financial Times)

23 avril 26 avril

100 valeurs 2 843,80 2 822,30

30 valeurs 2 248,20 2 222,60

Mines d'or 121,18 121

Fonds d'Etat 95,72 95,52

FRANCFORT

23 avril 26 avril

Dax 1 657,18 1 649,81

Tokyo

26 avril 27 avril

Nikkei Dow Jones 19 623,63 20 206,71

Indice général 1 535,77 1 572,68

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3190	5,3210	5,3385	5,3435
Yen (100)	4,8274	4,8315	4,8385	4,8435
DM	6,6018	6,6030	6,5971	6,5939
Deutchmark	3,3885	3,3885	3,3885	3,3885
Franc suisse	3,7373	3,7414	3,7373	3,7373
Lire italienne (1000)	3,6475	3,6525	3,6475	3,6525
Livre sterling	6,5718	6,5738	6,5718	6,5738
Franc français	5,3190	5,3210	5,3385	5,3435

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	8 9/16	8 11/16	8 7/16	8 1/4	8 3/8	8 3/8
Deutchmark	7 3/4	7 7/8	7 11/16	7 13/16	7 3/8	7 1/2
Franc suisse	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
Lire italienne (1000)	10 3/4	11 5/8	10 5/8	10 7/8	10 5/8	10 7/8
Livre sterling	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16	6 1/8	6 1/4
Franc (100)	12 3/4	13 1/4	14	15 1/2	13	14
Franc français	8 1/2	8 13/16	8 1/4	8 1/2	7 15/16	8 3/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE OBLIGATIONS

SICAV OBLIGATAIRE DE DISTRIBUTION A MOYEN LONG TERME

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

DISTRIBUTION DU DIVIDENDE : l'assemblée générale, réunie le 26 avril 1993, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992 et fixé le dividende de l'exercice 1992 de la SICAV à 55,69 francs par action assorti d'un crédit d'impôt.

Ce dividende se décompose comme suit :

	NET
- Obligations françaises non indexées	40,82 F
- Obligations françaises indexées	17,43 F
- Titres de créance négociables	0,44 F
TOTAL	58,69 F

Cette distribution permet de faire bénéficier les actionnaires du plein seuil des cessions pour le régime des plus-values des personnes physiques.

Compte tenu de la nouvelle réglementation fiscale, le montant du crédit d'impôt attaché à chaque action ne sera connu qu'au jour du détachement, soit le 28 avril 1993, et vous sera indiqué ultérieurement.

Ce dividende sera détaché le 28 avril et mis en paiement le 30 avril 1993. Réinvestissements sans frais jusqu'au 30 juillet 1993.

Performance 1992
coupon net réinvesti : 11,60 %

RÉSEAUX PLACEMENTS :
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS,
LA POSTE, CAISSE D'ÉPARGNE

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Mercredi 28 avril 1993 25

BOURSE DE PARIS DU 27 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS							
Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
5420	CALP	5430	5430	5430	-0.28	1108	Old. Fend.	1108	1102	1102	-0.53	1510	SLT.A	1510	1510	1510	+1.11
5430	SAF.T.P.	5430	5430	5430	-0.11	1110	Old. Fend.	1110	1104	1104	-0.53	1520	SLT.B	1520	1520	1520	+1.11
5440	SAF.T.P.	5440	5440	5440	-0.11	1120	Old. Fend.	1120	1114	1114	-0.53	1530	SLT.C	1530	1530	1530	+1.11
5450	SAF.T.P.	5450	5450	5450	-0.11	1130	Old. Fend.	1130	1124	1124	-0.53	1540	SLT.D	1540	1540	1540	+1.11
5460	SAF.T.P.	5460	5460	5460	-0.11	1140	Old. Fend.	1140	1134	1134	-0.53	1550	SLT.E	1550	1550	1550	+1.11
5470	SAF.T.P.	5470	5470	5470	-0.11	1150	Old. Fend.	1150	1144	1144	-0.53	1560	SLT.F	1560	1560	1560	+1.11
5480	SAF.T.P.	5480	5480	5480	-0.11	1160	Old. Fend.	1160	1154	1154	-0.53	1570	SLT.G	1570	1570	1570	+1.11
5490	SAF.T.P.	5490	5490	5490	-0.11	1170	Old. Fend.	1170	1164	1164	-0.53	1580	SLT.H	1580	1580	1580	+1.11
5500	SAF.T.P.	5500	5500	5500	-0.11	1180	Old. Fend.	1180	1174	1174	-0.53	1590	SLT.I	1590	1590	1590	+1.11
5510	SAF.T.P.	5510	5510	5510	-0.11	1190	Old. Fend.	1190	1184	1184	-0.53	1600	SLT.J	1600	1600	1600	+1.11
5520	SAF.T.P.	5520	5520	5520	-0.11	1200	Old. Fend.	1200	1194	1194	-0.53	1610	SLT.K	1610	1610	1610	+1.11
5530	SAF.T.P.	5530	5530	5530	-0.11	1210	Old. Fend.	1210	1204	1204	-0.53	1620	SLT.L	1620	1620	1620	+1.11
5540	SAF.T.P.	5540	5540	5540	-0.11	1220	Old. Fend.	1220	1214	1214	-0.53	1630	SLT.M	1630	1630	1630	+1.11
5550	SAF.T.P.	5550	5550	5550	-0.11	1230	Old. Fend.	1230	1224	1224	-0.53	1640	SLT.N	1640	1640	1640	+1.11
5560	SAF.T.P.	5560	5560	5560	-0.11	1240	Old. Fend.	1240	1234	1234	-0.53	1650	SLT.O	1650	1650	1650	+1.11
5570	SAF.T.P.	5570	5570	5570	-0.11	1250	Old. Fend.	1250	1244	1244	-0.53	1660	SLT.P	1660	1660	1660	+1.11
5580	SAF.T.P.	5580	5580	5580	-0.11	1260	Old. Fend.	1260	1254	1254	-0.53	1670	SLT.Q	1670	1670	1670	+1.11
5590	SAF.T.P.	5590	5590	5590	-0.11	1270	Old. Fend.	1270	1264	1264	-0.53	1680	SLT.R	1680	1680	1680	+1.11
5600	SAF.T.P.	5600	5600	5600	-0.11	1280	Old. Fend.	1280	1274	1274	-0.53	1690	SLT.S	1690	1690	1690	+1.11
5610	SAF.T.P.	5610	5610	5610	-0.11	1290	Old. Fend.	1290	1284	1284	-0.53	1700	SLT.T	1700	1700	1700	+1.11
5620	SAF.T.P.	5620	5620	5620	-0.11	1300	Old. Fend.	1300	1294	1294	-0.53	1710	SLT.U	1710	1710	1710	+1.11
5630	SAF.T.P.	5630	5630	5630	-0.11	1310	Old. Fend.	1310	1304	1304	-0.53	1720	SLT.V	1720	1720	1720	+1.11
5640	SAF.T.P.	5640	5640	5640	-0.11	1320	Old. Fend.	1320	1314	1314	-0.53	1730	SLT.W	1730	1730	1730	+1.11
5650	SAF.T.P.	5650	5650	5650	-0.11	1330	Old. Fend.	1330	1324	1324	-0.53	1740	SLT.X	1740	1740	1740	+1.11
5660	SAF.T.P.	5660	5660	5660	-0.11	1340	Old. Fend.	1340	1334	1334	-0.53	1750	SLT.Y	1750	1750	1750	+1.11
5670	SAF.T.P.	5670	5670	5670	-0.11	1350	Old. Fend.	1350	1344	1344	-0.53	1760	SLT.Z	1760	1760	1760	+1.11
5680	SAF.T.P.	5680	5680	5680	-0.11	1360	Old. Fend.	1360	1354	1354	-0.53	1770	SLT.AA	1770	1770	1770	+1.11
5690	SAF.T.P.	5690	5690	5690	-0.11	1370	Old. Fend.	1370	1364	1364	-0.53	1780	SLT.AB	1780	1780	1780	+1.11
5700	SAF.T.P.	5700	5700	5700	-0.11	1380	Old. Fend.	1380	1374	1374	-0.53	1790	SLT.AC	1790	1790	1790	+1.11
5710	SAF.T.P.	5710	5710	5710	-0.11	1390	Old. Fend.	1390	1384	1384	-0.53	1800	SLT.AD	1800	1800	1800	+1.11
5720	SAF.T.P.	5720	5720	5720	-0.11	1400	Old. Fend.	1400	1394	1394	-0.53	1810	SLT.AE	1810	1810	1810	+1.11
5730	SAF.T.P.	5730	5730	5730	-0.11	1410	Old. Fend.	1410	1404	1404	-0.53	1820	SLT.AF	1820	1820	1820	+1.11
5740	SAF.T.P.	5740	5740	5740	-0.11	1420	Old. Fend.	1420	1414	1414	-0.53	1830	SLT.AG	1830	1830	1830	+1.11
5750	SAF.T.P.	5750	5750	5750	-0.11	1430	Old. Fend.	1430	1424	1424	-0.53	1840	SLT.AH	1840	1840	1840	+1.11
5760	SAF.T.P.	5760	5760	5760	-0.11	1440	Old. Fend.	1440	1434	1434	-0.53	1850	SLT.AI	1850	1850	1850	+1.11
5770	SAF.T.P.	5770	5770	5770	-0.11	1450	Old. Fend.	1450	1444	1444	-0.53	1860	SLT.AJ	1860	1860	1860	+1.11
5780	SAF.T.P.	5780	5780	5780	-0.11	1460	Old. Fend.	1460	1454	1454	-0.53	1870	SLT.AK	1870	1870	1870	+1.11
5790	SAF.T.P.	5790	5790	5790	-0.11	1470	Old. Fend.	1470	1464	1464	-0.53	1880	SLT.AL	1880	1880	1880	+1.11
5800	SAF.T.P.	5800	5800	5800	-0.11	1480	Old. Fend.	1480	1474	1474	-0.53	1890	SLT.AM	1890	1890	1890	+1.11
5810	SAF.T.P.	5810	5810	5810	-0.11	1490	Old. Fend.	1490	1484	1484	-0.53	1900	SLT.AN	1900	1900	1900	+1.11
5820	SAF.T.P.	5820	5820	5820	-0.11	1500	Old. Fend.	1500	1494	1494	-0.53	1910	SLT.AO	1910	1910	1910	+1.11
5830	SAF.T.P.	5830	5830	5830	-0.11	1510	Old. Fend.	1510	1504	1504	-0.53	1920	SLT.AP	1920	1920	1920	+1.11
5840	SAF.T.P.	5840	5840	5840	-0.11	1520	Old. Fend.	1520	1514	1514	-0.53	1930	SLT.AQ	1930	1930	1930	+1.11
5850	SAF.T.P.	5850	5850	5850	-0.11	1530	Old. Fend.	1530	1524	1524	-0.53	1940	SLT.AR	1940	1940	1940	+1.11
5860	SAF.T.P.	5860	5860	5860	-0.11	1540	Old. Fend.	1540	1534	1534	-0.53	1950	SLT.AS	1950	1950	1950	+1.11
5870	SAF.T.P.	5870	5870	5870	-0.11	1550	Old. Fend.	1550	1544	1544	-0.53	1960	SLT.AT	1960	1960	1960	+1.11
5880	SAF.T.P.	5880	5880	5880	-0.11	1560	Old. Fend.	1560	1554	1554	-0.53	1970	SLT.AU	1970	1970	1970	+1.11
5890	SAF.T.P.	5890	5890	5890	-0.11	1570	Old. Fend.	1570	1564	1564	-0.53	1980	SLT.AV	1980	1980	1980	+1.11
5900	SAF.T.P.	5900	5900	5900	-0.11	1580	Old. Fend.	1580	1574	1574	-0.53	1990	SLT.AW	1990	1990	1990	+1.11
5910	SAF.T.P.	5910	5910	5910	-0.11	1590	Old. Fend.	1590	1584	1584	-0.53	2000	SLT.AX	2000	2000	2000	+1.11
5920	SAF.T.P.	5920	5920	5920	-0.11	1600	Old. Fend.	1600	1594	1594	-0.53	2010	SLT.AY	2010	2010	2010	+1.11
5930	SAF.T.P.	5930	5930	5930	-0.11	1610	Old. Fend.	1610	1604	1604	-0.53	2020	SLT.AZ	2020	2020	2020	+1.11
5940	SAF.T.P.	5940	5940	5940	-0.11	1620	Old. Fend.	1620	1614	1614	-0.53	2030	SLT.BA	2030	2030	2030	+1.11
5950	SAF.T.P.	5950	5950	5950	-0.11	1630	Old. Fend.	1630	1624	1624	-0.53	2040	SLT.BB	2040	2040	2040	+1.11
5960	SAF.T.P.	5960	5960	5960	-0.11	1640	Old. Fend.	1640	1634	1634	-0.53	2050	SLT.BC	2050	2050	2050	+1.11
5970	SAF.T.P.	5970	5970	5970	-0.11	1650	Old. Fend.	1650	1644	1644	-0.53	2060	SLT.BD	2060	2060	2060	+1.11
5980	SAF.T.P.	5980	5980	5980	-0.11	1660	Old. Fend.	1660	1654	1654	-0.53	2070	SLT.BE	2070	2070	2070	+1.11
5990	SAF.T.P.	5990	5990	5990	-0.11	1670	Old. Fend.	1670	1664	1664	-0.53	2080	SLT.BF	2080	2080	2080	+1.11
6000	SAF.T.P.	6000	6000	6000	-0.11	1680	Old. Fend.	1680	1674	1674	-0.53	2090	SLT.BG	2090	2090	2090	+1.11
6010	SAF.T.P.	6010	6010	6010	-0.11	1690	Old. Fend.	1690	1684	1684	-0.53	2100	SLT.BH	2100	2100	2100	+1.11
6020	SAF.T.P.	6020	6020	6020	-0.11	1700	Old. Fend.	1700	1694	1694	-0.53	2110	SLT.BI	2110	2110	2110	+1.11
6030	SAF.T.P.	6030	6030	6030	-0.11	1710	Old. Fend.	1710	1704	1704	-0.53	2120	SLT.BJ	2120	2120	2120	+1.11
6040	SAF.T.P.	6040	6040	6040	-0.11	1720	Old. Fend.	1720	1714	1714	-0.53	2130	SLT.BK	2130	2130	2130	+1.11
6050	SAF.T.P.	6050	6050	6050	-0.11	1730	Old. Fend.	1730	1724	1724	-0.53	2140	SLT.BL	2140	2140	2140	+1.11
6060	SAF.T.P.	6060	6060	6060	-0.11	1740	Old. Fend.	1740	1734	1734	-0.53	2150	SLT.BM	2150	2150	2150	+1.11
6070	SAF.T.P.	6070	6070	6070	-0.11	1750	Old. Fend.	1750	1744	1744	-0.53	2160	SLT.BN	2160	2160	2160	+1.11
6080	SAF.T.P.	6080	6080	6080	-0.11	1760	Old. Fend.	1760	1754	1754	-0.53	2170	SLT.BO	2170	2170	2170	+1.11
6090	SAF.T.P.	6090	6090	6090	-0.11	1770	Old. Fend.	1770	1764	1764	-0.53	2180	SLT.BP	2180	2180	2180	+1.11
6100	SAF.T.P.																

CARNET DU Monde

Naissances

Lucille
est heureuse d'annoncer l'arrivée au monde de

Antoine,
le 8 avril 1993.
Isabelle JONQUOIS,
Xavier de SEGUNS COHON,
6, rue Massenet,
75016 Paris.

M^{me} Colette FOURRIER
a la joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille

Elodie,
le 15 avril 1993, chez
Marie-Thérèse et Bernard.

Lilian et Yves HARDY,
Amélie,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Emilie,
à Paris, le 11 avril 1993.

— Marine Bellier,
son épouse,
Bruno, Claire, Cécile et Sébastien,
ses enfants,
M^{me} Denis Bellier,
sa mère,
Monique et Daniel Mauras,
Florence et Jacques Bellier,
Catherine et Jean-Pierre Maillard,
ses frères et sœurs,
Et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe BELLIER,
survenu le 24 avril 1993, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 avril, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Résurrection, au Chénay (Yvelines).

Vos manifestations d'amitié pourraient contribuer à la recherche sur le cancer (Instituts Curie ou Gustave-Roussy).

— Cluses (Haute-Savoie),
M. et M^{me} Simon Burdet,
leurs enfants et petits-enfants,
Et tous leurs parents,
ont la douleur de faire part du décès de

Gérard BURDET,

survenu, des suites d'une longue maladie, le 24 avril 1993, dans sa quarante-quatrième année.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 28 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas de Cluses, suivies de l'inhumation au cimetière du Chevrin.

Prière pour lui.

Pas de visites.

Cet avis tient lieu de faire-part.
140, allée des Grands-Journaux,
74300 Cluses.

— Son épouse,
Ses fils,
Ses parents,
Sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Serge BERG,

survenu le 16 avril 1993, à l'âge de quarante-trois ans.

Selon la volonté du défunt, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 1^{er} mai, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême.

Un office aura lieu également le mercredi 26 mai, à 19 heures, en l'église de l'Institut Saint-Serge, 93, rue de Crimée, Paris-19^e.

Nirat,
16330 Saint-Amand-de-Boivre,
1, cité de l'Alma,
75007 Paris.
51, rue de Seine,
75006 Paris.

— Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
Ses collègues,
L'ensemble des personnels,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

professeur Paul BERTHAUX,
ancien vice-président de l'université,
directeur de l'université dans la cité,
survenu le 20 avril 1993.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6^e, le 26 avril.

— Aubagne,

M^{me} Lucien Grimaud,
née Simone Cayol,
M. Aldo Bernasconi et M^{me},
née Nicole Grimaud,
leur fille Stéphanie,
M. François Robichon et M^{me},
née Florise Grimaud,
leurs enfants, Juliette et Nicolas,
M. Fausto Vernet,
née Charlotte Grimaud,
M. Antoine Darmon,
M. et M^{me} Marcel Cayol,
M. et M^{me} Serge Cayol
et sa fille Marine,
M. et M^{me} Louis Cassa,
M. Robert Zoffanelli,
Les familles Vialatte, Chevrol, Bossy
et Chabaud,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de

M. Lucien GRIMAUD,
journaliste,
maître adjoint honoraire,
chevalier des Palmes académiques.

Le cortège se formera place des Quinze, le mercredi 28 avril 1993, à 13 h 30, pour se rendre au syndicat d'initiative et en l'hôtel de ville d'Aubagne, où un hommage public sera rendu.

Les obsèques se dérouleront à 16 h 30, en la paroisse Saint-Sauveur.

L'inhumation aura lieu dans la sépulture familiale du cimetière des Palmiers.

Selon sa volonté, ai fleurs ni couronnes.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Catherine et Jimmy Glasberg,
Hélène Jourdan et Patrice Lemoine,
Titi Jourdan-Lemoine,
Et leurs proches,
ont la douleur de faire part de la mort brutale de leur père, beau-père et grand-père

Humbert JOURDAN,
survenu le 24 avril 1993.

Il avait soixante-huit ans.

« Je suis tout par Celui qui me fortifie. »
Philippe IV-13.

Un service religieux sera célébré le vendredi 30 avril, à 14 heures, au temple réformé, 72, rue Victor-Hugo, à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu ensuite au cimetière de Meulan (Yvelines), dans le caveau de famille.

Les fleurs peuvent être remplacées par des dons à la Ligue nationale française contre le cancer, 1, avenue Stéphane-Pichon, 75013 Paris, CCP Paris 56113 Y.

76, rue Magenta,
92600 Asnières-sur-Seine.

— Jean Kacef,
son fils,
Gisèle Kacef,
sa sœur,
Joseph Amiel,
son grand-père,
Lise, Pierre, François, Sylvie,
ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Les familles Dimet, Korolitski,
Clain,
Les familles alliées,
Et tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Merklem KACEF,
née Karolitski,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

On se réunira au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 28 avril 1993, à 14 heures, porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue de Crimée,
75019 Paris.

— Bernard et Paule Meunier,
Sophie et Yacine,
Jean-Marie et Michèle Meunier,
Jean-Baptiste,
Patrick et Monique Meunier,
Cécile et Delphine,
François-Marie et Marie-Danielle Meunier,
Hélène et Florence,
Yves et Anne Meunier,
Marie, Pierre et Vincent,
Ses enfants et petits-enfants,
Jean, Suzanne et Danièle Abit,
Les familles Loory, Delon, Quéme et Jonannetou,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul MEUNIER,
née Germaine Radillon,
survenu à Lyon, le 25 avril 1993.

Un service religieux sera célébré le jeudi 29 avril, à 14 heures, en la chapelle de l'hôpital Edouard-Herriot, place d'Arsonval, à Lyon.

Les obsèques auront lieu le vendredi 30 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Esprit, à Annecy.

Il vous rappellent le souvenir de son époux, le

professeur Paul MEUNIER,
décédé le 23 février 1954.

8, rue de Bièvre,
75005 Paris.
15, rue Buffon,
75005 Paris.
10, rue du Buf,
69005 Lyon.
2, rue des Mésanges,
91190 Gif-sur-Yvette.
43, rue de Stalingrad,
78800 Houilles.

« L'homme social doit céder le pas au créateur qui est pleinement lui-même dans sa solitude. »
Céranne.

Les familles Mune et Wink
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MUND,
artiste peintre
et psychanalyste,
survenu le 23 avril 1993, à l'âge de soixante-huit ans, à la suite d'une longue maladie.

La levée du corps aura lieu le mercredi 28 avril, à 9 h 45, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin-Celton, à Issy-les-Moulineaux.

L'inhumation suivra au cimetière intercommunal de Clamart.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Ses amis
ont la tristesse de faire part de la mort de

Robert MUND,

survenu le vendredi 23 avril 1993.

Nous nous retrouverons pour l'inhumation le mercredi 28 avril, à 10 h 45, devant l'entrée du cimetière intercommunal de Clamart, 108, rue de la Porte-de-Trivaux, Clamart.

15, rue des Urmelines,
75005 Paris.

— Violette Naville
a la tristesse de faire part du décès de

Pierre NAVILLE.

« Lire page 19. »

— M^{me} François Nérault,
son épouse,
M. et M^{me} Alain Bonnet,
Marcel, Stéphane, Eléonore,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean Nérault
et leurs enfants,
M^{me} Marie-Françoise Nérault
et son fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François NÉRAULT,
ancien élève de l'École navale (1941),
conseiller honoraire
à la Cour de cassation,
Prix de la nouvelle
de l'Académie française (1973),
officier de l'Ordre national du Mérite,
survenu à Paris, le 8 avril 1993.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Germain-des-Valx (Manche).

Une messe sera célébrée à son intention le vendredi 30 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Cammarin, Paris-9^e.

20, rue Godot-de-Mauroy,
75009 Paris.

— M^{me} Raymond Oliver,
sa sœur,
M^{me} Robert Cocagne,
sa sœur,
M^{me} Laurence Cocagne et M. Bruno Leroy,
M^{me} Isabelle Cocagne,
M. et M^{me} Philippe Cocagne,
ses neveux et nièces,
M. Pierre Cardin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André OLIVER,

survenu le 22 avril 1993, en son domicile parisien.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le lundi 26 avril, en l'église Saint-Jacques-le-Pauvre, Paris-5^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur Rossano,
Jean et Claire Rossano,
Nicole et Daniel Chaillet,
Mathias et Valérie,
Clémence et Hugo,
Philippe,
Catherine,
ses enfants et petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès, le 18 avril 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

M^{me} Roger ROSSANO,

113, rue de la Tour,
75116 Paris.

— Le bureau d'état civil du service consulaire du Vietnam à Paris
a la profonde peine de faire part du décès de

M. TRAN DUC THAO,
ancien professeur de philosophie
à l'université de Hanoï.

survenu le 24 avril 1993, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

« Le Monde du 27 avril. »

— M^{me} Merle d'Aubigné,
sa sœur,
Claude-Nathalie Thomas,
Nora Valabrégue,
Hélène Valabrégue,
ses filles,
Stéphane Thomas, Valérie Thomas,
Fabienne Thomas,
Agathe Moisset et Predrag Komacovic,
ses petits-enfants,
Vladimir Komacovic,
son arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges VALABRÈGUE,
née Vera de Gensburg,

survenu à Genève, le 20 avril 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu à Marseille, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— A l'occasion du onzième anniversaire du décès de

M. Winicki ROMAN.

une cérémonie aura lieu le mercredi 26 avril 1993, à 12 heures, au cimetière de Bagneux.

Erratum

— Dans l'avis d'anniversaire concerné

Adrien et Jeanne DELATOUR.

Il fallait lire :
née Destaing.

« Le Monde daté 22 avril. »

Manifestations du souvenir

— Une plaque sera apposée sur la façade du 4, rue Froidevaux, Paris-14^e, en hommage au peintre

Charles LAPIQUE,

qui vécut dans cet immeuble de 1927 à 1988.

Rendez-vous sur place jeudi 29 avril 1993, à midi.

Association La Mémoire des lieux,
9, avenue Albert-de-Mun,
75016 Paris.
Tél. : 45-05-14-74.

Conférences

— En hommage à l'orientaliste

Paul du Breuil,

récentement décédé, l'Association Europa Sacra (Genève) et l'Association zoroastrienne de France, avec la participation de la Société d'études zoroastriennes, tiendront le

vendredi 30 avril 1993, à 17 heures, au Palais de Chaillot, salle de cours du Musée de l'Homme, 17, place du Trocadéro, 75016 Paris.

une séance présidée par M. Jean-Marie Paupert (Europa Sacra) et M. Sarouh Dastur (Association zoroastrienne de France) et illustrée par les quatre communications suivantes :

— « Les recherches du professeur Paul du Breuil sur le zoroastrisme », par M^{me} Françoise Dastur, maître de conférences à l'université Paris-1.

— « L'héritage du zoroastrisme tel qu'il a été sauvé par les Parsis en Inde », par M. Shavux Cooper.

— « Implications théologiques des origines zoroastriennes du christianisme d'après les recherches du professeur Paul du Breuil », par le professeur Oreste Lénormand (Genève).

— « Koushisme et iranisme dans la philosophie religieuse russe », par M. Pierre Rosniansky (Genève).

— « Le libéralisme, une nouvelle religion ? », Pierre Delaporte, président d'honneur d'EDF, Philippe Herzog, député au Parlement européen, Bertrand Vergnol, pasteur, mercredi 28 avril 1993, à 20 h 30, temple de l'Eglise réformée de l'Étoile, 56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e, métro Argentine, RER Étoile.

Libre participation aux frais.

— « Méditation et évangélisation », A l'invitation de l'Association française des journalistes catholiques, le Père Jean-François Six prononcera, le lundi 3 mai, à 15 heures, à la salle Clemenceau du Palais du Luxembourg (15, rue de Vaugirard, Paris-6^e) une conférence sur le thème « Méditation et évangélisation ». Elle sera suivie d'un débat animé par Alain Guichard, président de l'AFJC.

— « La question de la nation : État ou diaspora ? », avec Esther Beusasse et Alain Dieckhoff, mercredi 28 avril 1993, à 20 h 30, à l'Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris-9^e.



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis QSP

Vente sur licitation, au Palais de Justice de PARIS
le Lundi 10 Mai 1993 à 14 h, EN UN LOT
2 APPARTEMENTS - 164, rue d'Alsia
à PARIS 14^e
de 2 PIÈCES PPALES, 2 CAVES. Droit aux WC communs.
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adr. M^{me} FITREMAN, avocat à PARIS 8^e, 11 bis, rue Portalis, Tél. : 45-22-22-86; M^{me} DIEZEL, avocat à PARIS 14^e, 9, rue Ernest-Cresson, Tél. : 45-15-97-88. A tous avocats près l'IGI de PARIS. S'inscrire pour visiter

Vente après Liquidation Judiciaire au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 13 Mai 1993 à 14 h 30, EN UN LOT
VASTE ATELIER - LIBRE
29, rue Victor-Recurat
au PERREUX-SUR-MARNE (94)
MISE A PRIX : 350 000 F
Maître YVES TOURAILLÉ, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Clichy,
Tél. : 48-74-45-85. M^{me} AYACHE, mandataire liquidateur à CRÉTEIL,
Place de l'Europe

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 13 Mai 1993 à 14 h 30, EN UN LOT
APPARTEMENTS à PARIS 7^e
26, rue de la Chaise et 37, bld Raspail
au 3^e étage, escalier A et B, comp. salle à manger, salon, 3 chambres, cuisine, salle de bains, WC, entrée, couloir 2 dégagements, 2 débarras, 3 placards et les 1553/10 000 des parties communes générales
MISE A PRIX : 70 000 F
S'adr. pour tous renseignements : M^{me} Françoise INBONA, avocat, 4 avenue Sully Prudhomme à PARIS 75007, Tél. : 45-55-74-06. Visite des lieux le LUNDI 10 MAI 1993 de 14 h à 15 h en présence de M^{me} INBONA et de Maître VINCIQUERRE, Au greffe du tribunal de Grande Instance de PARIS

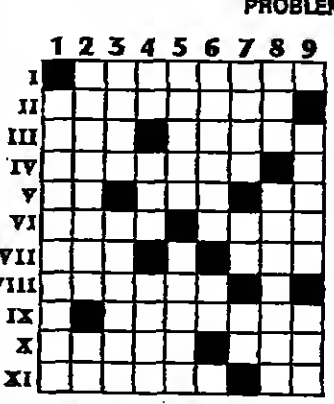
Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 13 Mai 1993 à 14 h 30, EN UN LOT
UN APPARTEMENT 3 PCEs PPALES à PARIS 5^e
3, place de la SORBONNE
entrée, s. à mang., chambre s/rue, chambre s/cour, cuis., toil., WC, débarras, au 1^{er} étage. Bât. s/rue. LOT 4-116/1 000^e p.c.
MISE A PRIX : 2 000 000 F
Consig. préalable par chèque de banque indispensable pour enchérir.
S'adr. à la SCP M. BRUN et E. ROCHER, avocats
40, rue de Liège, PARIS 8^e, Tél. : 42-93-72-13

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 13 Mai 1993 à 14 h 30, EN HUIT LOTS
1^{er} APPARTEMENT 3 P.P., rez-de-cha. WC, 2 caves
2^e APPARTEMENT 3 P.P., rez-de-cha. WC, 2 caves
3^e APPARTEMENT 3 P.P., rez-de-cha. WC, 2 caves
4^e APPARTEMENT 3 P.P., rez-de-cha. WC, 2 caves
5^e APPARTEMENT 3 P.P., rez-de-cha. WC, 2 caves
6^e APPARTEMENT 3 P.P., rez-de-cha. WC, 2 caves
7^e LOCAL à us. d'hab., 7^e étage, 3 caves
8^e LOCAL à us. d'hab., 7^e étage, 3 caves
231 BIS, RUE LA FAYETTE PARIS 10^e
Mise à prix : 750 000 F, 750 000 F, 750 000 F, 750 000 F, 750 000 F, 750 000 F, 750 000 F, 750 000 F.
Consig. préalable par chèque de banque indispensable pour enchérir.
S'adr. à la SCP M. BRUN et E. ROCHER, avocats
à PARIS 8^e, 40, rue de Liège, Tél. : 42-93-72-13.
Visite sur place : le 10 mai 1993 de 14 h 45 à 16 h 30.

Vente au Palais de Justice de Paris, le Jeudi 13 Mai 1993 à 14 h 30
EN UN LOT :
UN IMMEUBLE A PARIS 16^e
60, avenue Raymond-Poincaré
comprenant : deux corps de bâtiments, l'un sur rue, l'autre sur cour, élevés sur caves, d'un rez-de-chaussée, de cinq étages carrés et d'un sixième étage lambrissé, cour.
MISE A PRIX : 65 000 000 F
Maître Jacques SCHMIDT, avocat :
76, avenue de Wagram à PARIS 17^e, Tél. : 47-63-29-24.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 602B



HORIZONTALEMENT

I. D'or, en Asie. — II. Une mouche dont on peut dire qu'elle a une taille de guêpe. — III. Grande quantité. — IV. Dans le Grondre. — V. Note. Partie de poule. Pronom. — VI. Grande quantité. Détériorer. — VII. Endroit où l'on voit le jour. Un point d'union sur le bide. — VIII. Digne d'un roi. — IX. Une intoxication. — X. Un grand mathématicien. Peut servir en courant. — XI. Unies pour ceux qui veulent exprimer des regrets. Préposition.

VERTICALEMENT

I. Qui dure ce que durent des neiges. — 2. Une femme qui va de pis en pis. Mots. — 3. Période préhistorique. Quand elle est belle, il n'y a pas de couvert. — 4. En France. Tempête. Nom de père. — 5. Pas expressif. Mousse quand il est bouché. — 6. Fume après le course. Conjonction. — 7. Sonne quand on part. Abréviation pour un prince. Possessif. — 8. Circulent à l'étranger. Un homme vraiment pas optimiste. — 8. Est parfois payant. Légumes.

Solution du problème n° 6027

Horizontalement

I. Bageur. — II. Orageux. — III. Unie. Tain. — IV. Tien. Igné. — V. Oc. Dolent. — VI. Na. Amer. — VII. N.S. Rede. — VIII. Taa. — IX. Envie. Ir. — X. Réactions. — XI. Ecroues.

Verticalement

1. Bouteiller. — 2. Amica. Né. — 3. Gèle. Neval. — 4. Agendus. Ici. — 5. Ré. OM. Fête. — 6. Rutier. In. — 7. Exagération. — 8. Inn. Darne. — 9. Rénettes. S.S.

GUY BROUTY

La vogue des reality-shows

Sur TF 1 : l'information à 1 million de francs !

La mort et le Loto ont fait bon ménage, lundi soir 26 avril, sur TF 1, à l'occasion de la deuxième édition de l'émission « Témoin n° 1 ».

L'une des énigmes consistait à se demander qui avait assassiné, en 1986, à Ecublens, près de Lyon, le président-directeur général de la filiale française de Black et Decker, alors qu'il sortait de sa résidence. Or, depuis le mois de février 1993, la vogue de ce chef d'entreprise britannique offre une prime de 1 mil-

lion de francs à toute personne qui fournira à la justice une information décisive pour l'arrestation du coupable.

Fallait-il évoquer à la télévision l'existence de cette prime déjà signalée par la presse écrite? Les organisateurs de l'émission étaient conscients du risque et en avaient débattu. « En en parlant, on risquerait d'être embêté au standard », avait dit le coproducteur Patrick Meney. Ils savaient que l'esprit de la justice risquait de primer sur l'image de « service public » et d'« auditoire

de justice » que « Témoin n° 1 » cherche à se donner. Ils savaient surtout qu'il existe une différence d'impact entre la chose écrite et l'image télévisée. Ils ont hésité, puis - Audimat obligé - tranché : la prime a été annoncée à l'antenne. Avec deux cartes, comme en passant. Mais qu'en pense le juge, qui va maintenant devoir faire le tri entre les amateurs de magot et les témoins sérieux?

Y. M.

► Lire, page 27, la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN.

En Allemagne : les caméras au salon le cadavre à la cave...

« Barbel ! nous t'attendons ! » Entouré de ses enfants en larmes, dans son salon, c'est en ces termes, devant les caméras de plusieurs reality-shows allemands, que Rainer B., technicien, traîne et un ans, avait imploré le ciel en priant pour le retour de sa femme disparue depuis septembre 1991.

Au cours de l'émission « Perdu » de la WDR, il avait ainsi ému des milliers de spectateurs en expliquant : « Quand je me suis réveillé le matin, elle n'était plus là. »

Interrogé à nouveau par la chaîne privée Sat 1 pour une autre émission, « Signalez-vous SVP », il apparaissait tout aussi éploré dans sa recherche de la vérité. Et il était en train d'enregistrer une troisième émission, « Sans trace », avec l'autre grande chaîne privée RTL-TV (en allemand), quand Rainer B. a évoqué : il avait étranglé sa femme, et l'avait enterrée dans sa cave !

La Bild Zeitung, qui vient de rapporter cette histoire, souligne que les reality-shows constituent, outre-Rhin aussi, la dernière mode télévisuelle. Mais les réactions face au « cas » de Rainer B. indiquent que cette vogue prend des formes diverses. L'équipe de

Sat 1, qui « sentait mal » le personnage, avait finalement préféré ne pas diffuser le sujet tourné, indique Bild.

A l'inverse, la chaîne RTL-TV, désormais infamée de la supercherie, a l'intention de diffuser le sien et de ne dévoiler la vérité au public qu'à la fin de l'émission, car elle considère que son devoir consiste à « ne pas priver le public de cette contribution, pour lui faire prendre conscience des retournements dramatiques auxquels peut mener une disparition ».

La multiplication des reality-shows, dont certains n'hésitent pas à montrer des vendeurs de drogue en action ou des trottoirs maculés de sang à l'occasion de faits divers, provoque en tout cas, en Allemagne, une levée de boucliers de la part des responsables de la police et de beaucoup d'hommes politiques. « C'est révoltant de voir les pires crimes, les malheurs des victimes, les pires accidents transformés en divertissements », remarque récemment le chef de la police criminelle, Hans-Ludwig Zachert. Celui-ci a conseillé à ses hommes de ne plus coopérer avec les producteurs de ces émissions, d'au-

tant qu'elles présentent souvent les policiers impassibles contant leurs aventures sur fond d'images horribles.

Le groupe parlementaire de la CDU, le parti du chancelier Helmut Kohl, a réclamé l'interdiction de ce type d'émissions en les jugeant aussi divertissantes que « les urgences d'un hôpital ». Selon le porte-parole chrétien-démocrate Joseph-Theodor Blank, « si les chaînes privées rampent sur les corps pour accroître leurs bénéfices, l'État ne peut pas rester les bras croisés en regardant à ses devoirs publics ». La polémique vise surtout les cinq chaînes privées, et particulièrement trois émissions de RTL-TV, « Vidéo témoins », « De vie et de mort » et « Appel de détresse ».

Le porte-parole de la chaîne privée, Tillman Fuchs, semble néanmoins peu troublé par la controverse. Pour lui, la diffusion tardive de ces émissions limite le nombre de téléspectateurs et elles restent extrêmement populaires : « Nous devons faire des émissions pour notre public et non pour les hommes politiques », rétorque-t-il.

M. C.

L'avenir de la presse dominicale britannique

« The Independent » et « The Guardian » convoient « The Observer »

Deux groupes de presse, News-papers Publishing - qui publie le quotidien The Independent et son supplément dominical, The Independent on Sunday - ainsi que The Guardian, seraient intéressés par le rachat du plus ancien hebdomadaire britannique, Observer, selon le quotidien économique du groupe Pearson, Financial Times.

Propriété du groupe Lorrha, un conglomérat versé dans les mines d'or et de platine, le pétrole, les transports, etc., et dirigé par l'homme d'affaires Tiny Rowland, Observer, créé en 1791, a suivi le déclin de cet empire.

Sa diffusion a chuté, ces trois dernières années, de plus de 800 000 exemplaires à 500 000, et sa session est régulièrement évoquée (le Monde du 11 février 1992).

La prise de contrôle d'Observer par Newspapers Publishing nécessiterait toutefois une augmentation de capital de ce groupe, parmi les actionnaires duquel figure le quotidien romain La Repubblica.

A la faveur de cette augmentation, Lorrha pourrait entrer dans le capital de The Independent (à hauteur de 15 % on 20 %), et obtiendrait, en plus, 20 millions de livres (168 millions de francs) de sa part.

Meis l'issue est incertaine : The Guardian, auquel le rachat d'Observer permettrait de s'installer dans le créneau de la presse dominicale, a déclaré vouloir saisir la commission des monopoles et fusions, en se fondant sur le fait qu'une probable fusion d'Observer avec The Independent on Sunday entraînerait la mort du premier. Les directeurs de Newspapers Publishing et du Guardian se refusent actuellement à tout commentaire.

Avant le débat sur la ville

SOS Racisme entend s'opposer à la réforme du code de la nationalité

A l'occasion du débat parlementaire sur la ville, SOS Racisme exprime sa crainte d'une surenchère et des amalgames entre jeunes de banlieue, délinquance, drogue et immigration.

Fodé Sylla, son président, a souligné, lundi 26 avril, que la ville « ne soit pas un sujet de règlement de comptes ». Soulignant que des actions exemplaires étaient engagées « par des maires de droite comme de gauche », M. Sylla a énoncé les propositions de son association : création d'un « service national civique mixte », généralisant l'actuel « service national ville » (consacré aux quartiers en difficulté) ; financement pluriannuel et simplifié de la réhabilita-

tion des cités ; création de conseils de quartier ; droit de vote pour les étrangers ; organisation du dialogue police-jeunes ; encadrement plus strict des contrôles d'identité.

SOS Racisme demande le report de la discussion parlementaire sur la réforme du code de la nationalité prévue pour la deuxième quinzaine de mai. Cette réforme, « qui remettrait en cause cent ans de droit », exige « un vrai débat ». Pour manifester son hostilité, SOS Racisme prévoit une série de meetings à la mi-mai. Enfin, l'association prévoit qu'un rassemblement parisien, début juillet, clôturera un « tour de France » des lycées et cités qu'elle entreprendra en juin.

► Lire page 8 nos autres informations

OFFRE DE REPRISE MACINTOSH

Dans 2 jours il faudra faire une croix dessus.



Offre de reprise valable jusqu'au 30 Avril.

MATÉRIEL REPRIS	APPLE	Mac II	PC
MATÉRIEL ACQUIRÉ			
IC III/Contris 610/DuoDock	3 000 F	3 000 F	2 000 F
Contris 650/Quadra 800/950	3 000 F	5 000 F	2 000 F

Jusqu'au 30 Avril 1993, IC vous offre entre 2000 et 5000 F de reprise sur l'achat d'un Macintosh nouvelle génération. Vu les prix, les conseils et les services (PAO, gestion, maintenance) garantis par IC, on dirait que les affaires reprennent !



ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC NANTERRE PARIS 4e (1) 42 72 36 26 - IC VANDOEUVRE PARIS 12e (1) 42 86 90 90
- IC MICHEL VALLEY PARIS 15e (1) 40 58 00 00 - IC MARSEILLE 9e (1) 57 25 53
IC TOULOUSE 61 25 62 32 - IC NANTES 40 47 06 62 - IC LYON 3e 78 62 36 58
- IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 - IC AVIGNON 90 62 22 22

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde et SPECTACLES

SOMMAIRE

DÉBATS

Ville : « Nommer pour agir » par Patrick Simon : « La péril social » par Alexis Guenego ; Bibliographie : « La loi du zapping » 2

ÉTRANGER

La victoire de Boris Eltsine 3
Pèlerinage dans l'enfer bosniaque 4
Afrique du Sud : les extrémistes blancs et noirs freinent la processus de négociation 5
Guatemala : guerre des nerfs avant la paix 8
Etats-Unis : la mort de César Chavez symbolise le déclin du syndicalisme militant des travailleurs agricoles hispaniques 6
Israël face au « péril vert » : I. - La « guerre sainte » du Hamas 7

POLITIQUE

Le débat sur la ville à l'Assemblée nationale 8
Le conseil national du RPR 10
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Préférence » 10

SOCIÉTÉ

L'ANDRA publie un inventaire des sites de déchets radioactifs 12
L'ours des Pyrénées serait condamné à disparaître 12
Football : « Le tampa retrouvé d'Eric Cantona » 14
Un point de vue d'Alain Bloch : « Les exigences de l'armée de terre sont inacceptables » 14

SCIENCES • MÉDECINE

« L'anniversaire de la double hélice d'ADN : entretiens avec les professeurs Axel Kahn et François Jacob. « Les Merveilles démythifiées » 15 à 17

CULTURE

Arts : une rétrospective Marcel Duchamp à Venise 18
La photographie allemande Deid von Schadowen jette un œil dans le miroir 18
Lettres : la mort de Pierre Naville. 19

ÉCONOMIE

Le Vietnam a un pressant besoin de crédits internationaux 21
La Bundesbank pourrait accélérer sa politique de baisse des taux d'intérêt 21
L'assemblée annuelle de la BERD 22
Hughes Alreraft se méfie des espions français 22
Le GAN victime de l'assurance-dommages 24

INITIATIVES

« Dossier : les entreprises se mobilisent face au chômage » Patrimoine : le management de la culture
« Social : s'assurer contre le rougissement de bébé » Tribune : « Hero sur la machine » par Bertrand Collomb
« Stages » 29 à 44

Services

Abonnements 18
Carnet 26
Marchés financiers 24 et 26
Météorologie 27
Mots croisés 26
Radio-télévision 27
Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté 29 à 44

Le numéro de « Le Monde » daté 27 avril 1993 a été tiré à 504 183 exemplaires.

Le marasme publicitaire

M. Lévy réfute l'idée que certaines agences aient voulu « donner une leçon » aux journaux

Dans un entretien publié par la Tribune-Despêche du 27 avril, Maurice Lévy, président du directoire de Publicis, deuxième groupe publicitaire français, indique que le marasme publicitaire « va décroître de 3 % à 4 % par rapport à 1992 ». Il estime que la loi Sapin, destinée à clarifier et à organiser les flux financiers entre les divers intermédiaires du secteur (agences, centrales d'achat) et les annonceurs et les médias, « indiscutablement amplifié le phénomène », tout en précisant qu'il « n'était pas hostile aux principes mais aux mécanismes de ce texte ».

Évoquant « les explications » données aux hommes politiques sur « les effets pervers de cette loi », M. Lévy

confie avoir « bon espoir d'une modification substantielle de la loi Sapin », même s'il ne s'agit pas, pour le gouvernement, « d'une priorité immédiate et absolue ».

Tout en faisant état des moyens « colossaux en recherche, études, et en outils informatiques » consentis par les agences et les centrales pour mettre en valeur les journaux, pénalisés par les transferts publicitaires vers la télévision, le président du directoire de Publicis réfute vigoureusement « l'idée que [les agences aient] pu accélérer la baisse des recettes des journaux, histoire de leur donner une leçon : c'est infamant et profondément injuste ».

EN BREF

□ M. Péricard (RPR) : « Aucun candidat M. Bourges » - Le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, Michel Péricard, député RPR des Yvelines, a réitéré, lundi 26 avril, sur RTL, ses critiques à l'encontre du président de France 2-France 3, Hervé Bourges, affirmant qu'il ne fera à celui-ci « aucun cadeau » et qu'il n'aura à son égard « aucune indulgence ». M. Péricard a précisé que son opposition à M. Bourges ne constituait pas « une chasse aux sorcières » mais « une chasse à une conception de la facilité, de la démagogie et de l'indulgence ».

□ M. Mazaud veut protéger les magistrats de la presse. - Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a présenté, lundi 26 avril, une proposition de loi tendant à assurer la protection des conditions de vie et de travail des magistrats. M. Mazaud préconise notamment d'interdire aux organes de presse, de radio et de télévision d'indiquer le nom ou de reproduire l'image des magistrats à l'occasion des dossiers dont ils sont chargés. Selon lui, « il est temps que la justice retrouve la sérénité qui a longtemps été la sienne », et il est donc « nécessaire que les juges soient soustraits à la pression des médias ».

□ Des images du satellite d'observation Helios fournies à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). - L'Espagne, la France et l'Italie, partenaires du programme de satellite militaire d'observation Helios, ont signé, mardi 27 avril, à Madrid, un mémorandum sur la fourniture d'images spatiales à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui réunit les États membres de la Communauté européenne (sauf l'Irlande et le Danemark). Cette signature intervient à la veille de l'inauguration à Tarragona, près de Madrid, du centre d'interprétation des données satellitaires de l'UEO. Premier programme européen de satellites militaires, Helios (estimé à 8 milliards de francs) est financé par la France à hauteur de 79 %, l'Italie pour 14 % et l'Espagne pour 7 %.

□ Le « conseiller financier » Jacky Miléat a été remis en liberté. - Soupçonné d'avoir escroqué trois mille éparpagnants, le « conseiller financier » Jacky Miléat, cinquante ans, a été remis en liberté, lundi 26 avril, à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Jacky Miléat promettait un rendement de 30 % par an à ses clients, recrutés notamment dans la région de Grenoble, à Paris et sur la Côte d'Azur. Il avait été inculpé d'escroquerie et placé sous mandat de dépôt le 29 avril 1992.

Demain dans « le Monde »

« Education-Campus » : paroles de jeunes contre le sida

Longtemps simples destinataires des messages de prévention, lycéens et étudiants prennent désormais l'initiative contre le sida.

Le Monde

INITIATIVES

Les entreprises se mobilisent face au chômage

Loin de baisser les bras, des patrons proposent une rupture avec le discours précédent

DEPUIS quelques mois, le mouvement, encore timide, se confirme. Les entreprises, ou du moins certaines d'entre elles, se mobilisent pour l'emploi. Et, cela même, au moment où les politiques et les spécialistes paraissent baisser les bras devant la montée du chômage ou, plutôt, quand ils se refusent à s'engager par des promesses trop précises.

Historiquement, ce changement d'attitude, du côté des chefs d'entreprise, prend naissance en juillet 1992 quand le *Nouvel Observateur* publie un « Manifeste pour l'emploi » signé par quatorze patrons. Compte tenu des conditions de lancement - l'appel a été rédigé par les journalistes, sans possibilité d'amendement, et l'affaire a été conclue en quelques jours - le succès est sans conteste le signe d'un malaise profond. Que des dirigeants soient capables de prendre un tel risque témoigne des cassures à venir.

La suite n'est pas moins éloquent. En novembre et décembre, dans un « Manifeste des entreprises contre l'exclusion », une trentaine de patrons, pas toujours les mêmes que les précédents, prennent date à leur tour. Inspirés par le commissaire général au Plan, Jean-Baptiste de Foucauld, le Centre national du patronat chrétien et l'association Echanges et Projets, créée par Jacques Delors, ils s'inquiètent des dégâts provoqués par la logique exclusivement économique. En quelque sorte, leur démarche rappelle l'effort déjà accompli par certaines entreprises qui se sont regroupées autour de la Fondation pour l'insertion par l'économie, présidée par Philippe François, PDG de Darty. Elle fait écho aux préoccupations du Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui, l'été précédent, avait consacré ses assises annuelles à « L'entreprise citoyenne ».

Depuis, la dynamique s'est accélérée. Membres d'Entreprises et cité, plusieurs dirigeants réputés ont annoncé qu'ils allaient prendre des mesures concrètes. Claude Bébear, PDG du groupe d'assurances Axa, se met à parler d'emploi à vie, dans certaines conditions, et s'interroge publiquement sur les risques d'une trop grande productivité. Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, explique les dispositions qu'il entend prendre et fait part de son inquiétude à haute voix. Peut-être est-on allé trop loin dans le souci gestionnaire et faudrait-il laisser plus de place à l'élan créatif, finit-il par dire, lui, le prototype du manager des années 80. Jean



Brémont, PDG de Pierre et Vacances, imagine un statut permanent pour le salarié saisonnier qu'il emploie dans son entreprise. Bolloré Technologies, dit-on, pourrait suivre. Président de la commission « compétitivité », dans le cadre de la préparation du XI^e Plan, Jean Gandois, PDG de Pechiney, s'inscrit logiquement dans cette démarche et lui donne, par les orientations proposées dans le rapport consacré à « la performance globale », la légitimité de la durée. Mieux, il en symbolise, tout à la fois, le caractère d'urgence et les limites. Que le patron d'une multinationale s'affiche aussi clairement à valeur de témoin.

MAIS qu'il le fasse à un moment où la guerre des prix fait rage sur l'aluminium, au point de l'amener à supprimer des emplois, relève du courage ou l'inconscience. Les discours risquent

d'être contredits par les actes, à moins que les nécessités fondamentales ne dépassent les comportements conjoncturels.

Il n'est maintenant pas seul à s'engager dans le long terme. Désormais présidé par Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider, l'Institut de l'Entreprise oriente toute sa réflexion sur le thème de l'emploi. Moins connu, l'Institut de la Boiserie en fait de même et, en son sein, le PDG de la Sopad (Nestlé), Yves Barbioux, s'efforce de trouver de nouvelles idées. Même le groupe Bouygues tente de se rapprocher de la Caisse des dépôts et consignations, qui soutient un énorme programme Développement et solidarité destiné aux quartiers en difficulté. Le numéro un du bâtiment s'est aperçu qu'il y avait des choses à faire, qui amélioreraient son image, et que, de toute manière, certains de ses concurrents pratiquent quand ils soumissionnent pour des chantiers en banlieue. Au sein d'une association, baptisée CIME, des responsables d'entreprise cherchent actuellement le moyen d'innover et de provoquer « une décade », ainsi que le dit Christiane Joguet, son animatrice.

Toutes ces hirondelles feront-elles le printemps ? Il est encore trop tôt pour le prétendre. Variables d'un intérêt plus ou moins grand, ces initiatives n'ont pas encore beaucoup de cohérence. Entre les intentions, parfois, et les résultats concrets, souvent, il y a un fossé qui conduit au scepticisme. Depuis leur coup d'éclat, en pleine campagne électorale, Axa et surtout Rhône-Poulenc se sont plus discrets ou hésitent à confirmer leurs propos. D'autres sont peut-être seulement à la recherche d'une bonne opération médiatique. Mais il faut aussi reconnaître que, en quelques semaines, la conjoncture se détériore rapidement, les déclarations d'ailleurs paraissent maintenant bien périlleuses pour quelques-uns de leurs auteurs.

Il n'empêche. Malgré leur manque de contenu, ces réactions doivent être prises pour ce qu'elles sont. Elles marquent une rupture avec le langage précédent. Elles signifient qu'une prise de conscience est en train de se produire. Avec trois millions de chômeurs, la France, y compris dirigeants, découvre les dangers qui la menacent. Et elle apprend, peu à peu, que plus rien ne pourra être « comme avant ». Tant mieux.

Alexis Lobaube

■ Réflexions patronales

Sept commissions au travail
par Liliane Delwasse

■ Aider les chômeurs de longue durée

Le poids des embauches réservées aux exclus
par Valérie Devillechabrolle

■ Les préretraites progressives

Des nouvelles mesures pour l'emploi
par Catherine Leroy

page 30

■ Des emplois à vie

Créer des « cadres de réserve »
par Jean Monanteau

■ Le contrat de travail intermittent

Des saisonniers en CDI
par Olivier Plot

■ Le BTP et les quartiers dégradés

Aider à l'insertion des jeunes
par Marie-Renée Baydet

■ A l'heure des manifestes

Engager les responsables par une charte
par Francine Alzicovici

page 31

PATRIMOINE

□ Le management et la culture

SOCIAL

□ S'assurer contre la rougeole de bébé

page 32

TRIBUNE

□ Haro sur la machine !
par Bertrand Collomb

page 33

JEUNES DIPLOMES BAC + 5

Votre plus belle
aventure
professionnelle
commence en
DERNIERE PAGE...

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
IUA
SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration
for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.

■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme approuvé en Asie : IUA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

Réflexions patronales

Pas de solutions globales
mais des remèdes au coup par coup

L'EMPLOI est devenu une priorité. Deux clubs de réflexion qui regroupent des chefs d'entreprise ont pris une conscience si aiguë qu'ils ont mis toute leur énergie, toute leur volonté, à exploiter des pistes de recherche, à imaginer des solutions, à essayer d'y voir enfin un peu plus clair dans le dédale des idées reçues. L'Institut de l'entreprise a mis en place au mois de janvier sept commissions où sont réunis des praticiens et des théoriciens pour analyser toutes les facettes du problème.

La première commission examine l'état des sciences économiques sur le sujet. Et, à leur grand étonnement, ses membres ont constaté que les économistes ont peu d'idées sur l'emploi et, curieusement, ont rarement étudié ce domaine, du moins de manière globale. La deuxième tente, derrière des déclarations d'intention et la langue de bois, de discerner ce que les entreprises ont réalisé de positif et d'évaluable. La troisième commission s'ouvre sur l'international et compare les réalisations françaises avec celles de ses partenaires, en particulier dans le domaine du travail des jeunes. La quatrième, sous la houlette de Francis Mer, président d'Usinar, s'efforce de dresser un paysage statistique précis et de savoir dans quelles régions sont les emplois et qui les occupe. La commission, présidée par Michel Bon, a des visées à la fois sociologiques et psychologiques. Elle se penche sur l'attitude des Français vis-à-vis du travail et sur l'évolution des valeurs liées à la vie professionnelle. La délocalisation et l'internationalisation de la main-d'œuvre forment les sujets de préoccupations d'une sixième commission. La septième, présidée par Jean Gaudois, président de Pechiney, est chargée du rapport final prévu le mois de septembre. Dès juin, un premier rapport technique établira l'état des travaux. Il sera adressé aux adhérents qui paraissent impatient d'avoir d'ores et déjà quelques idées à exploiter.

Générer des activités non marchandes

Que conclure de ces travaux ? Pour Michel Tardieu, délégué général de l'Institut, il est encore prématuré de vouloir tirer des conclusions alors que les recherches sont loin d'être terminées. Deux ou trois évidences peuvent cependant déjà peser dans le bilan.

Il n'y a pas, il n'y aura jamais de solution globale. Le défiant majeur de l'économie française c'est sa rigidité ; c'est là-dessus qu'il faut agir. Le marché du travail est segmenté. La flexibilité est nécessaire. Il faut accepter de trouver des mini-solutions coup par coup, adaptées à chaque bassin d'emploi, sans s'obstiner à vouloir à tout prix appliquer un traitement national.

Autre constatation : au mépris de toute évidence scientifique et faute d'études sérieuses qui font cruellement défaut, il règne dans ce domaine une véritable atmosphère de guerre de religion. Chacun assène des vérités reçues sur des sujets rebattus. Avec une passion qui ne doit rien à la réflexion mais tout à l'intime conviction : « Nous voulons tordre le cou à la langue de bois, aussi bien à celle des syndicats qu'à celle de l'establishment. Et avoir

enfin une vision claire, réaliste et objective sur des questions éculées. » La productivité tue-t-elle l'emploi ? L'informatique en est-elle un facteur de diminution ? La délocalisation fait-elle baisser les salaires ? Qu'est-ce qui est structurel ? Qu'est-ce qui est conjoncturel ? Autant de questions auxquelles chacun, même les responsables les plus hauts placés, appartient des réponses dictées par des certitudes d'un autre âge et un sectarisme étonnant.

Pour l'Institut La Boétie, autre club patronal, l'entreprise citoyenne se doit de travailler sur le drame des années 90. Celui des exclusions. Un credo : l'insertion ne peut se faire que par l'économie sous peine de rester un perpétuel artisanat, une démarche d'assistance, certes caritative, mais dont l'authenticité et la générosité ne débouche pas sur une réelle efficacité.

L'Institut a organisé depuis près d'un an un groupe de réflexion sur la mise en place d'un groupe d'action économique local (GAEL). L'idée de base est simple : les entreprises ne peuvent pas à court terme créer des emplois qui ne leur sont pas absolument nécessaires. Par contre, elles peuvent générer des activités non marchandes. En outre, c'est dans le social, dans les services de proximité que naissent à terme le plus grand nombre d'emplois possibles. Un GAEL consiste en un regroupement de plusieurs entreprises ou établissements locaux. Regroupement qui vise à créer de nouvelles activités. Celles-ci offriront des services aujourd'hui non disponibles sur le marché, dans le domaine de l'aide à la personne. La faiblesse des entreprises d'insertion, c'est leur manque de rentabilité. L'objectif des GAEL est d'arriver le plus rapidement possible, en un an et demi ou deux ans au maximum, à une autonomie financière totale... et nécessaire pour un succès durable de l'entreprise et par conséquent pour la pérennité des emplois créés.

Dès le mois de novembre 1992, deux sites-tests ont été choisis pour l'expérience, basée sur l'assistance aux personnes âgées afin de leur permettre de rester dans leur environnement. Il s'agit de faire leurs courses, de remplir leurs caddies, de débarrasser leurs provisions. Inutile de préciser l'importance de l'implantation locale et la nécessité de la collaboration des notables et des pouvoirs publics locaux. Le responsable de l'Institut La Boétie explique : « Les entreprises peuvent et doivent prendre leur part de responsabilité pour résoudre les exclusions. Mais elles doivent rester dans leurs domaines de compétences : l'encadrement et la formation. Le financement doit être un point de départ, pas une méthode de fonctionnement perpétuelle. C'est par la rentabilité que les entreprises ainsi créées assureront leur succès. »

Une des conditions favorables au démarrage serait que les financements actuellement dispersés, tels que taxes d'apprentissage, taxes de formation professionnelle et indemnités diverses convergent vers les entreprises toutes neuves pour leur permettre d'atteindre un développement rapide et le passage à l'âge adulte. Pour tous, une certitude fait l'unanimité : l'entreprise a certes un rôle essentiel à jouer dans l'emploi à condition qu'elle reste productive et concentrée. Aux pouvoirs publics de veiller à ce que rien ne la détourne de cette première mission.

Liliane Delwasse

LE MASTER FRANCO-RUSSE 1993/1994

Diplômé(e) d'études supérieures, vous êtes français(e) ou ressortissant(e) d'un autre pays francophone de la CEE, vous maîtrisez la langue russe.

La Chambre de commerce et d'industrie de PARIS vous propose de suivre à MOSCOU, pendant dix mois (août 1993 - juin 1994), le « MASTER FRANCO-RUSSE DE MANAGEMENT INTERNATIONAL ».

Pour tous renseignements, adressez-vous avant le 14 mai 1993, à Bruno BARON-RENAULT, Raymond JOURNO, Direction de l'enseignement de la CCIP. Tél. : 42-89-74-43, Fax : 42-89-74-27.

Aider les chômeurs de longue durée

La récession économique pourrait remettre
en cause l'accord signé par Pechiney-Rhenalu et tous les syndicats

AVEC une cinquantaine de chômeurs de longue durée embauchés au premier trimestre, Pechiney-Rhenalu peut se targuer d'avoir jusqu'à maintenant tenu ses engagements. Cette filiale de Pechiney, spécialisée dans le laminage, avait signé en septembre, avec toutes les organisations syndicales, un accord par lequel elle s'engageait à embaucher un certain nombre de chômeurs en difficulté de placement, en contrepartie du départ volontaire et préalable progressif de salariés âgés de plus de cinquante-sept ans (le Monde du 16 septembre).

Sept mois après l'entrée en application de cet accord, 225 des 400 salariés de la filiale concernés cette année bénéficient de cette réduction d'activité et 75 autres se sont portés volontaires pour entrer dans ce système.

En échange, conformément aux termes de l'accord, une cinquantaine de personnes ont été embauchées, chômeurs de longue durée pour la plupart, bénéficiaires du RMI pour certains.

« Ce sont des derniers que nous avons eu le plus de mal à trouver », observe Philippe Aron, directeur des affaires sociales de Pechiney-Rhenalu. Paradoxalement, « il est, en effet, constaté, très étrangement, difficile pour une entreprise normale d'entrer en relation avec une entreprise d'insertion susceptible de nous présenter des candidats ».

Savoir lire et écrire

« Nos seuls critères de sélection ont été, poursuit-il, d'une part, qu'ils sachent lire et écrire et, d'autre part, qu'ils soient en capacité d'apprendre. » C'est sans doute la raison pour laquelle la moitié des salariés embauchés ont moins de trente ans et les deux tiers, moins de quarante-cinq.

Les établissements qui avaient pris l'habitude de recruter des personnels munis d'un CAP, voire d'un bac professionnel, ont dû en rabattre quant à leurs exigences. Mais, au bout du compte, cette « déqualification » ne devrait, estime Philippe Aron, augmenter que « de six mois à un

an », la durée d'adaptation des personnels embauchés, pour l'essentiel, sur les postes les moins qualifiés des usines.

En vertu de l'accord de restructuration industrielle du groupe, il considère qu'il sera dix fois plus facile de recruter des chômeurs de longue durée à l'ANPE que de réaliser des mutations de salariés au sein du groupe (1). Il faut toutefois se méfier de cette relative facilité : « Nous ne devons pas en profiter pour créer du désespoir », explique Philippe Aron. Ainsi à Issore (Puy-de-Dôme), plus de 550 personnes se sont présentées pour pourvoir les vingt premiers postes tandis qu'à Neuf-Brizach (Haut-Rhin) seules 10 personnes ont été sélectionnées parmi 95 candidatures déjà traitées.

Conséquence de cet accord, l'arrivée de ces salariés a contraint les responsables des établissements à se livrer à une véritable gestion prévisionnelle des emplois pour combler l'écart entre les compétences des partants et celles des arrivants. A Issore, 600 personnes ont ainsi été promues aux différents niveaux de l'échelle pour rempla-

cer in fine les 145 salariés candidats à la préretraite.

Autre effet de l'accord, certains établissements, tel celui de Neuf-Brizach, ont développé le tutorat pour prendre en charge les nouveaux. « Nous nous sommes mis en mesure de leur faire passer le relais », explique Philippe Aron. En fait, ces derniers étant davantage préoccupés par leur future retraite, ce sont des salariés volontaires qui ont assumé cette tâche.

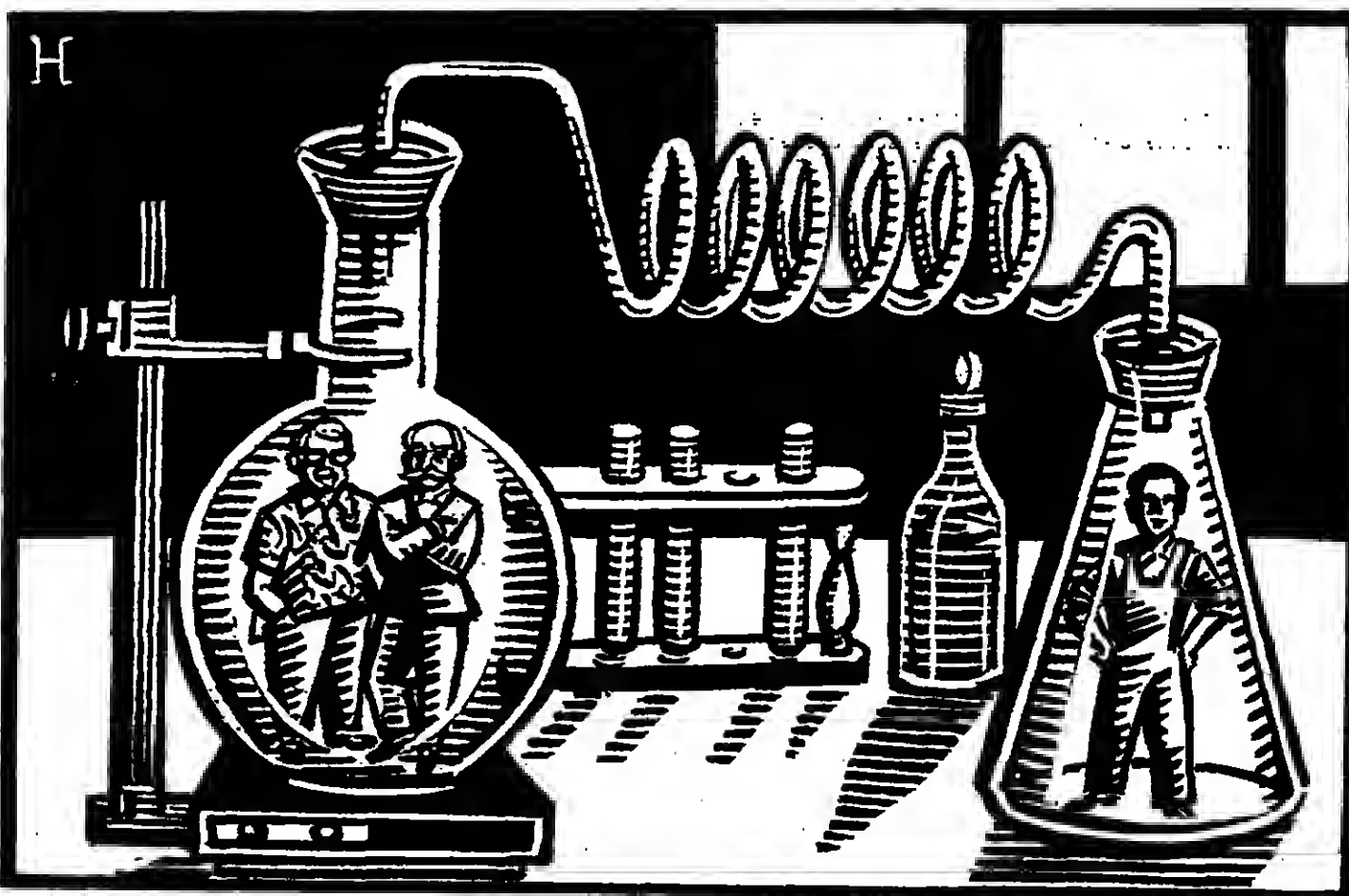
Reste que cet accord a été signé avant que la récession économique n'affecte la situation de l'entreprise. Or Pechiney-Rhenalu s'était parallèlement engagée, à l'égard de l'Etat, à ne procéder à aucun licenciement économique pendant deux ans. Alors que la production a diminué de 25 % en six mois, pourra-t-elle continuer à s'offrir ce « luxe » ?

Valérie Devillechabrolle

(1) Si la moitié des embauches est réservée aux chômeurs en situation d'exclusion, l'autre moitié est, en vertu de l'accord, en priorité pourvue par des salariés du groupe.

Les préretraites progressives

Rhône-Poulenc rajeunit la pyramide des âges,
un dispositif déjà utilisé en 1985



« Coup médiatique », « esbroufe » ou volonté sincère de prendre à bras le corps les problèmes de l'emploi, s'interrogent les syndicats ? Le 11 mars dernier, Jean-René Fourton, président du groupe Rhône-Poulenc, numéro un de la chimie en France, présentait deux « nouvelles initiatives pour l'emploi ».

An programme, quatre mesures principales. D'abord, l'embauche de 1000 jeunes dans les trois ans et plus du flux habituel (1200 environ) par le biais des préretraites progressives.

L'accord signé chez Rhône-Poulenc Chimie doit permettre à un peu plus de 1200 salariés volontaires d'au moins cinquante-cinq ans de travailler à mi-temps. Parallèlement, cinq cents personnes seront embauchées sur deux ans dont un tiers issus des publics dit « primaires » : jeunes de moins de vingt-cinq ans, chômeurs de longue durée. Pour compléter, d'autres entités du groupe devraient, en France, bientôt s'engager dans cette voie et procéder à cinq cents embauches supplémentaires dans les trois ans. Deuxième mesure : le groupe renforce son effort en faveur de l'insertion des jeunes et

des demandeurs d'emploi. Pour cela, il développera davantage les partenariats avec les établissements scolaires et universitaires. Il ouvrira plus largement encore ses centres de formation aux jeunes en cursus scolaire et aux demandeurs d'emploi dans le cadre des contrats de qualification ou d'apprentissage. Ensuite, la direction organisera avec les représentants des salariés des réunions, discussions et réflexions informelles sur l'ensemble des questions concernant l'emploi dans l'entreprise.

Concertation permanente

Enfin, le groupe a décidé de créer la Fondation Rhône-Poulenc pour l'initiative, l'innovation et l'emploi dotée d'un budget annuel de quarante millions de francs dont la vocation sera de favoriser l'emploi, notamment en renforçant le tissu industriel et commercial local avec l'aide à la création d'entreprise. Le groupe regroupera les moyens déjà existants. Quelle analyse peut-on effectuer actuellement des initiatives prises par le groupe ? Certes, Rhône-Poulenc, en prenant les préretraites progressives, un dispositif déjà utilisé en 1985, fait d'une pierre deux coups puisqu'il contribue à rajeunir la pyramide

des âges en permettant l'embauche de personnes qui « sans cela, n'auraient peut-être pas trouvé de travail », souligne Maurice Gadrey, directeur des ressources sociales.

liff, secrétaire général de la FUC-CFDT : « Une fois de plus, les syndicats ont été appelés à commenter des décisions déjà prises. » Par ailleurs, souligne-t-il, « la direction de Rhône-Poulenc Chimie n'a pas été à même de faire le lien entre une préretraite en cours sur le changement dans l'organisation du travail et la mise en place des préretraites progressives ».

Elément positif cependant, la direction a entamé dès le début du mois d'avril des rencontres informelles avec les organisations syndicales. Toutes ont accepté d'y participer. L'amorce, peut-être, d'une « concertation permanente sur l'emploi et le travail », comme le souhaite la CFDT. En tout cas, pour Maurice Gadrey, il n'est pas question de « négocier à cette occasion un accord-cadre sur l'emploi ». De ces rencontres, il espère qu'émergeront des dénominateurs communs sur lesquels il sera possible d'engager des négociations ponctuelles. Il est sûr d'une chose : « Après les négociations informelles, si rien ne se passait, ce serait très préjudiciable pour le groupe. »

Catherine Leroy

INITIATIVES

DOSSIER • Les entreprises se mobilisent face au chômage

Des emplois à vie

Axa développe le temps partiel, les cadres de réserve et la garantie du travail

« Le chômage est devenu un sujet explosif en France », Claude Bédar, président du groupe Axa (8 000 salariés), a fixé au mois de mars dernier plusieurs objectifs en direction des ressources humaines de son groupe. Au total, la stratégie sociale qu'il a développée doit permettre, selon lui, la création de 5 % d'emplois supplémentaires, soit 400 personnes, chez Axa. Reporté à l'échelle nationale, ce qui s'est encore que des « pistes à explorer » devrait générer 700 000 emplois, si les méthodes préconisées devaient être imitées ailleurs.

Ce mode d'emploi, quel est-il ? Claude Bédar, directeur général, le livre à grands traits, sans toutefois le commenter « tant que les négociations en cours avec les représentants des salariés, n'auront pas abouti ». En effet, le groupe a un credo : outre l'obligation de négocier, ce que la direction appelle « l'obligation d'aboutir » est placé « au-dessus de tout ».

Coup de feu

Une autre mesure, originale, est à l'étude : la réserve de main-d'œuvre. Il s'agit, en quelque sorte, de constituer dans le groupe des « cadres de réserve » âgés de plus de cinquante ans. Ces personnes ne seraient pas mises en retraite anticipée, mais resteraient salariées dans l'entreprise avec une rémunération réduite.

« Cet « aménagement du rythme quodidien », selon Claude Bédar, permettrait la création d'environ 200 emplois. Et ce, dans le cadre d'une masse salariale maîtrisée. Pour ce qui concerne le partage du travail, le groupe se déclare prêt à « inciter les gens à travailler moins plutôt que de les y contraindre ». A ce sujet, Claude Bédar déclarait le 3 mars dernier : « Je crois au partage sur la base du volontariat ».

Pour Claude Bédar, ces propositions, actuellement discutées avec les organisations syndicales, ne sont pas un « coût » : « Depuis dix ans, nous avons fait la preuve de notre volonté d'innovation sociale ». Mais les responsables d'Axa affirment qu'ils ne pourront arbitrer aujourd'hui en faveur de l'emploi que dans un contexte général favorable, à savoir une flexibilité plus grande dans la gestion des emplois et des charges sociales moins élevées.

Jean Monanteau

A l'heure des manifestes

Ces initiatives « économiques et éthiques » rencontrent la frilosité du patronat

« Il n'est plus possible de penser que les problèmes de chômage et d'exclusion relèvent uniquement du « traitement social » (...). La responsabilité des entreprises vis-à-vis de la collectivité peut et doit s'affirmer ». C'est ce que proclame le manifeste « Entreprises contre l'exclusion » inspiré notamment par le Centre français du patronat chrétien et soutenu par l'association Echange et projets. Ce texte où « des entrepreneurs parlent à des entrepreneurs », selon la formule de Patrick Boule, consultant et coauteur - avec Jean-Baptiste de Toccaud, commissaire au Plan - du groupe des rédacteurs du manifeste, remplace un premier document de 1990 moins ciblé sur les entreprises et qui avait recueilli 1 500 signatures.

Le nouveau texte rassemble 150 personnalités du milieu, dont des PDG (Jean Gandois de Pechioey, Jean-Yves Haberer de Crédit lyonnais, Francis Mer d'Usinor-Saclor), des dirigeants de groupe (BSN, Exton Chemical, Accor) et de PME, des consultants, etc. Pour eux, la lutte contre l'exclusion « est un objectif à la fois économique et éthique ». Ils indiquent des pistes à suivre, notamment en matière de recrutement, pour éviter que les préjugés classiques privent l'entreprise de candidats valables. Pour prévenir « l'exclusion dans l'entreprise (qui précède souvent l'exclusion sociale) », le manifeste insiste notamment sur l'importance de la « gestion prévisionnelle du personnel », de la formation, de l'accompagnement du « choc humain » qui découle d'un licenciement. Enfin, les signataires appliquent « toutes les innovations favorables à l'emploi qui ne relèvent pas en cause l'efficacité de l'entreprise » : temps partiel choisi, essai, congé pour création d'entreprise, etc., et aussi « créer de nouveaux sas d'accès » à l'emploi, offrir des stages, sous-traiter aux structures d'insertion.

« Le Nouvel Obs » dans la bataille

Quoi de neuf depuis la publication du manifeste ? « Pas grand-chose », convient Patrick Boule. Nous recherchons encore des signatures. Nous organiserons peut-être un manifeste où des chefs d'entreprise ayant mené des expériences témoigneraient. Mais pour l'heure ce sont toujours les mêmes exemples qui sont cités. Il faut attendre un peu que les esprits mûrissent. Environ 700 lettres sont parvenues en réaction au manifeste. Mais celles émanant d'associations patronales

soient très rares, déplore Patrick Boule. Rico notamment du côté du CNPF. La CGPME expliquant quant à elle en substance que les PME font de facto des efforts face au chômage.

Création d'une bourse des idées

Cette frilosité du patronat, les journalistes du Nouvel Observateur, qui ont lancé le « Manifeste pour l'emploi » paru en juillet 1992 dans l'hebdomadaire, l'ont aussi rencontrée. Sur une quarantaine de grands patrons sollicités, 14 ont apposé leur signature, de Philippe Fraocès (Darty) à Michel-Edouard Leclerc (Centres Leclerc) en passant par Antoine Riboud (BSN), Jacques Fournier (SNCF), Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), entre autres. Motif de refus ? « En général, les dirigeants craignent de rencontrer des problèmes avec les syndicats », explique Martine Gilson, journaliste au Nouvel Obs. De fait, certains signataires en ont eu. « Quant vous signez ce manifeste et que vous devez procéder à un plan social - ce qui n'est pas forcément contradictoire - ce n'est pas simple ». En effet, selon le texte, « les réductions d'effectifs sont parfois nécessaires (...) mais elles ne peuvent pas être tenues pour un instrument banal de gestion » et doivent « toujours être la dernière solution envisagée ».

Certes, l'entreprise se doit d'être toujours plus compétitive, mais d'un autre côté « l'exclusion permanente de plus de 10 % de la population active » est « insupportable », « immorale » et « dangereuse » aux yeux des signataires. Aussi, en appelant à la « mobilisation de tous », reconnaît-il « la responsabilité de l'entreprise » face au chômage et l'importance de la « recherche incessante de nouveaux gisements d'emplois » en partenariat. Conclusion : « l'ultra libéralisme a montré ses limites (...). une économie efficace c'est une économie solidaire ».

leçons à tout le monde pour, à un moment, passer aux actes ».

L'« Appel à idées » est aussi au cœur des actions lancées en octobre 1992 par le Comité d'information et de mobilisation pour l'emploi (CIME), issu du Comité Chavantes, un club de dirigeants. Ici pas de grand discours, juste quelques lignes pour dire que l'on ne peut plus fermer les yeux sur les trois millions de chômeurs, sur les « licenciements qui se préparent », « les jeunes des banlieues », « le trou de l'UNEDIC », par exemple.

« Peut-on encore attendre (...) des miracles des politiques ? » Non évidemment, selon le CIME. D'autant que. Ainsi, près de 110 personnes - adhérents (1 500 francs de cotisation annuelle) ou acteurs - participent à divers groupes Synergie Actions afin d'aboutir à des opérations très concrètes qui portent par exemple sur l'essai-emploi, les nouveaux emplois en entreprise, les emplois de services locaux, la gestion de fin de carrière, notamment. Certains membres planchent dans des groupes de sélection des idées et expériences qui parviennent au CIME et viendront alimenter une banque de données, lancée officiellement le 26 avril et sans doute bientôt accessible à tous. « Notre volonté est d'étudier les expériences les plus intéressantes et de voir dans quelle mesure on peut les multiplier », précise Christiane Joguet, chasseur de têtes et membre fondateur du CIME.

Pas assez de groupes patronaux

Les personnalités engagées dans le CIME proviennent de tous les milieux : entreprises, pouvoirs publics, associations, municipalités, syndicats, étudiants et sans doute aussi un cabinet-conseil qui gère les dossiers d'idées. Pas assez de groupes patronaux ni de syndicalistes, regrette Christiane Joguet. En revanche, des candidats ont été refusés « parce qu'ils avaient fait des actions incorrectes ou pas de l'éthique ». Autre projet, dont le financement reste à compléter : les Rencontres Vérté-emploi, sans doute fin 1993, où des espaces seront ouverts au principe gratuitement à tous ceux qui ont mené une action pour l'emploi. « Ce sera la grande fête de la solidarité ». Point commun à tous ces collectifs, beaucoup de lettres provenant des chômeurs pour lesquels ils ne peuvent pas faire grand-chose.

Francine Alzicovici

Le contrat de travail intermittent

Est un travailleur saisonnier et bénéficiaire d'un contrat de travail à durée indéterminée : telle est la formule originale que souhaite proposer l'entreprise Pierre et Vacances à certains de ses employés. Car si la chaîne touristique emploie 600 salariés permanents, elle s'aggravement en résidences de tourisme - à de nombreux saisonniers dont certains possèdent bientôt devenus salariés permanents de l'entreprise.

« Nous souhaitons procurer une stabilité à ces salariés en leur offrant une formule d'emploi permanent », précise Michel Allain, directeur des ressources humaines chez Pierre et Vacances. C'est une façon de supprimer la précarité inhérente à leur CDD en leur proposant un contrat de travail intermittent. Objectifs : « fidéliser » certains de ces saisonniers placés au cœur des métiers de la chaîne touristique

« L'entreprise propose donc à cette catégorie de travailleurs temporaires de bénéficier d'un contrat à durée indéterminée (CDI) comportant des périodes d'activité et des périodes d'inactivité. Autre option : leur rémunération pourrait être liée sur l'ensemble de l'année, leur fournissant un revenu régulier, y compris pendant les temps d'inactivité. Présenté fin mars au comité d'entreprise, ce dispositif pour le moins atypique fait actuellement l'objet de négociations internes avec les représentants du personnel. Des discussions que Michel Allain souhaite voir aboutir « pour que la formule soit appliquée dès la prochaine saison d'hiver ».

Olivier Plot

Le BTP et les quartiers dégradés

Une présence sur le terrain dans tous les projets de réhabilitation

C'est pas du bénévolat. Les entreprises du BTP qui adhèrent au programme d'insertion par l'économie initié par le ministère de la ville afin d'aider les quartiers dégradés à sortir de l'impasse ne sont pas non plus des mécènes. D'abord le montant des investissements en jeu est trop important, ensuite tous ces groupes savent que ces actions sont devenues des armes commerciales qui pèsent désormais de plus en plus lourd dans la balance pour décrocher in fine les marchés : en effet, pourquoi réhabiliter un quartier si ce n'est pour s'assurer ensuite que ses habitants, ses commerçants, ses industriels pourront mener à bien son développement économique et social ?

Campeon Bernard, Bouygues, Lyonnaise des eaux-Dumez, Spie-Batignolles, Nord-France, Quiltery, Sogea ont déjà adhéré à cette démarche, signant des protocoles d'accord qui créent les bases d'un partenariat avec l'Etat et les collectivités locales. Plus d'une quarantaine de sites sont concernés. « Les projets de réhabilitation », explique Emmanuel Droz, directeur délégué de Bouygues, se déroulent en deux étapes. La phase de réflexion, où il est essentiel d'identifier les besoins des habitants. Nous essayons ensuite, et c'est bien de notre savoir-faire qu'il s'agit, de valider l'ensemble du montage financier. Un centre commercial va s'implanter ? Nous aidons à trouver les investisseurs, à monter les baux commerciaux... »

Marie-Béatrice Baudet

PRÉCISION

Rumeurs, rumeurs...

■ A la suite de l'article intitulé « La révélation », publié dans « Le Monde Initiatives » du 24 mars, nous avons reçu une lettre de la section CGT de l'administration centrale de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Celle-ci conteste que la révélation ait été une simple rumeur. Une cellule de crise a été réunie après le décès d'un agent, 276 prélèvements ont été effectués par un laboratoire, le comité d'hygiène et de sécurité a été informé de la procédure, la salle de sports du ministère a été fermée et totalement désinfectée, puis des agents ont été individuellement prévenus des résultats.

[A l'époque de la rédaction de l'article, tous ces éléments n'étaient pas officiellement connus et ne le sont d'ailleurs toujours pas. Ca qui, fondé ou non, constitue bien le déshonneur d'une rumeur. Le sujet était d'ailleurs moins l'affaire en cause que ce qu'elle révélait du climat social.]

Mastère Spécialisé

Ingénierie et Gestion Internationale de Patrimoine

Formation de 3ème cycle conçue en étroite coopération avec la communauté financière internationale

Profil : diplômés d'une grande école, détenteurs d'un diplôme universitaire équivalent ou cadres en activité



N.S. France - B.P. 105
69112 St-Jean Auvergne Cedex
Tél. : (04) 92 94 22 90

INITIATIVES
EXPERIENCES

STAGE

Des chômeurs
au théâtreSusciter la créativité pour prouver
que l'on peut faire autre chose

NICE

de notre correspondant

UNE soixantaine de demandeurs d'emploi ont suivi, à Nice, au Théâtre Lino-Ventura, un stage de dynamisation subventionné par l'ANPE, animé par un comédien professionnel, Guy Bertil. Avec son association Pêche et Com et Dy, l'acteur veut élargir son travail aux salariés en activité et aux entreprises soucieuses de remotiver leur personnel.

« Faites confiance à votre imagination. Tournez le dos à la salle. Au son de la cloche, vous vous retournez et vous simulez une grosse colère. Préparez votre attitude. Ne me regardez pas. C'est en vous que vous devez chercher. » Successivement les trois femmes et l'homme font brusquement face aux autres stagiaires assis sur le plancher de la scène. Leurs attitudes composées et débridées déclenchent les rires et les applaudissements. Il y a une semaine à peine, tous auraient redouté l'exercice. Au troisième jour de stage, ils se bousculent pour prendre leur tour de rôle. Ils sont de toutes origines. Ils ont entre dix-neuf et cinquante-cinq ans. Un paumé, une secrétaire, un informaticien, un ouvrier et même un médecin. Ils cherchent tous un emploi.

En 1985, Guy Bertil, de retour des États-Unis, a l'idée de lancer un appel aux acteurs au chômage pour monter une pièce originale. Il reçoit six cents réponses : pas d'artiste, mais des chômeurs, qui rêvent de théâtre. L'expérience, imposée, lui ouvre une voie : il crée l'association Pêche et Com et Dy, dont le but est de redynamiser les chômeurs dans la recherche d'un emploi par des techniques d'expression théâtrale et corporelle.

Réapprendre
à marcher

En huit ans, Guy Bertil a appris à connaître les fractures psychologiques causées par le chômage. Il organise son stage autour de deux idées principales : « Un, faire resurgir l'ego annihilé. On a peur de faire des gestes devant un patron sur un détail, en parlant de ses deux enfants, de l'éloignement de son domicile... Deux, susciter la créativité pour aider les chômeurs à découvrir qu'ils peuvent, peut-être, faire autre chose que ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. » Corinne Gaudin est maroquinnière, sans travail depuis deux ans : « Les gens de l'ANPE vous renseignent, mais ils ne

vous aident pas, dit-elle. Je sais que mon métier est bouché. Au cours du stage, j'ai découvert que j'aimais les rapports humains et j'ai envie de chercher un travail dans ce sens. »

Sur scène, les stagiaires apprennent à s'exposer au regard de l'autre, à s'exprimer : ils se livrent des joutes verbales, osent des comportements que la timidité leur interdisait. Guy Bertil leur réapprend... à marcher : « Ne touchez pas en rond. Occupez toute la scène. Vous me ferez un pas volontaire », les exhorte-t-il. « Ils doivent reprendre confiance en eux », explique-t-il.

Aucun des stagiaires ne croit au miracle et n'imaginer trouver un emploi grâce à Guy Bertil. Mais tous se sentent transformés : « Nous sommes des mendiants de l'Étoile, rejetés par la société. Je ne peux plus voir les gens de l'ANPE, jamais un sourire, jamais un conseil. On nous balade d'un bureau à l'autre pour un renseignement que l'on n'aura jamais », explique Monsterrat Fénel-Llorens, trente ans, secrétaire hlingue, au RMI : « Avec le stage, j'ai l'impression de revenir dans la société, d'être avec des gens qui m'écoutent. »

Le stage, gratuit pour les demandeurs d'emploi, est financé par l'ANPE. Il coûte entre 1 200 et 1 800 francs par personne, selon le nombre de participants. Chaque délégué départemental de l'ANPE décide s'il signe ou non une convention. Certains fonctionnaires ont des réactions acides : « A Nice, nous avons la chance d'avoir un responsable qui s'intéresse à cette démarche », explique Agnès Van Thuyne, relais de Guy Bertil sur le terrain. Mais il y a des gens dans les bureaux qui font des réflexions du genre : « On ne va pas payer pour faire danser des chômeurs. »

Danièle Nevers, quarante-huit ans, secrétaire sans emploi, répond : « Quand on fait des efforts pour chercher et que l'on ne trouve rien, c'est une semaine gagnée sur la solitude, sur la dépression, et on comprend qu'il faut s'aider soi-même. » Les organisateurs constatent des évolutions au cours du stage : « Un jour, on voit un homme arriver mieux habillé ou une femme maquillée », raconte l'assistante de Guy Bertil, Renaud Clémenton. Guy Bertil veut séduire maintenant les entreprises et ouvrir à Paris un gymnase de créativité où des salariés de multiples sociétés se rencontreraient et, ensemble, trouveraient la pêche.

Jean Verdier

► Gymnase de créativité.
Tél. : 44-93-96-95.

PATRIMOINE

Le management et la culture

Aujourd'hui bien gérer un monument
est la meilleure manière de bien le préserver

RÉALISER des liftings culturels et dynamiser la gestion quotidienne des monuments, telle est la vocation de Culture Espaces, une des toutes premières sociétés privées à se spécialiser dans le conseil et le management du patrimoine pour le compte des collectivités. Ainsi, pour le Palais des papes à Avignon, dont elle s'est vu confier la gestion en 1991, elle a recentré le discours culturel sur le XIV^e siècle, période phare de la papauté. Puis elle a fixé, à partir de celui-ci, un concept de fond se déclinant sur la communication (dépliants, brochures, affiches) et qui est à la base des travaux sur la nouvelle muséographie.

Le circuit de visite a été amélioré par l'ouverture des terrasses supérieures et par la mise en valeur du cloître Benoît XII. D'autres mesures ont été prises allant de l'élargissement des horaires à l'adoption d'une tenue pour tout le personnel, à la création d'une librairie-boutique, à un salon de thé sur la terrasse.

Une politique d'expositions temporaires a également été instaurée. Au menu : la présentation, cet été, des œuvres de Botero et, pour l'automne, une Semaine de la cuisine médiévale. Les résultats de cette nouvelle orientation ne se sont pas fait attendre : la fréquentation a augmenté de 20 % (480 000 visiteurs) et les recettes de 30 %.

Au-delà de la diversité des monu-

ments et de leurs besoins, le fer de lance de Culture Espaces est toujours identique : développer un état d'esprit privilégiant le public, mesurer la valeur du site en renforçant son identité et rendre la visite passionnante et agréable. L'objectif est d'augmenter la fréquentation des monuments, donc leur rentabilité.

Vivre
au quotidien

Pour y parvenir, la société de conseil joue sur toutes les cordes du management. En effet, à côté des activités spécifiques (surveillance de l'état des collections, gestion des services pédagogiques et de la documentation, rapports avec les autorités locales...), un monument ne se différencie guère d'une entreprise culturelle. Organisation des visites, gestion des services (catering, librairie), communication (promotion, création d'événements), animation du personnel, surveillance et sécurité, il faut bien le faire vivre au quotidien.

Bruno Monnier, le PDG, se défend de tomber dans le piège du parc à thème et de la surfréquentation. « Dans l'esprit des fondations anglo-saxonnes, notre démarche ne dénature en rien la vocation culturelle et scientifique des sites, plaide-t-il. Au contraire, elle tient spécifiquement compte de ses aspects patri-

moniaux. » Affirmer une culture de qualité et maîtriser les flux de fréquentation sont les préoccupations constantes de la petite équipe de gestionnaires. Dans tous les cas, la philosophie de fond est la suivante : mettre à la tête des monuments des managers ou des tandems gestionnaire-conservateur pour les plus importants d'entre eux. La mise en valeur des trois sites actuellement en gérance (la citadelle des Baux-de-Provence, la villa et les jardins Ephrussi de Rothschild à Saint-Jean-Cap-Ferrat, le Palais des papes) est le garant de la crédibilité de l'action de modernisation entreprise. A l'antipode des pratiques traditionnelles issues du XIX^e siècle privilégiant les missions scientifiques de préservation du patrimoine par rapport à la fréquentation du public, la démarche a pourtant aux yeux des tenants de la vieille école quelque chose de sacrilège. « Dans de nombreux cas encore, juge Bruno Monnier, la fréquentation du public est subie plus qu'elle n'est recherchée, véhiculée ainsi l'idée que la culture doit coûter cher, se peut être rentable et que la collectivité peut payer. »

Mais, imperceptiblement et de lui-même, le débat de fond se déplace. En effet, l'entretien des monuments et des collections coûte de plus en plus cher et, en période de crise, les subventions publiques deviennent insuffisantes pour couvrir les dégradations naturelles. C'est par ce biais économique que

la démarche de Culture Espaces trouve sa justification. Par exemple, pour les Baux-de-Provence, elle s'est engagée à fournir 1 million de francs par an pendant vingt ans (durée de la concession) pour assurer les travaux de sauvegarde. La pompe financière des projets de restauration a été amorcée grâce au soutien de sa maison mère, la Lyonnaise des eaux, qui a acquis cette jeune société prometteuse, lui permettant d'étendre ses services aux collectivités.

Le montage de dossiers pour rechercher des financements fait aussi partie des services proposés. Ainsi, les trois sites en gérance sont réunis au sein d'une association. Monuments d'exception, un hâlon de qualité pour développer le mécénat et les actions de parrainage. Par exemple, la villa Ephrussi de Rothschild a bénéficié de fonds de Domez (qu'il a fallu chasser malgré l'appartenance au même groupe), de la fondation américaine Florence Gould et d'un riche particulier. L'augmentation de fréquentation (100 000 visiteurs attendus en 1993 pour 45 000 en 1991) a aussi permis de développer rapidement les bénéfices et de les réinjecter dans la restauration de la villa. « Bien gérer un monument est aujourd'hui sans doute la meilleure manière de bien le préserver », conclut Bruno Monnier.

Catherine Lévi

SOCIAL

S'assurer contre la rougeole de bébé

Pour vaincre l'absentéisme dû aux maladies infantiles, des entreprises
se prémunissent par des contrats de garde d'enfants malades

UN début de rhume du petit, et c'est une journée de travail perdue. Lorsque la crèche refuse l'enfant et que les grands-parents ne sont pas disponibles, il faut bien que l'un des deux parents salariés se dévoue pour rester à la maison... et c'est encore bien rarement le père. D'où un absentéisme légèrement supérieur chez les femmes : selon une enquête menée en 1990 par le ministère du travail, le taux d'absence au travail (hors congé de maternité) était de 6,2 % chez les femmes contre 4,8 % chez les hommes.

Pour réduire cet absentéisme, préjudiciable à la bonne marche de l'entreprise, et éviter aux mères de jeunes enfants d'interrompre fréquemment leur activité professionnelle, quelques entreprises ont contracté pour leurs salariés une assurance « garde d'enfant malade ». Le rhume du petit n'est pas un drame : sur simple coup de fil de la mère ou du père, la présence auprès de l'enfant d'un personnel qualifié est assurée en moins de vingt-quatre heures, pour une durée maximale de cinq jours consécutifs.

L'idéal pour harmoniser vie familiale et vie professionnelle, « et garantir davantage d'égalité entre hommes et femmes au travail. Après tout, il n'y a pas de raison que la femme soit handicapée dans sa carrière par cette contrainte », affirme avec force conviction Hélène Dubois, directrice « rémunération directe et différée » à la direction des ressources humaines de BSN-Gervais-Danone. Depuis 1990, le géant français de l'agroalimentaire a adopté le système, au siège de BSN ainsi qu'au siège et dans toutes les usines Gervais-Danone. Le sociologue François de Singly opine, dans une étude pour le secrétariat d'Etat chargé des droits de la femme : « Le conflit entre identité professionnelle et identité maternelle, qui se résout fréquemment par la victoire de la seconde dimension, peut être réglé autrement, avec l'assentiment des femmes. » L'assurance garde d'enfant à domicile, contractée soit directement auprès d'un assistant (France-secours, Mondial-assistance, Europ-assistance) soit auprès d'une compagnie d'assurances, « préserve, selon lui, l'environnement familial et

l'enfant et remplace la mère par une personne qualifiée, ce qui est gratifiant pour la personne absente. »

Tranquillité
d'esprit

« C'est un produit de convivialité, de consensus, qui est bien ressenti par les salariés. Un produit fort dans une politique sociale et de communication interne », plaide Philippe Dymak, chef de produit chez Europ-assistance. Alain Mériot, le directeur du personnel d'Elf-Antargaz (où cinq jours de congé sont déjà payés en cas de maladie de l'enfant), poursuit : « C'est un avantage social, un petit plus que nous offrons aux salariés pour montrer qu'il fait bon vivre chez nous, pour donner un confort supplémentaire. » Chez Degremont, une filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez, le contrat passé en 1992 avec Europ-assistance est même mis en avant lors des entretiens d'embauche. « Ca marche bien. Nous sollicitons de 25 à 30 interventions par an. Le coût, environ 120 000 francs pour 550 enfants, n'a rien d'excessif compte tenu de la tranquillité d'esprit apportée à nos nombreuses femmes ingénieurs, qui sont sans cesse en déplacement, en rendez-vous avec des clients, témoigne Laurence Malcorpi, directrice des relations humaines. L'essentiel étant que le recours à ce service n'est pas imposé par la hiérarchie. »

Assistants et assureurs sont convaincus qu'un avenir brillant est promis à ce produit. « Depuis le début des années 80, les services à domicile « bougent ». A l'avenir, tous les services visant à simplifier la vie quotidienne vont se développer ; ils correspondent à une attente des femmes », assure Hélène Mir, chef de produit chez Mondial-assistance. « Dans la conjoncture économique actuelle, les salariés s'auto-disciplinent, ils hésitent à manquer. Or les absences pour maladies infantiles sont régulières et incompressibles. Ce produit est donc bien ressenti », complète Philippe Dymak. Mais paradoxalement, cette formule d'assurance qui semble cumuler tous les avantages ne

marque pas fort. Le produit vivote chez Mondial-assistance, avec une quinzaine d'entreprises clientes en direct. France-secours en compte une centaine, mais pour un chiffre d'affaires qui ne dépasse pas 1,5 million de francs par an. « Ce qui représente moins de 1 % de notre chiffre d'affaires global », admet Daniel Lefèvre, directeur commercial adjoint de France-secours : « A peine 700 interventions par an sur un total de 65 000. Un jour, ce produit fera partie du service social de toute entreprise, mais pour l'instant, il est encore en avance sur son temps. » Chez Abeille-assurance (treize entreprises clientes), on reconnaît que « c'est un petit produit, essentiellement bon pour la notoriété ». Europ-assistance, le dernier venu sur le marché (1992), le conçoit d'ailleurs comme un produit d'appel, peu rentable, étant donné le coût d'une heure de baby-sitting « qualifié », mais qui lui permet de ne plus s'adresser uniquement aux entreprises exportatrices.

Confier
ses clés

Si ce service se développe peu, c'est qu'il faut réunir dans l'entreprise une conjonction délicate de facteurs, explique Anne Mansouret, gérante de Kid-services, une société de baby-sitting haut de gamme qui travaille beaucoup pour Mondial-assistance : « Que la personne amenée à s'absenter soit indispensable - ce qui ne veut pas forcément dire un cadre, mais aussi par exemple un magasinier à qui l'on fait participer à la direction du produit ; enfin, que le salarié soit d'accord pour continuer à travailler : souvent, il préfère se faire faire un arrêt maladie de complaisance et rester à la maison avec son enfant. »

Le coût de l'assurance a par ailleurs de quoi refroidir : de 200 à 300 francs par salarié et par an en moyenne chez Mondial, Abeille-assurances ou France-secours ; de 300 à 500 francs chez Europ. Et l'entreprise doit outiller pour tous les salariés, parents ou non. « C'est un produit un peu cher pour des

entreprises qui, actuellement, comprennent toutes leurs dépenses, admet Daniel Lefèvre, de France-secours, mais le problème, c'est que pour fournir un service irréprochable, il nous faut des gardes très qualifiées, pas des étudiantes baby-sitters à 30 francs de l'heure. » « Ca acquiesce social, sur lequel il nous serait bien difficile de revenir aujourd'hui, est un peu du luxe, constate Hélène Dubois, chez BSN-Gervais-Danone. Il compense néanmoins chez nous l'absence de congés payés pour la garde des enfants malades. »

Dernier hic, la confiance. Certains salariés hésitent à faire venir auprès de leur enfant et à leur domicile une personne inconnue. « La première fois, je suis partie de chez moi avec la peur au ventre. Je songeais à tous ces trucs qui s'ouvraient, au fait qu'une étrangère avait mes clés », se souvient Isabelle Ujevic, secrétaire au siège de BSN et utilisatrice régulière du système, dont elle estime, sa première frayeur passée, qu'il n'a « que des avantages. »

La Société générale n'a pas renouvelé cette année le contrat signé en 1992 du fait de la trop faible utilisation de ce service par rapport à son coût ; il est vrai que six jours de congé par an rémunérés étaient déjà prévus. Elf-Antargaz, qui « teste » depuis octobre 1992 le produit pour l'ensemble du groupe, est un peu déçu : en six mois, à peine six ou sept interventions, malgré de gros efforts de communication sur ce service auprès du personnel : « 400 francs d'abonnement par salarié pour seulement sept interventions, cela met chaque intervention à un coût exorbitant. » Même faible taux d'utilisation chez Volvo VI comme au siège de Chargeurs SA, où le comité d'entreprise paie, depuis 1990, l'abonnement à France-secours. A demi-mots, on évoque ça ou là la difficulté, pour promouvoir ce service, de soulever l'épineuse question de l'absentéisme. On semble cassé enfin d'avoir à cumuler le coût de l'abonnement avec celui des journées de congés payés pour enfant malade, si ces dernières ont été accordées antérieurement.

Pascale Krémer

FORMER DES EXPERTS A LA GESTION
DES SYSTEMES COMPLEXES

L'Institut National Agronomique Paris-Grignon, école des ingénieurs de la vie, d'est la région des compétences scientifiques et la renommée d'un réseau de cadres dans les filières bio-agro-alimentaires, biotechnologies, santé...

LES MASTERES
SPECIALISES DE L'INA-PG

- Gestion de la qualité (2)
- Gestion des entreprises agro-alimentaires (avec l'INRA, l'INRA, l'INRA) (1)
- Management des innovations technologiques dans le secteur des agro-activités (2)

COURSUS

- 1 an et 500h d'apports théoriques
- un enseignement pluridisciplinaire allant des disciplines des sciences de la vie à celles de la gestion.
- un réseau d'entreprises

ADMISSION

- Formation de 3e cycle
- Ecole d'ingénieurs
- DESS - DEA
- Ecoles de commerce
- Diplômes étrangers équivalents



DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS
7 mai 1993 (1) et 15 juin 1993 (2)

Les masters spécialisés de l'INA-PG 16, rue Claude Bernard
75231 PARIS CEDEX 05
Tél : 44.08.17.34

Etablissement d'enseignement supérieur public.

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

Directeur du complexe centre d'aide par le travail

L'A.P.E.L. de l'AUBE, Association à but non lucratif, composée de 500 salariés qui assurent l'accueil de 880 handicapés (déficience intellectuelle), recherche son **DIRECTEUR** (Sous-traitance : conditionnement, câblage électrique, menuiserie, entretien d'espaces verts, tertiaire, restauration). Véritable "CHEF D'ENTREPRISE" auprès du Président, vous animez, coordonnez et supervisez les Responsables des 4 Etablissements (140 salariés et 340 travailleurs handicapés) et des services.

• Chargé de la mise en œuvre de la politique définie par le Conseil d'Administration et son Président, vous êtes responsable de la gestion du personnel et de l'administration.

• Vous contribuez à la mise en place et au suivi des projets éducatifs, techniques et à la réflexion pour l'action commerciale auprès des Entreprises.

• Vous participez à la vie de l'Association et la représentez dans les instances extérieures (COTOREP, PROMOFAP).

De formation supérieure (C.A.F.D.E.S.), vous avez une expérience significative en management et en gestion au sein d'environnements médico-sociaux, ou de formation généraliste (RESSOURCES HUMAINES, CONTRÔLE DE GESTION, PRODUCTION).

vous avez acquis de par votre expérience professionnelle diversifiée, les compétences pour mener à bien cette mission.

Vos qualités relationnelles et humaines, votre sens du dialogue et votre aptitude à la négociation sont des atouts sérieux.

Le niveau de rémunération est régi par la Convention Collective + avantages de fonction liés au poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + photo) sous la référence 011/M à Claudine DELPLANQUE ADEC - 18, avenue des Lombards - BP 1065 10009 TROYES CEDEX.



Responsables de Missions Régionales Bretagne - Lorraine

Nous sommes le F.A.F. du secteur sanitaire et social privé à but non lucratif. L'important développement de nos activités et une demande très exigeante en qualité et en quantité nous conduisent très naturellement à élargir la délégation et la capacité de nos structures régionales.

Le Responsable dispose sur place d'une petite équipe très opérationnelle, d'un outil informatique et de procédures permettant le traitement intégral des dossiers de sa région. Il dépend hiérarchiquement du Directeur National et est chargé de l'application de la politique impulsée tant au niveau national que régional. Il est une force de proposition constante auprès de la Commission Régionale Paritaire.

Sa mission a trois priorités : la gestion administrative (c'est la raison d'être des F.A.F.), l'information et la communication (tant en interne qu'en externe), l'appui technique auprès des administrateurs régionaux et des adhérents.

Pour tenir ce poste, il est donc indispensable de bien connaître la formation, sa réglementation, ses intervenants et d'avoir des expériences vécues dans le monde associatif et les organismes paritaires. Mais il est nécessaire également d'avoir soi-même une solide culture (niveau Bac + 4), d'adhérer totalement à ce type de mission, d'aimer écouter et partager, de savoir animer et d'avoir acquis la maturité et la modestie permettant de conseiller.

Merci de prendre en compte tous ces paramètres avant d'adresser votre dossier sous réf. LFA 493 LM à notre Conseil SEFOP.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

Une Association Nationale, porte-parole d'un groupement de collectivités territoriales, cherche pour son siège à Paris un

DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DU DÉVELOPPEMENT

Rattaché à notre DG, vous assurez la gestion de notre Association, contribuez à son développement (recherche de sponsors) et à sa promotion auprès des élus, des entreprises et des médias.

A 35 ans environ, vous possédez une formation supérieure de type DESS Droit public et/ou IEP... et une expérience comparable acquise, par exemple, dans une association similaire, un ministère, un cabinet politique, une collectivité...

Vos connaissances juridiques, fiscales, financières, vos talents relationnel et rédactionnel, votre entregent et vos relations, garantissent votre réussite. Les entretiens auront lieu à PARIS.

Ecrivez à notre Conseil, Mme M.J. POMES, (réf. 3225 LM).



ALEXANDRE TIC
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE

GROUPE ESC TOULOUSE

recrute

3 professeurs permanents en
POLITIQUE GÉNÉRALE ET STRATÉGIE
ANALYSE ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION,
RESSOURCES HUMAINES

Candidatures à adresser à
Jacques Aim, directeur du groupe ESC Toulouse
20, boulevard Lascrosses, 31068 Toulouse Cedex

CABINET CONSEIL DU SECTEUR BANCAIRE FILIALE D'UNE GRANDE ASSOCIATION

RECHERCHE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Poste permanent, complexe et évolutif consistant à assumer les fonctions de :

- Gestion et de sélection des Ressources Humaines composant un fichier de 200 experts en renouvellement constant,
- Coordination et gestion de nombreux chantiers localisés principalement à l'Etranger,
- Négociation des interventions avec les donneurs d'ordres,
- Relations avec les administrateurs représentant les grandes banques, les ministères, les principaux acteurs de la profession bancaire, les organismes internationaux,
- Définition de la stratégie et des objectifs : établissement et suivi du budget.

Au terme d'une carrière diversifiée en tout ou partie bancaire, dans des postes de Direction générale où vous avez réussi, vous souhaitez continuer de consacrer votre dynamisme et vos qualités d'animateur, de négociateur et de gestionnaire au service d'une mission d'intérêt général dans le cadre d'un statut de conseiller indépendant.

- Vous avez entre 55 et 60 ans et vous possédez une pratique courante de l'Anglais parlé et écrit.
- Vous aimez la communication et vous êtes passionné par les Relations Humaines et les problèmes internationaux.
- Vous bénéficiez déjà d'une source de revenu et vous acceptez de vous satisfaire d'une rémunération complémentaire.

Associé-gérant unique, vous êtes prêt à assumer la responsabilité totale de la gestion.

Adressez votre candidature au journal qui transmettra sous référence 8650 Le Monde Publicité.
15-17, rue du Colonel Pierre-Avia 75902 PARIS Cedex 15.

Gestionnaires, financiers,
responsables de la communication,
statisticiens...

Des Organisations publiques ou associatives

vous offrent des opportunités,
de carrières
chaque semaine dans :

Le Monde
INITIATIVES

LES DIRIGEANTS

CFCA/ANR - Instances représentatives de la Coopération agricole et alimentaire en France,

recrutent :

DIRECTEUR NATIONAL

□ Au sein d'un groupe constitué de quatre départements, il aura la responsabilité de celui consacré à l'économie d'entreprise (12 personnes).

A ce titre :

• Il assurera la direction de l'Association Nationale de Révision et, dans ce cadre, sera chargé des relations avec les pouvoirs publics et les partenaires professionnels pour ce qui concerne la révision des coopératives agricoles. Il y jouera un rôle d'initiateur et de pilote des activités et des services.

• Il sera chargé de la Division "Etudes-Conseils" du Cabinet audit-conseil-formation créé au sein du groupe.

• Il assurera l'animation du réseau des organisations dont il devra coordonner les actions dans les domaines de la gestion, de la révision comptable, et de la qualité.

• Enfin, il dirigera les missions collectives de l'organisation, en particulier en matière de qualité, réglementation alimentaire, droit des produits, droit de la concurrence.

□ Formation supérieure économique, commerciale ou grandes écoles d'ingénieurs et complément gestion/finance. □ Large expérience de consultant et excellente connaissance du fonctionnement des réseaux et des entreprises. □ Missions fréquentes en déplacements de courte durée. □ 35/45 ans.

Adresser C.V. détaillé avec motivations, références et photo, sous code 276 à : L.P.A. GENEVA, 11 Square Jasmin, 75016 PARIS.

DIRECTEUR DES OPERATIONS

Nous sommes la filiale française d'un important Groupe International aux activités diversifiées : chimie, emballages plastiques, résines synthétiques, etc.

Rattaché au Manager européen, vous prenez en charge la responsabilité opérationnelle de notre filiale (100 personnes - 110 millions F. de CA). Vos objectifs : poursuivre et accentuer le développement en vous impliquant personnellement dans le marketing-vente, assurer le management de la filiale en prenant en compte la production, la gestion et la recherche technologique.

Ingénieur chimiste âgé de 35/40 ans, vous possédez une expérience des secteurs industriels du type adhésifs, spécialités chimiques, matières plastiques, caoutchouc, peintures ou revêtements de surfaces... Vous avez également l'expérience d'une Direction Commerciale ou des Ventes, et 3 à 5 ans de management d'une entité industrielle. L'anglais est indispensable.

Le poste est situé dans une ville agréable, à 150 km au sud de Paris.

Merci d'adresser lettre, cv en anglais + photo sous réf. 3/980 à BERNARD JULHIET 79/83, rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.

Membre du Syndicat

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

STRATÉGIE POUR LES LEADERS DE DEMAIN

MBA, MS, PH.D, HEC, INGENIEURS...

Les missions de SOLVING visent l'atteinte des meilleures performances et le renforcement des positions concurrentielles.

Société internationale dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients, SOLVING fait intervenir des

CONSULTANTS

dans des réorientations stratégiques majeures, des fusions d'entreprises et des améliorations substantielles de rentabilité.

SOLVING, par le pragmatisme de ses approches et le haut niveau de ses missions, offre donc d'excellentes opportunités de développement personnel pour des candidats à fort potentiel.

Nous cherchons à intégrer dans nos équipes des "tempéraments de leaders" bénéficiant d'une expérience professionnelle réussie, parfaitement bilingues et réunissant l'ensemble des qualités suivantes :

- Intelligence de la vie des affaires,
- Largeur de vue et créativité,
- Esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,
- Forte capacité de travail,
- Excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.

Adresser votre candidature à
SOLVING INTERNATIONAL
A l'attention de Yves Hombreaux,
22, avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS.



PARIS • BARCELONE • BERNE • BRUXELLES • BUENOS AIRES
COLOGNE • LONDRES • MILAN • NEW YORK

PLASTURGIE

Notre groupe a acquis une forte notoriété dans l'industrie de la plasturgie.

Nous dispensons une large gamme de prestations dans les domaines de la formation, de la recherche appliquée et du transfert de technologie.

Vous prenez la responsabilité du développement et de l'exploitation des équipements de production et de formation. Vous assurez l'encadrement des services techniques, informatiques et maintenance et vous gérez les budgets correspondants.

Ingénieur diplômé, vous possédez une expérience la plus complète possible de l'industrie des matières plastiques dans des postes opérationnels de niveau équivalent.

Une fonction dynamique au sein d'une équipe pluridisciplinaire composée d'ingénieurs, enseignants chercheurs et professionnels plasturgistes vous motive. Poste situé en Normandie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo et rémunération actuelle sous référence DT.MI/0493 à notre conseil SYNTHÈSE ACTION Marie Béatrice LEVALUX - 91, rue du Fr. St Honoré - 75370 PARIS Cedex 08. Infos : 16.33.82.06.06.

PAYS DE LOIRE

PME 250 pers., CA 250 MF, qui produit des emballages papier-carton à forte valeur ajoutée, outils de production très performants, crée le poste de

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Mission : Sous l'autorité du PDG, le Directeur Général aura la responsabilité directe de : la gestion interne, la production, l'action commerciale et marketing, la direction et l'animation des personnels à tous les niveaux.

Profil : Ingénieur Grande Ecole, 35-40 ans, rompu à la gestion et à l'organisation industrielle, expérience de la responsabilité hiérarchique d'un Centre de Profit incluant production et commercialisation dans un contexte où domine la notion de Service.

Connaissance parfaite de l'anglais impérative.

Ce poste intéresse un cadre ambitieux et rigoureux qui veut exprimer sa forte personnalité et son tempérament de manager en sachant privilégier la communication interne et la motivation des hommes.

Une participation au capital est envisageable.

Adresser CV détaillé + photo et réf. pour un contact rapide et discret sous réf. 009 à PRECONTACT - BP 97 - 44814 Saint Herblain cedex qui transmettra

BANQUE

Un Directeur Opérationnel

Premier plan

Une grande banque française dynamise son réseau d'agences dans l'ouest de la France et recherche un Directeur pour lui confier la responsabilité d'un ensemble d'unités opérationnelles (de l'ordre de 500 personnes) :

- Monoger et gestionnaire, il sera le véritable "patron" de son territoire
- Moteur du développement commercial, il animera des équipes s'adressant à une clientèle d'entreprises et de particuliers.

Ce poste de haut niveau ne peut convenir qu'à un dirigeant diplômé d'une grande école, ayant une expérience bancaire (10 ans minimum) solide et réussie dont les qualités de management doivent être éprouvées.

Ordre de grandeur de rémunération : 600 KF.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à : JLT Consultants - 13 rue Rosenwald - 75015 Paris en précisant la réf. 8741M sur la lettre et sur l'enveloppe.

LE MONDE DES CADRES



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES
LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO
MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - MUNICH

Nous recherchons pour nos opérations françaises des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Notre activité : Conseil en management orienté vers l'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité.

Notre atout : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la filiale France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants en management.

Votre mission : coordination de toutes les actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet.

Votre expérience, votre état d'esprit, votre sens du

contact humain vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation.

Votre sens analytique très prononcé ne vous empêche cependant pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce ou d'ingénieur), vous êtes âgé de 28 à 35 ans.

Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'Anglais. Une autre langue européenne serait un atout. Vous serez fréquemment en déplacement.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo, sous la référence 2595 M, à notre Conseil
Jean-Claude MAURICE CONSEIL - 15, rue Sarrette - 75014 Paris.

APPORTEZ-NOUS
VOTRE TALENT...

PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR

Vous faites partie de ces cadres à forte personnalité, dynamiques, qui possèdent un important réseau relationnel dans le monde de l'entreprise ou des collectivités territoriales. Vous souhaitez valoriser ce capital relationnel en devenant apporteur d'affaires.

Notre société de services se propose de vous reconnaître afin de définir avec vous les modalités d'une future collaboration en réseau.

Contactez-nous, en adressant votre carte de visite et votre CV complet, précisant votre domaine de compétence : CEC Applications, 93 bd de la Valbarelle, 13011 Marseille, qui transmettra. Réf. AP/93LM sur l'enveloppe.

Nous sommes l'un des grands de l'Audit et du Conseil financier, membre d'un des principaux groupes internationaux, nous recrutons pour Paris un

Traducteur Anglais/Français

De nationalité anglo-saxonne, vous possédez une expérience réussie de 3 ans minimum en France dans le domaine de la traduction financière et comptable.

Disponible et ayant le sens de l'humour, vous devrez avoir de réelles capacités à communiquer

dans les deux langues et à prendre des initiatives pour mener à bien votre mission.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, CV et photo en indiquant la réf. TAF sur l'enveloppe à Brigitte CONSTANS, PRICE WATERHOUSE, 98 rue de Courcelles, 75017 PARIS.

Price Waterhouse

Assistant(e) Marketing Vente

Diplômé en bio-technologie avec formation commerciale ou diplômé d'une grande école de commerce avec une forte capacité à appréhender les produits techniques, vos principales missions seront :

- les relations téléphoniques avec nos clients
- l'analyse des besoins et des potentiels ainsi que la visite d'évaluation de certains de nos prospects : laboratoires et clients académiques
- l'élaboration et la mise en œuvre de notre plan marketing communication.

Pour ce métier de contact, une grande aisance relationnelle est bien sûr indispensable. Notre environnement international très évolutif nécessite la pratique de l'anglais. Salaire fixe + primes + voiture.

Merci d'adresser votre candidature sous référence G381 à notre Conseil 15, rue Cardinet 75017 PARIS. Les candidats retenus seront convoqués sous quinzaine.

nervet pont conseil

Paris - Berny - Béziers - Hambourg - Madrid - Valence

CONDUIRE LE CHANGEMENT...
UN NOUVEAU METIER EN EMERGENCE

Consultants Confirmés

L'évolution des entreprises demande une forte intégration de l'organisation et de la gestion des hommes. Andersen Consulting répond à cette demande et fait de la Conduite du Changement un élément clé de son offre intégrée de services.

Nos consultants Conduite du Changement interviennent au cœur des grandes opérations de transformation de l'entreprise : fusion, restructuration, changement de stratégie, organisation qualifiante, modernisation industrielle et informatique, dynamisation des réseaux.

Ils sont des partenaires reconnus tant par leurs compétences, leurs méthodes que leur engagement et leur créativité.

Ce peut-être votre métier demain, si à votre diplôme d'études supérieures vous associez une première expérience de 2 à 5 ans en entreprise ou en cabinet. A un poste opérationnel,

vos responsabilités vous ont amené à contribuer à la concrétisation d'un changement significatif ayant un fort impact humain. Vous avez démontré vos qualités de leadership, votre compréhension des différentes fonctions de l'entreprise, votre volonté de privilégier le point de vue humain dans l'amélioration de l'efficacité de l'entreprise.

Avec Andersen Consulting, vous bénéficierez d'une formation continue, en France et à l'étranger, et des perspectives d'évolution liées à la croissance prévisible de notre activité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence AAC/93 à ANDERSEN CONSULTING - Isabelle DAUMARES - Tour GAN CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

ANDERSEN
CONSULTING

ARTHUR ANDERSEN & CO, S.C.

AT KEARNEY

CONSULTANTS SENIORS
ET MANAGERS

♦ Vous avez une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise, et êtes diplômé de l'une de ces grandes écoles : X, Mines, Pons, Centrale, Télécom, Supélec, HEC,...

♦ Vous avez démontré vos capacités d'analyse et de synthèse, et vos talents de conviction auprès d'équipes dirigeantes.

♦ Merci de nous faire part de vos projets en nous adressant votre candidature :
A.T. KEARNEY - 48, rue Jacques Dulud
92200 Neuilly-sur-Seine.

Vous aurez notamment pour mission :

- de faire connaître les prises de position du CNPF dans le domaine économique : communication institutionnelle et organisation d'opérations de presse,
- d'assurer la communication du Président de la Commission Economique,
- d'informer les journalistes sur l'ensemble des dossiers économiques d'actualité.

Pour être immédiatement opérationnel, vous avez, à 25-30 ans, de solides connaissances en économie générale (Sciences Po, Bac+5 en Economie...) et une première expérience significative des relations avec la presse. Vous avez par ailleurs une bonne aisance relationnelle, des qualités rédactionnelles, vous pratiquez l'anglais.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, merci d'envoyer lettre, CV et photo à : Annie PERON - DRH CNPF - 31, av. Pierre 1^{er} de Serbie - 75784 PARIS CEDEX 18 - Tél. 40.69.43.98



Attaché
de presse
chargé des
questions
économiques
CDD 6 mois



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

ORGANIS

LE MONDE DES CADRES

2 Consultants confirmés Marketing - Assurance

ANDERSEN CONSULTING, premier Cabinet Conseil aux Entreprises (24 700 personnes dans 46 pays) recherche pour sa division FINANCE deux CONSULTANTS confirmés issus des grandes Ecoles de commerce ou d'ingénieurs.

• Spécialiste du marketing et de la distribution, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans le domaine de la grande Consommation, dans une entreprise leader sur son marché, en tant que Chef de produit, Directeur des ventes... (Réf. JHM/93)

• Spécialiste du secteur Assurance, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans une compagnie (VIE et/ou IARD) et vous avez une très bonne connaissance opérationnelle du métier, plus particulièrement

dans les domaines de l'organisation, des systèmes d'information et de l'utilisation des nouvelles technologies. (Réf. JHA/93)

Vous souhaitez aujourd'hui orienter votre carrière vers les métiers du Conseil. Nous vous proposons de valoriser votre expertise auprès de nos Clients tout en affirmant vos capacités de management d'équipes. Nous vous offrons une formation adaptée en France, en Europe et aux Etats-Unis, et de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence choisie à ANDERSEN CONSULTING - Isabelle DAUMARES - Tour GAN Cedex 13 92082 PARIS LA DEFENSE 2, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**ANDERSEN
CONSULTING**
ARTHUR ANDERSEN & CO, S.C.

Important Groupe Bancaire,
recherche un

Chargé d'études systèmes de paiement

Votre mission : Vous serez chargé de réaliser diverses études stratégiques sur les systèmes de paiement.

Vous devrez conduire ces projets en intégrant tant les aspects réglementaires, techniques et financiers que marketing : vous les présenterez et les argumenterez auprès des instances interbancaires ou du groupe.

Votre profil : Ingénieur avec si possible une double formation (marketing ou finances), vous avez une expérience réussie de conduite de projet informatique, des études préalables à la réalisation finale.

L'expérience de la monétique est un atout, l'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 208 à COMMUNIQUE 50/64, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger



UNIVERSITY OF DUBLIN
TRINITY COLLEGE

LECTURESHIP IN FRENCH

WITH RESPONSIBILITIES IN RELATION TO THE EUROPEAN STUDIES DEGREE

Applications are invited for the above post in the Department of French at Trinity College, Dublin. The appointment is tenable from 1 October 1993, for a period of three years. The field of the appointment is 20th-century intellectual history with a strong commitment to the teaching of the French language, principally within the framework of the European Studies degree. An interest in French social and political theory and structuralism and post-structuralism

in the social and historical sciences is sought.

Salary Scale: IRE13,402 - IRE32,608 per annum.

initially within range IRE13,402 - IRE18,773.

Application forms and further particulars from: Establishment Officer,

Staff Office, Trinity College, Dublin 2, Ireland.

Tel: +353-1-7021678/Fax: +353-1-772163

The closing date for receipt of completed applications is Friday, 14th May, 1993.

Trinity College is an equal opportunities employer.



UNIVERSITY OF DUBLIN
TRINITY COLLEGE

LECTURER IN FRENCH LAW AND FRENCH LANGUAGE

Applications are invited for the above post in the Law School at Trinity College, Dublin. The appointment will be tenable for a period of three years, commencing on 1st October, 1993.

This post is being created to teach a new undergraduate course in Law and French. Candidates should be specialists in the French legal system and should also be prepared to teach (in French) language and civilisation courses.

Salary Scale: IRE13,402 - IRE32,608 per annum.

Appointment will be made within the salary range IRE13,402 - IRE18,773 per annum.

Application forms and further particulars may be obtained from: Establishment Officer,

Staff Office, Trinity College, Dublin 2.

Tel: +353-1-7021678/Fax: +353-1-772163

The closing date for receipt of applications will be Friday, 14th May, 1993.

Trinity College is an equal opportunities employer.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

PROFESSEUR PERMANENT DE MARKETING DE HAUT NIVEAU H/F

L'ESC Troyes est un établissement d'enseignement supérieur géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Troyes et de l'Aube. Elle bénéficie du soutien de HEC et de l'ESCP, de BSN et de KPMG.

ESC Troyes
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE TROYES
GRADUATE SCHOOL OF MANAGEMENT

Avec un positionnement pédagogique novateur, un corps professoral de haut niveau et une infrastructure de pointe, l'ESC Troyes s'est rapidement hissée parmi les Ecoles de Commerce qui comptent.

Afin de poursuivre notre développement pédagogique, nous recherchons aujourd'hui un Professeur de Marketing de haut niveau, pour un poste permanent de 3 jours par semaine. De formation Grande Ecole de Commerce, vous êtes soit titulaire d'un Doctorat ou d'un Ph.D. soit nanti d'un 3ème cycle enrichi d'une expérience professionnelle réussie.

Quelque soit votre nationalité, vous enseignerez en français et en anglais. A court ou moyen terme, vous pourrez accéder à la responsabilité totale de notre Département Marketing et Actions Marchandes.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) à Monsieur Philippe Hug de Larauce - Responsable du Département Marketing et Actions Marchandes - ESC Troyes - 217 avenue Pierre Brossolette - BP 710 - 10002 TROYES Cedex.



SCIC-GESTION Ile-de-France, prestataire de services 2 000 collaborateurs gérant un patrimoine de 100 000 logements recherche pour sa Direction du Réseau et de l'Exploitation un :

ORGANISATEUR

Au sein du service d'Assistance à la gestion locative vous serez chargé de contribuer à l'évolution de l'organisation et du métier de la gestion locative. Après analyse approfondie des besoins des utilisateurs et de la stratégie de la Direction vous devrez : • rédiger les nouvelles procédures d'exploitation, assurer leur diffusion et mise en œuvre auprès du réseau, • assurer leur application informatique en concevant les cahiers des charges et en suivant leur réalisation, • animer la mise en place des nouveaux modes opératoires dans un souci de dialogue et d'amélioration constante de l'organisation, • former les utilisateurs aux procédures nouvelles.

De formation supérieure vous avez une expérience réussie d'organisation dans un cabinet de conseil ou une société de services. Les différentes missions que vous avez effectuées vous ont amené à être en prise constante avec les acteurs du terrain. Vous maîtrisez parfaitement les techniques d'expression écrite et vous alliez initiative et esprit de dialogue. Vous êtes prêt à vous investir au moins trois ans dans un groupe qui vous offrira de larges perspectives. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Jean-René LEGENDRE SCIC-GESTION Ile-de-France - Direction des Ressources Humaines - 14/16, rue Voltaire - 94276 Le Kremlin-Bicêtre en précisant la référence LM 93008.

16 62 72 02

16 62 73 90

16 62 98 71

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX METIERS...

Filiale commune de la Caisse des Dépôts et Consignations et des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, investie de responsabilités de Caisse Centrale, la Société Centrale de Trésorerie se définit aussi comme une plate-forme de services à destination du réseau des Caisses d'Épargne. Ses ambitions d'efficacité et de performance la conduisent aujourd'hui à renforcer ses équipes.

TRÉSORIER-DEVICES

La Direction des Opérations avec l'Étranger de la SCTCEP a pour vocation d'assurer la centralisation du traitement des ordres étranger pour le compte des Caisses d'Épargne.

A ce titre, elle tient les comptes des correspondants étrangers, gère la messagerie SWIFT, assure le traitement post-marché des ordres et centralise la gestion de la trésorerie-devise.

Pour assurer sa mission, la Direction des Opérations avec l'Étranger crée la fonction de responsable trésorerie-devise.

Le titulaire du poste, rattaché au Directeur, est chargé de :

- définir les procédures de remontée d'informations;
- effectuer les opérations sur le marché (comptant, terme, gré à gré et de financement), en relation avec le back-office;
- optimiser la gestion de trésorerie sur les comptes nostri des correspondants étrangers.

Il encadre un assistant.

Pour ce poste qui exige autant de rigueur que de dynamisme, nous recherchons un jeune financier, d'un niveau Bac + 5 en économie, finance ou gestion, riche d'une première expérience de cambiste.

Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Poste basé à Paris (La Défense).



SOCIÉTÉ CENTRALE DE TRÉSORERIE
CAISSE D'ÉPARGNE

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) à : Société Centrale de Trésorerie
Service des Ressources Humaines - 254, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris.

Établissement financier de premier plan recherche son :

Rattaché au Secrétaire Général vous avez la responsabilité d'un département d'une cinquantaine de personnes regroupant l'ensemble des équipes comptables, y compris la comptabilité de certaines de nos filiales, la consolidation et la fiscalité.

Notre société connaît actuellement une mutation profonde et le degré d'informatisation de nos systèmes comptables progresse fortement.

Vous avez la mission d'accompagner cette évolution, êtes responsable de la bonne application des principes comptables et veillez à la qualité des informations produites.

De formation supérieure (ESB ou maîtrise, complétée par l'expertise comptable), vous avez une quinzaine d'années d'expérience professionnelle, dont au moins dix ans d'expérience de la comptabilité bancaire au sein d'un établissement financier ou à travers des missions d'audit ou d'organisation.

Votre aptitude à l'animation d'équipes sera déterminante pour réussir dans ce poste. Enfin, vous avez idéalement déjà été associé à la mise en place de la "BAFT".

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et indication de votre rémunération actuelle sous la référence 9214 à l'Agence Carré Turenne, 129 rue de Turenne 75003 PARIS qui transmettra.

PIERRE FABRE S.A.



crée la fonction de

CHEF DE PROJET SYSTÈMES COMPTABLES

Agé de 30/35 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, + DECS, vous bénéficiez de 5 à 7 ans d'expérience professionnelle en cabinet d'audit et/ou dans une entreprise multinationale.

Au cours de cette expérience, vous avez adapté des logiciels comptables dans un environnement informatique gros système et micro.

Vous serez chargé, sous la responsabilité du Directeur de la Comptabilité, de piloter le travail des utilisateurs comptables dans le cadre de la migration des comptabilités sur de nouvelles architectures. Vous devrez également coordonner les travaux de paramétrages, gestion des tables, reprise de fichiers, définition des interfaces et rédiger les procédures correspondantes.

Ce poste est basé à CASTRES, dans le TARN.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. G.395 à PIERRE FABRE S.A., 11, rue Théron Péné - 81106 CASTRES cedex.

Industrie Pharmaceutique et Cosmétique (5 300 personnes CA 5 Milliards)

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE ÉVOLUTION...

LE GROUPE GMF EST UN DES PREMIERS GROUPE FRANÇAIS DE SERVICES. PRINCIPALEMENT PRÉSENT DANS L'ASSURANCE ET LA FINANCE (GMF-IAO, GMF-VIE, LA GMF-PJ, LA SAUVEGARDE, GMF-BANQUE...) ET DANS LA DISTRIBUTION (LA FNAC...)

Chargé d'Études Statistiques Calculs et Recherches

H.F.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 31/10) à Vanessa DEVENAIS GMF Service Recrutement 2, rue Henri Rochefort 75017 PARIS



LEVALLOIS-PERRET

Chargé de Clientèle Assurances

Paris

Rattaché au Directeur d'une division d'un groupe de courtage d'assurances, vous aurez à développer et à suivre une très importante clientèle de professions libérales répartie sur toute la France.

Vous animerez également une petite équipe chargée de la gestion des sinistres et en contrôlerez l'organisation.

Agé de 30-35 ans, vous avez contribué, au cours d'une première expérience dans notre secteur, au développement d'un portefeuille clients et avez pu ainsi affirmer votre talent commercial et votre sens du conseil.

De formation juridique (DEA ou DESS), vous avez une parfaite maîtrise du droit des assurances et de la responsabilité.

Au-delà de vos qualités relationnelles et commerciales, votre capacité à animer une équipe et à vous adapter rapidement à notre culture d'entreprise est indispensable. Par ailleurs, une bonne connaissance de notre domaine d'activité est un "plus".

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence 6016.



31-33 rue de la Bouasse, 75008 Paris

JURISTE

Au premier plan international dans le domaine des services et de la restauration, SODEXHO avec 44000 collaborateurs, c'est l'alliance de la qualité, de l'action et d'un état d'esprit... contribuer au bien-être de chacun.

Au sein de la Direction Administrative et Financière de la filiale Santé, vous assisterez et conseillerez les responsables opérationnels dans la rédaction et la négociation des contrats. Vous prendrez également en charge les dossiers relatifs à la vie juridique de la société et assurerez le suivi des dossiers Assurances et Contentieux.

30/35 ans, de formation supérieure en Droit des Affaires (Maîtrise, DESS), vous possédez une expérience de 4 ans minimum dans un poste similaire acquis, de préférence, au sein d'une société de service. La connaissance du droit public serait un atout supplémentaire. Pédagogue, vous avez le goût du terrain et possédez de réelles qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. UA/117/JUR à Patrick TORDJMAN, SODEXHO, BP 67 78185 Saint-Quentin en Yvelines cedex.



C'est à l'Homme que notre banque accorde le plus de crédit

JURISTE CONTENTIEUX BANCAIRE

Banque à taille humaine présente dans toutes les régions, le Crédit Coopératif met sa compétence au service des organismes d'intérêt collectif et des entreprises de taille moyenne.

Nous recherchons pour notre département contentieux à notre siège social un Cadre Confirmé qui aura en charge l'instruction et le suivi des dossiers de recouvrement.

Ce poste requiert une expérience d'une dizaine d'années en contentieux dans un environnement informatisé, avec une bonne pratique des procédures collectives et des mesures d'exécution.

Une solide formation en droit des affaires (bac + 4, + 5) est nécessaire pour mener à bien ces missions qui impliquent également une grande disponibilité et une forte capacité relationnelle.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. C.T.X à B.F.C.C./DRH - BP 211 - 92002 NANTERRE CEDEX



UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE



Responsable audit et contrôle

Filiale d'une grande banque française, notre société conçoit et gère des produits d'assurance vie et se positionne parmi les premiers intervenants sur ce marché. Actuellement en forte croissance, nous créons, pour renforcer notre structure, le poste de Responsable Audit et contrôle.

A la tête d'une équipe de 13 personnes, vous êtes responsable du reporting, du contrôle et du suivi des opérations, dans un contexte de diversification des activités et de complexification des opérations.

A ce titre, vous : • assistez l'équipe comptable sur des points techniques particuliers liés à la réglementation de l'assurance-vie, des titres, de l'immobilier... • supervisez et validez les opérations du Back-Office, • optimisez les procédures de contrôle internes et budgétaires.

A 28/35 ans, issu d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous bénéficiez d'une large expérience de l'audit et du contrôle acquise soit dans un département banque-assurance d'un grand cabinet d'audit, soit dans le corps d'audit d'une compagnie d'assurance. Dynamique et rigoureux, ce poste peut être pour vous le point de départ d'une véritable carrière dans notre compagnie.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'envoyer votre candidature sous référence 1176/LM à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP
Washington Moscou Bruxelles Paris

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

**Aujourd'hui l'expansion
c'est possible ...
Notre groupe en témoigne**

Nous sommes un groupe français, international, agissant dans le domaine des produits de grande consommation. Notre chiffre d'affaires est de 15 milliards dont 20% à l'étranger, notre expansion se poursuit par croissance interne et externe, notre rentabilité est parmi les plus élevées de la profession. Notre développement nous conduit à rechercher un

JURISTE INTERNATIONAL

DROIT DES AFFAIRES - FISCALITE

Intégré à la Holding du Groupe, interlocuteur de la Direction Générale et des Directeurs de Sociétés en France et à l'étranger, il mettra en œuvre ses compétences de JURISTE ET DE FISCALISTE et ses qualités d'opérateur, de conseiller et de négociateur.

De formation DCE ou DESS Droit des Affaires, il aura acquis dans un environnement international une solide expérience (minimum 5 ans) particulièrement développée en droit des sociétés et fiscales (acquisitions, fusions, création de filiales, joint-venture...), en droit des contrats et des assurances et, si possible, en droit des marques et de la consommation.

Il maîtrisera l'anglais.
Nos résultats prouvent l'efficacité de nos équipes, vos talents professionnels s'y exprimeront.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf.
75117 3M
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Anteuil
75016 Paris

Juriste international

BSN

Danone, Panzani, Lu,
Kronenbourg, Evian,
BSN Flacornage...
BSN est le 3e groupe
alimentaire européen :
66 Mds de F de CA,
59 000 personnes,
plus de 100 filiales,
implantées
dans 37 pays.

Au sein de la Direction Juridique du Groupe, vous êtes l'interlocuteur reconnu des structures export pour la rédaction, la négociation et le suivi des contrats de distribution, d'agent commercial et de fourniture. Vous agissez également comme conseil en droit européen de la distribution et de la concurrence.

Votre mission est, en outre, de former vos interlocuteurs, en France et à l'étranger, pour une meilleure gestion des aspects juridiques de leur politique export.

De formation juridique supérieure (DESS Droit Européen, International ou Droit des Affaires - ou équivalent européen), vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans une entreprise multinationale ou en cabinet.

Vous pratiquez couramment l'anglais, et si possible une autre langue européenne.

Ouverture, dynamisme et aisance relationnelle seront des atouts dans vos contacts avec l'ensemble des sociétés du groupe.

Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. CW 106M à BSN, Service Recrutement et Gestion des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIEME EUROPEEN

ANALYSTES INDUSTRIELS SENIORS

**GRANDE
BANQUE
MONDIALE**

recrute dans le
cadre du
développement
de ses activités

**Electronique-High Tech
Papier-Carton
Equipement Aéronautique
Chimie-Parachimie**

(réf. 1867)
(réf. 1868)
(réf. 1869)
(réf. 1870)

Vos missions : conseiller notre Banque en matière de crédits, de financements complexes et d'opérations de haut de bilan.

Vos diagnostics porteront sur les plans de développement, les acquisitions-cessions, les prises de participations, ... dans un contexte souvent international. Vous conduirez également des études sectorielles de fond à caractères stratégique et opérationnel.

Vos qualités : capacité d'analyse et de synthèse, vision globale de l'entreprise (stratégique, humaine, organisationnelle, financière), expertise du secteur confirmée par plus de dix ans d'expérience, aptitude à rédiger d'une façon claire et concise, aisance relationnelle aux plus hauts niveaux.

Ingénieur avec une formation complémentaire en gestion, parfaitement bilingue anglais/français, vous êtes un professionnel reconnu dans votre secteur et exercez des responsabilités opérationnelles de premier plan dans un Groupe ou une PME.

Homme de synthèse orienté vers les affaires, vous savez proposer et convaincre, en particulier dans le cadre des opérations de conseil menées par la Banque auprès d'entreprises de toutes tailles. Vous aurez ainsi de réelles possibilités d'évolution au sein de notre Banque.

Merci de bien vouloir adresser les dossiers de candidature en précisant la réf. du secteur choisi à notre Conseil : PLEIN CADRE - 160, av. de Versailles - 75016 PARIS.

PLEIN CADRE

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Agé de 30/35 ans,
généraliste, de formation
supérieure type Sciences
Po, Sup de Co, H.E.C.,
vous avez une première
expérience dans
l'industrie.

Vous serez l'interface
entre le Président et ses
principaux collaborateurs
des directions centrales
du Groupe.

A la fois intuitif, réactif,
diplomate, vous avez
une grande disponibilité

Intellectuelle et
êtes capable de vous
adapter aux activités
variées qui sont celles
d'un Président.

Vous souhaitez relever
ce challenge dans un
groupe qui poursuit
son ascension.

Merci d'adresser votre
dossier de candidature
(lettre manuscrite + CV
+ photo) sous

référence 219/LM

à COMMUNIQUÉ

50/54, rue de Sully

92513 BOULOGNE

BILLANCOURT cedex,

qui transmettra.

Président d'un groupe
important recherche un

**attaché
de direction
responsable
des affaires
centrales**

Chargé
de Clientèle
Assurances

Responsable
audit et contrôle

**Donnez de l'élan
à votre expertise**

JURISTE

Filiale du groupe
international
SANDOZ

spécialisée dans les produits agro-chimiques, nous recherchons notre JURISTE. Conciliant professionnalisme et démarche opérationnelle, vous assurerez d'une part, la gestion et le suivi de l'ensemble des dossiers qui ont une implication juridique (contrats, litiges, ...), et d'autre part, le conseil et l'assistance des Services dans les différents domaines du droit français et communautaire (concurrence, promotion des ventes, responsabilité civile...).

De formation supérieure (3e cycle) en droit des affaires et européen, vous disposez impérativement d'une première expérience professionnelle de 3 ans minimum en entreprise.

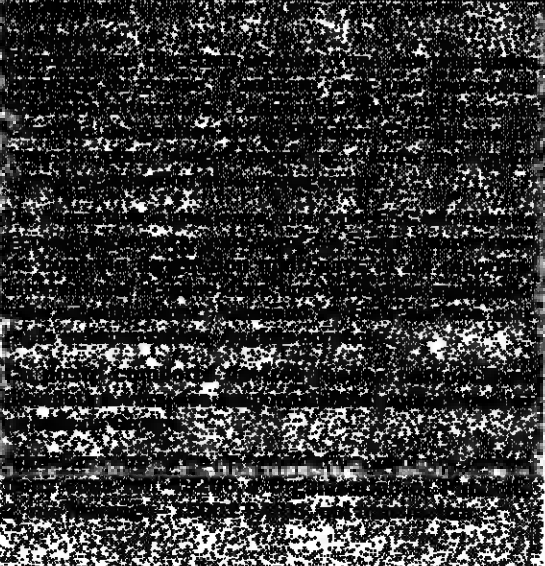
Vous maîtrisez l'anglais et êtes familiarisé à l'utilisation de la micro-informatique.

Si vous souhaitez joindre vos compétences à celles de nos équipes, adressez lettre manuscrite, CV, et prétentions sous la référence LM117 à SANDOZ AGRO, 103 rue Péreire, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

SANDOZ

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL ALLEMAND,
EN FORTE EXPANSION, SECTEUR HAUTE
TECHNOLOGIE, RECHERCHE, POUR L'UNE DE SES
DIVISIONS INTERNATIONALES, SON

BASE EN ALLEMAGNE (STUTTGART)



Groupe industriel du secteur de la métallurgie, nous sommes la filiale française d'une Société internationale. Notre activité intégrée comporte une branche "Services" avec trois filiales dédiées, l'une à la distribution de pièces et accessoires de rechange, l'autre à la maintenance des installations, la troisième à la distribution en gros de matériaux. Ces trois sociétés réalisent un chiffre d'affaires de près de 200 MF. En interface entre ces filiales et le Groupe, nous créons le poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur des Sociétés de Services France, il élabore les budgets et assure leur suivi. Il met en place des outils de contrôle, propose des mesures correctives... supervise le recouvrement, assure le "reporting", y compris auprès de la Direction Financière du Groupe. Il supervise les équipes comptables des filiales et anime en direct une équipe de trois personnes.

Environ 30 ans, de formation supérieure type ESC, plus formation comptable éventuellement, vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans en Comptabilité et Contrôle de Gestion, de préférence dans un poste de terrain, et dans un secteur proche (par exemple, distribution de matériaux construction, maintenance d'installations, transport/logistique...). Vous êtes un utilisateur aisé des outils de microinformatique.

Vous avez un goût et un sens réel de l'organisation alliés à un esprit rigoureux d'analyse. Disponible, communicatif, vous savez vous impliquer dans votre rôle avec souplesse et efficacité. Une évolution dans notre Groupe est envisageable à terme.

Maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Ce poste est basé en proche banlieue Nord de Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la réf. 1937 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

15, rue Cardinet 75017 Paris

Actiman

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Prestations de services

RESPONSABLE D'AGENCES COMMERCIALES

Paris

Une des grandes sociétés mondiales dans son domaine d'activité, agissant auprès d'opérateurs variés (collectivités publiques et privées, gestionnaires d'immeubles, industriels, architectes, BET...) recherche le responsable de plusieurs agences de PARIS.

Animateur d'équipes étoffées, responsable de la gestion et du développement d'un CA de 500 MF, il aura une solide expérience du montage et de la négociation de contrats et du management de personnel, acquise dans des domaines type BTP, services, exploitation de chauffage... Impliquant une bonne connaissance des types de clientèle, il sera formé si nécessaire au métier de notre société et il apportera des qualités marquées de négociateur, de réalisateur et d'animateur.

Ecrire sous réf.
17A 2550 3M
Discrétion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris.

Directeur Commercial France

LINE 7

LINE 7, département de Noël-Entreprises, est une marque bien connue des sportifs. Elle est appréciée pour la qualité et la technicité de ses lignes de produits : chaussures et vêtements. Le collaborateur que nous recherchons aura pour mission de définir la stratégie commerciale, de procéder au référencement des collections auprès des centrales d'achats de sport, d'animer une équipe d'une quinzaine de représentants et de superviser le service de l'administration des ventes. Il aura un dialogue régulier avec les chefs de produit auprès desquels il fera la synthèse des informations recueillies sur le terrain et participera ainsi à l'élaboration des plans de collection. Ce poste s'adresse à un homme jeune, diplômé d'études supérieures, ayant l'expérience de la vente d'articles de sport et connaissant le circuit des centrales d'achats. Il devra être capable de s'intégrer à une structure de PME. Basé à Vitry (Ile de France), ce poste nécessite de fréquents déplacements.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1444.93 M à notre conseil Chantal Baudron s.a. - Département Industries de la Mode et du Luxe - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

UNE DIRECTION COMMERCIALE DANS LA PLASTIC VALLEY!

Oyonnax (01)

Nous sommes la S.I.S.E. à OYONNAX (01) : nous concevons, fabriquons et commercialisons une gamme de régulateurs de température pour moules à canaux chauds, ainsi que d'autres systèmes et services pour l'industrie des Plastiques. Nous vous proposons de développer nos activités en France auprès d'une clientèle industrielle très orientée technique plasturgie. Vous êtes le responsable du volume et du Chiffre d'Affaires, dirigeant une équipe de 7 représentants exclusifs et multicartes, participant activement avec le PDG, à la stratégie de développement des produits et services.

De formation technique Génie Electrique, avec expérience de la vente de produits techniques à des industriels, si possible en milieu plasturgie (expérience plasturgie et moule appréciées, animateur de réseau, de 35/40 ans, respecté de ses clients et de ses vendeurs, voyage 1/2 temps). A terme, une résidence à proximité est vivement souhaitée.

Votre dossier de candidature à Jacques-Yves LEONARDI, Sirca Rhône-Alpes, 20 Bd Eugène Deruelle, 69432 Lyon cedex 03, sous référence 092 932 LM. Si nous devons nous rencontrer, une définition de fonction complète vous sera adressée.

SIRCA RHÔNE
ALPES
ANTICIPER LA RÉUSSITE

Filiale de la société des Bourses Françaises, nous élaborons et commercialisons des logiciels adaptés aux marchés financiers. Afin de renforcer notre position de leader, nous étions nos équipes et recherchons :

1 ingénieur commercial

Commercial de haut niveau et gestionnaire de tempérament, vous développerez et suivrez activement notre clientèle de Banque, dans le cadre des objectifs de notre politique commerciale.

De formation école de commerce, option Finance, vous avez acquis une première expérience de la vente et possédez une certaine aisance technique informatique. (réf. 326 C)

2 ingénieurs projet

Chargés de la veille technologique, relais dynamiques entre les services de programmation et les équipes commerciales, vous animerez de nombreux projets, de l'initiation à la gestion des cahiers des charges jusqu'au lancement et à la réalisation des produits.

Diplômés d'une école d'ingénieur, type Centrale, Supélec, IDN, ENSIMAG, ..., vous avez acquis une culture large sur les métiers de la Finance et de la Banque et maîtrisez l'informatique. (réf. 326 D)

Ces postes basés à Paris requièrent en sus des compétences techniques, un esprit de service, de réelles qualités de communication et la connaissance de l'anglais. Grandes possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous la référence du poste choisi, à notre conseil Alpha à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris.

Conseil de direction

Europcar

Inter
rent

Partnership marketing manager

Présent dans 120 pays (24000 personnes, CA : 4 milliards de francs), nous occupons la place de leader européen de la location de véhicules automobiles. Notre réussite passe par le développement d'accords commerciaux avec certains partenaires privilégiés que sont les industries du voyage et du loisir (compagnies aériennes, tour operators, chaînes hôtelières) et les organismes financiers (cartes de crédit,...). C'est pour renforcer l'équipe chargée de réaliser cette politique d'accords que nous recherchons un partnership marketing manager. Il devra initier, élaborer, négocier, développer et suivre les actions auprès d'une cible définie de partenaires. Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, par exemple), vous maîtrisez grâce à 5 ans d'expérience minimum l'un des secteurs auquel s'adresse notre offre de partnership ou/et le domaine de la location de véhicules. Professionnel du marketing, vous pouvez avoir également une expérience commerciale. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Merci d'adresser votre candidature sous référence 462/E à notre Conseil Critère - 4, rue du Général Lanrezac - 75017 PARIS.

Club de la Presse

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

CHARGE D'AFFAIRES

ENTREPRISES H/F AIN, SAONE ET LOIRE

LE CREDIT AGRICOLE

CONFIRME SA

DYNAMIQUE DE

SUCCES :

PREMIERE BANQUE

EUROPEENNE

5 700 GUICHETS.

73 000 SALAIRES



CREDIT AGRICOLE AIN - SAONE ET LOIRE : banque leader sur la région, 25,9 milliards de Francs au bilan, 128 agences, un développement confirmé sur le marché des entreprises.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience commerciale réussie de 2/3 ans dans une fonction similaire. Responsable de portefeuille au sein de l'une de nos 7 agences-entreprises vous aurez à :

- gérer et assurer le développement qualitatif d'un portefeuille de clients-entreprises dont le CA est supérieur à 10 MF,
- assurer les relations bancaires dans leur globalité (financements, placements, services, international...),
- participer efficacement à l'atteinte des objectifs de l'agence, dans un souci de rentabilité et de maîtrise des risques.

Classification cadre. Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) au CREDIT AGRICOLE AIN SAONE ET LOIRE - Monique DASSIN BP 07 - 3, boulevard John Kennedy 01018 BOURG EN BRESSE cedex

CHARGÉ DE CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE

Véritable intermédiaire entre nos clients et les market makers, vous conseillerez et orienterez les investisseurs institutionnels dans leurs choix de placement.

Au cours de votre expérience professionnelle d'environ cinq ans, vous avez acquis une réelle connaissance des produits de marché, le goût de l'action commerciale et la pratique courante de l'anglais.

Votre potentiel et votre capacité d'engagement personnel vous ouvriront au sein de notre structure des possibilités d'évolution motivantes.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 209 à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Groupe de dimension internationale, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans les multiples domaines de l'assistance, opérationnel 24 heures sur 24 dans le monde entier - 21 sociétés - 1 MdF de CA - 500 000 interventions annuelles. Nous recherchons pour notre Direction Commerciale,

2 INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES

A 30 ans environ (h/f), votre expérience d'au moins 5 années de la vente de services "Business to Business" auprès d'une clientèle de haut niveau - grandes entreprises ou administrations - vous a permis d'affirmer votre tempérament commercial et d'affiner votre sens du conseil.

En collaboration étroite avec votre Chef de Ventes, vous assurez la gestion "sur mesure" et le développement d'un portefeuille grands comptes. Vous savez détecter les affaires, écouter les besoins de vos clients afin de leur proposer une solution originale, complète et adaptée.

Votre charisme, votre talent à conduire de grands projets "d'ingénierie de services" et votre exigence sur la qualité du service rendu, sont vos meilleurs atouts de réussite dans cette mission stratégique.

Pour ce poste à responsabilité nationale situé à Paris, nous vous offrons une formation à notre savoir-faire, notre culture et nos clients, et une rémunération très attractive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et rémunération actuelle sous réf IA/LM à : MONDIAL ASSISTANCE Direction des Ressources Humaines - 2, rue Fragonard - 75017 Paris.

SECTEURS DE POINTE

Ingénieur d'Affaires Confirmé "TERRE" Ingénieur d'Affaires Junior "AIR"

pour VENDRE les ETUDES et nos Produits en France, puis en Europe.



Le Département ARMEMENT du Groupe LACROIX assure la recherche, le développement, la fabrication de Produits issus du SAVOIR-FAIRE PYROTECHNIQUE de l'Entreprise, commercialisés auprès des Etats-Majors et Services techniques des Forces Armées ou d'Industriels Coopérants.

Responsables des objectifs de Chiffre d'Affaires et de la rentabilité des Etudes et Produits, ils en contrôlent les coûts, la tenue des délais. Ils suivent les performances techniques et qualitatives.

Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs Civile ou Militaire, d'Université, vous devrez donc aller chercher des Commandes et affronter les exigences et contraintes de la VENTE.

• L'Ingénieur Commercial Junior, 26/30 ans, a une première expérience de chef de projets ou de vente et, si possible, une connaissance du milieu "AIR".

• L'Ingénieur d'Affaires Senior "TERRE" - 35/40 ans - fait la preuve d'une expérience commerciale réussie, ou d'une bonne approche des Produits "TERRE" en tant qu'Opérationnel.

Implication personnelle, attrait marqué pour la technique, inventivité, talent de négociateur sont autant de qualités nécessaires pour bien atteindre vos objectifs. Evidemment, la pratique de l'ANGLAIS des AFFAIRES est requise.

Merci d'adresser : lettre manuscrite, CV parlant et détaillé (photo), rémunération annuelle brute souhaitée - sous la référence choisie M113 AIR ou M304 TERRE (par l'enveloppe) - à notre Conseil en Recrutement Marie-Françoise LAUTREC LEPT, 35 rue des Cordeliers, 31000 TOULOUSE qui traitera confidentiellement et rapidement votre candidature.

Les premiers entretiens auront lieu à PARIS.

Marie-Françoise Lautrec Lepy



Dans le cadre de son développement l'ESIEE Amiens (Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique)

R E C R U T E :

IMMEDIATEMENT des postes à temps complet

- Ingénieurs en informatique industrielle (Microprocesseurs). Réf I
- Ingénieurs en Electronique de puissance (contrôle et asservissement de systèmes). Réf I 2
- Pour ces 2 postes expérience industrielle indispensable.
- Un technicien en informatique, Télécom et réseaux locaux. Bac + 2 ou BAC pro Télécom et informatique avec expérience Réf T1

POUR SEPTEMBRE

- Un enseignant permanent en physique. De préférence agrégé, docteur ou ingénieur. Expérience de l'enseignement souhaitée. Réf E1
- Des professeurs associés (à la vacation) en informatique, électronique, mathématiques, physique. Réf P.A

PROCHAINEMENT

- Des ingénieurs en :
 - Automatique (Expérience de la production). Réf IA
 - Informatique (Débutants acceptés). Réf II
 - Electronique (Débutants acceptés). Réf IE

Adressez votre dossier de candidature complet avec la référence choisie à :

ESIEE. AMIENS,
Rue du Hocquet
BP0725 80007
Amiens Cedex 1

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie.

Cordis

RESPONSABLE INFORMATIQUE H/F

La mission : ■ prendre en charge les systèmes d'information de l'entreprise. A partir des plans stratégiques groupe, définir, proposer et mettre en place les plans d'actions concourant à la satisfaction des besoins de l'ensemble des services : ■ prise en compte et analyse des besoins ■ fourniture et gestion des moyens matériels et logiciels (IBM AS 400, 70 PC, réseaux) ■ suivi des logiciels (BPCS, ANAEL...) ■ missions générales d'assistance technique, ■ superviser et animer une équipe de trois personnes en ayant une forte implication personnelle dans le quotidien.

Le profil : A 35 ans environ, de formation supérieure informatique, vous exercez une fonction similaire : environnement AS 400 (RPG 400) en milieu industriel. Vous maîtrisez l'anglais.

Vous êtes motivé pour assumer une fonction clé au sein d'une organisation exigeante, qui demande des capacités d'analyse et de synthèse, de la rigueur, du pragmatisme, et une grande ouverture relationnelle.

Merci de nous adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert-Thomas, 69416 Lyon Cedex 03, sous la référence 55.0229/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Ingénieur commercial

REGION
PROVENCE,
ALPES,
COTE D'AZUR

Allen-Bradley est un des leaders mondiaux dans le domaine de l'automatisation et du contrôle industriel. Nous renforçons notre présence commerciale sur l'ensemble du territoire français et recherchons un Ingénieur Commercial. De formation technique, vous avez acquis une première expérience significative dans la commercialisation d'automatismes ou d'autres biens d'équipement destinés à l'industrie. Vous souhaitez accéder à une vente plus globale vous permettant de proposer à haut niveau des solutions d'automatisation complètes dont les performances et la fiabilité sont mondialement reconnues. Par ailleurs, vous maîtrisez la langue anglaise.

Pour ce poste évolutif, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. DSM à notre Conseil : Jacques SCARINOFF & Associés, 10 av. Maignon, 75008 Paris.



ALLEN-BRADLEY
A ROCKWELL INTERNATIONAL COMPANY

NOUS VOUS DEMANDERONS AUSSI D'INNOVER EN MATIÈRE DE MANAGEMENT

Notre société, filiale d'un groupe d'envergure internationale, conçoit et fabrique des équipements mécaniques pour l'industrie lourde. Elle met en œuvre des processus de haute technologie dans des secteurs variés. Le

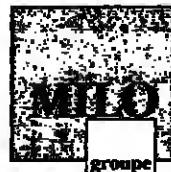
CHEF DU SERVICE ÉTUDES MÉCANIQUES

que nous recherchons aura un rôle important à jouer dans tous ces projets

Au niveau de son unité, il veillera à l'optimisation de ses missions et de ses responsabilités. Il étendra et développera ses relations avec l'ensemble des services de l'entreprise. Il organisera et dirigera ses équipes dans un objectif constant de cohésion et de mobilisation.

Ingénieur mécanicien diplômé d'une grande école, vous avez acquis, au cours de vos 10 ans au moins d'expérience industrielle, de solides compétences en études mécaniques. Vous avez déjà travaillé en milieu pluridisciplinaire dans le cadre de productions complexes et dirigé des équipes importantes (50 personnes). Rigoureux mais aussi créatif et enthousiaste, vous saurez innover dans tous les domaines placés sous votre responsabilité. L'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence M 256/MO à notre Conseil, qui l'étudiera en toute confidentialité.



MILOR R.H.
3 avenue des Ternès
75017 PARIS.

de la
recherche
à
l'industrie

AÉROLOGIE
THERMIQUE



INGÉNIEUR PHYSIQUE DES AÉROSOLS

Le Centre Technique des Industries Aéronautiques et Thermiques (120 personnes), recherche un Ingénieur en Physique des Aérosols.

Vous aurez à mener de manière autonome des études à fort contenu technique, pour le compte d'entreprises de toutes dimensions.

Vous avez une formation de base en MÉCANIQUE DES FLUIDES complétée par un DESS, une thèse ou une première expérience en physique des aérosols.

Vous avez le goût du contact et le sens de la négociation. Vous parlez anglais impérativement, et allemand idéalement.

Ce poste basé en région parisienne (91) la première année, sera par la suite basé à Lyon.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à CETIAT, B.P. 6084, 69604 VILLEURBANNE CEDEX.

GENCOM

SSII SPECIALISEE EN SYSTEMES INDUSTRIELS ET DE COMMUNICATION

INGÉNIEURS LOGICIELS (RÉF. 1)

3 À 7 ANS D'EXPÉRIENCE

Si vous justifiez de compétences dans plusieurs des domaines suivants :

- MÉTHODES-AGL (MERISE, SADT, SART, MEGA, ADW, PACBASE)
- TÉLÉCOM ET RÉSEAUX (GSM, RNIS, OSI, ETHERNET, NOVELL, TCP/IP)
- SGBDR (ORACLE, SYBASE, INGRES)
- LANGAGES (C, C++, FORTRAN, X11/MOTIF, XWINDOW, WINDOWS)

• PROGICIELS (SAP, STRATEGE, TOLAS)

Nous vous proposons d'intégrer nos équipes de développement et consulting, dans le cadre de projets motivants s'appliquant aux domaines :

- des télécommunications
- de la banque
- de l'industrie

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS INFORMATIENS (RÉF. 2)

2 À 4 ANS D'EXPÉRIENCE

Dans le cadre de notre participation aux développements de grands projets dans les domaines des Télécommunications, nous recherchons des ingénieurs justifiant déjà d'une expérience en :

- TRAITEMENT DU SIGNAL
- RADIO
- SIGNALISATION
- TV NUMÉRIQUE
- MICRO-PROCESSEURS (INTEL, MOTOROLA)
- PROGRAMMATION (ASSEMBLEUR, C-UNIX,...).

NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE SOUS LA RÉFÉRENCE CHOISIE À ALAIN DESBOIS, GENCOM, LE MERMOZ, 13 AVENUE MORANE SAULNIER, 78140 VELIZY.

INGÉNIEUR CHIMISTE en Recherche et Développement VELIZY

Depuis plus de 150 ans, nous développons et fabriquons des encres d'imprimerie renommées. Notre Société (1160 personnes - 155 MF de C.A.) a toujours privilégié l'écoute de ses clients et s'est efforcée d'anticiper les évolutions technologiques de son secteur d'activité. Elle mène actuellement une action en vue de la certification ISO 9002.

Au sein de notre Direction Recherche et Développement (25 personnes) vous participerez au développement de familles de produits (produits nouveaux, amélioration de l'existant) et prendrez en charge les problèmes d'application des produits auprès de nos clients.

Ingénieur Chimiste diplômé (ou Universitaire 3ème cycle), âgé d'au moins 27 ans, vous possédez une première expérience industrielle, de préférence en développement de résines, peintures ou encres, à défaut de produits complexes.

Alain LEROUX, Responsable Formation/Recrutement, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature - BRANCHER - BP 80 - 78140 VELIZY Cedex.



BRANCHER
ENCRES D'IMPRIMERIE

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

Bureau d'études spécialisé en géologie, eau et environnement

CPGF HORIZON

recherche
dans le cadre de son développement,
au sein du groupe ENTEC

FUTUR DIRECTEUR DE DIVISION

8 à 10 ans d'expérience

Il aura le profil d'un ingénieur hydrogéologue confirmé avec une compétence particulière dans les domaines de l'environnement. Il sera motivé par la gestion des projets et l'animation d'une équipe de 15 ingénieurs et techniciens. Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

environ 5 ans d'expérience

Il sera responsable d'études d'environnement (audit, impact, environnement industriel...) et amené à faire des missions à l'étranger. Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

INGÉNIEUR GÉOPHYSICIEN

5 ans d'expérience minimum

Il aura pratiqué dans les domaines du génie civil et du bâtiment. Au-delà de ses activités de chef de projet, il sera motivé par le développement commercial des activités géophysiques. Ce poste est créé en région parisienne.

INGÉNIEUR CHIMISTE EXPÉRIMENTÉ

Chargé de mission d'expertise dans les domaines de la pollution des eaux et des sols, il aura une expérience significative dans l'industrie pétrochimique et en particulier la gestion de déchets. Ce poste est créé en région parisienne ou en province.

INGÉNIEUR DE TYPE ENGEE

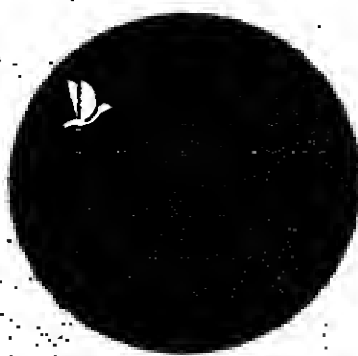
3 à 5 ans d'expérience

Il sera particulièrement compétent en assainissement, qualité des eaux et aménagement du milieu naturel. Ce poste est à pourvoir en province.

2 TECHNICIENS BTS OU LICENCE

Pour des travaux de mesures sur le terrain (hydrogéologie, hydraulique, géophysique, environnement, géochimie...). Ces postes sont à pourvoir en région parisienne et en province.

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions à :
CPGF HORIZON - 12, rue de Paris - 78230 LE PECQ



Filiale de l'organisme
des Eaux de France,
et premier groupe
mondial de traitement
d'eau (3000 personnes,
3,6 milliards
de francs de CA),
nous recrutons depuis
50 ans à un niveau
vital de l'homme
en traitant
et améliorant la qualité
de l'eau, de toutes
les eaux, sur tous
les continents.
Dans le cadre du
développement
de nos activités,
nous recherchons pour
les services spécialisés
de notre
DIRECTION RÉGIONALES
ET TRAVAUX :

PRODUITS INFORMATIQUES INDUSTRIELS

CHEF DU SERVICE

Télégestion, supervision, maintenance assistée par ordinateur, aide à l'exploitation, nous misons sur votre savoir-faire et votre professionnalisme pour déployer l'ensemble de ces activités. Véritable gestionnaire d'un centre de profit, vous êtes garant des résultats techniques et financiers et encadrez une équipe de 9 personnes.

Des chargés de développer, commercialiser et mettre en œuvre ces produits informatiques. Ingénieur ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez une expérience de 5 ans en informatique industrielle. Excellent animateur, vous avez de réelles qualités commerciales et le goût de la gestion. (Réf. LM 142)

ELECTRICITE/AUTOMATISME

INGÉNIEUR

Responsable de la partie Electricité et Automatismes de plusieurs contrats de construction de stations de traitement d'eaux municipales et industrielles, vous travaillez en liaison avec les responsables d'affaires. Ainsi, vous assurez la mise au point technique et la définition des coûts puis en suivez la réalisation : contrôle de la sous-traitance, des délais et de la qualité des prestations.

Ingénieur électrotechnique (ESE, ESIE, ESME), vous avez, au cours d'une expérience de 5 ans chez un ensemble ou dans le domaine de l'ingénierie, consolidé vos compétences en automatisme et acquis une bonne connaissance du marché français de l'électricité. Organisé et méthodique, vos qualités relationnelles sont reconnues. (Réf. LM 140)

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable, l'allemand ou l'espagnol serait apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence choisie à Degrémont, Blandine Dejean, 183 avenue du 18 Juin 1940, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.



FWCEE

FOSTER WHEELER CONCEPTION
ETUDES ENTRETIEN

Société d'ingénierie (certifiée AFAQ/ISO 9001), filiale d'un groupe américain, spécialisée en pétrole, pétrochimie, chimie fine/pharmacie, recherche pour son siège à Paris

Ingénieur Charpentes/Technologue Expérimenté

Vous-même :

- de formation ingénieur ou équivalent, vous avez 30 ans ou plus et au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'ingénierie.
- vous êtes compétent en conception et calcul de structures métalliques : vous maîtrisez les codes de calcul CODAP, ANSI, ASME... des appareils à pression ; vous avez des connaissances approfondies en métallurgie, procédés de soudage et matériaux réfractaires.
- vous maîtrisez l'anglais et la micro-informatique.

Le futur cadre de votre mission :

- votre expérience et vos compétences feront de vous notre expert pour les équipements industriels que nous réalisons pour le compte de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence MQ/883 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : FOSTER WHEELER CEE - DRH - 31/33 rue des Bourdonnais - 75024 Paris Cedex 01.

DES HOMMES DE SOLUTIONS

BERTIN

Notre Société (515 personnes) leader des sociétés de services technologiques, intervient sur des PROJETS PLURI-DISCIPLINAIRES DE HAUTE TECHNOLOGIE. Nous recherchons pour notre établissement d'Aix en Provence un

INGENIEUR ELECTRONICIEN - SPECIALISTE RADIOFREQUENCE -

Ingénieur d'études de formation ENSEEHT, ENSERG, ENSTB, ISEN, ISIM ou autre, vous possédez une culture scientifique étendue et êtes passionné par les aspects techniques de la vie d'un projet. Vous serez chargé de réaliser des études théoriques et la mise au point de prototypes en électronique radiofréquence jusqu'à 2 gigahertz (applications civiles et militaires).

Vous aurez la double fonction R & D de sous ensembles électroniques et d'expertise, en support d'autres équipes de notre centre.

Votre expérience (2 à 3 ans minimum) de la conception et de la mise au point en laboratoire ou en service R & D dans l'industrie vous a permis d'acquies une bonne connaissance des techniques de mesures électriques et électroniques.

Un sens pratique et un goût pour la simulation SPICE, alliés à vos qualités personnelles sont de réels atouts.

Merci d'écrire sous réf. IE 404, à notre Conseil - Cabinet Patricia PERONA - 10, rue Neuve Sainte Catherine - 13007 MARSEILLE, qui nous permettra d'établir nos premiers contacts.



LES SOLUTIONS COMPETITIVES

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUÉES
AU DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT,
AU NORD DE PARIS

recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTUDES

Toxicologie in-vivo respiratoire : études légales et recherches appliquées avec une équipe de 5 personnes.

Vétérinaire et toxicologue (environ 35 ans) : il aura à développer l'activité en entretenant les collaborations internes et externes.

Adresser lettre et CV sous réf. 8562
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Col-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15

COST
URGENT
CONTROLLER
275/330KF +
INGENIERIE
GRANDS PROJETS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE recherche un Cost Controller pour son Département ASSISTANCE TECHNIQUE.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ ou CADRE CONFIRMÉ, vous avez ou moins 10 ans d'expérience du Contrôle des Coûts en Etudes/Appros dans l'ingénierie (Aménagement, Espace, Énergie, Transport...).

Manager et diplomate, en liaison avec le Directeur de Projet, vous aurez une réelle mission d'information en temps réel de l'évolution du budget et du contrôle des "moyens" auprès des différents services. Anglais apprécié. Disponibilité rapide nécessaire.

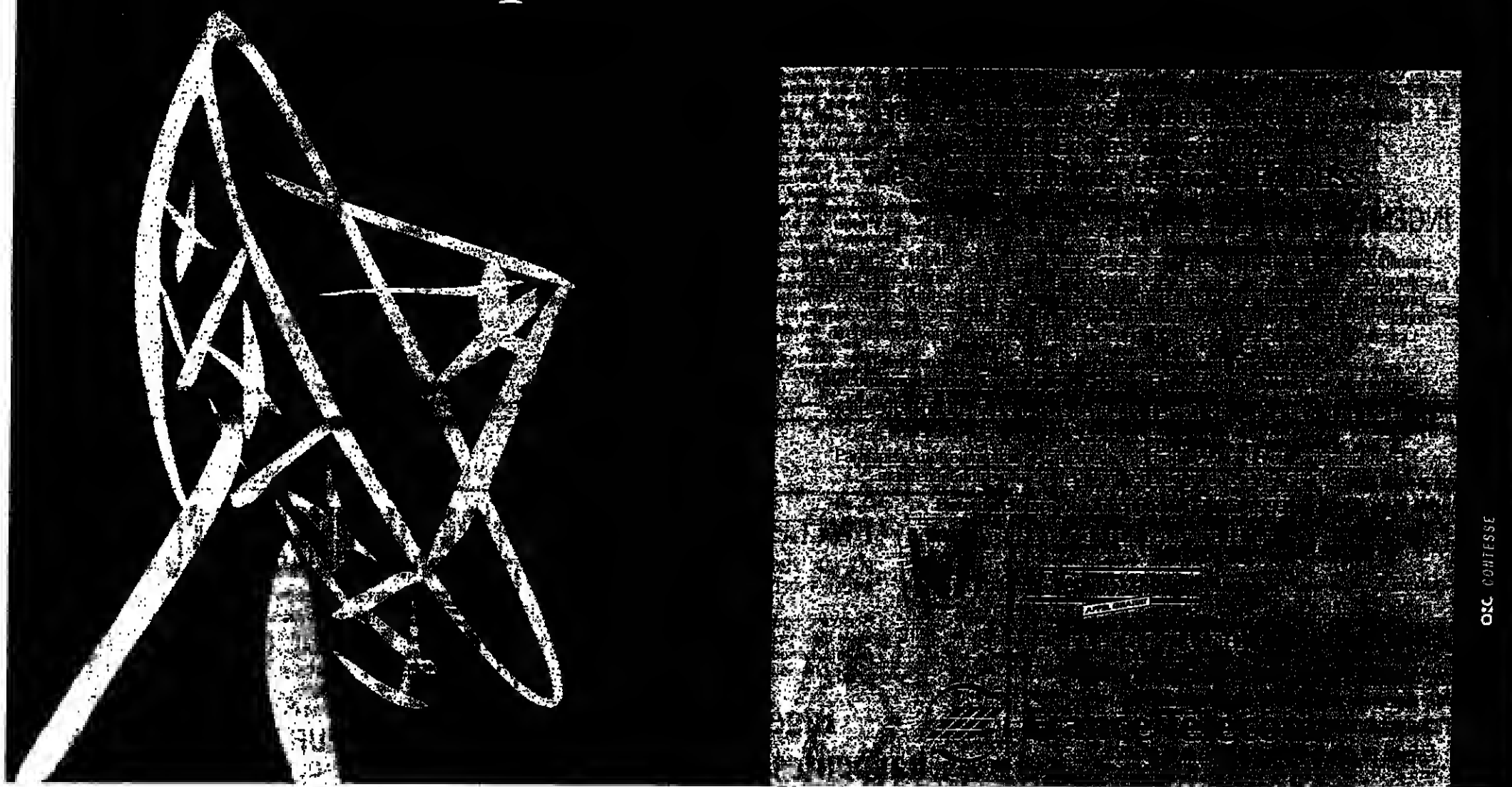
Merci d'adresser fax : 49 59 01 75 - lettre C.V., photo et prétentions sous réf. 86309 à PROJETS - 42 rue Denis Papin - 94851 MRY SUR SEINE Cedex qui transmettra très rapidement.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

France Télécom

l'aventure en plus



OXC PONTISE

Diriger une équipe

Qualité - Sécurité-Environnement - Développement des Procédés

- Notre Groupe, mondialement connu, représente 3.400 personnes en France. Il est structuré autour de 6 Grands Secteurs : Pharmacie, Agrochimie, Produits Chimiques et Colorants, Semences, Nutrition, Construction et Environnement. Le Directeur de l'une de nos unités, située dans l'Eure, recherche le Responsable des Services : Qualité, Sécurité-Environnement et Développement des Procédés.
- Responsable de la Qualité, en liaison avec la Direction Générale, il assume en particulier la mise en œuvre des actions d'animation et de communication nécessaires à ce concept au niveau de l'entreprise.
- Manager opérationnel et concret, il est le garant en matière de Sécurité et d'Environnement du maintien des installations et des équipements à leur plus haut niveau. Il optimise la sécurité aux postes de travail. Intervenir auprès des autorités locales (DRIR, DDE, ...). Il doit être capable d'anticiper sur l'évolution des réglementations, il engage les actions permettant de réduire les taux de déchets et de rejets, et d'une manière générale, il veille à l'intégration de tous ces aspects dans les projets d'amélioration des procédés pour le développement du site.
- Ingénieur en Génie Chimique, Chimie, ou Généraliste, il a acquis à 40 ans environ, une expérience polyvalente dans un groupe industriel qui lui a permis d'évoluer dans des différents domaines et de mener notamment un projet Qualité d'envergure. Anglais indispensable.
- Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3474 M.



147, rue de Courcelles 75017 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTHEC

Cabinet Conseil en Organisation et en Informatique, avec une forte compétence dans les moyens de paiement, recherche, dans le cadre de son expansion

3 Consultants en Monétique

Vous participerez à des actions de Conseil et d'Organisation en Monétique et en Informatique dans les secteurs Bancaire, Financier, Industriel et des Services. Vous les traiterez de leur conception jusqu'à leur mise en place opérationnelle sous leurs aspects stratégique, marketing, technique et économique. Vous mènerez à bien ces missions dans le respect des contraintes de vos clients.

A 30 ans environ, vous êtes titulaire d'un diplôme d'Ingénieur complété idéalement par une formation en gestion ou en organisation. Vous avez acquis une expérience de 3 à 7 ans dans le domaine de la Monétique (notamment les aspects commerciaux), au sein d'un Cabinet Conseil, d'une Banque ou d'une grande Entreprise. Des compétences fonctionnelles en informatique sont souhaitées.

Vous possédez les nombreuses qualités d'un bon consultant : synthèse, clarté, ouverture d'esprit, dynamisme et pragmatisme, capacité à convaincre et aisance relationnelle à différents niveaux. L'évolution au sein du Cabinet est envisageable vers des postes d'Expert ou d'Ingénieur d'Affaires. Poste basé à Paris.



Si vous souhaitez rejoindre une structure dynamique et ambitieuse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CM à SME Conseil - Département Recrutement - 24 rue des Jeûneurs - 75002 PARIS.

Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales

Ingénieur Support Europe

Produits de Messagerie

est un des plus grands opérateurs de communications dans le monde. Nous offrons aux grandes entreprises des solutions globales de télécommunications.

Face à l'expansion de nos services, notre CENTRE EUROPEEN DE SUPPORT CLIENTELE recherche un Ingénieur Support Europe des Produits de Messagerie.

Votre action : ☐ vous assurez un support de second niveau, en soutien à notre centre européen de support clientèle (24h/24) et aux sièges nationaux de BT en Europe ☐ vous intervenez dans la définition et la mise en œuvre des procédures (configuration et implémentation) ☐ vous informez et vous formez ☐ vous agissez en étroite collaboration avec d'autres départements.

Vous avez : ☐ une formation supérieure (Bac+4 ou 5) ☐ anglais courant ☐ une expérience professionnelle en systèmes de messagerie (X.400, EDI, transfert de fichiers...) ☐ la passion du service et du contact clientèle ☐ des qualités rédactionnelles ☐ le sens des priorités.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à OPTÉAMAN - 114 bis, rue Michel Ange - 75016 PARIS. Fax : 40 71 28 41 en indiquant la référence 2214 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Anglais courant

La Défense



Dab's